

Le Corporatisme Agricole et l'Organisation des Marchés en Allemagne

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 14 Décembre 1936

PAR

Raymond BERTRAND

JURY DE LA THÈSE

Président : M. NOGARO, professeur

<i>Suffragants</i>	{	MM. Roger PICARD, <i>professeur</i>
		NOYELLE, <i>professeur</i>

PARIS

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE

Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et C^e et Ancienne Librairie F. Pichon réunies

R. PICHON ET R. DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS

Librairie du Conseil d'Etat et de la Société de Législation comparée

20, RUE SOUFFLOT (5^e ARR^t)

1936

Tous droits réservés

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.*

Le Corporatisme Agricole et l'Organisation des Marchés en Allemagne

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 14 Décembre 1936

PAR

Raymond BERTRAND

JURY DE LA THÈSE

Président : M. NOGARO, professeur

Suffragants { MM. Roger PICARD, professeur
NOYELLE, professeur

PARIS

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE
Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et C^{ie} et Ancienne Librairie F. Pichon réunies
R. PICHON ET R. DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS
Librairie du Conseil d'Etat et de la Société de Législation comparée
20, RUE SOUFFLOT (5^e ARR^t)

1936

Tous droits réservés



Le Corporatisme Agricole et l'organisation des Marchés en Allemagne

INTRODUCTION

A l'heure où l'agriculture française est délibérément engagée dans la voie de l'économie dirigée, les problèmes agricoles reprennent dans les préoccupations des milieux économiques une place de tout premier plan, celle qui fut la leur jadis. Mais à la vérité ce ne sont plus les mêmes problèmes qu'autrefois ; pendant longtemps, en effet, pendant des siècles, seul le régime de la propriété et de la production a été en question ; aujourd'hui, c'est le régime de la répartition des marchés agricoles, qui appelle une réforme.

Jusqu'à ces toutes dernières années, le progrès de l'économie agricole a tendu d'une manière tout à fait générale à réaliser une réforme agraire selon des principes à peu près universellement admis : assurer au cultivateur la propriété du sol qu'il féconde, puis les moyens d'utiliser son droit en lui fournissant des capitaux à bon compte, une instruction technique, bref, tout ce qui lui est indispensable pour produire. Conquête de la propriété, améliorations des conditions d'exploitation, tels sont depuis toujours les buts de la politique agricole, buts qu'un certain nombre de pays pouvaient se flatter d'avoir atteint au siècle dernier, en particulier la France.

Du régime économique de la *vente* des produits de la terre, en un mot du marché, il n'était point question, et pour cause. En effet, les relations entre le producteur et le consommateur étaient immédiates ; la plus grande partie de la population étant agricole, consommait elle-même le fruit de son travail ; quant à la population urbaine, elle se ravitaillait directement ou presque auprès du paysan. Donc, pas d'intermédiaires. Le

prix était fixé tout simplement et effectivement par la loi de l'offre et de la demande, dans un cadre réduit.

Deux faits sont venus modifier cet état de choses. C'est d'une part l'ouverture à la production agricole de vastes territoires d'outre-mer, de l'autre la concentration urbaine et la structure nouvelle de la population des pays civilisés.

Les marchés agricoles sont nés d'abord sur le plan mondial. C'est entre continents que l'on a vu naître les grands courants commerciaux, les places où se rencontrent offre et demande selon le schéma classique, où se forment des cours ayant force de loi sur des pays entiers, bref ce qui constitue vraiment l'essence de marchés dignes de ce nom. C'est une histoire trop connue pour qu'il soit utile d'insister. On sait combien ce phénomène grandiose a attiré l'attention des intéressés, agriculteurs menacés par la concurrence exotique, des économistes et des pouvoirs publics.

Mais dans le même temps où ces transformations secouaient, parfois jusqu'à la ruiner, l'économie agricole internationale, une évolution non moins lourde de conséquences se poursuivait en silence dans le cadre national : c'était la formation d'un marché agricole intérieur, marché n'étant plus pris cette fois dans le sens de lieu de rencontre de l'offre et de la demande, mais comme l'ensemble de toutes les opérations et relations qui règlent la répartition des produits agricoles dans un pays. Un puissant appareil s'est intercalé entre le producteur et le consommateur. Des négociants spécialisés se sont entremis, des bourses ont réuni acheteurs et vendeurs en gros ; des sociétés puissantes se sont constituées pour édifier des usines de transformation, ou truster le commerce d'alimentation. Toute cette évolution est le fruit de la concentration urbaine qui, en groupant des masses de consommateurs loin des producteurs, exigeait la création d'un appareil de distribution. Cette transformation, la naissance des marchés agricoles, constitue en réalité une révolution totale de l'économie agricole. Chose curieuse, elle est passée presque inaperçue de la science économique, des intéressés eux-mêmes et des pouvoirs publics, tout au moins en France.

Cette révolution s'est faite progressivement, sans manifestations économiques ou sociales saillantes, par une suite de processus qui n'intéressaient personne ; ni les économistes rebutés par l'étude terre à terre de problèmes qui se prêtent mal aux systèmes et aux vastes synthèses, ni les socialistes

que leurs œillères marxistes ou « ouvriéristes » détournaient de l'agriculture, même pour étudier son assujettissement au capitalisme, ni même les spécialistes de l'agriculture, trop absorbés par les problèmes de la production. A cet égard, la floraison de littérature agricole qui a suivi la guerre en France est tout à fait caractéristique. Que MM. Hitier se soucient peu des marchés (voir « Les problèmes actuels de l'agriculture », Payot, 1923), cela peut se comprendre, car ces économistes de formation toute libérale s'en remettaient au libre jeu des forces économiques pour assurer la répartition ; mais que M. Compère-Morel écrive « Le socialisme agricole » sans dire un mot des marchés agricoles, voilà qui montre combien le problème était méconnu.

C'est à l'étranger, en Amérique d'abord, puis en Allemagne, que la science s'est attaquée à l'étude des marchés agricoles. Des instituts spéciaux s'y sont livrés à l'investigation patiente des faits : production, consommation, relations et méthodes commerciales, etc. Cela représente un énorme travail de monographies et de statistique, base indispensable de toute critique sérieuse du fonctionnement des marchés sous le régime de liberté, ainsi que de leur réforme éventuelle.

Il est vrai que, pendant longtemps, le fonctionnement des marchés agricoles n'a pas attiré l'attention ; tant que les intéressés eux-mêmes, producteurs et consommateurs, ont trouvé supportables ou suffisants les prix, ils n'ont point remarqué la sujétion que le marché tout-puissant faisait peser sur eux. En effet, si la naissance du marché agricole a répondu à une nécessité, son développement a atteint un degré excessif ; à l'heure actuelle, surtout depuis la guerre, il est certain que le marché est le maître et le profiteur de l'économie agricole, sur laquelle il prélève un salaire disproportionné aux services rendus.

Une seule fois, les abus de cette situation ont été tels qu'ils ont suscité l'inquiétude de l'opinion publique et du gouvernement : ce fut le problème de la vie chère. On sait quelle action énergique a été menée pour le résoudre, jusqu'à l'intervention encore récente de deux ministres d'Etat spécialisés ! A part cela, rien n'a été fait en France pour réformer les marchés agricoles, jusqu'au milieu de 1936. Car les mesures d'intervention prises sur différents marchés depuis 1932 ne visent qu'à améliorer la situation des marchés, nullement à en réformer le fonctionnement.

Dans beaucoup d'autres pays, les conditions naturelles défavorables ou la crise économique ont fait apparaître beaucoup plus tôt les méfaits du régime capitaliste et libéral pour les marchés agricoles. C'est pourquoi la réaction contre cet état de choses y a été plus précoce et plus forte. Selon qu'elle a été spontanée ou imposée par l'Etat, elle a pris deux formes, la coopération ou l'organisation des marchés.

A vrai dire, la coopération ne mérite le nom de réaction contre le système libéral que lorsqu'elle est suffisamment développée et forte pour modifier réellement les conditions du fonctionnement des marchés. En effet, lorsque fonctionnent quelques coopératives de vente, par exemple, elles procurent aux producteurs les avantages de l'union, mais les forces groupées n'en gardent pas moins leur caractère ; la coopérative est elle-même un participant au marché, qui joue la règle habituelle du jeu ; ses membres en bénéficient, mais non l'ensemble des producteurs, encore moins des consommateurs. Il n'y a de véritable régime coopératif que lorsque les coopératives effectuent la majorité des transactions sur un marché. Ce n'est pas une calomnie de dire qu'en France la coopération est très loin d'avoir atteint ce but. Pourquoi ? On en accuse généralement l'individualisme foncier du paysan français. C'est une explication qui mérite de sérieuses réserves. Tout d'abord ceux qui prônent l'individualisme du paysan ne sont-ils pas souvent ceux qui profitent de son isolement ? Même si leurs intentions sont pures, ils pèchent cependant par exagération, car l'individualisme est commun aux ruraux de tous les pays, et si la coopération a pu toutefois réussir dans certains pays, nous allons voir que c'est sous l'influence de la collectivité organisée, sinon de l'Etat.

Les seuls pays où la coopération ait transformé les marchés agricoles sont les pays nordiques et pour certains produits seulement. Remarquons que ces pays sont exportateurs de denrées agricoles ; pour eux l'organisation était une question de vie ou de mort. Eh bien, dans tous les cas, elle s'est faite avec l'appui officiel de l'Etat, qui souvent crée et contrôle lui-même les marques nationales et les exportations. Ainsi même dans la forme « spontanée » d'organisation des producteurs, nous voyons déjà l'intervention de la puissance publique.

Cette intervention se manifeste bien plus clairement encore dans les tentatives d'organisation des marchés inaugurées dans la plupart des pays à l'heure actuelle. A cet égard nous ne fai-

sons aucune différence entre l'A. A. A. américaine, les magasins d'Etat soviétiques, les corporations allemandes ou italiennes et l'office du blé français. Restons pour le moment sourd au cliquetis de grands mots : corporatisme, syndicalisme, communisme, coopération, etc., que suggère cette énumération. Regardons les faits bruts ; nous voyons dans tous ces systèmes les manifestations d'une tendance nouvelle née de la faillite ou des abus du système libéral, et qui prétend substituer par la force l'ordre à la liberté comme principe d'organisation de l'économie agricole.

Notre but est justement d'étudier l'une de ces expériences : celle que le national-socialisme accomplit en Allemagne depuis quatre ans. C'est, croyons-nous, l'une des plus intéressantes et des plus complètes. Elle n'est pas mort-née comme l'A.A.A., elle est plus nuancée et plus complète que le système soviétique d'étatisation pure et simple, plus riche de réalisations effectives que les régimes corporatifs d'Italie, d'Autriche, du Portugal ou d'ailleurs ; il est impossible de n'y voir qu'une façade, tout au moins dans le domaine agricole.

La partie essentielle de notre travail est consacrée à la description minutieuse de l'organisation des marchés proprement dite, c'est-à-dire du mécanisme édifié pour remplacer le libre jeu de la loi de l'offre et de la demande comme régulateur de la répartition par une combinaison d'interventionnisme étatique ou corporatif et d'initiative individuelle, les deux moteurs entre lesquels le national-socialisme cherche une formule nouvelle de compromis. Tel est en somme le nœud de l'expérience dont nous apprécierons les résultats à l'allure des courbes de prix, puisque toute cette organisation n'est que l'instrument qui permet d'établir des niveaux de prix aussi satisfaisants que possible pour le consommateur, et surtout le producteur.

Il était indispensable de replacer l'étude de cette expérience dans le cadre plus vaste de la politique agricole nouvelle, et pour cela d'indiquer d'une part les données fondamentales de l'économie agricole allemande, d'autre part les idées qui inspirent le national-socialisme dans son action relative aux problèmes de la terre.

Quelques chiffres, puis un résumé de la politique agricole suivie par la République de Weimar, nous familiariseront d'abord avec les données naturelles des marchés agricoles allemands et la situation dont le national-socialisme a héritée.

Puis nous verrons dans quel esprit le national-socialisme a entrepris la réforme de l'économie agricole : elle n'est pas une fin en soi, mais un moyen de transformer la structure économique, sociale, ethnique, raciale même de la nation tout entière ; la politique agricole ne vise à rien moins qu'à régénérer l'Allemagne surindustrialisée par le retour à une économie, à un mode de vie, à une éthique qui tireraient leurs forces de la terre nourricière. En réalité les problèmes économiques sont envisagés sous l'angle politique, pour ne pas dire métaphysique.

Cela explique que l'expérience allemande d'organisation des marchés se déroule dans un climat tout à fait particulier ; pour la comprendre, nous devons tenir compte de ce fait, et ne pas appliquer à notre étude les mêmes méthodes qu'à un problème français par exemple. L'Allemagne considère ses expériences, même économiques, comme des batailles menées par la volonté des chefs, selon des méthodes empiriques. Dans ces conditions il est vain d'ausculter soigneusement les textes et d'interroger le point de vue juridique. Il est beaucoup plus important d'observer la personnalité et l'action des chefs, ainsi que les réactions des faits, de la vie, devant les ordres. Cela explique, dans notre travail, le grand nombre de citations de chefs, l'importance attribuée aux faits, même aux détails qui paraissent menus, et le peu d'attention accordé à l'exégèse des textes législatifs. Cette méthode introduit un coefficient subjectif important ; mais elle est la seule possible pour étudier un régime aussi personnel, aussi peu formel et juridique que le national-socialisme, étant donné surtout les conditions d'information.

Car il n'existe à peu près pas d'ouvrages sur cette matière encore fluide de la politique agricole allemande. Nous avons dû tirer toute notre documentation de revues et de journaux. Mais quelle documentation ! Parmi les milliers d'articles compulsés, nous n'avons pas découvert une seule critique ouverte d'une mesure quelconque de la politique agricole. Dans ces conditions, le souci même de l'objectivité nous a contraint de faire nous-même œuvre critique. Il aurait fallu pour cela une expérience totale et personnelle de la vie agricole allemande que nous sommes malheureusement bien loin de posséder. A son défaut, la critique doit être dégagée des faits eux-mêmes, des résultats des mesures, des réformes qu'elles subissent.

Nous ne nous dissimulons pas les infirmités de cette méthode. Si le lecteur, et surtout le lecteur allemand, découvre dans notre travail des erreurs ou des injustices, qu'il veuille bien nous excuser, car la cause en est peut-être l'insuffisance de l'information, non la partialité ; nous n'avons suivi d'autre guide que le désir de la vérité.

PREMIERE PARTIE

Données statistiques sur l'Agriculture allemande

Cette partie a simplement pour but de donner l'ordre de grandeur de la production agricole allemande. Quelques chiffres permettent également de préciser aussi brièvement que possible les traits de la structure économique et sociale de ce pays qu'il est indispensable de connaître pour comprendre les motifs profonds de la politique agricole.

Les indications suivantes ne prétendent pas retracer l'évolution dans le temps de chaque ordre de faits. Dans la mesure où des comparaisons dans le temps sont nécessaires, elles trouveront une place dans d'autres chapitres. Au contraire, nous avons cherché autant que possible à donner les mesures-types de l'agriculture allemande, dans la période 1931-32. Cette date a été choisie d'abord pour la commodité. La plupart des enquêtes, des ouvrages de fond et des collections statistiques se rapportent à cette période ⁽¹⁾. Les chiffres de cette période sont tous dans la moyenne de la période 1928-1933 et peuvent être considérés comme normaux. Enfin cette date est remarquable parce qu'elle précède immédiatement le tournant décisif de la politique agricole amené par le régime national-socialiste. Toute comparaison des chiffres actuels avec ceux de cette période manifeste donc le résultat de la politique nouvelle, abstraction faite bien entendu des variations accidentelles.

Par souci de simplicité et d'exactitude, tous les chiffres

(1) M. Sering. « *Die Deutsche Landwirtschaft* » (1932). — « *Deutsche Agrarpolitik* » (publication de la Fr. List Gesellschaft, 2 vol. 1932). — « *Deutsche Wirtschaftskunde* » publié par l'Office statistique du Reich (1933).

suivants sont extraits d'une publication officielle de l'Office statistique du Reich : « *Deutsche Wirtschaftskunde* » (1933), ou d'un ouvrage plus récent dû au professeur Wagemann, directeur commun de l'Office statistique du Reich et de l'Institut für Konjunkturforschung : « *Konjunkturstatistisches Handbuch 1936* ».

Nous donnerons ces chiffres tels quels, sans en discuter la précision ni les méthodes d'établissement, bien que certains portent plutôt le caractère d'estimation que de relevés statistiques (estimation du produit de la vente des récoltes par exemple).

En 1925, 14.373.000 personnes étaient encore occupées dans l'agriculture, soit 23 % de la population totale, contre 41,3 % dans l'industrie. Malgré l'industrialisation extraordinairement rapide et la désertion des campagnes, la population agricole représente toujours une partie non négligeable du peuple, moins qu'en France, mais bien plus qu'en Angleterre.

§ 1. — SUPERFICIES CULTIVEES

Chiffres afférents à 1931 ⁽²⁾

Sur la *superficie totale* du Reich, on compte :

Superficie cultivée	29.367.800 ha. = 63 %
Bois et forêts	12.776.100 ha. = 27 %
Usages divers	4.720.400 ha. = 10 %

Total 46.864.300 ha. = 100 %

La *superficie cultivée* se répartit de la façon suivante :

Terres labourables	20.485.125 ha. = 69,8 %
Jardins	587.819 ha. = 2,0 %
Prairies naturelles	5.507.281 ha. = 18,7 %
Pâturages	2.656.070 ha. = 9,0 %
Vignobles	82.532 ha. = 0,3 %
Divers	48.996 ha. = 0,2 %

Total 29.367.823 ha = 100 %

Les terres labourables représentent près des trois quarts

(2) *Deutsche Wirtschaftskunde* », pages 78 et suivantes.

de la superficie cultivée. Cette proportion est très variable selon les régions. Dans les régions côtières du Nord-Ouest et de Bavière (Alpes), les prairies et pâturages, au contraire, représentent une proportion supérieure.

Les *terres labourables* elles-mêmes comprennent les cultures suivantes :

Céréales	12.804.000 ha. = 62,5 %
Tubercules	4.322.000 ha. = 21,1 %
Cultures maraîchères	139.000 ha. = 0,7 %
Plantes industrielles	592.000 ha. = 0,3 %
Cultures fourragères	2.282.000 ha. = 11,1 %
Jachères	366.000 ha. = 1,8 %
Prairies artificielles	520.000 ha. = 2,5 %
Total	20.485.000 ha. = 100 %

Les *céréales* occupent une place éminente, et parmi elles le seigle.

Superficies des céréales (1932)

Seigle	4.450.000 ha.
Froment	2.280.000 ha.
Avoine	3.284.000 ha.
Orge	1.322.000 ha.

Le seigle est cultivé presque partout, spécialement dans les terres légères de l'Est et du Nord-Ouest. Au contraire, la culture du froment est concentrée dans un certain nombre de régions où la qualité du sol s'y prête particulièrement.

Parmi les tubercules, la pomme de terre l'emporte de beaucoup sur la betterave. Comme le seigle, la pomme de terre est répandue partout, surtout dans les terres légères. La betterave (à sucre principalement) ne se trouve que dans quelques régions de l'Allemagne moyenne (Saxe, Silésie, Hanovre). Dans l'ensemble, la répartition des cultures est très complexe. Seul l'Est de l'Allemagne, c'est-à-dire la région située à l'Est de l'Elbe, présente un caractère homogène dû à sa structure géologique simple ; le seigle, la pomme de terre et, le long de la Baltique, les forêts de pins y dominent exclusivement.

§ 2. — LES MODES D'EXPLOITATION

Nous en toucherons un mot pour mettre en relief la différence fondamentale entre l'Est et l'Ouest de l'Allemagne. Cette différence a des causes naturelles et historiques. La nature du sol et des cultures impose la grande culture dans l'Est. En même temps ce pays de colonisation, conquis sur les Slaves par les chevaliers des Ordres teutoniques, a hérité d'une tradition sociale toute particulière.

En 1925, on a recensé 5,14 millions d'exploitations agricoles et forestières, occupant une surface totale de 41,6 millions d'hectares.

Classification

D'après la statistique allemande, on distingue :

De 0 à 2 ha, parcelles.

De 2 à 5 ha., petite culture paysanne.

De 5 à 20 ha., moyenne culture paysanne.

De 20 à 100 ha., grande culture paysanne.

Au-dessus de 100 ha., grandes exploitations.

Répartition de la superficie cultivée ()*

Au-dessous de 2 ha.	1.588.000 ha. = 6,2 %
De 2 à 5 ha.	2.924.000 ha. = 11,4 %
De 5 à 20 ha.	9.158.000 ha. = 35,8 %
De 20 à 50 ha.	5.077.000 ha. = 19,8 %
De 50 à 100 ha.	1.692.000 ha. = 6,6 %
De 100 à 200 ha.	1.241.000 ha. = 4,9 %
Au-dessus de 200 ha.	3.918.000 ha. = 15,3 %

Les exploitations paysannes au-dessous de 50 ha. représentent donc la grosse majorité. Elles comprennent près des trois quarts de la superficie totale. A elle seule la catégorie de la moyenne culture paysanne représente 36 %.

Si nous ajoutons que le *nombre* des parcelles et des petites exploitations paysannes est de 3.93 mill., soit 76 % du total environ, on voit que le petit cultivateur représente en Allemagne l'élément essentiel, sauf dans l'Est, comme il ressort du tableau suivant (Sering., *op. cit.*, p. 27) :

(3) « *Deutsche Wirtschaftskunde* », p. 66.

<i>Exploitations agricoles</i>	<i>Est (*)</i>	<i>Reste de l'Allemagne</i>
Jusqu'à 5 ha.	9,3 %	22,8 %
De 5 à 20 ha.	25,1 %	42,4 %
De 20 à 100 ha.	25,3 %	27,1 %
Au-dessus de 100 ha.	40,2 %	7,8 %

Cette répartition inégale de la grande culture explique bien des traits de la politique agricole allemande. Car derrière les mesures prises pour secourir l'Est (désendettement, soutien du seigle, etc.), il faut presque toujours voir l'influence politique et sociale de la grande propriété noble. Bien des problèmes économiques de l'agriculture sont en même temps d'ordre politique au premier chef.

Fermage et faire-valoir

Le second trait caractéristique des modes d'exploitation du sol est le peu d'importance du fermage. La plus grande partie (88 %) des exploitants sont aussi les propriétaires. Les terres affermées ne représentant que 11 % du total.

Les petites et moyennes exploitations paysannes sont pour 93 % soumises au régime du faire-valoir.

Personnes employées

Dans l'ensemble des exploitations agricoles, les travailleurs salariés ne représentent que 22,9 % de la main-d'œuvre, les chefs d'exploitation 25 % et leur famille 52 %. Cette proportion varie considérablement selon la dimension et le mode d'exploitation des entreprises.

Parmi les petites exploitations paysannes, 83 % n'occupent pas un seul travailleur en dehors de la famille. Au contraire, dans la grande culture (au-dessus de 100 ha.), la main-d'œuvre salariée entre pour 94,9 % dans le personnel, dont 15,6 % pour les valets et les filles de ferme, et 79,3 % pour les travailleurs agricoles proprement dits.

(4) Comprend les provinces de Prusse orientale, Poméranie, Brandebourg, Silésie, Mecklembourg et la Marche.

§ 3. — PRODUCTION AGRICOLE (1932) ⁽²⁾

A. — IMPORTANCE QUANTITATIVE

Cultures

(Récoltes en 1.000 t.)

Seigle	8.364
Blé	5.158
Orge	3.215
Avoine	6.650
Pommes de terre	47.016
Berretaves à sucre (exceptionnel- lement faible)	7.876

Rendements à l'hectare (moyenne 1925-30)

Seigle	16,2 q. m.
Blé	20,1 q. m.
Orge	18,6 q. m.
Avoine	18,3 q. m.
Pommes de terre	141,0 q. m.

Cheptel (en 1.000 têtes)

Bovins	19.139
Porcs	22.859
Chevaux	3.395
Ovins	3.405
Poules	84.225

Produits d'élevage

Lait	23,5 mill. d'hl.
Œufs	6,2 milliards

Ces chiffres font ressortir tout particulièrement l'importance du troupeau porcin. Il y a des porcs un peu partout, mais l'élevage en grand est concentré dans le Nord-Ouest (région de Hanovre), à cause des facilités d'importation des fourrages étrangers. Dans l'Est l'élevage, également important, repose sur la récolte de pommes de terre.

Le Sud et la région des Alpes ont la plus grande part à l'élevage des bovins.

(5) « *Konjunkturstatistisches Handbuch* », p. 180.

B. — VALEUR DE LA PRODUCTION AGRICOLE

Elle dépend évidemment en premier lieu du mouvement des prix. Mais les variations de la récolte compensent en général celles des prix, étant donné qu'aux récoltes déficitaires correspondent les prix les plus élevés et inversement, si bien que dans l'ensemble la valeur de la production est à peu près constante en temps normal. Ce fait vrai pour la France ⁽⁶⁾ l'est également pour l'Allemagne.

L'année 1932 se trouve certes au milieu du mouvement brutal de chute des prix. Mais on peut admettre que l'agriculture allemande, pas plus que l'agriculture des autres pays, ne reverra de sitôt le niveau anormalement élevé de 1928-29. Comme le fond de la baisse a été touché en 1932-33, on peut considérer les chiffres de 1931-32 comme normaux, hypothèse confirmée par le niveau auquel le national-socialisme stabilise actuellement les prix.

Valeur de la production totale en millions de R.M. (7) (1931-32)

Ces chiffres s'entendent pour la valeur *totale* de la production et non pour la seule partie de celle-ci vendue sur le marché.

Seigle	916
Blé	836
Avoine	128
Orge	219
Total des céréales	2.099
Pommes de terre	593
Sucre	551
Fruits	559
Légumes	298
Plantes industrielles	38
Vin	82
Total des produits végétaux	4.261

(6) cf. B. Nogaro dans « *Revue économique internationale* », Janvier 1936.

(7) « *Konjunkturstatistisches Handbuch* », p. 176.

Porcs	2.047
Bœufs	832
Veaux	231
Moutons	72
Total du bétail	3.200
Volaille	101
Lait	2.010
Œufs	409
Laine	14
Miel	24
Total des produits animaux	5.862

Total de la production agricole : 10.123 milliards de R.M.

Par ordre d'importance au point de vue de leur valeur, les principaux produits de l'agriculture allemande sont donc les porcs, le lait, puis à peu près sur la même ligne le blé, le seigle, les bœufs.

Au total, les produits animaux sont plus importants que les produits végétaux (l'ordre de précision des chiffres ne permet pas de donner des pourcentages qui seraient tout à fait illusoires).

§ 4. — BILAN ALIMENTAIRE DE L'ALLEMAGNE

Cette question préjudicielle : à quel moment faut-il dresser le bilan alimentaire ou pour quelle période? ne laisse pas de causer quelque difficulté. Car on observe une évolution continue dans tous les domaines vers une réduction des importations, la part de la production nationale augmentant sans cesse. Il n'y a donc aucun intérêt à rechercher une année normale correspondant à la situation moyenne. Nous choisirons l'année 1932, parce que toute comparaison des chiffres d'aujourd'hui avec ceux de 1932 mesure les résultats de l'effort entrepris par le national-socialisme pour atteindre l'indépendance alimentaire, l'autarchie agricole.

Une autre difficulté vient de ce que les grandeurs mesurées ne sont pas toujours comparables. Pour comparer la proportion couverte par la production nationale pour les dif-

férents produits, il faut ramener ceux-ci à un commun dénominateur qui peut être le poids, la valeur marchande, ou la valeur nutritive sous forme de calories.

Le poids est suffisant pour donner un aperçu grossier de la part de la production nationale pour chaque produit, mais il ne permet pas de comparer la situation des différents produits entre eux. La valeur est très intéressante pour la balance commerciale, surtout à l'heure actuelle où l'Allemagne doit utiliser ses devises jusqu'au dernier centime. Reste le bilan établi en calories. Il ne parle guère à l'imagination, car il est toujours difficile de se représenter une *égalité* entre des quantités d'œufs par exemple et de blé, même sous une forme plus ou moins algébrique.

En 1932 la production nationale de l'Allemagne suffit à la consommation des produits suivants : sucre, pommes de terre, lait, viande de veau, de porc ; pour quelques-uns il y a même un excédent.

Consommation (en 1.000 T.) Production nationale en %
Produits végétaux

Seigle	4.900.....	96 %
Blé	4.050.....	97 »
Maïs	40.....	0 »
Riz	158.....	0 »
Sarrazin	28.....	50 »
Pommes de terre	12.300.....	101 »
Sucre	1.314.....	104 »
Cacao	77.....	0 »
Fruits	1.985.....	72 »
Agrumes	419.....	0 »
Légumes	3.208.....	90 »
Vin	237.....	67 »
Huiles	150.....	1 »
Graisses végétales	90.....	0 »
Margarine	526.....	1 »
Total des corps gras végétaux..	766.....	1 »

Produits animaux

Lard	165.....	90 %
Saindoux	252.....	59 »
Beurre	479.....	86 »

Lait	6.700.....	100 »
Fromage	389.....	88 »
Total des produits laitiers.....	24.291.....	89 »
Viande de bœuf	830.....	98 %
Veau	182.....	100 »
Porc	1.195.....	99 »
Mouton	37.....	100 »
Volaille	102.....	71 »
Total de la viande	2.803.....	98 »
Œufs	505.....	71 %
Poissons de mer	586.....	44 »

(extrait de « *Konjunkturstatistisches Handbuch* », p. 179.)

Ce tableau permet de tirer immédiatement les conclusions suivantes.

Le déficit le plus fort est accusé par la balance des corps gras. Il atteint presque 100 % pour les graisses végétales et artificielles; tenu compte de l'importance relative du beurre, l'Allemagne ne couvre pas la moitié de sa consommation de corps gras. En valeur absolue ce poste de l'importation est le plus important de la balance commerciale, après les textiles : en 1931, 689 mill. de R.M. Ce fait seul explique l'importance attachée par l'Allemagne à ses anciennes colonies.

Pour les principaux produits végétaux, céréales et pommes de terre, ainsi que pour la viande, la production est suffisante sinon excédentaire.

Mais le tableau précédent du « *Konjunkturstatistisches Handbuch* » ne révèle pas le second fait saillant du bilan alimentaire de l'Allemagne : les importations extrêmement considérables en fourrages.

En 1931-32, l'Allemagne a importé :

Orge fourragère	681.000 t.
Avoine	10.000 t.
Maïs	771.000 t.
Son	1.400 t.

Ajoutons-y une consommation moyenne de 2 milliards de t. de tourteaux d'origine étrangère.

Tous ces fourrages représentent en somme les matières premières grâce auxquelles l'estomac des animaux fabrique de la viande et du lait, si bien que pour avoir la véritable situation de la dépendance envers l'étranger pour le bétail et tous les produits de l'élevage, il faut soustraire de la produc-

tion nationale tous les produits fabriqués avec ces fourrages étrangers. Le calcul a été fait ⁽⁸⁾ et il modifie sensiblement l'aspect de la balance alimentaire. Pour les produits animaux l'indépendance alimentaire est au coefficient 71 % réel, au lieu de 88 % apparent. D'où il résulte que le déficit originel porte sur l'approvisionnement en fourrages, et spécialement en fourrages albumineux.

Signalons enfin que presque tous les textiles, coton bien entendu, mais également le lin et le chanvre, sont importés. Tels sont les grands trous de la balance : les corps gras, les fourrages et les textiles.

Malgré la difficulté qu'il y a à comparer tous ces résultats et à exprimer par un seul chiffre le degré de dépendance alimentaire, le calcul a été tenté dans la publication signalée ci-dessus. Le principe consiste à exprimer en calories la valeur nutritive de la production nationale et des importations. On se doute que pour les fourrages par exemple, ce calcul ne doit pas être des plus commodes. Nous reproduirons cependant cet indice qui permet, sous les réserves faites ci-dessus, de suivre l'évolution de l'indépendance alimentaire.

Pourcentage de la consommation couvert par la production nationale.

1924	1925	1926	1927	1928	1929
75	74	66	65	70	72
1930	1931	1932	1933	1934	
76	77	75	81	80	

(8) Berichte über Landwirtschaft-Sonderheft n° 115.
« Deutschlands Versorgung mit Lebensmitteln ».

DEUXIEME PARTIE

La Politique agricole depuis la Guerre jusqu'à 1932

Il est indispensable de donner un aperçu de l'évolution de la production et de la politique agricoles allemandes depuis la guerre, pour montrer sous quelle forme se posent les grands problèmes qu'elles ont eu et qu'elles auront toujours à résoudre, pour montrer aussi quelles solutions le régime de Weimar a tentées. Pour cette étude il n'est pas nécessaire de remonter au delà de 1914, car plus qu'en aucun autre domaine, la guerre seule est à l'origine de ce bouleversement total des faits et des idées auquel on assiste en Allemagne.

A l'ébranlement initial causé par la guerre n'a pas succédé un retour à l'équilibre. Au contraire, la politique agraire allemande montre une évolution continue qui l'éloigne de plus en plus des anciennes conceptions libérales, la pousse sans cesse vers l'étatisme, si l'on entend par ce mot l'intervention de la puissance publique dans la vie économique. Pour l'observateur étranger et français en particulier, la politique économique du national-socialisme semble l'aboutissement logique de cette évolution. Il n'y voit que le développement systématique et poussé à l'extrême, sinon jusqu'à l'absurde, des mêmes principes d'interventionnisme.

Et pourtant, le national-socialisme, surtout dans le domaine agraire, prétend avoir réalisé une véritable révolution, c'est-à-dire reconstruit l'économie sur des bases absolument nouvelles, diamétralement opposées à celles du « Système » du régime de Weimar.

Faut-il ne voir dans cette prétention que l'affirmation commune à toutes les révolutions de leur originalité ? Ou contient-elle une part de vérité ?

Nous ne croyons pas possible de répondre à cette question d'une manière unilatérale. Il est vrai que par sa négation absolue des droits économiques et politiques de l'individu comme tel, par son affirmation passionnée de la primauté du peuple sur le citoyen et du politique sur l'économique, le national-socialisme part de principes entièrement nouveaux. Il est non moins exact que dans ses buts et ses méthodes, il hérite d'une tradition d'étatisme, ou si l'on préfère de socialisme, qu'il a développée bien plutôt qu'il ne l'a brisée.

Le présent chapitre veut fournir quelques faits qui nous permettront d'éclaircir d'une lumière encore diffuse certes, cette importante question des origines de la politique agraire du national-socialisme.

A ce point de vue on peut distinguer dans l'histoire de la guerre et de l'après-guerre trois grandes périodes.

La guerre et les années suivantes jusque vers 1923, où la vie économique se déroule dans des conditions tout à fait anormales « blocus, manque de vivres et de matières premières, c'est la période de « l'économie de contrainte », la *Zwangswirtschaft*. A partir de la stabilisation du mark (fin 1923) jusqu'en 1928-29, des conditions normales d'existence sont rétablies. Enfin depuis 1929 la crise mondiale entraîne dans sa chute toute l'économie allemande, et l'agriculture lutte désespérément pour son existence.

§ 1. — L'ECONOMIE DE GUERRE

L'économie de guerre dure en réalité jusqu'en 1923 ; le blocus de l'Allemagne n'a cessé qu'à la signature du traité de Versailles (juin-juillet 1919). Jusqu'à l'occupation de la Ruhr, l'alimentation nationale est péniblement assurée sous la direction de « sociétés de guerre » (*Kriegsgesellschaft*), munies de pouvoirs dictatoriaux d'intervention dans la vie économique. La guerre civile latente, puis la résistance passive et la faillite monétaire caractérisent cette période de troubles.

Dès le début de la guerre (Loi du 4 août 1914), on donne aux autorités municipales le pouvoir de taxation. Mais il ne s'agit que d'une mesure de précaution contre les profiteurs. C'est la seule mesure prévue dès le temps de paix, alors que personne n'envisageait l'éventualité d'une guerre longue, encore moins d'une défaite.

Bientôt un arrêté du 28 octobre étend le droit de taxation aux prix de gros, les pouvoirs passant au Bundesrat. Puis les prix maxima sont introduits pour les céréales, le marché est monopolisé (25 janvier 1915). Une société, la *Kriegsgetreidegesellschaft*, est créée dans ce but; elle peut réquisitionner les récoltes et les stocks, fixer les prix et diriger le ravitaillement. Aux prix maxima pour céréales succédèrent rapidement ceux pour les pommes de terre, le sucre, etc... A la fin de 1915 tous les prix étaient réglementés.

Toutes ces mesures tendaient à protéger le consommateur. Mais la nécessité apparut de diriger séparément les différents marchés. Car le « maximum » faisait disparaître les denrées. Pour empêcher que les paysans ne vendent en sous-main, il fallut pousser l'organisation. On créa des *Reichsstellen*, des offices, pour saisir la production et assurer la répartition de tous les produits : céréales, fourrages, pommes de terre, viande, sucre, alcool, graisses, etc...

Les prix avaient été au début taxés administrativement. Ils devenaient maintenant des prix de monopole des services publics d'alimentation. Mais la disette se faisant de plus en plus sentir, ces prix sont tournés de toutes parts. Les offices nationaux prennent mesure sur mesure, sans plan, sans accord entre les différents marchés. Chaque tarification fait monter les prix des produits de substitution encore libres, qui sont à leur tour taxés mais à un niveau supérieur aux premiers et ainsi de suite. Ces niveaux de prix différents, d'autant plus élevés que la taxation est plus tardive, produisent des effets désastreux; le blé est donné aux porcs, les vaches laitières abattues, parce que le porc est plus cher que le blé et la viande plus chère que le lait.

Ce régime étant devenu intenable, on se décida à adopter une politique d'ensemble. Le Service de l'alimentation (*Kriegsernährungsamt*) élaborait un plan destiné à harmoniser les prix ainsi qu'à assurer la rentabilité de la production et à rendre plus avantageuse la vente que la consommation pour les cultivateurs.

Ce Service de l'alimentation donnait les directives générales et les Offices nationaux les exécutaient sur les différents marchés, aidés des autorités administratives.

Enfin, une collaboration avec les groupements professionnels fut introduite par la création de conseils et de comités techniques. Mais il était un peu tard pour substituer la collaboration à la lutte du début.

Cette politique, on s'en doute, a laissé de très mauvais souvenirs. La source du mal était la guerre et la ruine de la production agricole. Citons quelques chiffres qui rendent compte de la ruine de l'agriculture allemande pendant la guerre ⁽¹⁾. La production des céréales a diminué de 3 mill. de t. par an. Le troupeau porcin passe de 25,3 mill, en 1914 à 5,7 mill. en 1918. Le poids moyen des animaux de boucherie était de 130 kg. en 1918 contre 250 en 1914. L'approvisionnement en lait de Berlin a diminué des deux tiers, etc... Mais la politique de l'alimentation elle-même a commis de grosses erreurs.

Son principal défaut a été de commencer par la tarification et de finir par la réglementation de la répartition, alors que la logique élémentaire demande le contraire.

De plus le manque d'unité de vues et d'action a constitué un obstacle énorme. Tous les pouvoirs de réglementation étaient éparpillés entre les pays (*Länder*), et les autorités administratives, militaires, les organismes économiques. Au début les mesures ont été prises sans tenir compte des nécessités économiques, sans contact étroit avec les intéressés, producteurs et commerçants.

Cet état de choses ne condamne pas toute politique d'intervention en général, car qui oserait prétendre que la guerre offre les conditions normales d'une expérience économique ? Il faut une certaine mauvaise foi pour l'admettre. Mais d'une telle expérience on peut tirer des leçons utiles.

On ne saurait trop souligner l'impression profonde laissée sur tous les Allemands par les expériences amères de l'économie de guerre. De là les efforts acharnés faits pour conquérir à tout prix l'indépendance alimentaire et plus généralement l'autarchie économique. En même temps les leçons de la politique des prix agricoles ont porté leurs fruits. Le national-socialisme s'est gardé de commettre l'erreur fondamentale qui consiste à fixer des prix sans être capable d'agir sur le marché. En même temps, il a développé une propagande incessante pour convaincre la population que la politique national-socialiste de l'alimentation ne ressemblait en rien à l'économie de guerre ⁽²⁾, de là le refus catégorique des dirigeants d'employer un système de cartes pour le rationnement en 1935.

(1) Sering. « *Die Deutsche Landwirtschaft* », p. 16.

(2) cf. l'article de H. Merkel, « *Odal* », Avril 1934.

Mais si les mêmes défauts ont été évités, les mêmes idées au fond ont été appliquées; la principale tout au moins, que la production agricole et l'alimentation nationale sont au premier chef chose de l'Etat, en temps de paix comme en temps de guerre.

§ 2. — RECONSTITUTION DE LA PRODUCTION AGRICOLE (1920-1929)

L'INFLATION

Le traité de Versailles n'améliorait pas la situation alimentaire de l'Allemagne, au contraire. Car elle perdait 9,6 % de sa population, mais 13 % de sa superficie, dans les régions purement agricoles. Ces 13 % de superficie totale représentent en effet 15 % de la superficie cultivée. Comme la population continuait à croître (excédents de naissances, 500.000 en moyenne), le passif du bilan s'alourdissait encore. C'est pourquoi le gouvernement, les partis politiques, les organismes professionnels et scientifiques donnèrent pour but à l'agriculture d'augmenter à tout prix la production dans tous les domaines.

En même temps, la demande de produits alimentaires atteignait des proportions énormes. Le peuple, trop heureux de pouvoir enfin manger, se précipitait sur les comestibles. Ce besoin était insuffisamment satisfait par les importations que l'Allemagne trop pauvre ne pouvait payer. La chute brutale des prix agricoles sur le marché mondial ⁽³⁾ n'a pas réagi sur les prix intérieurs allemands qui, dès cette époque, commençaient à monter en flèche.

Pendant toute la période de l'inflation les prix agricoles ont sans cesse précédé les autres dans leur ascension vertigineuse, pour les raisons exposées ci-dessus. Les denrées, valeurs tangibles au vrai sens du mot pour une population sous-alimentée, ont sans cesse été plus demandées.

C'est donc l'agriculture seule qui a bénéficié de la course folle des prix de 1920 à 1923. Les paysans ont reconstitué pendant cette période leur matériel de culture, leurs bâti-

(3) « *Die Deutsche Landwirtschaft* », p. 17.

(4) B. Nogaro. « *Les prix agricoles mondiaux et la crise* », p. 17.

ments; leurs dettes foncières se sont évanouies. Si bien que, sauf lorsqu'elle a épargné du papier, l'agriculture allemande a tiré de l'inflation des profits positifs, au contraire des autres classes.

LA STABILISATION

Le changement d'étalon monétaire en novembre 1923 allait arrêter net cette période apparemment brillante. Une fois dissipée la fumée mauvaise de l'inflation, la situation véritable apparaissait, concrétisée par des chiffres cette fois stables.

Le chômage de l'industrie, le taux infime des salaires ont ruiné le pouvoir d'achat des consommateurs.

En même temps les mesures de salut des finances publiques, impôts triplés, suppression de tout crédit, rendent désespérée la situation financière de l'agriculture, dont le capital en numéraire s'est volatilisé dans l'inflation, en même temps que ses dettes. Les coopératives de crédit sont complètement ruinées; elles mettront longtemps à se remettre de ce coup. Plus de capitaux à long terme, plus de fonds de roulement.

D'autre part l'industrie en grande partie cartellisée a rétabli ses prix au-dessus du niveau d'avant-guerre dans la nouvelle monnaie, si bien que l'avantage des prix agricoles obtenu pendant l'inflation est reperdu et au-delà.

Heureusement les prix agricoles mondiaux se relèvent en 1924 en grande partie grâce aux crédits accordés à l'Allemagne qui lui permettent de remettre son industrie en marche, d'où relèvement du pouvoir d'achat ⁽⁵⁾. En effet, pendant la période 1920-1925, c'est le pouvoir d'achat de l'Allemagne qui règle le niveau des prix agricoles mondiaux par l'application de ce principe que sur un marché où l'offre est donnée, le prix se fixe au niveau déterminé par le pouvoir d'achat du dernier acheteur indispensable, rôle justement rempli par l'Allemagne. Aussi en 1924 les prix allemands sont-ils enlevés en même temps que le marché mondial, ce qui aide singulièrement l'agriculture dans son œuvre de reconstruction.

(5) Cette opinion est défendue par tous les économistes allemands, cf. Sering. « *Deutsche Agrarpolitik* », p. 129.

RETOUR A LA PROTECTION DOUANIÈRE

L'année 1925 représente vraiment un tournant de la politique économique allemande; pour une fois ce cliché usé convient.

Le plan Dawes a inondé l'Allemagne d'un flot de crédits. La production industrielle monte à une allure record, on se lance à corps perdu dans une politique d'investissements, de production à outrance, de conquêtes des marchés mondiaux ⁽⁶⁾. C'est l'année de Locarno, la paix semble enfin désormais assurée. Où est l'avenir de l'Allemagne ?

C'est là que le désaccord commence. Les industriels, les ouvriers, de nombreux économistes, miraculeusement unis, veulent faire de l'Allemagne une seconde Angleterre, développer par le libre-échange sa capacité productrice, faire de ce pays la forge et l'atelier de l'univers.

Au contraire tous les paysans, tous les conservateurs s'opposent à ces ambitions cosmopolites, et choisissent délibérément la voie de l'autarchie.

La question qui se pose alors apparemment sous la forme de l'alternative : libre-échange ou protectionnisme dépasse de beaucoup le plan économique. Il y va en réalité de toute l'évolution future de l'Allemagne, intérieure et extérieure. C'est peut-être le sort de la démocratie weimarienne qui s'est joué en 1925. Nous n'avons pas ici à le regretter ou à nous en réjouir, nous constatons.

La lutte s'est poursuivie au Reichstag, dans l'opinion publique, les organismes professionnels. Les partis sont entrés dans l'arène pour défendre les intérêts économiques qu'ils représentaient, les social-démocrates pour les consommateurs ouvriers, les nationaux allemands pour les grands propriétaires, etc. ⁽⁷⁾ La solution adoptée est en principe protectionniste, mais elle représente un compromis en ce sens que les produits de consommation courante sont admis à un tarif réduit et que les droits industriels sont encore plus relevés que les droits agricoles, ce qui a emporté l'adhésion des industriels.

Le 17 août est adoptée la loi qui remet en vigueur l'ancien

(6) cf. une description saisissante de cette période dans M. Hermant : *« Paradoxes économiques de l'Allemagne moderne »*.

(7) Les partis politiques du régime de Weimar n'étaient que l'expression parlementaire des groupes économiques, cf. sur ce point J.-B. Holt *« German agricultural policy »*.

tarif de 1902. Les communistes et les socialistes votent contre. Le nouveau tarif se distingue de celui d'avant-guerre sur quelques points seulement : droits plus élevés pour la viande et les œufs.

Pour tenir compte des besoins des consommateurs, la loi prévoit des tarifs réduits pour 33 denrées de première nécessité. Ces postes à tarif réduit ont été peu à peu supprimés ; en 1926 il n'en restait plus que 9, tous les autres ont disparu en 1929, sauf pour le lard et le saindoux que l'Allemagne ne pouvait produire qu'en augmentant par là même la production de porcs, ce qui n'était pas souhaitable.

Dans le même but, un contingent de viande frigorifiée est admis en franchise. La lutte des partis se ranima autour de la fixation de ce contingent, enfin porté à 1,2 mill. de qm, puis supprimé également en 1930.

Les Junkers aussi avaient obtenu leur morceau dans la bataille, sous forme de remise en vigueur du système des bons d'importation (Ord. 3 Sept. 1925). Il nous faut dire un mot de ce système tout à fait caractéristique de la politique douanière et agricole allemandes.

LE BON D'IMPORTATION (*Einfuhrschein*)

Ce système a fonctionné de 1896 à la guerre, puis de 1925 à 1930 avec une interruption en 1927. Avant la guerre, il était avec le tarif douanier le régulateur essentiel du marché des céréales.

Le bon d'importation est un titre délivré lors de l'exportation du seigle, qui donne droit à importer des céréales à un tarif douanier réduit.

Le bon représente une valeur égale au droit de douane sur le seigle, car à l'importation, la douane le prend en paiement pour cette valeur, en déduction du droit à payer par l'importateur.

Le bon est négociable; il est valable pour l'importation de toutes les céréales.

Prenons un exemple. En 1913, le cours du seigle à Amsterdam était de 120 R.M. la tonne, le droit de douane de 50 R.M., et le cours à Berlin à la même époque de 160 R.M. la tonne. Un exportateur allemand peut alors vendre une tonne de seigle, mettons à 125 R.M. à Stockholm. Il reçoit pour cette exportation un bon d'importation qu'il négocie à 47 R.M. par

exemple. Ce bon est acheté par un importateur de blé qui va acheter du blé à Anvers à 150 R.M. par tonne, payer le droit de 55 R.M. avec son bon qui lui est compté pour 50 R.M. et le supplément de 5 R.M. La tonne de blé lui revient en réalité à $150 + 47 + 5 = 202$ R.M., il la revend au cours intérieur de 205 R.M.

Dans cet exemple les différences de cours ont été exagérées pour simplifier. Elles peuvent aussi ne pas se produire, car un certain aléa subsiste du fait de l'évolution des cours mondiaux et intérieurs, mais en principe ce système de bons négociables constituait un mécanisme automatique (l'Etat se contentant de créer le papier) et sensible qui réglait les prix des céréales.

Ce mécanisme remplissait plus précisément deux tâches :

1° Régler dans le temps et dans l'espace l'écoulement de la récolte de seigle.

Dans le temps : la pression exercée sur le marché au début de la campagne par l'arrivée de la récolte est allégée par l'exportation. Si à la fin de la campagne les réserves sont insuffisantes, des importations correspondantes rétablissent l'équilibre.

Dans l'espace : la grande région productrice de seigle est l'Est. La grande région consommatrice est l'Ouest, parce que l'élevage des porcs est concentré surtout dans le Nord-Ouest. En effet, dans tout ce mécanisme du bon d'importation, il faut bien voir que le seigle est considéré essentiellement comme un fourrage et non comme une céréale panifiable.

Comme les communications transversales de l'Est à l'Ouest ne sont pas favorables au trafic commercial (pas de voies navigables), il est plus avantageux d'exporter le seigle de l'Est vers les pays consommateurs qui sont les pays baltiques, et d'importer dans le Nord-Ouest les fourrages d'outre-mer, orge et maïs surtout.

On s'explique ainsi que le bon d'importation représente une aide, et dans certains cas une véritable subvention aux producteurs de l'Est, de Prusse orientale et de Poméranie, c'est-à-dire à la grande propriété des Junkers, d'où la portée politique de toutes ces mesures économiques.

2° Assurer l'efficacité du droit protecteur du seigle et maintenir le prix en cas de surproduction.

Si une bonne récolte de seigle vient aggraver la surproduction latente, le bon d'importation permet de forcer l'expor-

tation et de dégager le marché. L'Allemagne se débarrasse ainsi de ses excédents de seigle sans que les exportateurs subissent de pertes sensibles. Le fonctionnement financier du système ne se traduit même pas par un véritable déficit pour l'Etat, mais plutôt par un manque à gagner sur les rentrées des douanes.

Examinons en effet les conditions indispensables au fonctionnement du système. C'est en premier lieu la nécessité constante d'importations d'autres céréales, en second lieu la stabilité des prix mondiaux et intérieurs.

1° Il faut que, quel que soit le résultat de la moisson, l'Allemagne ait un excédent d'importations de céréales. Alors, seulement, il se trouvera toujours un importateur disposé à acheter les bons mis en circulation, autrement ceux-ci seraient invendables. Pendant la période 1906-13 l'Allemagne a exporté annuellement 0,365 mill. t. de seigle, mais importé 5,6 mill. t. de céréales.

2° Le système des prix doit avoir une certaine stabilité, pour réduire au minimum l'aléa spéculatif provenant du prix mondial, et assurer au bon une valeur commerciale aussi élevée que possible. Si, en effet, l'importateur risque de voir varier du simple au double la marge entre les prix mondiaux et intérieurs, si en particulier les droits de douane ne sont plus fixes, il donnera tout au plus 25 R.M. d'un bon d'importation de 50 R.M.

Au point de vue fiscal, la délivrance de bons d'importation est une opération blanche pour l'Etat, lorsque à l'exportation supplémentaire de seigle correspond une importation équivalente. La balance du commerce des céréales de l'Allemagne présente un solde déficitaire fixe. Donc à toute exportation de seigle correspond nécessairement une importation équivalente. Mais au point de vue fiscal, le résultat dépend de la nature de cette importation. Si contre 100.000 t. de seigle exportées en octobre, 100.000 t. de seigle rentrent en franchise en mars suivant, l'opération est évidemment blanche. Mais si au lieu de seigle ce sont 100.000 t. de blé qui rentrent au droit de 5 R.M. t. (55, droit sur le blé, moins 50, bon d'importation), il y a bénéfice. Si au contraire l'importation des 100.000 t. se fait en orge (droit de 13 R.M. t.), elle représente un manque à gagner de 37 R.M. t. pour la douane. Avant la guerre, la proportion orge-blé dans les importations était telle que

les gains et les déficits se compensaient presque, le déficit dominant toutefois.

Au point de vue économique, les résultats du système dépendent des prix de vente du seigle et des prix d'achat des autres céréales. Il est clair que, lorsque le cours du seigle descend au-dessous d'un certain niveau par rapport au blé et surtout à l'orge, la balance du commerce en valeur accuse un déficit croissant. Lorsque le prix du seigle sur le marché mondial baisse par rapport au niveau allemand, l'exportation n'est possible que si la valeur des bons d'importation est relevée en proportion ; il peut être alors nécessaire de l'élever tellement que le bon représente essentiellement une prime de dumping. En 1931 par exemple, le fonctionnement du système aurait exigé des bons à 120 R.M. t., valeur supérieure au prix mondial (8).

Avant la guerre, toutes les conditions nécessaires au fonctionnement de ce système étaient remplies, mais depuis, il en est autrement. Pendant quelques années après 1925 le système a encore fonctionné, mais de plus en plus péniblement, si bien qu'il a été supprimé en 1930.

LA SITUATION A LA FIN DE 1928

Sous l'action de cette protection douanière, sans cesse renforcée, les prix agricoles allemands continuèrent leur ascension, ce qui les éloigna de plus en plus des prix mondiaux déjà sur le déclin. Cette hausse rendue possible par l'augmentation du pouvoir d'achat due à l'essor de l'industrie, avait favorisé le développement de la production agricole, qui, en 1928, a dans l'ensemble retrouvé le niveau d'avant-guerre.

Comparaison des chiffres de la production (en 1.000 T.) :

	1913	1928
Seigle	12.222.....	8.522
Blé	5.094.....	4.022
Orge	3.673.....	3.347
Avoine	9.714.....	6.996
Pommes de terre	54.121.....	41.269
Betteraves	16.940.....	11.011

(8) « *Deutsche Agrarpolitik* » p. 269.

En valeur absolue la différence est encore considérable. Mais ces récoltes sont produites sur un territoire réduit, puisque l'Allemagne a perdu par le traité de Versailles 17 % des surfaces cultivées en céréales panifiables, 13,3 % des céréales fourragères, 13,9 % des betteraves et 18,2 % des pommes de terre ⁽⁹⁾.

Si l'on compare les rendements à l'hectare la différence s'efface presque ⁽¹⁰⁾.

	Moyenne 1911-1913	1929
Seigle	18,6 qm.....	17,3 qm.
Blé	22,7 qm.....	20,9 qm.
Avoine	19,8 qm.....	20,7 qm.
Orge	21,2 qm.....	20,4 qm.
Pommes de terre	137,7 qm.....	141,4 qm.

Le cheptel a été reconstitué plus rapidement et plus complètement encore que la force productrice du sol. Comparons cette fois le cheptel de 1928 à celui de 1913 sur le territoire actuel, pour obtenir des chiffres comparables ⁽¹¹⁾.

	1913	1928
Vaches laitières	9.025.000.....	9.500.000
Bovins	18.474.000.....	18.414.000
Porcs	22.533.000.....	22.899.000 (1927)
Moutons	4.988.000.....	3.635.000

Les vides sont comblés, sauf pour les moutons en voie de disparition. Le nombre des vaches laitières est même en augmentation sensible. Le rendement en lait est nettement supérieur : 2.200 l. contre 1.800 l. ⁽¹²⁾.

Pour les porcs nous avons cité le chiffre de 1927, car il correspond à un sommet du mouvement cyclique comme c'était le cas en 1913.

Mais il faut souligner que la reconstitution du cheptel s'est faite grâce à l'importation de fourrages étrangers. Les entrées de maïs et d'orge passent de 14,6 mill. qm. en 1924 à 50 mill. qm. en 1928.

En somme, si l'on compare les territoires semblables du Reich de 1913 et de 1928, l'ensemble de la production agri-

(9) « *Die Deutsche Landwirtschaft* », p. 17.

(10) « *Deutsche Wirtschaftskunde* », p. 86.

(11) *ibid.*, p. 87.

(12) Sering. « *Deutsche Agrarpolitik* », p. 129.

cole apparaît du même ordre de grandeur, avec un moins pour les produits végétaux, spécialement les céréales, un plus pour les produits animaux.

Mais pendant que la production se reconstituait, la consommation subissait des modifications profondes dues à l'évolution démographique et au changement des habitudes alimentaires.

1. *Evolution de la population.*

En 1928, la population totale est inférieure à celle de 1913 (63,30 mill. contre 66,98 mill.), mais elle est supérieure à celle qui vivait en 1913 sur le territoire actuel (60,3 mill.). Il y a donc plus d'Allemands sur le même espace.

Mais cette population s'accroît moins vite qu'avant la guerre. Au lieu des excédents de naissance de 887.000 en 1906-1910, le chiffre baisse à 443.000 en 1928 et il diminue sans cesse depuis la guerre.

Par là même, la composition des classes d'âge se modifie au détriment des classes jeunes. Il s'ensuit que la consommation de produits alimentaires ne s'accroît plus au même rythme qu'avant-guerre. De plus la prédominance des classes âgées restreint la consommation d'aliments consistants, pain et pommes de terre en particulier.

Cela explique que la consommation de ces aliments ait fortement diminué : de 29,2 % pour le seigle, 6,5 % pour le froment, 23,8 % pour les haricots secs. Seule celle de la pomme de terre s'est maintenue (1 % de plus qu'avant-guerre), en raison du bas prix de cet aliment ⁽¹³⁾.

2. *Changement des habitudes alimentaires.*

La concentration urbaine, la suppression du travail purement physique, le développement des professions commerciales, des transports, etc., exigent des citadins (les trois quarts de la population allemande) un mode de vie tout différent, qui se traduit d'abord dans l'alimentation. La nourriture lourde principalement riche en hydrates de carbone, pommes de terre, pain, tous les féculents, est délaissée au

(13) « *Deutsche Agrarpolitik* », Band. I, p. 149.

profit d'aliments concentrés, faciles à digérer, riches surtout en albumine : viande maigre, œufs, produits d'élevage, fruits et légumes frais.

Cette modification des habitudes alimentaires, réalisée depuis longtemps dans les pays anglo-saxons, s'est produite d'un seul coup en Allemagne pendant la période de prospérité industrielle 1924-1929.

Ce déplacement de la consommation est un des faits essentiels de l'après-guerre. Il explique l'évolution relative des prix, de la production et du commerce extérieur de denrées alimentaires.

Dans l'ensemble, les prix des produits demandés par suite des habitudes nouvelles (produits laitiers, fruits, légumes), ont atteint un niveau plus élevé que celui des autres denrées.

Cependant, il ne faut pas oublier que la demande n'est pas le seul facteur du prix. Ainsi malgré une consommation décroissante, les prix du seigle et du blé ont monté considérablement par suite de la politique d'intervention de l'Etat.

La production s'est adaptée autant qu'elle l'a pu d'elle-même au changement de la demande, sans arriver toujours à la rattraper, tant l'ascension était rapide.

Le tableau suivant montre le développement de la consommation pour les principaux produits, ainsi que la part de la production nationale. Si nous soumettons de plus à la comparaison les excédents d'importation, nous rendons exactement compte du phénomène étudié.

Consommation (en 1.000 T.)

	1925	1926	1927	1928	1929
Seigle (farine) ...	3.570	3.500	3.360	3.290	3.360
Blé (farine)	3.237	3.417	3.597	3.369	3.381
Haricots	40	45	31	26	36
Lentilles	23	26	24	31	34
Pommes de terre..	12.300	11.900	11.400	11.000	11.000
Sucre	1.265	1.335	1.440	1.465	1.493
Fruits	2.160	1.746	1.951	1.970	2.604
Légumes	3.100	3.100	3.155	3.183	3.194
Beurre	324	332	404	447	445
Lait	7.300	7.500	7.500	7.500	7.500
Fromage	293	286	326	333	333
Viande	2.520	2.564	2.813	2.983	2.955
Volaille	76	84	90	99	104
Œufs	390	401	453	500	509

(Extrait de « *Konjunkturstatistisches Handbuch* », p. 178).

Part de la production nationale (en %)

	1925	1926	1927	1928	1929
Seigle (farine) ...	103	91	93	109	109
Blé (farine)	65	47	52	64	64
Haricots	25	22	35	35	20
Lentilles	30	27	29	23	21
Pommes de terre..	99	97	95	97	98
Sucre	102	112	104	96	112
Fruits	80	76	78	72	83
Légumes	86	88	86	84	84
Beurre	70	70	73	72	70
Lait	100	100	100	100	100
Fromage	75	78	78	82	81
Viande	88	89	90	92	93
Volaille	75	71	69	66	66
Œufs	62	64	64	64	66

On remarque la diminution importante qui affecte le pain de seigle, remplacé par le pain blanc, les pommes de terre et les haricots.

L'augmentation la plus considérable porte sur le sucre, les fruits (en particulier les agrumes qui passent de 308 en 1925

à 402 en 1929), le beurre, les fromages, la volaille et les œufs. Pour tous ces produits la part de production nationale n'augmente que très peu, ce qui prouve qu'en valeur absolue elle augmente, mais sans arriver à remplacer les importations étrangères.

Ce résultat est confirmé par l'examen des importations.

Importations croissantes (en 1.000 qm.)

	1925	1929
Beurre	965.....	1.353
Légumes	4.408.....	5.023
Agrumes	3.798.....	4.992
Fruits	3.885.....	4.409

Importations croissantes, puis décroissantes

	1925	Maximum	1929
Blé	14.662....	25.308 (1927)....	18.291
Œufs	1.422....	1.783 (1928)....	1.679
Maïs	5.499....	21.048 (1927)....	6.689
Bétail	840....	1.599 (1927)—..	814 (1930)

Importations décroissantes

	1925	1929
Lait	1.069.....	295
Fromage	728.....	643
Viande	2.488.....	1.120

(Extrait de « *Die Deutsche Landwirtschaft* », p. 22).

Seulement pour le lait, la viande et dans une faible mesure le fromage, la production nationale a réussi à se développer plus vite que la consommation, pour la plupart des autres produits elle la suit.

Si ce résultat a été obtenu, c'est en partie à l'intervention gouvernementale qu'on le doit. Nous avons signalé au début de ce chapitre l'influence de la protection douanière qui a réussi à élever le niveau des prix et à développer la production nationale, mais non à restreindre les importations, pour des raisons que nous exposerons plus loin.

Mais l'intervention gouvernementale est allée plus loin. L'évolution de la consommation, avec toutes ses conséquences sur les prix et les importations, n'était pas passée inaperçue. De là l'idée de développer le plus possible la production alle-

mande dans le même sens que la consommation. Mais à cela il y avait un obstacle : la supériorité technique de l'étranger.

Ce genre de production demande une culture intensive, des capitaux considérables. La Hollande a des serres pour y faire venir les plus beaux primeurs; les laiteries danoises possèdent des installations perfectionnées. En plus de ces moyens de production, l'étranger a des capitaux; ses investissements sont presque tous amortis. Il y a mieux : partout dans les pays scandinaves, en Belgique, en Hollande, les produits sont standardisés, la qualité est contrôlée par l'Etat lui-même. Enfin l'organisation coopérative de la vente permet à ces producteurs de vendre sans intermédiaires sur les centres de consommation de l'Allemagne.

Contre une telle puissance, l'agriculture allemande sans capitaux, sans organisation, mal outillée, était désarmée.

C'est pourquoi, répondant à l'appel des producteurs, l'Etat décréta en 1928 un programme destiné à permettre à l'agriculture allemande de développer la production de qualité : élevage, basse-cour, légumes et fruits. Ce programme est connu sous le nom de plan Schiele, du nom du ministre qui l'a introduit. Il représente le premier essai important, sinon systématique, d'intervention sur la production agricole et les marchés.

Son but était d'améliorer la qualité de la production et les conditions de la transformation et de la vente. Pour la production, on a soutenu les éleveurs de bêtes de race par des primes (porcs, vaches laitières, volailles), développé la sélection des semences, on a entrepris des travaux de drainage, d'amendements, de reboisements.

Du côté de la vente, des crédits ont été ouverts aux coopératives. Parfois même l'Etat est intervenu directement sur les marchés : orge, houblon, achats sur le marché de bestiaux de Husum (le plus important pour l'élevage du Nord), etc.

Le programme prévoyait même un début d'organisation professionnelle du marché du lait, avec groupement obligatoire des coopératives, répartition des régions productrices et consommatrices, etc. Mais ce projet est resté sur le papier.

Le trait caractéristique de cette action réside moins dans ses buts que dans ses méthodes, ou plutôt sa méthode : la subvention.

En 1928, 64 millions ont été distribués pour aider la vente du bétail, rationaliser les coopératives, favoriser l'élevage des

volailles ⁽¹⁴⁾, 20 millions en 1929 pour les coopératives laitières, les poissons d'eau douce (sic), les œufs, etc. Un plan quinquennal de crédit aux seules coopératives laitières prévoyait un montant en capital de 200 millions de R.M. (1,2 milliard de francs).

On peut dire que pendant près de deux ans une véritable pluie de subventions a répandu sa rosée bienfaisante sur les coopératives, les associations, etc., sur tous ceux qui étaient assez habiles ou assez puissants pour s'en assurer une part.

Cette politique n'a pas donné d'heureux résultats. La plupart des organismes créés à l'instigation de l'Etat, coopératives pour la vente des œufs, une fabrique de charcuterie en Prusse orientale, ont fait faillite à bref délai. Seul le marché du bétail a tiré bénéfice des interventions.

Mais en dehors des résultats matériels, l'effet moral de cette politique a été désastreux. Il est impossible de répartir équitablement des subventions, même si l'on s'y efforce. A plus forte raison quand la distribution de la manne gouvernementale est influencée par toutes les manœuvres de la politique, des intérêts économiques plus ou moins camouflés. Dans ce sens on peut dire que l'expérience 1928 a mis en lumière tous les inconvénients de la politique des subventions.

GERMES DE CRISE AGRICOLE EN ALLEMAGNE

En 1928 la situation technique des marchés contient en germe des causes de faiblesse ; si l'on considère l'ensemble de la situation de l'agriculture, elle n'apparaît pas beaucoup plus favorable.

I. TENDANCE A LA SURPRODUCTION

De l'évolution de la production et de la consommation, il résulte une situation tout à fait analogue à celle de 1913. L'Allemagne a des excédents de seigle, d'avoine et de pommes de terre, un déficit considérable de produits de qualité, de froment et de fourrages, sans parler des corps gras pour lesquels elle dépend entièrement de l'étranger, ou presque.

Les excédents sont dus à une politique de soutien des prix

(14) Tous ces détails sont tirés de : « Landwirtschaftliche Subventionen », « Deutsche Agrarpolitik », vol. II, p. 175.

(Seigle), et au recul de la consommation. Il devient de plus en plus difficile de s'en débarrasser par l'exportation en raison de la baisse des prix mondiaux.

Le déficit est dû moins à l'insuffisance absolue de la production, qu'à la demande considérable provoquée par le niveau élevé des salaires ouvriers. Cette consommation très élastique dépend immédiatement du pouvoir d'achat, dont la moindre chute peut restreindre la consommation et amener une surproduction relative.

2. MANQUE D'EFFICACITE DE LA PRODUCTION DOUANIERE

Dans la mesure où l'Allemagne s'approche de l'indépendance alimentaire, le tarif douanier perd de son action ; il devient de plus en plus difficile d'agir sur l'offre par le volume des importations. Le point critique où l'offre nationale et la consommation s'équilibrent se rapproche pour de nombreux produits.

Le tarif protège de moins en moins le niveau des prix, parce que le marché mondial baisse, lentement, mais sûrement, depuis 1926 au moins. La crise prochaine va précipiter encore cette évolution.

3. ENDETTEMENT

Pendant les quatre années, de 1925 à 1928, l'agriculture a fourni un effort énorme pour relever sa production au niveau d'avant-guerre par une culture toujours plus intensive.

Les prix certes ont monté, la production s'est accrue. Le revenu brut à l'hectare montre une progression ininterrompue : 406-443-468-478-512 RM de 1924 à 1928 ⁽¹⁵⁾. Les dépenses d'exploitations diminuent d'un côté (machines, engrais), augmentent de l'autre (salaires) ainsi que les impôts de toute sorte. La proportion reste toutefois favorable puisque les revenus nets passent de 3 à 3/5 RM/ha en moyenne. Le nombre des exploitations agricoles travaillant à perte diminue de 50 à 31 %.

Mais le développement de la production a été financé de

(15) Sering. « *Deutsche Agrarpolitik* », p. 132. Résultat d'une enquête portant sur la comptabilité de 6.000 exploitations agricoles.

l'extérieur et non par l'exploitant. L'inflation a ruiné la plupart des paysans, et toutes les coopératives de crédit. Depuis 1924 les paysans ont dû recourir aux crédits bancaires, au taux d'intérêt le plus élevé de l'Europe occidentale. Le 1^{er} Janvier 1929 l'endettement en capital atteint 10,8 mrd. de RM. Ce chiffre comprend l'ensemble de la dette, y compris les dettes personnelles, etc... En s'en tenant aux dettes foncières, elles passent de 2 mrd RM en 1924 à 6,83 mrd RM en 1928.

La charge d'intérêts croît encore plus vite, étant donné le taux moyen de 9 %. Elle atteint 15 millions en 1928, contre 750 mill. avant la guerre pour une dette de 13 mrd. (16).

Les causes de cet endettement sont nombreuses. La principale est l'augmentation considérable des dépenses d'exploitation entraînée par la culture intensive, et qui toutes ont été financées par le crédit. Souvent même les dépenses courantes improductives (impôts surtout) ont été payées par des emprunts, ce qui explique l'importance considérable des dettes personnelles à court terme (environ 40 % de l'endettement total).

Il faut aussi souligner que même lorsque il en a la possibilité, le paysan allemand incline peu à l'épargne (comme tous les Allemands, du reste). Peut-être est-ce un trait du caractère national ; certainement en grande partie un effet de l'inflation. Depuis cette époque l'Allemagne a perdu la foi en l'épargne, en la monnaie ; seules comptent pour elle les valeurs réelles, d'où le besoin de toujours investir, la défiance des comptes et des papiers.

Comme le niveau de vie du paysan allemand est en général élevé, supérieur sans aucun doute à celui du paysan français, on comprend la nécessité du recours au crédit.

Souvent d'ailleurs ce crédit a été presque imposé aux agriculteurs : les communes, l'Etat, au début de la reconstitution surtout, faisaient une propagande intense pour pousser à emprunter, à investir, car les bénéfices de la production devaient bientôt rembourser intérêt et capital.

Et, en effet, de 1925 à 1929 s'est instituée une sorte de course entre les bénéfices et les charges, où l'augmentation des prix d'abord rapide se ralentit, poussant de nouveau à l'augmentation de la production pour compenser la baisse du prix unitaire.

(16) « *Vierteljahrshefte zur Konjunkturforschung* » 1931. Heft IV. Teil A., p. 45.

En 1928, l'écart n'est plus grand entre le gain et la dépense ; la course n'est pas encore perdue. Elle peut être gagnée, si le reste de l'économie tient. Mais l'économie s'écroule. Les prix agricoles mondiaux commencent, le pouvoir d'achat des consommateurs suit. En 1929 la course est perdue.

§ 3. — LA CRISE ET L'INTERVENTION DE L'ETAT

Pendant la période précédente, les cultivateurs avaient accordé tous leurs soins et toute leur attention à la production. Ils s'étaient efforcés d'augmenter les rendements bruts dans toutes les branches, et d'abaisser autant que possible le coût de production par l'emploi de méthodes adéquates, par la rationalisation de l'exploitation. Les prix de vente de leurs produits, en hausse à peu près continue, ne leur causaient point de soucis, sauf quelques cas particuliers.

Et soudain, du jour au lendemain, la situation se transforme du tout au tout : les uns après les autres tous les prix s'effondrent. Il ne s'agit pas d'une apparition saisonnière, de la suite malencontreuse d'un excédent de récoltes, mais d'un mouvement qui, pour l'Allemagne, ne s'arrêtera plus avant 1932-33. Il entraîne dans sa chute le revenu de l'agriculture et sa rentabilité, d'autant plus brutalement que, dénué de réserves et écrasé de dettes, le paysan allemand ne peut amortir le coup. En 1932, malgré les efforts désespérés de l'Etat, malgré les succès partiels de la politique des prix, l'agriculture allemande est au bord de la ruine ; le tiers des fermes est à vendre, sans trouver d'acquéreurs, la révolte gronde dans le plat-pays, dans le Schleswig, dans la Hesse. Tel est l'arrière-plan tragique de la politique agricole.

Les causes de cette chute absolument générale des prix peuvent se ramener à trois : d'abord la chute des prix mondiaux, décisive pour un grand nombre de produits, puis la surproduction propre à certains marchés nationaux, et enfin la baisse du pouvoir d'achat des consommateurs consécutive à la crise économique générale.

Chute des prix agricoles mondiaux (17).

Nous nous bornerons à constater que, si tous les produits ont été atteints, ils ne l'ont pas été en même temps, ni dans la même mesure.

Le cours du blé a commencé dès 1926 à faiblir. La récolte abondante de 1928 a précipité le mouvement qui, depuis 1929, prend l'allure d'une chute verticale.

Le seigle suit une évolution semblable, bien qu'il n'y ait pas de véritable marché international du seigle (18). Dès 1928 le marché s'est effondré dans les pays scandinaves, par suite de la concurrence russe et polonaise (19).

Les céréales fourragères suivent exactement la même courbe que le seigle qui, sur le marché international, est plutôt une céréale fourragère que panifiable.

Les produits animaux et de qualité ont résisté plus longtemps, parce que la surproduction est moins flagrante que pour les céréales. Il s'agit plutôt d'une sous-consommation. Le bœuf baisse depuis l'automne 1930, ainsi que les œufs et les produits laitiers.

Seul le beurre a commencé dès 1928 à Londres son mouvement de recul. De 1928 à 1930 la baisse atteint déjà 20 %, particulièrement importante à cause de la concurrence de la margarine. Dans l'ensemble la baisse a été plus forte pour les céréales que pour les produits animaux, le beurre excepté.

Il faut ajouter qu'un certain nombre de fournisseurs de l'Allemagne (Danemark, Suède, Argentine, etc...) ont dévalué leur monnaie à la suite de la livre sterling, ce qui entraîne une baisse encore bien plus considérable des prix-or.

La baisse des prix mondiaux n'a réagi directement sur les prix allemands que jusqu'en 1929-1930. A partir de 1930, la protection équivalant à une prohibition, le marché intérieur est « décroché ». Mais l'influence de la baisse extérieure a continué à se faire sentir par l'intermédiaire de produits de substitution ; la margarine et les oléagineux, réagissant respectivement sur le beurre et le lait d'une part, les fourrages et les céréales de l'autre, ont constitué jusqu'en 1933 une cause importante de troubles.

(17) cf. B. Nogaro. « *Les prix agricoles mondiaux et la crise* ».

(18) Le marché du seigle est constitué par les pays scandinaves et baltiques importateurs. Les fournisseurs sont l'Allemagne, la Pologne et la Russie.

(19) « *Die Deutsche Landwirtschaft* », p. 86.

Surproduction nationale

C'est la cause première de la baisse pour les betteraves sucrières, les pommes de terre et les porcs. Pour ces produits la baisse également accentuée du marché mondial a embouteillé le marché national par l'impossibilité d'exporter à des prix rémunérateurs.

Diminution de la consommation

Elle explique la baisse de tous les produits pour lesquels existe un déficit. En effet l'élévation des droits de douane permet d'agir efficacement sur le prix, tant que l'excédent d'importation subsiste. C'est le cas du beurre, des fruits et légumes, des œufs et du fromage. Et pourtant la baisse a atteint également ces denrées, parce qu'aucune politique ne permet de maintenir un prix lorsqu'il n'y a plus personne qui puisse le payer. C'est ce qui est arrivé au bout d'un an de dépression industrielle, d'autant plus vite que la consommation de ces produits de qualité est particulièrement élastique et liée au pouvoir d'achat.

La diversité de ces causes fait prévoir que, selon les marchés, des méthodes très différentes devront être employées par la politique agricole. En présence de l'ampleur de la chute des cours, la politique agricole ne connaît plus qu'un but : défendre le niveau des prix.

Or jamais ce problème ne s'était posé avec une telle acuité, ni pour tous les produits à la fois. En même temps la structure de l'agriculture allemande s'est profondément modifiée, si bien que les anciennes méthodes, c'est-à-dire le maniement du droit de douane, se révèlent insuffisantes. Il faut en trouver d'autres, mais vite. La lutte se poursuit sur tous les fronts, tous les jours une nouvelle fissure se révèle dans l'édifice. En deux ans il faut expérimenter plus de systèmes qu'en un siècle. Qui oserait reprocher à ses auteurs l'insuffisance d'une œuvre accomplie dans de telles conditions ?

En effet on peut dire que de 1930 à 1932, presque tous les moyens possibles d'intervention sur les marchés agricoles ont été essayés.

Tout un premier groupe de mesures porte sur le commerce extérieur : élévation des droits de douane, tarif mobile, puis

contingemment, et même le monopole d'importation. Pour l'exportation : le système des bons d'importation, les primes, l'intervention directe de l'Etat équivalent en fait au monopole. Mais une double limite s'oppose à l'efficacité de ces moyens : elle suppose que l'importation est nécessaire et que l'exportation est possible.

Quand l'action sur le commerce extérieur est épuisée, il faut agir directement sur l'offre et la demande intérieures. Tout ce second groupe de mesures porte un caractère révolutionnaire. Alors que l'économie libérale admet encore le protectionnisme, elle ignore la manipulation des marchés. Elle la tient pour impossible ou folle. Dans ce domaine apparaissent les innovations les plus hardies, qui se ramènent à des actions sur l'offre et la demande.

On peut tout d'abord chercher à répartir l'offre aussi également que possible par le stockage, la constitution de réserves du produit brut ou transformé. Le stockage peut être facilité par le financement ou bien pratiqué directement par l'Etat, ou même imposé (aux minoteries par exemple).

Si cela ne suffit pas, on peut réduire l'offre, en retirant des produits pour les détruire, ou les dénaturer et les employer à d'autres usages ; au besoin la production est contingentée.

La demande peut être développée par l'obligation d'employer des produits nationaux, ou de remplacer tel produit par un autre ; ces modifications de débouchés sont presque toujours obtenues par l'octroi d'avantages financiers.

Inversement le prix lui-même peut servir à régler les marchés. Mais cela suppose que le marché est suffisamment tenu en main. Nous touchons ici la source de graves contradictions qui naissent de toute politique de soutien artificiel des prix. Un prix élevé pousse à la production, si bien que tout succès d'une action de soutien porte en elle le germe d'une débâcle. Pour l'éviter il n'y a que deux voies : restreindre la production *de force* (donc toute intervention heureuse sur le marché conduit presque nécessairement à intervenir sur la production, ce qui est beaucoup plus délicat), ou réduire les prix tout en faisant baisser le coût de la production, ce qui est difficile.

Toutes ces mesures sont d'autant plus faciles à appliquer qu'elles portent sur un petit nombre d'assujettis. C'est pourquoi celles qui interviennent dans la production agricole ne sont prises qu'à la dernière extrémité. En principe l'intervention doit porter seulement sur le marché où se forme le prix

et les stades industriels de l'utilisation de la denrée. Mais est-il bien sûr qu'une action entreprise et réussie sur le « marché », sur les prix de gros, atteigne véritablement le but qu'elle se propose ?

Ce but est de venir en aide au producteur agricole, tout en ménageant autant que possible le consommateur. La hausse de prix doit bénéficier au producteur seul, et ne pas se repercuter sur la demande au point de la réduire, ce qui remettrait tout en question. Tel est en somme le postulat implicite de toute intervention sur les prix. Or ce postulat est-il rempli dans les conditions actuelles d'organisation du commerce ? Non, dans la plupart des cas.

Il ne suffit pas que le cours moyen du blé en bourse remonte pour que cela profite au producteur. Si ce dernier est forcé par sa situation financière de vendre d'un coup sa récolte au plus bas cours, si le principal effet de la hausse est de valoriser les stocks constitués par des spéculateurs habiles, dira-t-on que le résultat cherché a été atteint ?

Inversement si à une hausse du prix de gros correspond une hausse égale ou supérieure du prix de détail, donc une restriction des achats, où est le bénéfice ?

Le succès véritable d'une intervention sur le marché ne saurait donc ressortir du simple mouvement d'une courbe de prix de gros qui ne traduit guère le développement des revenus du producteur, parce que souvent un « marché » n'est qu'un appareil de distribution et de spéculation beaucoup trop compliqué, où le libre jeu des initiatives individuelles produit le contraire d'une organisation rationnelle. En définitive toute politique d'intervention sur les prix pose nécessairement le problème de l'organisation du marché et du commerce.

Ces considérations générales nous conduisent au résultat suivant : dans le cas particulier de l'Allemagne, étant donné la structure de sa production et de son commerce extérieur, toute politique de soutien des prix doit se servir de moyens nouveaux qui ne peuvent se limiter à une action sur les prix, mais doivent, pour aboutir à un succès durable, intervenir jusque dans les sphères de la production et du commerce, c'est-à-dire transformer complètement le régime économique existant.

C'est exactement ce qui s'est produit. Nous allons le constater en suivant l'évolution des méthodes d'intervention de

l'Etat, spécialement sur le marché des céréales, qui constitue le champ d'expérience type.

En dernier lieu nous donnerons un aperçu rapide de la situation des principaux marchés en 1932, telle que le national-socialisme va les trouver.

SYSTÈME DES MÉTHODES D'INTERVENTION

1. — PERFECTIONNEMENT DU PROTECTIONNISME

En 1929, il n'est plus question comme en 1925 de choisir entre le libre-échange et le protectionnisme. La nécessité de la défense contre la chute mondiale est tellement évidente que personne ne la conteste plus.

La question qui se pose est de savoir quel système permettra de se défendre le mieux. A quoi les partisans de l'économie « libérale » répondent que le renforcement de la protection sera assuré avec le minimum d'interventions et le maximum d'efficacité par un relèvement du tarif douanier, au besoin à l'aide d'une échelle mobile proportionnelle à la chute des cours mondiaux. Les « socialistes » au contraire réclament dès cette époque la création du monopole d'importation sous le contrôle de l'Etat ⁽²⁰⁾. On pourrait croire qu'il s'agit là du choc de conceptions économiques inconciliables, de la bataille finale entre l'économie classique et ses adversaires étatistes ou socialistes, jusqu'ici écrasés à coup de raisonnements. Même pas. L'histoire de ces années 1930 à 1932 inclus, prouve qu'il n'y a pas de limites nettes entre la liberté et l'interventionnisme, qu'un droit de douane est dans certaines circonstances tout aussi arbitraire et interventionniste qu'un monopole, que l'un conduit nécessairement à l'autre ; le doigt une fois mis dans l'engrenage, tout le bras suit, malgré les discours. Le pavillon du libéralisme flotte toujours, mais le vaisseau coule.

Tarif

La politique douanière subit à partir de 1929 les modifications suivantes.

(20) cf. Baade « System der agrarpolitischen Mittel », in « *Deutsche Agrarpolitik* », vol. II, p. 219.

La procédure législative est remplacée en plusieurs étapes par une délégation totale à l'exécutif. Depuis la loi du 28 mars 1931, le gouvernement peut modifier sans limites tous les droits agricoles.

Tous les droits fixes sont transformés en droits mobiles. Les premiers relèvements datent du 2 juillet 1929 (céréales). Puis suivent les dénonciations des traités de commerce avec la Suède, la Finlande, etc... pour reprendre la liberté d'action pour les produits d'élevage. En 1930 presque tous les produits sont soumis à des droits prohibitifs, spécialement les céréales, puisque le qm. de blé paie le même droit que le qm. de porc !

Examinons de plus près ce qui s'est produit pour les droits sur les céréales. Pendant la campagne 30-31 les droits sur le blé n'ont pas été changés moins de 7 fois. Dans ces conditions les importateurs ne pouvaient plus observer leurs contrats ; pour tenir compte de cette situation, il a fallu régier séparément tous les cas particuliers et accorder des remises de droits chaque fois que l'importateur prouvait avoir conclu d'avance des contrats en tablant sur un droit donné.

Mais ce système de marchandages individuels était à la longue impossible, il portait en lui-même l'intervention. En effet la spéculation, anticipant sur la hausse des droits, accumulait des stocks. Elle pouvait jouer à coup sûr, car il est évident qu'au début de la campagne le droit est prohibitif ; mais à la fin il doit être abaissé puisque l'Allemagne ne satisfait pas à sa consommation. La spéculation allait donc tâcher d'importer le plus possible au taux réduit de la fin de la saison et jouir ensuite de la protection, devenue illusoire si les achats dépassent l'excédent normal d'importation.

Pour éviter ce danger, l'intervention de l'Etat était nécessaire. Elle s'est produite de deux façons, au printemps 1931. Pour le seigle, le gouvernement a importé par l'intermédiaire des sociétés qu'il contrôlait, et il a laissé (pour les autres, pas pour lui-même) le droit de douane prohibitif inchangé. Y a-t-il loin de cette méthode au monopole d'importation pur et simple ?

Pour le blé, l'Etat n'est pas intervenu lui-même. Mais il ne pouvait laisser l'importation par le commerce complètement libre, en raison du danger signalé plus haut. Le droit de douane a été réduit, mais en même temps l'importation contingentée. La faveur d'importer au taux réduit fut accordée

aux moulins qui avaient écrasé du blé étranger en 1930, et pour une quantité limitée. Que reste-t-il dans ce système du principe de la liberté du commerce d'après lequel n'importe qui peut importer n'importe quoi, quand il le veut, sous la seule condition de payer le droit de douane.

Ainsi la seule élévation du tarif douanier pousse nécessairement à l'interventionnisme.

Réforme des bons d'importation

Le fonctionnement normal du système des bons d'importations ⁽²¹⁾ est rendu impossible par trois faits : la suppression de l'excédent d'importation de blé, base du système, la chute verticale des cours mondiaux, l'introduction du tarif mobile.

En effet les bons d'importation ne trouvaient un acheteur que si celui-ci était sûr de bénéficier de la réduction du droit de douane lors de l'importation de blé, d'orge ou de maïs. Lorsque cette importation n'est plus nécessaire (blé), ou plus possible, en raison du contingentement ou de toute autre cause, le système ancien basé sur la transmissibilité du bon d'une céréale à une autre n'est plus viable.

Lorsque le prix mondial tombe au-dessous d'un certain niveau, le bon se transforme en prime à l'exportation aux frais de l'Etat. C'est ce qui s'est passé pour le seigle en raison de l'étroitesse de son marché, et de la concurrence de la Pologne et de la Russie. Un accord a bien été conclu au début de 1930 avec la Pologne pour une répartition des exportations allemandes et polonaises, au moyen du *groupement obligatoire des exportateurs* (nouvelle forme de monopole), mais les prix étaient si bas que l'Allemagne n'a même pas utilisé son contingent.

En 1930 les bons d'importation ont été supprimés. On les a vu revivre en 1931, sous la forme très différente de bons d'exportation. Ils n'étaient plus désormais transmissibles d'une céréale à l'autre. La réimportation devait se faire en quelque sorte « à l'identique ». Leur but était simplement d'atténuer par l'exportation la pression saisonnière. Sous cette forme le système perd toute importance.

(21) Cf. ci-dessus, p. 27.

Contingentement

Cette méthode douanière a été empruntée à la France, mais assez peu employée. Il n'y en a que deux exemples : (11 février 1930) pour les bovins importés de Suède, (27 novembre 1930) pour le beurre finnois. La raison principale de cette retenue est que les fournisseurs agricoles de l'Allemagne sont ses meilleurs clients. Une restriction brutale au moyen du contingentement aurait provoqué des représailles.

Monopole.

La mesure la plus énergique de l'interventionnisme étatique, le monopole, date également de cette époque. Nous avons vu que l'importation du seigle au tarif réduit par l'Etat revenait en fait à créer un monopole. Pour le maïs, la loi du 1^{er} avril 1930 a introduit un monopole de droit.

On s'est décidé à cette création pour des raisons de politique commerciale pure, la production nationale du maïs étant insignifiante. En 1930 commence l'action pour la dénaturation du seigle, dont le succès exige la réduction des importations d'autres fourrages. Comme on ne pouvait relever le droit de douane sur le maïs lié par le traité commercial germano-yougoslave, on a utilisé la seule échappatoire possible : la création d'un monopole de vente du maïs au profit de l'Etat.

Cette création, presque accidentelle, a une très grande importance parce qu'elle est le modèle de tous les « Offices nationaux » du national-socialisme, également destinés à monopoliser l'importation en dépit de tous les traités commerciaux.

Toutes ces mesures de politique commerciale portent, on le voit, un caractère d'interventionnisme très marqué. Malgré leur rigueur, elles sont rapidement devenues insuffisantes : la politique agricole a de plus en plus porté son effort sur la direction du marché intérieur.

2. — INTERVENTIONS DIRECTES SUR LE MARCHÉ NATIONAL

Le trait commun à ces interventions est d'être à sens unique ; pour tous les produits elles tendent à soutenir les cours. Là réside une différence considérable avec la politique national-

socialiste qui tantôt travaille à la hausse et tantôt à la baisse. La politique d'intervention de 1929-32 n'a donc pu servir de modèle que dans la mesure où il s'agit de soutenir un marché.

Dans l'ensemble, les buts de la politique agricole en 1929-32 ne sont pas particuliers à l'Allemagne. Ils sont identiques à ceux des pays consommateurs à production nationale presque suffisante (c'est aussi le cas pour la France). La particularité réside dans les méthodes de cette politique, plus empreintes d'étatisme que partout ailleurs, et cela de plus en plus fortement à mesure que les difficultés s'accroissent.

La meilleure méthode d'exposition de ce système d'intervention consiste à suivre l'évolution de la politique des céréales, parce que ce marché est le plus important, et qu'il a donné lieu aux mesures les plus nombreuses et les plus radicales. Quelques méthodes spéciales (contingentement de la production) seront étudiées ensuite en même temps que le marché où elles ont été employées.

A. — CEREALES

En Allemagne le problème des céréales n'est pas en même temps le problème du pain, mais celui de la viande. Cette affirmation en apparence paradoxale repose sur le fait que, en plus de l'orge et de l'avoine, un tiers de la récolte de seigle sert de fourrage. Au désir d'assurer au producteur un prix élevé s'oppose non pas la crainte d'élever le prix du pain (toujours remplaçable par les pommes de terre), mais d'élever exagérément les prix des fourrages et de rendre l'élevage impossible ou la viande trop chère. Voilà la contradiction fondamentale que doit résoudre toute politique des prix des céréales.

Avant la guerre elle était justement résolue par l'exportation des excédents de seigle et l'importation de fourrages étrangers à bon compte. Nous avons vu qu'en 1929 ce système est devenu incapable de remplir sa mission. Par quoi va-t-on le remplacer ?

En 1929 la situation était très différente pour le blé et pour le seigle. L'excédent d'importations toujours considérable pour le premier (plus de 2 mill. t., soit environ la moitié de la production nationale) laissait une marge d'action efficace au protectionnisme. Toutefois, pour assurer son effet, le droit de douane fut doublé de l'obligation faite aux minoteries de

moudre un certain pourcentage de blé indigène (c'est exactement le « négatif » de notre pourcentage des exotiques). Ce pourcentage indigène fixé d'abord à 45 % fut porté à 50 % puis réduit à 30 % en juin 1930, relevé par étapes jusqu'à 97 % en août 1931.

Le pourcentage est fixé par le ministre de l'agriculture ; son application est contrôlée par une des sociétés sous le contrôle de l'Etat : la *Deutsche Getreide-Handelsgesellschaft*.

Cette mesure a eu un succès immédiat et durable, en relation avec le relèvement successif des droits, jusqu'en 1932, où des excédents ont commencé à se manifester.

Seigle. — La récolte de 1928 avait été exceptionnellement bonne (8,5 mill. t.) ; celle de 1929 l'était à peine moins (8,15). La chute du prix mondial allait entraîner la débâcle d'un marché déjà surchargé. L'Etat intervient alors.

1. *Achats sur le marché* (1^{re} intervention). — D'août 1929 à mars 1930 les sociétés agissant pour le compte du gouvernement achetèrent pour près de 15 mill. de RM de seigle (22). En mars 1930, les moyens étant épuisés, le cours retombe de 16 à 14 RM les 100 kg.

2. *Dumping et dénaturation* (deuxième intervention). — Trois mois plus tard l'intervention reprend, mais dans de meilleures conditions. La protection douanière a été renforcée entre temps par l'élévation des droits sur l'orge et la création du monopole du maïs.

Mais il reste des stocks à écouler, témoins du « succès » de la politique d'achats. Pour s'en débarrasser, l'Etat les exporte au moyen de bons d'importations dont il se réserve l'usage. Mais le prix extérieur est si bas qu'en un mois (mai-juin 1930) l'opération engloutit 7.5 mill. RM. (23).

Le reste des stocks, ainsi que ceux provenant des achats de 30-31, ont été liquidés par la méthode de la dénaturation qui devait en même temps résoudre la contradiction déjà signalée entre la politique de soutien des prix du seigle, et le bas prix des fourrages nécessaires à l'élevage.

De 1930 à 1932 la vente du seigle dénaturé (par l'éosine) est devenue le pivot de toute la politique des céréales. Pour vendre son seigle dénaturé sans trop de pertes, l'Etat a fait emploi d'une méthode originale ; le seigle à l'éosine n'est pas

(22) « *Die Deutsche Landwirtschaft* », p. 844.

(23) *ibid.*, p. 844.

vendu à prix réduit, mais chaque quintal acheté donne droit à acheter un (puis deux, puis trois) quintal d'orge à un prix réduit. Entre temps les droits sur l'orge sont devenus prohibitifs (18 RM, soit 250 % du prix).

En réalité, l'Etat vend donc un mélange seigle dénaturé-orge dont le prix est légèrement plus avantageux que les autres fourrages. Les frais de l'opération sont représentés par la perte faite sur le droit de douane sur l'orge. Le même système a été ensuite introduit pour le mélange seigle-flocons de pommes de terre pour créer un débouché à ce dernier produit.

Cette politique a permis de tenir le prix du seigle aux environs de 16 pendant l'été 1930. En 6 mois pourtant elle avait coûté 37 millions, et fait naître un stock de 2,4 mill. qm. En automne, le gouvernement veut élever encore les prix ; la *Deutsche Getreide Handelsgesellschaft* emploie un crédit de 90 mill. RM. à pousser les cours. Mais alors l'offre devient tellement énorme qu'en moins d'un mois la société a acheté 6 mill. de qm. et épuisé ses moyens. En septembre le cours retombe de 18,70 à 14,70. La troisième intervention a échoué pour avoir inutilement voulu pousser les cours trop haut.

Mais comme la récolte de 1930 a été faible, tout souci immédiat est écarté. Pendant le reste de l'année la société se contente d'écouler son stock de seigle dénaturé. Au printemps 1931 elle a même monopolisé les importations à son profit pour s'opposer à la fois à la hausse des prix et à des importations spéculatives.

3. *Tentative pour développer de force la consommation de farine de seigle.* — La « loi sur le pain » (*Brotgesetz*) du 17 juillet 1930 s'efforce de contraindre la consommation à absorber plus de seigle. Cette loi fixe des types obligatoires de pain noir et de pain bis, ainsi que des taux d'extraction réduits pour les farines de seigle.

Dès 1931, on revient sur la plus grande partie de ces mesures qui n'ont guère été observées. Elles sont cependant intéressantes en tant que premier essai d'agir de force sur le public consommateur, alors qu'en 1929-30 on s'était contenté de faire de la réclame pour le pain de seigle. Ainsi partout on passe à la contrainte quand les conseils ne suffisent pas ; encore faut-il *pouvoir* employer la contrainte.

Résultats de cette politique

A considérer les courbes des prix de gros jusqu'en 1932 on

peut croire que la politique d'intervention a atteint son but : les prix allemands ont été nettement décrochés des prix mondiaux, et maintenus à un niveau à peu près stable ⁽²⁴⁾.

Cependant les variations saisonnières sont restées considérables et le prix auquel vend réellement le producteur, c'est-à-dire le prix le plus bas, au début de la campagne, est loin du niveau moyen. Mais les courbes ne disent rien des effets essentiels de cette politique, qui sont d'un autre ordre.

1. *Augmentation de la production du blé.* — Depuis longtemps on conseillait aux cultivateurs de tenir compte des modifications de la consommation, des possibilités futures des marchés, et de remplacer autant que possible le seigle par le blé. Tant que la relation de prix blé-seigle a été favorable à ce dernier, les conseils n'ont guère été suivis. La comparaison des courbes de prix montre que de 1926 à 1929 le seigle est fortement avantage (suite des mauvaises récoltes). Mais à partir de 1929, c'est le contraire ; la politique d'intervention beaucoup plus efficace pour le blé que pour le seigle renverse l'avantage ; exprimé ainsi, le conseil de semer du blé a été rapidement suivi, on peut dire au delà de toute attente puisqu'en 4 ans la production a augmenté de plus de 60 %.

Le tableau suivant permet de suivre les effets extraordinaires du changement de la relation de prix sur la production.

	Prix (en RM/T)		Surface cultivée (en 1.000 ha)		Pourcentage prod. nat./cons.	
	Seigle	Blé	Seigle	Blé	Seigle	Blé
1928/29	205	218	4.634	1.854	109	64
1929/30	170	253	4.727	1.722	109	64
1930/31	172	259	4.711	1.900	101	77
1931/32	189	235	4.366	2.281	91	89
1932/33	155	196	4.450	2.395	96	97
1933/34	152	186	4.524	2.431	106	103

(Extrait de *Konjunkturstatistisches Handbuch*).

Ces chiffres imposent les conclusions suivantes : la production des céréales réagit très fortement aux variations de prix, dans une mesure que l'on n'aurait pas crue possible. Si dans l'ensemble la production agricole n'est pas extensible à l'infini, celle d'un seul produit peut l'être beaucoup plus que

(24) Voir les courbes, p.

ne l'enseignent les « lois » du rendement décroissant et de la multiplication limitée des produits agricoles.

Cette évolution s'est poursuivie à une allure telle qu'au bout de 4 ans la récolte de blé a été excédentaire, ce qui rendait impossible le maintien artificiel des prix, exemple typique d'une politique de soutien dont le succès même cause la ruine, cercle vicieux où conduit fatalement un niveau de prix trop élevé.

2. *Réaction sur le marché des fourrages.* — Nous avons vu que, pour soutenir le cours du seigle, il avait fallu relever également celui des fourrages auxquels il peut se substituer. On y est arrivé pour l'orge par un monopole de fait, couplé avec la vente du seigle dénaturé, pour le maïs, par un monopole de droit, auquel a été également soumis à la fin de 1932 le riz et ses sous-produits sur lequel l'élevage s'était rabattu.

Voici alors ce qui s'est passé : la région d'élevage des porcs (Nord-Ouest), en faveur de qui principalement était établie la vente du seigle dénaturé, produit elle-même du seigle qui, en temps ordinaire, est donné aux porcs. En 30-31, cette région a envoyé son seigle à Berlin pour le vendre à l'Etat au prix officiel, puis elle rachetait ensuite ce même seigle dénaturé à un prix inférieur ⁽²⁵⁾. On conçoit facilement les suites que ce trafic entraînait pour les finances publiques.

Par ailleurs, le prix du mélange seigle dénaturé-orge était relativement élevé (moyenne 1930-31, 18 RM. le qm.), surtout par rapport à un produit : le tourteau. En 1932, on pouvait acheter, pour 100 kg. de beurre, 11,5 qm. de seigle, mais 17 qm. de tourteaux d'arachides ⁽²⁶⁾. Le gouvernement ne pouvait rien contre cette situation, car la plupart des tourteaux ne sont pas importés tels quels, mais sont le résidu de l'écrasement des oléagineux, matière première de la margarine. Nous retrouvons ici le problème des corps gras. Toute élévation du droit de douane sur les oléagineux signifie renchérissement de la margarine, ce que les masses urbaines ne pouvaient supporter. De plus, une bonne partie de la production laitière allemande était obtenue grâce aux tourteaux, et sa rentabilité dépendait de leur bas prix.

Aussi l'importation d'oléagineux et de tourteaux a-t-elle subi l'évolution suivante :

(25) « *Die Deutsche Landwirtschaft* », p. 850.

(26) (Serüing), « *Deutsche Agrarpolitik* », p. 154.

Importations (en mill. de t.)

	1928	1929	1930	1931	1932
Oléagineux	24,5	25,8	23,1	24,0	24,0
Tourteaux	1,05	0,87	0,01	0,4	0,8

L'augmentation est surtout considérable entre 1930 et 1932 par suite de la baisse des prix.

3. *Situation en 1932.* — La politique d'intervention avait retenu les prix jusqu'à 1932. A cette date une récolte exceptionnelle amène des excédents à la fois pour le seigle et pour le blé ; pour la première fois dans l'histoire, l'Allemagne produit plus de blé qu'elle n'en consomme. En même temps le système des prix est rongé par les importations croissantes de tourteaux, qui repoussent peu à peu le seigle des auge des porcs et des râteliers des vaches.

Dans ces conditions, l'action de soutien des prix devait aboutir à un désastre. En 1932, les finances publiques sombrent, la crise économique et politique atteint son comble. Le gouvernement, incapable de financer la récolte, impose aux moulins le stockage obligatoire du douzième de leur production. En vain. D'août à décembre 1932, le blé tombe à 185 RM./t., le cours le plus bas depuis 1924, le seigle tombe également au minimum de 153 RM./t.

La politique de soutien des prix a finalement échoué.

B. — INTERVENTIONS SUR LES PRINCIPAUX MARCHES

Le marché des céréales et les interventions auxquelles il a été soumis nous ont fait assister à la création d'une technique très complète de manipulation des marchés qui, *mutatis mutandis*, est susceptible de s'appliquer également aux autres produits agricoles.

Il est intéressant d'étudier quelles réactions les différents marchés présentent aux mesures de manipulation, quelles conditions leur sont propres à cet égard. Il faut faire à ce point de vue une distinction fondamentale, selon que le marché à diriger est saturé par la production nationale ou non. A la première catégorie appartiennent le sucre (betteraves sucrières), les pommes de terre, les autres rentrent dans la seconde catégorie.

Marchés saturés.

Au point de vue extérieur ils jouissent d'une protection absolue, mais cela ne suffit pas à maintenir les prix, car depuis la crise les possibilités d'exportation sont à peu près disparues.

Betterave sucrière. — Depuis la guerre, le marché mondial du sucre est caractérisé par le triomphe du sucre de canne sur le sucre de betterave. La production est tellement supérieure à la consommation qu'en 1927, les prix tombent à pic. Entre temps, la production allemande s'était reconstituée rapidement, puisque dès 1925, l'exportation reprenait. Mais devant la concurrence étrangère, l'industrie du sucre s'organise. Dans l'histoire de cette organisation, on distingue deux périodes très nettes.

1. *Exportation obligatoire.* — Dès 1926, les sucreries allemandes se réunissent pour fonder la « *Ausfuhrvereinigung der Deutschen Rübenzuckerfabriken* ». Cette société, qui n'est pas une société de commerce, a pour rôle d'assigner à chaque membre un contingent qu'il s'engage à exporter. Ainsi le marché national est débarrassé de ses excédents par l'exportation, librement consentie par les usines.

En même temps (de 1925 à 1928), l'industrie du sucre obtenait le relèvement du droit de douane de 10 à 25 RM. par qm.

La politique de soutien des prix a eu pour effet de donner une forte impulsion à la culture de la betterave ; les superficies cultivées passent de 403.000 ha. en 1925 à 483.000 en 1930, la production de 10,3 mill. t. à 14,9 mill. t., ce qui représente une surproduction considérable.

Les pertes subies à l'exportation devenaient, en raison de la chute continue des cours mondiaux, de plus en plus lourdes. En 1930 la situation était telle que les producteurs s'entendirent pour contingenter internationalement la production (plan Chadbourne, novembre 1930).

2. *Contingentement de la production.* — Le plan Chadbourne limitant la capacité d'exportation de l'industrie allemande, celle-ci se décida à organiser plus fortement le marché intérieur. Deux voies s'offraient : baisser les prix (en les laissant libres) et s'en remettre à la concurrence, ou réduire de force la production. La seconde voie fut choisie.

Mais cette fois l'organisation ne résulte plus d'un accord volontaire des intéressés, elle est faite sous l'égide de l'Etat et porte un caractère obligatoire. Une ordonnance du 27 mars 1931 réunit de force tous les producteurs de sucre et les raffineurs et crée l'Union économique de l'industrie sucrière alle-

mande (27). Cette union économique est un cartel obligatoire, mais autonome. Son rôle consiste à fixer un contingent national, à le répartir entre les membres et à régler l'exportation dans le cadre du plan Chadbourne.

La répartition des contingents n'offrait pas de difficultés entre les fabriques de sucre. Mais il fallait également continger la plantation des betteraves. Dans la mesure où les planteurs étaient actionnaires des sucreries et liés par contrat (*Pflichtrübenbauer*), c'était facile. Mais les planteurs libres (*Kaufrübenbauer*) représentent 40 à 45 % de la production. Il a fallu également imposer à ces planteurs libres une restriction des cultures, au moyen de commissions mixtes professionnelles (28).

Cette réglementation allait aussi loin qu'il est possible dans la voie de l'interventionnisme, puisqu'elle obligeait des producteurs indépendants à limiter leur production (sucreries) et leurs cultures (planteurs). La culture de la betterave à sucre était donc dès 1931 devenue une sorte de monopole privé, surveillé et protégé par l'Etat.

Pommes de terre. — L'Allemagne est proportionnellement à sa surface le plus important pays producteur de pommes de terre du monde. Depuis 1924, la récolte moyenne se tient aux environs de 40 mill. t. équivalent à peu près à la consommation. Mais les variations annuelles sont très fortes : le minimum a été de 30,03 mill. t. en 1926, le maximum de 47,1 mill. t. en 1930 pour des surfaces sensiblement identiques (2,76 mill. ha. contre 2,80 mill. ha.).

Une récolte normale est utilisée de la façon suivante (29) :

Semence	14 %
Dégât	10 %
Consommation humaine	23 %
Exportation	0,25 %
Distillation	1,70 %
Fécule	0,65 %
Flocons (séchage)	0,60 %
Fourrage	45 %
	100 %

(27) *Wirtschaftliche Vereinigung der deutschen Zuckerindustrie.*

(28) « *Deutsche Agrarpolitik* », p. 307.

(29) « *Deutsche Agrarpolitik* », p. 197.

Près de la moitié de la récolte est donc donnée aux bêtes. Or cette demande est susceptible d'adaptation rapide, si bien qu'au total il n'y a pas de véritable surproduction de pommes de terre, il y a bien plutôt une mauvaise répartition de la consommation. Tous les embarras du marché viennent des variations considérables de la récolte et de la difficulté d'écoulement.

Nous avons déjà donné en valeur absolue les variations de la récolte. Si l'on retranche de la production annuelle la consommation fixe (alimentation humaine, dégâts, semences), les variations de l'excédent apparaissent encore plus considérables.

Elles atteignent :

1925	1926	1927	1928	1929	1930
192	86	153	187	162	240 en mill. qm.

Pour absorber de telles variations, il faut une demande extrêmement élastique. En théorie cette élasticité appartient à la consommation animale, en pratique pas entièrement, à cause des caractères « techniques » de la pomme de terre. Le stockage de la pomme de terre brute est très difficile. De même le transport est coûteux, étant donné la teneur élevée en eau. Comme la région productrice est l'Est et le centre de consommation le Nord-Ouest (élevage des porcs), il n'est pas commode d'adapter l'offre à la consommation, ni dans le temps, ni dans l'espace.

Les mesures prises pour résoudre ce problème relèvent toutes de l'intervention de l'Etat, mais dans une mesure très variable.

1. *Consommation animale.* — Elle offre le moyen d'action le plus énergique et le plus élastique, mais le plus difficile aussi à mettre en œuvre.

Il faut d'abord supprimer la distance entre régions productrices et consommatrices, ce qui ne peut se faire que par un déplacement de l'élevage vers l'Est, ou par le transport des pommes de terre sous une forme concentrée et économique de l'Est vers l'Ouest.

La première solution ne pouvait évidemment être obtenue par force. Elle dépendait de la rentabilité de l'élevage à l'Est, incertaine étant donné l'éloignement du centre de consommation principal (Ruhr). En même temps, il fallait restreindre l'élevage dans le Nord-Ouest, en relevant le prix des fourrages importés et celui du mélange seigle dénaturé-orge vendu depuis

1930, d'où conflit entre cette politique et celle du soutien du seigle par la dénaturation.

La deuxième solution consistait à transformer par séchage les pommes de terre en flocons pour les expédier avantageusement. Cette méthode a donné de meilleurs résultats (voir plus loin).

Le problème de l'emplacement de l'élevage résolu, il faut encore trouver un moyen de conserver les pommes de terre avec le moins de frais possible. L'ensilage le permet. Pour cela, il faut construire un grand nombre de silos. L'Etat a fourni des crédits dans ce but de 1930 à 1932, mais en quantité bien trop faible pour obtenir un résultat tangible.

2. *Séchage et fabrication de flocons.* — C'est la solution idéale au point de vue technique, mais elle coûte trop cher. Livrée à elle-même, l'industrie des flocons de pommes de terre est incapable de vivre et d'absorber régulièrement les excédents de pommes de terre. Sa part est réduite dans la transformation, mais elle est susceptible d'un grand développement.

Les fabriques étaient assez fortement groupées depuis 1929, dans un cartel comprenant 42 % de la capacité productrice (*Kartoffelflocken Zentrale GmbH*). Par l'intermédiaire de cet organisme, l'Etat a acheté, en 1930-31, 2 mill. de qm. de flocons qu'il revendait en même temps que le seigle dénaturé. C'est une part assez importante de la production totale (7 mill. qm.). Mais l'action est restée insuffisante, toujours à cause de la concurrence des fourrages exotiques.

3. *Fabrication de fécule.* — L'industrie de la fécule de pommes de terre (amidon, glucose, dextrine) lutte péniblement depuis la guerre contre la perte de ses débouchés extérieurs, la concurrence de la fécule de maïs et des frais de production surchargés par l'utilisation insuffisante des fabriques.

Son importance pour le marché des pommes de terre est analogue à celle de l'industrie des flocons ; comme elle est devenue incapable de subsister, l'intervention de l'Etat a été encore plus radicale.

En 1930, le mélange de glucose à la confiture, de fécule de pommes de terre au pain, a été autorisé. En 1931, les fabriques de fécule (165 seulement) ont été cartellisées de force comme les sucreries (Ord. 12 juin 1931), et dans les mêmes conditions : cartel obligatoire, mais autonome. En même temps, l'Etat a accordé des avances pour faciliter le warrantage de la production, et imposé le mélange de fécule au pain blanc.

4. *Distillation.* — C'est l'industrie la plus importante et la plus fortement soumise à l'Etat.

Depuis 1919, le monopole de la vente des alcools appartient à l'Etat. Depuis bien plus longtemps encore, le droit de distiller ainsi que les quantités produites dépendent des décisions du législateur.

Le monopole de l'alcool porte exclusivement en fait sur l'alcool des pommes de terre. L'Etat fixe le prix d'achat et le prix de vente, qui diffèrent naturellement selon les emplois. En principe, l'alcool de bouche devait supporter financièrement le système, l'alcool industriel étant revendu à perte.

Mais depuis la guerre, la consommation de l'alcool de bouche recule sans cesse, tandis que la production stimulée par le prix fixe du monopole augmente.

De 1924 à 1931, la consommation d'alcool de bouche est passée de 36 à 17 % de la consommation totale, cependant que la production montait de 1,83 mill. hl. à 2,56 mill. hl. en 1929 (30). Le monopole allait donc à la ruine ; pour le sauver, on a introduit, en 1930, le mélange obligatoire d'alcool à l'essence.

Ces diverses mesures n'ont pas empêché la chute du prix des pommes de terre.

Prix au producteur en RM. pour 100 kg. :				
1928	1929	1930	1931	1932
5,98	5,22	3,28	3,44	3,24

De 1929 à 1932, la baisse atteint 48 %. Cet échec est dû à la récolte exceptionnelle de 1932, mais aussi au manque d'une politique d'ensemble des fourrages et à la baisse parallèle du prix des porcs.

Le caractère commun des marchés des tubercules, betteraves et pommes de terre, est l'appui accordé par l'Etat aux débouchés industriels. Depuis la guerre (betteraves-distillerie), cet appui se manifeste par une politique de subventions directes ou indirectes.

Depuis la crise, apparaît une forme entièrement nouvelle d'organisation obligatoire imposée par la puissance publique (sucre, fécule), pour assurer l'efficacité de la politique de soutien compromise autrement par les indépendants rebelles à l'organisation spontanée. L'emploi de la contrainte est ici très

(30) « *Deutsche Agrarpolitik* », p. 203.

caractéristique des tendances économiques nouvelles, aux antipodes des idées libérales.

Nous verrons que c'est justement dans ce domaine que l'organisation nationale-socialiste est le plus directement influencée par les mesures antérieures, preuve du lien étroit entre les idées directrices.

Marchés non saturés

Ce sont tous les marchés qui, directement ou indirectement, sont soumis à la pression de la concurrence étrangère, parce que la production nationale est encore insuffisante. Il en est ainsi pour les œufs, par exemple, où les importations dans la période 1925-1932 représentent 1/3 à 1/4 de la consommation. Il en est ainsi également pour les porcs, bien que la consommation de viande seule soit couverte, et au delà, par le troupeau national. Mais le porc, au-dessus d'un certain poids, donne plus de graisse que de viande, et en tant que producteur de graisse, il subit la concurrence ruineuse de la margarine, donc de l'étranger.

Tous ces marchés ont connu, de 1929 à 1932, une baisse moins accentuée que les marchés saturés, parce que le contingent importé a joué dans une certaine mesure le rôle d'amortisseur. Mais cette action n'a pu suffire à la longue, avant tout parce qu'à partir de 1930, la baisse considérable du pouvoir d'achat des consommateurs urbains rend vaine toute politique de soutien des prix ; telle est la cause essentielle contre laquelle la politique agricole ne peut rien.

Mais il est des causes propres à ces marchés agricoles qui agissaient défavorablement sur les prix. C'est d'abord l'impossibilité de pousser la protection douanière jusqu'à la prohibition, en raison de l'insuffisance de la production nationale. Cette insuffisance présente souvent un caractère saisonnier : c'est le cas pour les œufs et le beurre en hiver. En cette saison, les importations sont indispensables pour assurer un ravitaillement suffisant et ne pas faire monter les prix hors de toute proportion. Les producteurs étrangers, par des améliorations techniques, sont en mesure de combler ces trous saisonniers de la production allemande, ce qui les rend indispensables.

Des raisons importantes de politique commerciale s'opposent à la protection absolue : le beurre vient du Danemark, de Finlande, les œufs de Hollande, un certain nombre de produits animaux de Suède. Or, tous ces pays ont leurs exportations

protégées par des tarifs minimums et ils sont les meilleurs clients de l'Allemagne.

Enfin la production de ces pays est de qualité nettement supérieure à la production allemande. C'est pourquoi un relèvement des droits de douane ne suffit pas toujours à restreindre leurs exportations, les consommateurs consentant à les payer plus cher que les produits nationaux, aussi longtemps du moins qu'ils le peuvent.

C'est pourquoi, devant l'impossibilité de maintenir les prix au niveau de 1928-29, la production nationale est forcée d'entreprendre avec la concurrence étrangère une lutte de qualité et de réduire autant que possible ses prix de revient. L'Etat lui est venu en aide pour atteindre ces deux buts.

Marché de la viande. — Les seuls marchés importants sont ceux des porcs et des bovins. La consommation de porc représente 50 % de la consommation totale, celle du bœuf 39 % ⁽³¹⁾. Pour les porcs, le commerce extérieur accuse des importations minimales, puis une exportation en 1930 (3.483 t.).

Les importations de bovins sont de moins en moins importantes, elles passent de 137.000 t. en 1927 à 70.000 en 1930. La pression étrangère a pu se faire sentir jusqu'en 1930 à cause du contingent de viande frigorifiée admis en franchise ⁽³²⁾, mais plus depuis lors.

Toutefois, l'impossibilité de vendre le saindoux indigène, à cause de la concurrence de la margarine, a été une cause très importante de baisse du prix des porcs, et par conséquent des bœufs (ces deux marchés sont étroitement solidaires).

Du côté de la demande, l'Etat n'a rien fait. Les intérêts des consommateurs l'empêchaient en effet de remplacer la margarine par le saindoux. Signalons pourtant quelques actions isolées : création d'une charcuterie à Königsberg, pour ouvrir un débouché aux porcs de Prusse orientale. Cette fabrique est bientôt tombée en faillite. Pour les bœufs, les achats effectués dès 1928 sur le marché de Husum en particulier, ont été continués, mais sans apparence de succès.

Tout l'effort s'est porté sur la fourniture à l'élevage de fourrage bon marché ; ce qui nous ramène à la politique des céréales, et met en pleine lumière la contradiction des buts : sou-

(31) « *Deutsche Agrarpolitik* », vol. I, p. 151.

(32) cf. ci-dessus, p. 27.

tenir le cours des céréales et des pommes de terre, rendre l'élevage rentable par l'abaissement des prix des fourrages.

Le hasard des récoltes a rendu cette contradiction complètement insoluble.

L'élevage des porcs suit en effet un cycle étroitement lié au prix des fourrages. A partir de 1930 (sommet du cycle des prix des porcs), le prix des fourrages aurait dû augmenter et s'opposer à l'extension du troupeau. Malheureusement, en 1931, le seigle dénaturé et la récolte abondante de pommes de terre viennent fournir un fourrage bon marché, si bien que l'élevage ne cesse de se développer, malgré la chute cyclique de prix en 1930-1931. La bonne récolte de 1932 porte le troupeau à 23,8 mill. en 1933, niveau le plus élevé atteint depuis la guerre. En même temps, les prix tombent de 81 RM. le quintal en 1929, à 40,5 en 1932.

La politique du fourrage à bon marché a trop bien réussi ; la surproduction qui en est (en partie) la conséquence, a fait tomber les prix de plus de moitié, alors que ceux du bœuf ne baissaient que de 39 % pendant la même période.

L'intervention de l'Etat, pour être discrète, n'en a pas moins été infructueuse.

Les produits d'élevage. — Les marchés du lait, du beurre et des œufs sont caractérisés par la supériorité qualitative de la production étrangère et l'anarchie des conditions de vente et de répartition des produits nationaux. C'est état de fait n'est pas nouveau. Nous avons vu que dès 1928, le plan Schiele ⁽³³⁾ tendait à aider la production nationale à rattraper son retard, principalement au moyen de subventions distribuées aux coopératives. En effet, le rôle des coopératives agricoles de vente est au premier chef d'assurer à une marchandise de qualité garantie, donc standardisée, des débouchés stables dans des conditions plus rémunératrices que le commerce. Il est tout naturel que l'Etat se soit donc efforcé de développer les institutions coopératives. Mais dans tous les domaines, si la coopérative peut aboutir à quelques résultats partiels, si elle peut élever au dessus des conditions moyennes les producteurs les plus actifs, elle est incapable d'exercer une influence décisive parce qu'elle est libre, et que ses efforts sont souvent exploités par les indépendants. C'est pourquoi, de 1929 à 1932, la tendance à la coopérative obligatoire se fait jour un peu partout, mais cette

(33) Cf. ci-dessus, p. 36.

tendance mène droit à l'idée de la profession organisée, à l'idée corporative.

Œufs. — La production allemande, provenant principalement des petites exploitations agricoles, se trouvait en face de pays exportateurs (Danemark, Hollande et Belgique) où la production est standardisée et sévèrement contrôlée par les coopératives ou par l'Etat lui-même. A cette infériorité technique s'ajoute le fait que les centres de consommation allemands sont situés près des pays exportateurs (Bassin de la Ruhr, Berlin).

Cette double supériorité de l'étranger explique la constance des importations, même pendant la crise, alors que la consommation intérieure diminue, et malgré un droit de 5 RM. par 100 kilos.

Importations d'œufs (en 1.000 t.) :				
1928	1929	1930	1931	1932
178	168	160	143	143

En même temps, la politique de soutien des céréales grève lourdement les éleveurs ; comme pour le bétail, l'Etat a dû atténuer en faveur de la volaille et des œufs l'effet de l'augmentation des prix du maïs et des céréales.

Dès 1928-29, les coopératives de vente des œufs se groupent à l'instigation de l'Etat. 17 coopératives sont créées pour saisir l'offre ⁽³⁴⁾ et deux centrales de vente sont chargées de procurer des débouchés à Berlin et dans la région rhénane, le tout sous la direction d'un comité national ⁽³⁵⁾. Toute cette organisation est strictement privée et volontaire. L'Etat n'intervient que pour la subventionner et contrôler l'emploi des subventions.

Ces coopératives ont introduit la standardisation dès 1929 en créant une marque, « l'œuf frais allemand ». Cette standardisation a reçu un statut légal par l'ordonnance du 17 mars 1932 ; mais « l'œuf frais allemand » n'a jamais constitué qu'une infime partie des œufs vendus sur le marché.

C'est également par l'intermédiaire des coopératives que l'Etat a fourni aux éleveurs des fourrages à prix réduit. Le monopole du maïs a délivré du maïs, puis du blé dénaturé aux coopératives. Mais cette action n'a profité qu'à 4,5 % des pou-

(34) *Eierverwertungsgenossenschaft.*

(35) *Reichsausschuss für Eierverwertung.*

les ! ⁽³⁶⁾, ce qui est totalement insuffisant pour compenser le déséquilibre entre le prix des œufs et celui des fourrages.

Ces mesures ont réussi à développer le nombre d'œufs saisis par les coopératives, de 70 mill. en 1929 à 507 mill. en 1931, avec un recul à 459 mill. en 1932. Cette quantité ne représente qu'une proportion minime, à peine 8 % environ de la production totale.

En somme, il ne s'agit là que d'un essai d'organisation coopérative avec l'appui de l'Etat.

Lait et beurre. — Ces deux produits ne font qu'un seul marché. La production totale de lait est consommée sous forme de lait frais pour 30 à 40 %, de beurre pour près de 50 %, le reste comme fromage.

L'ensemble de la production est déficitaire, puisque le cinquième de la consommation de beurre vient de l'étranger. Au contraire, la consommation de lait frais est entièrement couverte par la production nationale.

Le beurre exerce la plus forte influence sur les prix. C'est pourquoi la plupart des mesures tendent à soutenir les prix du lait par l'intermédiaire du beurre.

Dès 1928, le plan Schiele avait fourni des crédits importants aux laiteries et beurreries pour moderniser leurs installations ; (environ 30 % des laiteries sont à forme coopérative). Ces crédits ont réussi à élever la qualité du beurre des régions du Nord, mais ce « beurre de marque » ne représentait en 1930 qu'une faible partie de la production totale.

En même temps, le plan prévoyait une organisation méthodique par les coopératives du ramassage et de la distribution du lait frais. Cette organisation n'a été mise sur pied que dans quelques régions. A Francfort, où elle a atteint son plus grand développement, elle portait sur 55 % de la consommation ⁽³⁷⁾.

En 1930, l'Etat s'est décidé à intervenir par la contrainte, à passer de l'organisation coopérative libre à l'organisation obligatoire. Tel est l'essentiel de la loi sur le lait du 31 juillet 1930. Les dispositions secondaires de la loi (protection du consommateur par le contrôle du lait frais, etc.) ne sont entrées en vigueur que partiellement le 1^{er} janvier 1932, parce qu'elles ne pouvaient être appliquées qu'après le groupement des producteurs et transformateurs.

(36) « *Deutsche Agrarpolitik* », vol. I, p. 291.

(37) « *Die Deutsche Landwirtschaft* » p. 632.

Mais ce groupement prévu par le § 38 de la loi est une innovation révolutionnaire, puisque les autorités des pays reçoivent le droit de cartelliser de force les producteurs, commerçants, laitiers et beurreries en vue d'organiser le marché du lait. Les organismes ainsi créés devaient être munis de pouvoirs très étendus : régler les conditions du ramassage et du transport, décider combien chaque membre doit livrer, et à qui, limiter la quantité transformée en beurre, fixer des prix, etc. Cette organisation devait se faire sous la direction d'autorités administratives, en accord avec les associations professionnelles des intéressés. Elle n'a reçu un commencement d'exécution que dans quelques régions (Württemberg).

Cette loi présente une importance exceptionnelle dans l'histoire de l'interventionnisme. Pour la première fois, on voit l'Etat s'occuper d'organiser lui-même une branche de la production, depuis le producteur jusqu'au consommateur, pour régler un marché. C'est le pas décisif vers la socialisation de l'économie agricole.

On ne peut dire quels résultats cette loi a produits. Car son application n'a été que partielle et elle n'apportait aucun remède à la source profonde du mal : la concurrence victorieuse faite au beurre par la margarine. Les droits sur le beurre ont eu beau atteindre un niveau prohibitif depuis 1931 (100 RM. par qm.), le seul résultat fut que le cours du beurre n'a baissé que de 50 % en Allemagne au lieu des 2/3 au Danemark. En même temps, de 1931 à 1932, la consommation du beurre diminuait de 493.000 à 479.000 t., celle de la margarine augmentait de 477.000 à 526.000 t. Comme pour les céréales, comme pour la viande, c'est l'importation libre croissante de margarine (ou d'oléagineux) qui neutralise la politique de soutien des prix.

§ 4. — CONCLUSION

L'originalité de la politique agricole jusqu'à 1932 réside dans ses mesures. Nous avons donné une idée de leur nombre et de leur variété. Elles vont du simple soulagement apporté sur un marché par des achats massifs à la cartellisation intégrale d'une branche de la production, en passant par le système raffiné des bons d'importation. Il faut reconnaître que,

considérées isolément, la plupart de ces mesures ont été bien conçues et efficaces ; rappelons l'action énergique exercée sur le blé par l'obligation faite à la meunerie de traiter un pourcentage fixé de blé indigène, ou le succès du contingentement des cultures de betteraves. Beaucoup de ces mesures ont même donné naissance à de véritables méthodes susceptibles d'applications variées, et qui sont l'origine de bien des institutions du national-socialisme. Nous en citerons deux particulièrement typiques : le monopole du maïs et la vente du seigle dénaturé couplée avec celle de l'orge.

Le monopole du maïs, créé par la loi du 1^{er} avril 1930, présente des caractères tout à fait originaux. Il ne consiste nullement à accorder à l'Etat le droit exclusif d'acheter et de vendre le maïs, de faire toutes les opérations commerciales sur ce produit, manutention, transport, mais simplement en ceci : obligation est faite à tout importateur ou producteur indigène de maïs d'offrir sa marchandise à l'Office national. L'Office se borne alors à acheter ce maïs au prix fixé et à le revendre, soit au vendeur lui-même, soit à quiconque, au prix de vente officiel. Juridiquement cette opération s'analyse en un achat de l'Office suivi de revente. En fait, elle revient à la perception par l'Office d'une taxe équivalente à la différence entre le prix d'achat et le prix de vente. Toutefois, s'il l'estime utile, l'Office peut prendre effectivement livraison de la marchandise pour la stocker, ou tout autre usage. En somme, l'Office représente un canal artificiel où doivent obligatoirement passer les marchandises monopolisées, ce qui lui permet de régler le débit et les prix, sans appareil coûteux, sans risques et avec le minimum d'intervention. Ce système, inventé pour tourner les traités commerciaux, trouve dans le commerce extérieur sa principale application et il fournit une arme si redoutable que le national-socialisme l'introduira pour tous les grands marchés agricoles sans exception.

Le système employé pour vendre le seigle dénaturé provenant des achats de soutien du gouvernement fait preuve de la même ingéniosité et est susceptible de la même extension. En effet, toute politique de stockage fait naître des difficultés pour écouler les stocks. Au lieu d'employer le moyen grossier qui consiste à les liquider à vil prix, il est bien plus habile d'attirer les acheteurs par une prime en leur offrant en même temps à bon compte un produit rare et cher à l'intérieur, mais bon marché à l'extérieur, et dont l'Etat se réserve le monopole

d'importation. L'avantage accordé alors aux acheteurs des stocks n'entraîne pas de véritable perte pour l'Etat. Ce rôle de prime a été rempli en 1930-32 par l'orge, dont l'importation était rendue prohibitive par un droit de douane très élevé, que seul l'Etat s'autorisait à ne pas payer. On conçoit que ce système puisse être adapté à toutes sortes de situations et de produits. C'est ainsi qu'actuellement l'Etat achète le lin indigène au prix fort, non pas en espèces, mais contre délivrance de bons qui donnent droit à des tourteaux importés par l'Etat et revendus le triple de leur valeur.

Malgré le succès partiel de ces mesures, l'échec de la politique de soutien des prix agricoles apparaît patent. Si l'on juge objectivement ses résultats à la courbe des prix, on constate que l'indice des prix agricoles baisse régulièrement de 137 en 1927 à 86 en 1933, soit 36 % de diminution. Certes, cette baisse est en partie l'effet de causes contre lesquelles les dirigeants de la politique agricole ne pouvaient rien : la chute des prix mondiaux, la restriction du pouvoir d'achat des consommateurs, les bonnes récoltes ; sans doute sans la politique de soutien, la baisse eut-elle été encore plus forte. Néanmoins on ne peut dire devant la chute des cours et l'endettement croissant que la politique agricole ait obtenu des résultats positifs, et la première cause n'en doit pas être cherchée dans les facteurs qui lui sont plus ou moins étrangers, mais en elle-même : dans l'absence complète de politique d'ensemble capable de coordonner des interventions qui, isolément, ont été souvent efficaces.

C'est la nécessité, non l'esprit de système ou de réformation, qui a fait entreprendre toutes les interventions sur les marchés agricoles. La première intervention sur le seigle, la plus simple aussi, puisqu'elle consistait en achats effectués sur les marchés par les sociétés sous le contrôle de l'Etat, n'avait d'autre but que de soutenir les cours menacés par la récolte exceptionnelle de 1925. Il en a été de même pour toutes les mesures douanières, les interventions sur le blé, la viande. Même le plan Schiele de 1928, qui tendait à rendre à la production et à l'élevage leur capacité de concurrence, n'était qu'une simple mesure de soutien dans le cadre du régime économique existant.

On ne peut découvrir aucune tendance socialiste ni même étatiste chez les initiateurs de cette politique agricole. La meilleure preuve en est que l'interventionnisme a été réclamé

par les producteurs agricoles, souvent par les grands propriétaires de l'Est peu suspects d'attaches marxistes, et réalisé par les cabinets conservateurs. Il en a été tout autrement dans le domaine industriel, où le développement des entreprises communales, par exemple, était conçu comme une étape vers le collectivisme. De même des mesures comme la participation aux bénéfices, l'introduction des conseils mixtes d'entreprise, tendaient à transformer le régime. On ne trouve rien de pareil dans l'interventionnisme agraire. La différence s'explique d'abord par le fait que la classe politique la plus forte sous le régime de Weimar était la classe ouvrière organisée politiquement dans le parti social-démocrate. Elle a su faire servir ses intérêts économiques par sa force politique. Par contre les agriculteurs n'avaient ni organisation politique, ni doctrine économique commune. Comme partout c'est sur eux que les doctrines marxistes avaient le moins d'influence. L'importance de la petite et moyenne propriété en Allemagne explique suffisamment l'horreur des paysans pour le collectivisme ; d'autre part, les souvenirs de l'économie de guerre leur inspiraient la même crainte de l'Etat symbolisé par le gendarme et la réquisition.

Dans ces conditions, il est d'autant plus étonnant que l'interventionnisme agricole ait atteint un tel développement.

Cela tient à ce que le développement de l'interventionnisme est indépendant de la volonté des intéressés comme des dirigeants ; il est commandé par une nécessité presque mécanique : l'intervention appelle l'intervention. Il s'agit là d'une véritable loi, car elle découle des conditions mêmes de fonctionnement des marchés agricoles. Ceux-ci sont en effet caractérisés par l'interdépendance étroite des différents marchés et par l'inélasticité relative de la demande. Il s'ensuit que toute mesure d'intervention sur un marché, qu'elle réussisse ou qu'elle échoue, réagira plus ou moins directement sur un grand nombre d'autres marchés, créant par là des situations et des tensions nouvelles, qui ne pourront être résolues à leur tour que par l'intervention. En même temps, sur un marché donné, la politique de soutien des prix ne peut se limiter à des actions sur le marché ; en effet, le succès d'une telle politique se traduit à la longue par une surproduction du produit « soutenu », à laquelle ne peut correspondre en général un accroissement correspondant de la consommation, puisqu'un prix soutenu est par définition trop élevé pour le consommateur. Mais alors de deux

choses l'une : ou la surproduction ruine à bref délai la politique de soutien, ou il faut compléter l'organisation du marché par la restriction de la production, par la forme la plus draconienne de l'interventionnisme. La seule logique montre donc que l'interventionnisme en matière agricole ne peut pas ne pas s'étendre en surface et en profondeur.

Il en a été ainsi en Allemagne. Il ne faut donc pas s'étonner si la politique agricole du régime de Weimar, commencée sans plan et pour satisfaire des exigences particulières, continuée sous la seule pression des nécessités, présente le double caractère du provisoire et de l'incohérence.

Les textes de toutes les lois d'intervention trahissent le caractère provisoire que leur attribuaient leurs auteurs. C'est ainsi que l'obligation d'employer un pourcentage de blé indigène (1930) n'était prévue que pour un an, de même l'élévation des droits sur l'orge, pièce maîtresse de la politique de protection des céréales. Le monopole du maïs a été introduit pour deux ans seulement. L'exemple le plus typique est fourni par la « loi de l'index » du 28 mars 1931, qui accordait à l'exécutif des pouvoirs illimités en matière de droit de douane, mais au plus tard jusqu'au 31 mars 1932, et seulement pendant la durée du cabinet Brüning. Le législateur ne travaillait pas pour l'éternité, pour un an seulement.

D'autre part, l'étude des différents marchés nous a montré qu'aucune intervention n'était restée sans fissure, à de très rares exceptions près. Les prix des céréales ont été minés par l'importation des fourrages étrangers (tourteaux), celui du beurre par la fabrication de la margarine, celui du bétail également par la concurrence victorieuse faite au saindoux par la margarine. Le problème des corps gras, véritable nœud gordien de la politique de soutien des marchés, n'a pas su ou pas pu être tranché. En même temps rien n'a été fait pour parer au danger de la surproduction de certains produits, conséquence de prix maintenus relativement trop hauts.

Faute de résoudre les contradictions internes inévitables des différentes mesures d'intervention, faute aussi d'aller jusqu'au bout, la politique agricole du régime de Weimar a échoué.

Les causes de cet échec sont les symptômes d'une crise beaucoup plus profonde qui atteignait non seulement le domaine agricole, mais toutes les conceptions économiques.

Le caractère empirique des mesures d'intervention, leur développement progressif, sans système préconçu, uniquement

guidé par la recherche des compromis, apparaissaient à beaucoup, tout au moins au début, comme la marque d'une politique de juste milieu. Ils espéraient que cet interventionnisme mitigé permettrait d'éluder le dilemme brutal : économie libérale ou étatsisme intégral. Les transitions en apparence insensibles entre le régime économique de 1925, encore essentiellement basé sur le principe du laissez faire, et celui de 1930, déjà fortement teinté d'interventionnisme, autorisaient cet espoir, car les principes semblaient encore entiers, et seulement retouchés pour les adaptations inévitables à la réalité. Mais ce n'était qu'une illusion.

Bien peu ont su voir, sous l'évolution progressive de la vie économique, le renversement total qui s'était opéré dans ses principes. Ce renversement ne dépend pas du nombre des mesures d'intervention ou de leur portée, mais il est d'ordre psychologique ; il s'est achevé le jour où les producteurs agricoles en particulier, ou plus généralement le monde économique, ont considéré que l'Etat portait la pleine et entière responsabilité de la vie économique.

Dans la conception libérale, il doit y avoir une séparation absolue entre le domaine de l'économie et celui de la puissance publique. L'Etat n'a ni le devoir, ni à plus forte raison le droit de s'immiscer dans la vie économique. Il a bien plutôt le devoir de ne pas s'en occuper. Jamais évidemment l'Allemagne, pas plus qu'aucun pays, n'a appliqué ce principe à la lettre. Toutefois, après la guerre, on peut dire que la conception libérale domine, en ce sens que les producteurs et les agriculteurs ne se croient pas en droit d'exiger à chaque instant l'assistance de l'Etat, et qu'inversement ils lui refusent le droit d'intervenir dans leurs affaires. Mais peu à peu, les interventions cependant répétées, l'exemple de la classe ouvrière ou de branches voisines, la crise enfin, modifient cette façon de voir. Lorsqu'enfin le dernier paysan est convaincu que c'est la faute de l'Etat et non plus de la loi de l'offre et de la demande, s'il ne peut plus vendre son blé, que l'Etat a le devoir de réduire ses dettes et de faire remonter les prix, ce jour-là l'économie libérale est bien morte, sans toutefois avoir cédé la place à l'étatsisme.

En effet, l'Etat se voit imposer désormais par tous la responsabilité de la prospérité économique, mais la contre-partie de la responsabilité, l'autorité, lui est refusée, parce que subsiste l'autre principe de l'économie libérale : l'Etat n'a pas le droit

d'intervenir dans la vie économique. Cette survivance est plus ou moins consciente, mais elle est certaine ; il suffit pour s'en convaincre d'entendre les hurlements de ceux-là mêmes qui réclament l'aide de l'Etat, lorsqu'on veut leur imposer les devoirs contre-partie nécessaire de leurs « droits ».

L'exemple allemand prouve qu'un système économique basé sur de tels principes n'est pas viable. Il ne représente même pas un système intermédiaire entre le libéralisme et l'étatisme, il est simplement l'absence de système. Les systèmes extrêmes ont tout au moins le mérite d'être logiques. On peut discuter de leur possibilité d'adaptation à la réalité, mais leur cohérence rationnelle est indéniable. Un régime, au contraire, où l'Etat porte la responsabilité de l'économie sans avoir les moyens d'agir est un non-sens. Telle est pourtant la contradiction profonde, irréductible, qui a vicié toute la politique économique et spécialement agricole, jusqu'en 1933.

Cette contradiction était devenue tellement évidente qu'en 1932 tout le monde avait le sentiment « que cela ne pouvait pas durer ». Le régime économique boiteux de l'après-guerre avait définitivement fait faillite. Théoriquement le choix définitif devait alors se faire entre le libéralisme et l'interventionnisme ; nous disons théoriquement, parce qu'en fait il n'y avait plus de choix possible : personne ne pensait sérieusement à trouver une solution dans un retour au passé. L'interventionnisme avait poussé des racines si profondes dans les esprits et dans les faits qu'au point de vue économique la contradiction des principes ne pouvait être résolue qu'au profit de l'interventionnisme intégral ; sur ce point l'accord était complet.

Seulement ce principe économique avait trouvé deux expressions politiques diamétralement opposées : le communisme et le national-socialisme. L'un annonçait la fusion du politique et de l'économique par la dictature du prolétariat, l'autre exigeait la soumission totale à la volonté de la « communauté du peuple », personnifiée par le chef, de l'économie et de tous les aspects de la vie sociale.

C'est le national-socialisme qui a vaincu. Sa victoire signifie la rupture totale avec les principes de l'économie libérale, avec toutes les réticences envers le droit d'intervention de l'Etat qui avaient paralysé le régime de Weimar. Appliquées à la politique agricole, les conceptions nouvelles du national-socialisme entraînent donc une véritable révolution.

TROISIEME PARTIE

**La Politique agricole
du National-Socialisme**

CHAPITRE PREMIER

LES PRINCIPES GENERAUX DE LA POLITIQUE AGRICOLE DU NATIONAL-SOCIALISME

§ 1. — LE PROGRAMME AGRAIRE DU PARTI AVANT LA REVOLUTION

A l'origine le parti national-socialiste s'adressait surtout à la classe ouvrière et à la classe moyenne. En principe il prétendait réaliser l'union des classes, mais ce but passablement vague recouvrait des tendances foncièrement différentes, qui allaient de l'anticapitalisme forcené de Grégor Strasser à la plus anodine des formules d'Union nationale nuance Rosenberg. En tous cas le parti voulait avant tout faire la conquête des villes. Les ruraux et les problèmes de la terre n'ont joué au début à peu près aucun rôle dans son action.

Le programme général du parti dit des 25 points, sous sa forme définitive de 1926, ne contenait presque rien de relatif à l'agriculture ; seulement le point 17 ainsi conçu :

« Nous exigeons une réforme agraire adaptée à nos besoins nationaux, une loi qui permette l'expropriation sans indemnité du sol dans des buts d'intérêt général, l'abolition de l'intérêt foncier et la suppression de toute spéculation sur la terre ».

Par ailleurs le point 11 exige la suppression de « l'esclavage de l'intérêt » (1), un mot d'ordre qui n'était pas à cette époque destiné simplement à l'agriculture, mais qui par la suite est devenu la formule la plus efficace de la propagande agraire du parti.

(1) *Brechung der Zinsknechtschaft.*

Tous les autres points répondent aux vœux particuliers, aux travailleurs et aux petits commerçants.

Il est impossible de donner un sens précis à ce point 17 ; les problèmes agraires étaient si étrangers aux nationaux-socialistes qu'eux-mêmes ne savaient pas très bien ce qu'il fallait entendre par « réforme agraire adaptée aux besoins nationaux ». La formule ambiguë laissait toutefois planer un doute sur le point essentiel : le maintien de la propriété privée de la terre. On pouvait penser que la suppression de l'intérêt foncier, de la rente, signifiait l'abolition de la propriété foncière des non-exploitants.

Hitler a levé tous les doutes en 1928, dans une glose ajoutée au programme du parti ⁽²⁾ : « Le NSDAP part du principe de la propriété privée ; le passage mentionnant l'expropriation sans indemnité se rapporte à la création de moyens légaux permettant d'exproprier au besoin la terre acquise de façon illégale ou administrée sans souci du bien du peuple ; cela concerne en premier lieu les sociétés juives de spéculation immobilière ».

Ainsi le programme agraire n'était qu'une affiche d'agitateur antisémite dirigée en apparence contre le capitalisme. Car toutes les explications données sur les moyens « d'exproprier la terre illégalement acquise » ou de « briser l'esclavage de l'intérêt » revenaient à préconiser une panacée : « à bas les Juifs ! » — ce qui n'est tout de même pas un programme économique.

Un changement radical de l'orientation du parti, aussi bien dans le domaine idéologique que dans la propagande et les buts politiques est dû à l'action de Walter Darré. Ce publiciste, né en Argentine, n'était pas spécialement un praticien de l'agriculture ⁽³⁾ mais il était pénétré de l'idée fixe que la paysannerie est la source de toute culture et de la force des peuples. Cette idée ne lui est pas propre, depuis longtemps elle appartient au bagage métaphysique des milieux agrariens et nationaux-socialistes. On la trouve très nettement indiquée dans *Mein Kampf* ⁽⁴⁾. Mais c'est Darré qui a frappé la formule

(2) cf. Rosenberg : « *Wesen, Grundsätze und Ziele der NSDAP* », Edition 1928 *Deutscher Volksverlag Munich*.

(3) Voir H. Reischle « *Der Reichsbauernführer Darré* ».

(4) P. 151 du vol. I dans l'édition en 2 volumes : « On ne peut surestimer la possibilité de conserver une paysannerie saine comme base de toute la nation ».

type de cette conception : le sang et le sol, *Blut und Boden*, qu'il a développée dans d'innombrables variations sur ce thème ⁽⁵⁾. Au point de vue pratique: il a lancé le national-socialisme à la conquête des masses rurales en transformant en conséquence le programme du parti. Le 6 mars 1930, il publie un programme agraire, qui prend place à côté du programme général du parti.

Voici les passages essentiels de ce long document :

« ... Nous ne nous libérerons de l'esclavage du capital étranger qu'en nourrissant notre peuple avec notre sol. L'augmentation de la production agricole nationale est une question vitale pour le peuple allemand. Une paysannerie économiquement saine est indispensable comme débouché de notre industrie, qui, à l'avenir, devra concentrer ses efforts sur le marché intérieur... Nous ne reconnaissons pas seulement l'importance exceptionnelle de la corporation alimentaire (*Nährstand*) pour l'ensemble du peuple, mais nous voyons encore dans la paysannerie le soutien de la santé physique, la source vitale de notre peuple et le corps de l'armée...

Les causes de la rentabilité insuffisante de l'agriculture sont :

1° la politique fiscale qui surcharge inégalement l'agriculture... parce que la finance juive internationale qui manœuvre la démocratie parlementaire allemande, veut anéantir l'agriculture allemande ;

2° la concurrence des produits agricoles étrangers... que la politique douanière anti-agricole n'endigue pas ;

3° les profits exagérés réalisés par le commerce de gros des denrées agricoles, presque entièrement entre les mains des Juifs ;

4° les prix usuraires que le paysan doit payer pour les engrais et l'électricité à des trusts en grande partie juifs...

Dans l'Etat futur prévaudront un droit foncier allemand et une politique de la terre allemande, ce qui entraîne les conséquences suivantes :

Le sol allemand possédé et défendu par le peuple allemand sert à la vie et à la nourriture du peuple entier. Il doit être administré dans ce sens par les propriétaires...

(5) Les titres de ses ouvrages sont significatifs : « *La paysannerie source vitale de la race nordique* », — « *Nouvelle noblesse du sang et du sol* », — « *Renaissance de la paysannerie* », — « *Combat pour l'âme du paysan allemand* », etc...

Le sol allemand ne doit pas être l'objet de spéculations financières et apporter au propriétaire un revenu sans travail. A l'avenir seul aura le droit d'acheter des terres celui qui veut les cultiver. Lors de toute vente de terre, l'Etat a le droit de préemption. Il est interdit de donner le sol en gage à des créanciers privés.

L'Etat doit, par sa politique économique, rendre au travail agricole sa rentabilité. La production nationale doit être favorisée par des droits de douane, la réglementation étatique de l'importation, et une éducation nationale adéquate. La formation du prix des denrées agricoles doit être enlevée à la spéculation boursière et l'exploitation des cultivateurs par le commerce empêchée. L'Etat doit encourager le développement des coopératives agricoles pour remplacer le commerce de gros.

Les organisations professionnelles de l'agriculture ont pour rôle de réduire le coût de production et d'augmenter la production (par la fourniture de machines agricoles, d'engrais, de semences, de reproducteurs, les amendements, la lutte contre les fléaux, etc.). Pour remplir ces tâches les organisations professionnelles doivent être soutenues par l'Etat. En particulier l'Etat doit imposer un abaissement du prix des engrais artificiels et du courant électrique.

Les organisations professionnelles ont aussi le devoir d'incorporer dans la communauté paysanne les travailleurs agricoles par des contrats de travail équitables. L'Etat a le droit supérieur de contrôle et d'arbitrage ».

Ce programme est destiné à la propagande politique directe ; il ne contient, et pour cause, ni un exposé scientifique des « théories économiques » de l'agriculture nationale-socialiste, ni les élucubrations habituelles de métaphysique raciste. Son caractère pratique tranche sur le reste des œuvres de Darré. Mais pratique ne veut pas dire précis, au contraire, Les formules en sont suffisamment élastiques pour s'adapter sans peine aux pures conceptions socialistes comme au programme réactionnaire agrarien. Voyons, en effet, les idées principales du programme.

Il débute par l'affirmation banale, en termes très simples, de l'importance de l'agriculture pour la vie économique de la nation et la prospérité physique du peuple.

L'analyse des causes de la détresse de l'agriculture se réduit à l'énumération des choses et des gens dont le paysan

a la haine, et pas seulement en Allemagne : le fisc, l'étranger. le commerçant, plus le Juil en Allemagne.

Quant aux réformes annoncées, elles ne sont pas très nettement dessinées. On peut croire que la terre va être soumise à une sorte de domaine éminent du « peuple allemand » puisque ce dernier a un droit de préemption, que le sol est « possédé par le peuple » (6). Cependant il reste aux propriétaires ; on dit qu'ils ne le resteront que si ils travaillent. Mais Hitler n'a-t-il pas admis que la grande propriété a aussi un rôle à jouer ? (7). A vrai dire on ne voit pas très bien comment cette réforme agraire s'effectuera, encore moins en quoi elle consiste.

D'autre part, la réforme de l'économie agricole se réduit à l'annonce du développement des coopératives, à l'interventionnisme, et, tout à la fin, timidement, au droit supérieur de contrôle et d'arbitrage de l'Etat. Cette hésitation s'explique parce qu'au début de 1930 le changement psychologique décrit dans le chapitre précédent ne s'était pas encore accompli. Il fallait ménager la susceptibilité paysanne. Peut-être aussi Darré ne savait-il pas très bien ce qu'il voulait.

Toujours est-il qu'à partir de 1930 la section agraire du parti (8) sous la direction de Darré, se lance à la conquête des campagnes. Dans ce but elle s'est servie des meilleures méthodes d'agitation politique, concentrant ses efforts sur une opposition acharnée, systématique, à toutes les mesures des gouvernements, du « système » (9), qu'elles fussent bonnes ou mauvaises, car le premier but « positif » était d'abattre par tous les moyens le régime politique existant. Le second moyen consistait à exciter démesurément la colère paysanne contre les Juifs, rendus responsables de tous les malheurs de l'agriculture. A cet égard le programme lui-même est caractéristique. Au point de vue positif la tactique était très simple, elle consistait à promettre à chacun ce qu'il désirait. Les nationaux-socialistes noyautaient, en même temps, toutes les organisations professionnelles de l'agriculture, ils s'alliaient au « Front vert ». En quelques mois presque tout le pays était gagné à leur cause. Les régions purement agricoles de la Hesse et

(6) « *in Besitz genommen* ».

(7) Programme agraire du 6 mars 1930.

(8) *Agrarpolitischer Apparat der NSDAP*.

(9) Dans le vocabulaire national-socialiste le « *System* » est le terme de mépris qui désigne le régime de Weimar.

du Schleswig-Holstein en particulier ont été les premières à se donner des gouvernements nationaux-socialistes avec des majorités écrasantes. Le vague du programme agraire n'avait donc pas empêché le succès du national-socialisme, au contraire, il en est pour une bonne part responsable.

Entre temps, à mesure que le parti grossissait, que la prise du pouvoir apparaissait plus certaine, la section agraire du parti n'était pas restée inactive. L'état-major de collaborateurs groupés autour de Darré a su tirer de ce programme informe un plan de réformes pratiques, mais ce travail s'est effectué en silence. Les grands ouvrages de Darré publiés dans cette période (surtout « *Das Bauerntum als Lebensquell der nordischen Rasse* », 1933) se tiennent sur le plan métaphysico-biologique cher à l'auteur, ce qui lui a attiré le qualificatif de « romantique agricole ».

Seule la fondation de la revue « *Deutsche Agrarpolitik* » en 1932 et les articles publiés par Hermann Reichsle, en août et septembre 1932, montrent que la politique agraire du parti ne se contentait pas d'une agitation stérile et de promesses inconsistantes, mais qu'elle se préparait à agir positivement. Elle a prouvé dès les premiers mois de 1933 qu'elle en était capable, à la légitime surprise de ceux qui la jugeaient sur ses antécédents.

§ 2. — SANG ET SOL. "BLUT UND BODEN"

Cette formule où l'allitération fait invinciblement penser à un slogan publicitaire, a eu la plus extraordinaire fortune. Frappée par Darré, dont elle est en quelque sorte la devise, elle a donné naissance à une « conception du monde » (*Weltanschauung*), à une philosophie, à une esthétique et surtout, hélas ! à des livres et à des articles sans nombre. Les exagérations ont été telles que même de bons nationaux-socialistes ont fini par qualifier de « *Blubo* » (contraction ironique de *Blut und Boden*) les invraisemblables élucubrations des épigones du parti. On a vu une poésie « *blubo* » et bien d'autres choses encore ; aujourd'hui le cliché est tellement éculé que personne n'ose plus l'employer.

Mais l'idée subsiste. Si on la dépouille du fatras métaphy-

sique ⁽¹⁰⁾ qui la revêt le plus souvent, elle se réduit à un principe très simple, que l'on peut résumer ainsi : la race et la terre font l'Allemagne.

C'est une idée trop simple même pour être conçue par tous de la même façon. En fait la formule « sang et sol » a capté comme un miroir (un miroir un peu trouble) les idées venues des points les plus divers de l'horizon spirituel, pour en donner un reflet dont l'analyse spectrale demanderait un bien gros livre. Faisons toutefois le tour de cet horizon.

Le sang, c'est la race, et bien entendu la race germanique ou nordique, seule créatrice de valeurs culturelles. Cette race était une race de paysans sédentaires, ce qui explique ses qualités physiques et ses vertus morales : l'amour du travail, la tenacité, le sentiment de l'honneur et du devoir. Elle s'oppose par là directement à la race juive, essentiellement nomade et capable seulement de trafiquer et de spéculer. Les migrations germaniques et les expéditions normandes sont de regrettables exceptions à ce caractère sédentaire, expliquées par les débordements d'un tempérament courageux et combattif, ce qui n'est, après tout, que l'excès pardonnable d'une qualité essentiellement louable.

L'ancien droit germanique reflète les vertus de la race, en particulier le sentiment de l'honneur ; il sanctionne une constitution de la famille et de la propriété qui a permis le maintien jusqu'aux temps modernes d'une paysannerie économiquement et spirituellement saine, grâce au caractère véritablement immobilier de la terre et à l'autorité familiale. Malgré les aberrations contemporaines (introduction du droit judéo-romain) les bonnes traditions restent vivaces.

Cela explique que la race nordique se soit conservée avec le maximum de pureté chez les paysans, ainsi que les vertus morales. Il n'en est malheureusement pas de même dans les villes, où la race dépérit physiquement et où les manifestations de la vie sociale trahissent l'influence d'un esprit judaïque et cosmopolite. La principale conséquence de cet état de choses est la dénatalité. Comme seule la paysannerie garde la précieuse qualité de faire des enfants, elle mérite son titre de « source de vie » du peuple.

Autrefois l'agriculture était toute l'économie. Il n'en est

(10) Il est impossible d'en donner un échantillon, car il est rigoureusement intraduisible.

malheureusement plus de même aujourd'hui. L'industrie, le commerce se sont développés, et c'est très regrettable. Il importe de faire machine arrière, ou tout au moins d'assurer à tout prix la nourriture du peuple en développant à l'extrême la capacité de production de l'agriculture allemande. Si cela ne suffit pas, il faudra se procurer un peu plus de territoires pour y installer l'excédent de population ⁽¹¹⁾ et réaliser ainsi ce que Rosenberg promet tout à la fin de sa brochure sur le programme du parti national-socialiste : la Grande Allemagne ⁽¹²⁾.

Il y a encore bien d'autres choses dans le « Sang et le Sol », mais c'est là l'essentiel : le point de contact d'une foule de doctrines racistes, juridiques, sociales, démographiques, économiques et politiques.

L'influence de cette théorie centrale du « romantisme agraire » est considérable. Nous pourrions verser dans le genre plaisant, sans cesser d'être véridique, et compter au nombre de ses applications l'idée d'introduire le « blason paysan » comme symbole de l'honneur paysan ⁽¹³⁾, la manie de la généalogie ⁽¹⁴⁾ ou les mensurations anthropologiques effectuées sur les crânes des hommes des « sections de protection » ⁽¹⁵⁾. En restant dans les choses sérieuses, il faut signaler deux mesures très importantes, dont la première surtout est la mise en œuvre immédiate du principe « *Blut und Boden* » : la loi sur les domaines héréditaires, puis la colonisation intérieure.

La loi sur les domaines héréditaires ⁽¹⁶⁾ est, aux dires de Darré, le véritable fondement de toute la politique agraire du national-socialisme, parce qu'elle règle définitivement le régime de la propriété foncière en unissant d'un lien indissoluble le sang et le sol, le paysan et sa terre, et cela au moyen d'un retour délibéré au régime juridique du moyen-âge. Le préambule de la loi dit clairement : « Le Gouvernement du Reich, en consacrant une ancienne coutume du droit héréditaire allemand, entend conserver la paysannerie en tant que source du sang du peuple allemand ».

L'essentiel de la réforme consiste :

(11) cf. Hitler, « *Mein Kampf* », vol. I, p. 152.

(12) Rosenberg « *Wesen, Grundsätze und Ziele der NSDAP* », dernière page

(13) Rapport sur la « *Wappenführung* », dans « *Reichsbauerntag 1935* ».

(14) Exemples dans chaque numéro de la « *N.-S. Landpost* ».

(15) Renseignement personnel de l'auteur.

(16) *Reichserbhofgesetz* (29 septembre 1933).

1° A empêcher le parcellement du domaine familial par l'interdiction du partage réel.

2° A rendre la propriété immobilière aussi stable que possible par la suppression du crédit réel et la restriction du droit de disposition à titre gratuit et onéreux.

3° Le principe de la propriété privée subsiste, mais avec d'énormes atteintes, puisqu'il faut l'autorisation d'un tribunal spécial pour emprunter sur le domaine, le vendre, et que le propriétaire peut être déclaré indigne et déchu de sa propriété.

Il s'agit d'une révolution totale dont les conséquences sont incalculables, si toutefois la réforme est appliquée. Certes les tribunaux spéciaux (*Anerbengericht*) ont été constitués, ils ont déclaré « domaines héréditaires » près de deux millions d'exploitations agricoles. Mais la réforme se heurte à de très grosses difficultés. Difficultés d'ordre psychologique d'abord, surtout dans le Sud et l'Ouest de l'Allemagne. L'interdiction du partage réel et le nouvel ordre successoral introduit par la loi obligent les propriétaires à prendre de tout autres dispositions pour leurs enfants, ce qui ne va pas sans heurts. Ce qui est plus grave, c'est que l'interdiction d'accorder des sûretés réelles a tué le crédit agricole.

Là est la véritable pierre d'achoppement du système, contre laquelle on n'a pas pu jusqu'ici trouver de remède. La chose est grave, comme en témoigne le plaidoyer de Darré en faveur de la loi (17) :

« On m'objecte constamment que c'est l' « *Erbhofgesetz* » qui paralyse les possibilités économiques à mettre au service de la bataille de la production. On appuie cette affirmation en déclarant que l' « *Erbhofgesetz* » ne permet pas d'employer des capitaux suffisants pour exploiter intensivement. Je répète encore une fois que c'est inexact, car le tribunal d'héritage peut toujours autoriser la constitution de sûretés réelles. Si certaines exploitations, à cause de leurs dettes, ne trouvent plus de crédits, c'est leur faute et non celle de l'*Erbhofgesetz*. Grâce à Dieu, c'est d'ailleurs là l'exception. Par contre, j'ai dû constater que des domaines héréditaires complètement libres de dettes et qui offraient toutes garanties pour emprunter des capitaux d'exploitation, même sans sûreté réelle, n'ont pas trouvé de prêteurs, parce que l'on espère briser par ces méthodes le principe de la loi sur les domaines héréditaires.

(17) « *Reichsbauerntag 1935* », p. 79.

... On semble avoir totalement oublié qu'il y a quelques décades, on ne prêtait de l'argent contre sûreté réelle qu'aux personnes d'une honorabilité douteuse. Tant qu'il y a eu en Allemagne des commerçants honnêtes, le crédit personnel de l'emprunteur a eu le pas sur la sûreté réelle des prêteurs. C'est de l'invasion de l'esprit juif dans notre vie économique que date le remplacement du crédit personnel au commerçant, c'est-à-dire la confiance en lui basée sur son honneur, par l'exigence d'une sûreté réelle ».

Les récriminations de Darré prouvent que la confiance se donne, mais ne se décrète pas, pour paraphraser un mot fameux. En attendant, le succès de la loi sur les domaines héréditaires n'est rien moins qu'assuré ⁽¹⁸⁾.

La seconde application des théories du « sang et du sol » est la colonisation intérieure. Il n'y a pas de définition unique de cette politique, parce que selon les modes d'application, elle correspond à des buts très différents. Pratiquement parlant, la colonisation intérieure est l'établissement de familles de travailleurs dans les régions agricoles peu peuplées.

Mollement entreprise depuis la guerre, elle était considérée par le gouvernement weimarien un peu comme un remède contre le chômage structurel de l'industrie par le retour à la terre, en même temps comme un moyen de lutter dans l'Est contre le fléau de la désertion des campagnes, parfois aussi comme une ébauche de réforme agraire aux dépens de la grande propriété. Mais l'absence de ligne ferme, l'insuffisance des moyens, enlevaient toute importance pratique à une politique qui pourtant passionnait l'opinion.

Elle répondait exactement aux buts du national-socialisme, qui lui a donné un développement considérable, tout en en modifiant le caractère. Le changement d'esprit est très bien caractérisé par le nouveau nom donné à cette politique. Elle ne s'appelle plus « *Innere Kolonisation* » (colonisation intérieure, mais « *Neubildung deutsches Bauertums* » (création d'une nouvelle paysannerie allemande). Elle a deux buts essentiels.

1° Réaliser la « réagrarisation » de l'Allemagne. Puisque, en théorie, seul le paysan est sain physiquement et moralement, puisque l'avenir de l'économie allemande n'est ni sur

(18) Pour plus de détails sur le domaine héréditaire voir : Dölle « *Lehrbuch des Reichserbhofsrechts* » 1935.

l'eau, ni dans le libre-échange, mais dans les producteurs-consommateurs agricoles, il faut à tout prix renverser l'évolution vers l'industrialisme et l'urbanisation. Hitler a dit : « L'Allemagne sera un peuple de paysans ou elle ne sera pas ».

2° C'est à l'Est que la menace du dépeuplement est la plus grave. Les conditions naturelles y sont défavorables. Dès avant la guerre, la majorité de la population paysanne y était polonaise. Les suites de la guerre ont précipité cette évolution et créé une situation véritablement angoissante. La séparation a entraîné la ruine économique de la Prusse orientale. La population fuit littéralement vers la mère-patrie ou l'étranger, sans cesse repoussée par l'élément polonais. L'œuvre de colonisation « extérieure » des chevaliers teutoniques tombe en ruines. Il y a là un problème vital pour l'Allemagne, le national-socialisme l'a bien vu, et il s'efforce de le résoudre par la colonisation « intérieure », ce qui ne va pas tout seul.

Entre temps il semble, autant que les chiffres permettent d'en juger, que l'esprit de cette colonisation se transforme. Si, au début, la grande propriété était tabou, il n'en est plus tout à fait de même à l'heure actuelle.

On a l'impression de plus en plus que la colonisation s'effectue par le dépècement des latifonds écrasés de dettes, ce qui réaliserait enfin la véritable réforme agraire, premier point du programme du parti avant la révolution. Mais tout cela est encore trop fluide pour permettre de donner un jugement définitif (19).

Retenons seulement que, derrière leurs outrances et leurs absurdités, les théories du « sang et sol » cachent une idée juste, à savoir qu'une paysannerie économiquement et physiquement saine est la base indispensable de la nation. Le national-socialisme a cru assurer d'un coup l'avenir de cette classe par une réforme agraire analogue à l'introduction obligatoire du bien de famille insaisissable (20). C'est peut-être utopique, c'est sûrement très difficile à réaliser, mais à notre avis cette réforme part également d'une idée juste, celle que le paysan n'est pas un entrepreneur et que la terre n'est pas ou ne doit pas être un bien comme les autres. On reste confondu de voir un esprit aussi distingué que Charles Gide annoncer le progrès

(19) Pour la colonisation intérieure consulter surtout la revue spécialisée « *Neues Bauerntum* ».

(20) L'analogie est assez lointaine. Mais c'est le seul concept français qui corresponde à peu près au concept allemand.

par la mobilisation, la commercialisation aussi complète que possible de la terre ⁽²¹⁾. Certes, nous avons montré que le national-socialisme est allé beaucoup trop loin, mais il a sans doute raison de chercher une solution au problème agraire en dehors du collectivisme intégral et de la mobilisation du sol.

§ 3. — LE SOCIALISME AGRICOLE

Il peut sembler paradoxal qu'après la profession de foi en faveur de la propriété privée incluse dans les théories du « sang et sol », nous présentions maintenant l'idée socialiste comme le second grand principe de la doctrine agricole du national-socialisme. Socialisme n'est-il pas en effet synonyme de propriété collective ? Et pourtant c'est un fait que les dirigeants de l'agriculture allemande se réclament sans cesse du socialisme et prétendent avoir organisé l'économie agricole selon les principes socialistes véritables, ceux du « *deutscher Sozialismus* », du socialisme allemand. Qu'est-ce donc que ce socialisme allemand, surtout appliqué à l'agriculture ?

Ce n'est pas facile à dire, car, de même que les conceptions du « sang et sol » auxquelles il entend se rattacher, ce socialisme ne constitue en aucune manière un corps de doctrines ferme. Une chose est sûre, en tout cas, c'est qu'il n'a pas grand'chose de commun avec la notion classique, internationale, du socialisme, encore moins avec le socialisme français, dont il est exactement l'antipode par bien des points. Les théoriciens de ce nouveau socialisme (dans la mesure où on peut les appeler des théoriciens) réservent leurs plus acerbes critiques au mouvement social-démocrate et aux économistes socialistes, non seulement à Marx, mais à tous ceux que l'on est convenu d'appeler les socialistes de la chaire, et d'autre part aux économistes libéraux. Parmi tous les économistes de toutes les époques, un seul trouve grâce à leurs yeux, le seul qu'ils reconnaissent comme leur précurseur : Ruhland ⁽²²⁾. C'est assez dire que le socialisme tel que prétend le réaliser le III^e Reich est une doctrine *sui generis*.

(21) « Principes d'économie politique », p.

(22) Malgré la haine affichée contre toutes les théories, il est certain que les conceptions agraires du national-socialisme doivent beaucoup aux divers courants de la pensée économique socialiste. Ce serait un

Le qualificatif de doctrine est d'ailleurs quelque peu abusif. Il serait plus exact de dire un mot, qui recouvre un certain nombre de notions passablement hétéroclites. Qu'on en juge d'après deux définitions du socialisme proprement agricole, tel que le conçoivent des personnalités dirigeantes de la Corporation alimentaire. La première émane de Darré lui-même. Chef des paysans du Reich, dont le style pittoresque mérite un large échantillon ⁽²³⁾.

« On assurait qu'il était absolument indispensable que le commerce achète où la denrée est le meilleur marché, et revende là où il retirerait le plus grand bénéfice. Pour cela, disait-on, on a besoin d'une Bourse, et comme c'est manifestement le Juif qui s'entend le mieux aux choses de la Bourse, c'est le Juif qui doit devenir la personnalité la plus importante du commerce agricole... Alors, d'après les règles du jeu, le marchand ne doit pas acheter le blé là où il pousse près de lui, mais où il est offert au meilleur prix ; et il ne le revendra pas là où des affamés en ont besoin, mais où on le lui paiera le plus cher, sans s'occuper de ce qu'en fera l'acheteur. C'est malheu-

travail intéressant, mais bien ardu, que de démêler ces influences sur lesquelles nous voudrions donner quelques brèves indications à propos de Ruhland.

Tout d'abord il semble bien que le national-socialisme doive très peu au fascisme à ce point de vue. Il prend d'ailleurs grand soin de l'affirmer et proclame que toutes ses idées sortent « du sang et du sol » germanique et non de la raison trop abstraite et juridique du fascisme. Voir sur ce point la brochure de Ernst Schrewe « *Fascismus und National-Socialismus* ». Nous inclinons à l'admettre, malgré l'opinion contraire généralement répandue.

Il faut bien plutôt chercher les origines immédiates du socialisme agrarien et agricole chez Gustave Ruhland. Cet économiste a été exhumé par les agrariens du parti, Darré surtout, qui l'a mis à la mode et imposé comme le seul économiste allemand digne d'admiration entière. Ce Ruhland est une personnalité curieuse : fils de paysans, autodidacte, militant dans la ligue agraire du *Landbund*, publiciste et finalement professeur d'économie politique à l'université de Fribourg (Suisse), toute sa pensée économique tourne autour d'un problème central : étudier les conditions réelles de la formation des prix agricoles, en particulier du blé. Sa méthode est purement statistique et d'observation. Polémiste autant que savant, il a vigoureusement dénoncé l'intrusion du capitalisme financier dans l'économie agricole la vie sociale et politique, comme conséquence du libéralisme. Fortement influencé par Marx au point de vue économique, il s'en sépare au point de vue social, surtout à la fin de sa vie, par le fondement agrarien. presque « sang et sol » déjà, de ses idées, et son refus d'admettre la lutte des classes. violemment combattu par la science officielle, que ses idées et plus encore sa personnalité fruste rebutaient, il est mort à peu près inconnu en 1914.

(23) « *Odal* ». Août 1934.

reusement ainsi qu'il en était, et on a peine à croire que l'on a promené du blé à travers l'Allemagne dans le seul but de réaliser une petite différence sur telle ou telle bourse. Cette conception économique est aussi folle que celle qui consisterait à tuer ses propres enfants et à en acheter d'autres, sous prétexte qu'ils mangent moins et qu'il faut augmenter la rentabilité du ménage (*sic*). Quand j'ai pris le pouvoir, il s'agissait donc de rétablir des relations convenables entre la production agricole et la consommation. Cela n'était possible qu'en enlevant au commerce son caractère spéculatif et en lui rendant la fonction qui fut la sienne pendant des siècles : être le serviteur chargé de la répartition des denrées ; je prétends que c'est là la clef du problème et de tout socialisme économique raisonnable ».

Écoutons maintenant le Dr. Korte, chef de la Section III de la Corporation alimentaire ⁽²⁴⁾ : « L'organisation des marchés s'appuie sur trois grands principes : protection du producteur, protection du consommateur, protection des membres du circuit économique nécessaires pour l'utilisation de la récolte allemande et l'alimentation convenable du peuple allemand. Cette triple protection réalise l'exigence de la justice sociale, du socialisme ».

Dans leur sécheresse et leur étroitesse, ces définitions n'en sont pas moins révélatrices, car les expressions de socialisme économique raisonnable et de justice sociale nous mettent sur la voie des deux aspects essentiels que nous allons découvrir dans ce socialisme : l'aspect économique, et surtout l'aspect social.

Au point de vue purement économique, le socialisme agricole est essentiellement négatif, il ne se réclame d'aucune théorie, il refuse même d'en construire une et se contente de critiquer férocelement le libéralisme et le collectivisme. Nous disons bien le libéralisme et non le capitalisme. Il ne faut pas croire en effet que l'antithèse du socialisme allemand soit le capitalisme ; en Allemagne on parle peu du capitalisme, qui est une manifestation de l'esprit juif définitivement bannie et qui ne doit comme telle entrer dans aucune discussion. L'ennemi public numéro 1, c'est le libéralisme, la croyance aux lois économiques à laquelle s'opposent victorieusement la foi et la volonté nationales-socialistes. Voici comment Darré pourfend le libéra-

(24) « *Reichsbauerntag 1935* », p. 130.

lisme ⁽²⁵⁾ : « Si l'on avait contemplé l'Allemagne de la lune avec un télescope, l'absurdité de notre situation économique serait apparue à l'observateur, parce qu'il aurait vu des champs couverts de moissons et des granges pleines et il aurait vu le paysan perdre goût à la vie à cause de ses soucis d'argent, tandis que l'ouvrier, des millions de chômeurs, se demandaient comment ils pourraient apaiser leur faim. Point n'est besoin d'être très intelligent pour comprendre qu'une direction économique, qu'elle soit garantie scientifique ou non, qui aboutit à de tels résultats, est fausse ; car on n'a jamais pu savoir pourquoi il en était ainsi avant 1933. Aux questions, on répondait que la faute en était aux sacro-saintes lois de l'économie, qui sont quelque chose dans le genre des forces naturelles contre lesquelles on ne peut rien. Mais quelles sont donc ces sacro-saintes lois de l'économie ?... »

Le dilemme cher aux marxistes et fort embarrassant : socialisme-capitalisme, est remplacé dans toutes ces diatribes par le dilemme socialisme-libéralisme ; dans ces conditions, il devient très facile de démontrer le caractère éminemment socialiste de l'économie nationale-socialiste, puisqu'il suffit de prouver qu'elle n'est pas libérale, ce qui est parfaitement évident. Tout dépend des définitions.

D'autre part, le collectivisme est attaqué avec plus de violence encore, mais surtout en tant que régime économique de la Russie, ce qui emporte bien entendu un préjugé défavorable pour raisons politiques. Parmi les nombreux parallèles entre le national-socialisme et le communisme, citons-en un qui s'applique à l'agriculture et qui a l'avantage d'être tiré d'une source officielle : le discours de Darré devant le Congrès du parti à Nuremberg, en 1935 ⁽²⁶⁾.

« Le national-socialisme est l'ami des paysans, le bolchevisme est leur ennemi et les détruit systématiquement. Le national-socialisme soutient l'économie rurale, le bolchevisme s'efforce de transporter dans l'agriculture les méthodes de l'industrie... Dans le domaine du commerce de l'alimentation, le national-socialisme supprime l'usure et la spéculation et se borne à contrôler l'approvisionnement et les prix. Au contraire, le gouvernement bolchevique a étatisé le commerce de l'alimentation et en a fait une phénoménale source de revenus pour

(25) « *Odal* ». Août 1934.

(26) *Völkischer Beobachter*, 13 septembre 1935.

l'Etat, autrement dit le bolchevisme élève à la hauteur d'un principe d'Etat l'usure et l'exploitation sur les produits alimentaires. Quel est le résultat de cette politique ? La faim, la faim et encore la faim ! »

Il est difficile de démêler dans ce discours la passion de l'homme politique, l'aversion du métaphysicien « sang et sol », et le raisonnement de l'économiste. En tout cas le point de vue économique n'y tient pas la première place, car un curieux discours d'Hitler prononcé lors du centenaire de la *Reichsbahn* (chemins de fer d'Etat) à la louange des entreprises d'Etat, prouve que le national-socialisme n'a pas d'hostilité absolue contre le collectivisme étatique, tout au moins dans le domaine industriel.

Abstraction faite de la différence des domaines, on constate là une contradiction certaine du socialisme allemand, tour à tour hostile ou favorable à la propriété collective, selon qu'elle est établie en Russie ou en Allemagne. Une contradiction de plus ou de moins n'est pas faite pour nous étonner. Mais celle-ci est caractéristique, parce qu'elle dénonce dans le cas particulier du socialisme le vice fondamental de toute la pensée économique allemande d'aujourd'hui : la soumission entière aux dogmes politiques. Dans le III^e Reich, il est interdit de traiter d'un point de vue objectif et purement économique des notions comme le capital, le salariat, le socialisme ; il n'y a point de place pour une science économique objective. C'est pourquoi les théories économiques allemandes nous paraissent noyées dans la plus extrême confusion, et les termes les plus habituels méconnaissables. Nous avons tenté d'exposer ce que le socialisme agricole allemand ne voulait pas être ; mais entre ces deux extrêmes, nous ne pouvons juger de ce qu'il est, puisque cela dépend de l'orientation politique qu'on lui donne sur chaque point.

Le mépris du III^e Reich pour toute théorie économique, la prédominance qu'il attribue à la vie politique, expliquent que le socialisme soit beaucoup plus une notion sociale qu'économique. En ce sens, socialisme est alors synonyme à la fois de justice sociale et de discipline.

Une mesure socialiste est celle qui tend à réaliser un minimum de justice et d'égalité, sans aucune atteinte au fondement de l'ordre capitaliste établi. Bien entendu, tel n'est pas l'avis des chefs nationaux-socialistes, qui présentent leur socialisme comme réformateur de la société et plus particulièrement de

l'agriculture ; mais ce n'est qu'une vaine assurance. Rappelons en effet la définition citée plus haut du socialisme : la justice sociale réalisée par la triple protection du producteur, du consommateur et des intermédiaires du commerce agricole ! Rappelons l'article intitulé « Caractère socialiste de la politique de l'alimentation » ⁽²⁷⁾, qui présente le rationnement alimentaire comme l'essence du socialisme. Citons encore la devise du « Secours d'hiver » (*Winterhilfe*) : « Socialisme d'action » (*Sozialismus der Tat*) ; cette formule qui s'oppose au socialisme en paroles, apanage bien entendu des autres pays que l'Allemagne, assimile à la réalisation du socialisme l'assistance publique et l'aide aux chômeurs.

Nous ne nions pas ici l'efficacité et la valeur de ces différentes mesures, dont beaucoup sont vraiment dignes d'admiration. Mais encore une fois il s'agit d'éviter les confusions. En fait le socialisme agricole allemand se réduit souvent à la protection des consommateurs ; c'est simplement un état d'esprit destiné à intégrer l'organisation agricole dans la vie d'ensemble du pays par l'appel à un seul sentiment, la discipline.

Nous sommes loin des rêves humanitaires qui constituent l'idéologie sociale du socialisme français par exemple.

La preuve en est que le socialisme tel qu'on l'inculque aux masses paysannes est un socialisme essentiellement prussien qui se réclame de... Frédéric II. Quant à son idéal, il est suffisamment accusé par les efforts constants faits pour souder la paysannerie et l'armée, considérée comme le modèle d'une société socialiste, et dont voici quelques exemples : la prédication des dirigeants agricoles pour le langage militaire ⁽²⁸⁾, les armes de la Corporation alimentaire, qui unissent sur la croix gammée un glaive et un épi de blé, la manœuvre militaire qui, par une sinistre ironie, constitue le clou de la « Fête de la moisson » annuelle sur le Bückeberg, enfin le slogan de propagande qui unit dans une allitération « *Nähr-und Wehrstand* », la paysannerie et l'armée, l'épi et l'épée, pour ainsi dire.

(27) cf. page

(28) Exemple : « *Reichsbauerntag 1935* », p. 159 : « L'état d'esprit de la bataille. Dans cette armée pacifique qui mène la bataille pour la production, on peut comparer le chef des paysans de la localité, au chef de compagnie, etc., et le chef des paysans du Reich est le maréchal de cette armée. Avec la même rigueur, la même discipline absolue que dans l'armée, les ordres de marche et de combat doivent être obéis par la Corporation alimentaire ».

Cette analyse sommaire nous a fait découvrir dans le socialisme qui inspire la nouvelle politique agricole allemande au moins quatre éléments : l'anti-libéralisme, l'anti-collectivisme, l'esprit de justice sociale et la discipline militaire. Correspondant à son double aspect économique et social, ce socialisme se présente volontiers lui-même comme expérimental, c'est-à-dire ennemi de tout apriorisme théorique, en même temps que « moral » (*ethisch*), parce qu'animé du seul souci du bien public et d'un idéalisme national par opposition à des intérêts bassement matériels. Si l'on cherche à faire la synthèse de ces tendances, il faut choisir comme formule unique la véritable devise du socialisme du III^e Reich : « *Gemeinnutz geht vor Eigennutz* » (l'intérêt général prime l'intérêt particulier).

Ce n'est pas l'en-tête d'un programme précis, tout au plus est-ce un précepte de conduite susceptible des significations les plus opposées selon l'usage qui en est fait. On peut ainsi, par application de ce principe, baptiser « socialiste » depuis les mesures les plus inoffensives de simple charité jusqu'aux transformations véritablement révolutionnaires du droit de propriété.

En effet, si nous avons souligné la distance considérable qui sépare les principes du socialisme allemand de ceux du socialisme tout court, il faut maintenant reconnaître que dans l'application tous deux peuvent se rejoindre au point de se confondre. Le point crucial de la divergence est le régime de la propriété des capitaux, des instruments de production, de la terre. Le collectivisme commence, s'il est logique, par collectiviser la terre ; le national-socialisme proclame bien haut le principe de la propriété individuelle. En théorie il n'y a pas de conciliation possible entre les deux. Mais en fait, quel est le contenu véritable du droit de propriété sur la terre en Allemagne ? Que reste-t-il de ce droit sacro-saint lorsque la terre ne peut être vendue, chargée de dettes, partagée, transmise à cause de mort librement, lorsqu'on conseille au paysan de manœuvrer comme un soldat dans l'armée de la Corporation alimentaire ? guère plus que l'apparence. N'est-ce pas retrouver l'essence même du socialisme ? On voit quels surprenants effets sont en germe dans cette théorie du socialisme, combien elle est déconcertante et difficile à juger. Nous ne sommes pas au bout de nos surprises. Il nous reste à voir comment le socialisme, principe d'action, se réalise dans le domaine agricole par l'intermédiaire du Corporatisme, et alors que chez nous

l'accouplement de ces deux termes jure autant qu'il est possible, il n'en est pas en Allemagne de plus étroitement unis.

§ 4. — L'IDEE CORPORATIVE

Il importe en cette matière de faire attention aux mots et aux définitions ; car les traductions sont souvent infidèles et parfois impossibles, si bien que des malentendus graves peuvent surgir simplement des défauts du langage.

On traduit généralement par corporatif l'adjectif « *ständisch* » et par corporation le mot « *Stand* » ; exemple : *Reichsnährstand* est rendu par Corporation alimentaire et « *ständische Idee* » par idée corporative. Il n'y a pas en effet d'autre traduction possible, mais elle appelle les plus extrêmes réserves, car l'Allemand met dans le mot « *Stand* » beaucoup plus de choses que nous dans le terme « corporation ». Le « *Stand* » allemand est à la fois la profession, la corporation économique ou sociale (exemple : *Mittelstand*, classe moyenne), parfois même le concept perd tout contour net, au point de ne pas signifier autre chose qu'un groupe possédant un élément commun par opposition à l'individu. C'est ainsi qu'Hitler a crié un jour aux paysans allemands ⁽²⁹⁾ : « *Ihr, deutsche Bauern, sollt nicht nur der Nähr- sondern auch der Willenstand in deutschen Landen sein* » ; ce qui est totalement intraduisible et ne peut se rendre approximativement que de la façon suivante : « Vous autres, paysans allemands, devez être non seulement la classe qui nourrit le peuple, mais aussi celle qui donne l'exemple de la volonté ».

Cette imprécision de la notion centrale indique déjà que tous les problèmes du « corporatisme », puisqu'il n'y a pas d'autre mot, évoluent en Allemagne dans un climat intellectuel tout à fait différent du climat latin.

Aussi ne chercherons-nous pas à découvrir, puis à traduire une définition allemande de la corporation ou de l'idée corporative. Elle serait rigoureusement inintelligible au lecteur français ⁽³⁰⁾ ; si l'Allemand s'en contente, c'est qu'il n'éprouve à

(29) V. B. 7 octobre 1935, Discours sur le Bückeberg.

(30) cf. M. Frauendörfer « *Der ständische Gedanke im National-Sozialismus* ». Tous ceux qui connaissent l'Allemagne retrouvent là un des traits fondamentaux de l'esprit allemand, dont la doctrine nationale-socialiste offre de nombreux exemples, comme les concepts « *völkisch* », « *Ehre* », etc.,

aucun degré le besoin de comprendre ; il lui suffit de croire. Sans porter tout d'abord aucune espèce de jugement, nous nous efforcerons d'éclairer par le dedans en quelque sorte la notion du corporatisme, la « *ständische Idee* », telle qu'elle est conçue par les Allemands, et non telle qu'elle est dans la réalité. Cette explication n'est possible qu'au moyen d'une comparaison constante avec la notion que l'on peut appeler « latine » du corporatisme, celle que le fascisme italien prétend réaliser et que d'innombrables théoriciens ont élaborée chez nous (31).

On découvre dans la notion allemande deux des tendances essentielles du corporatisme :

1° La recherche de l'ordre économique.

La foi dans l'harmonie spontanée établie par le libre jeu de la concurrence est morte. On croit désormais qu'il faut organiser la profession, c'est le maître-mot, pour répartir la production en fonction des besoins et pour soumettre l'exercice du métier à des règles précises dans l'intérêt de tous.

Sous cette forme, c'est bien l'état d'esprit des corporations moyennageuses qui revit en Allemagne, toutefois sans être accompagné comme en France d'un certain romantisme désuet ; les nécessités pratiques, non les réminiscences historiques, sont à la source de ce mouvement.

2° La recherche d'un nouvel ordre social.

La corporation veut abolir à la fois l'individualisme et la lutte des classes, qui en est la conséquence. En effet, les travailleurs sont criminellement excités à la lutte des classes par le communisme, mais jamais l'idée de classe n'aurait pu naître si l'individualisme, le manque d'esprit social des patrons, n'y avait poussé les prolétaires. La corporation doit donc abattre les doctrines marxistes, et leur enlever toute raison d'être en inculquant de force aux patrons l'esprit social (prononcé socialiste). C'est pourquoi la corporation doit être une, et grouper tous les producteurs sans distinction, pour leur insuffler un esprit nouveau de compréhension mutuelle et de collaboration.

Voilà à quoi se réduisent les principes communs à tous les corporatismes. Ce sont, certes, des principes essentiels, mais par contre que de différences !

Les différences découlent en somme d'une divergence fondamentale sur la nature du corporatisme. En Allemagne le corporatisme n'est pas un but, mais un moyen, il est moins un

(31) Nous supposons ici que cette notion est une ; on peut l'admettre en la ramenant à ses éléments essentiels. Cf. Pirou « Le Corporatisme ».

régime qu'une idée. Nous allons le montrer en examinant les deux problèmes principaux soulevés par le corporatisme.

LE CORPORATISME ET L'ETAT

L'Etat national-socialiste est totalitaire et proclame bien haut la supériorité absolue du politique sur l'économique. Dans ces conditions, le corporatisme est une méthode d'organisation de l'économie destinée à mettre celle-ci au service de la nation, c'est-à-dire de l'Etat, qui en est la forme politique, donc suprême. Le corporatisme est l'instrument et le serviteur docile de l'Etat, un moyen d'action, mais non un « régime ».

La conception latine se détourne avec horreur d'une telle hérésie ⁽³²⁾ qualifiée d'étatisme ou tout au moins de corporatisme d'Etat. Tout son effort porte au contraire sur la construction d'un régime différent en ceci que l'économique doit être séparé du politique. Au fond, c'est la vieille méfiance libérale envers l'Etat qui subsiste dans cette exigence, ce qui trahit l'origine commune des théoriciens du corporatisme : tous sont en réalité des libéraux repentis qui reconnaissent la déchéance irrémédiable du laissez-faire, mais refusent d'adhérer à l'étatisme sous quelque forme que ce soit. C'est pourquoi les constructions corporatives présentent la société de l'avenir comme un dyptique : un volet politique, l'Etat, un volet économique, le système corporatif. Mais elles négligent de nous dire où sera la charnière, qui est la pièce essentielle.

Ce vice fondamental n'a pas échappé aux Allemands qui affirment, prenant le contre-pied des théories « latines » ⁽³³⁾ que le corporatisme ne peut être une fin en soi, mais seulement un moyen au service de l'Etat. Ils appuient d'ailleurs cette idée d'un argument positif : la corporation n'est qu'une profession organisée ; mais ces professions sont en conflit constant. Qui départagera par exemple la corporation agricole et la corporation industrielle ? Un parlement commun ? Illusion profonde. Seul l'Etat gardien de l'intérêt général, quel que soit d'ailleurs le régime politique, est qualifié pour veiller à ce que les différentes corporations n'entrent en conflit ni entre elles, ni avec les intérêts généraux économiques et politiques de la nation. Mais alors l'opposition entre le corporatisme d'état à

(32) Voir Max Hermant « *Idoles allemandes* ».

(33) Toutes réserves faites bien entendu sur la réalité italienne.

l'allemande et le corporatisme « apolitique » est résolue par la disparition du second qui n'a encore jamais fonctionné et semble n'être qu'une utopie. Voilà comment les Allemands prétendent avoir réalisé la seule forme *possible* du corporatisme.

Qu'elle soit ou non la seule possible, cette forme est-elle identique à l'étatisme ? Non. La formule de l'étatisme est : tout pour l'Etat et par l'Etat. Le national-socialisme dit : tout pour l'Etat, mais par la corporation, et en cela il rejoint le corporatisme latin. Il affirme en effet que l'Etat n'est pas fait pour remplir lui-même les tâches économiques, qu'il faut laisser à la profession le soin de s'organiser et de se diriger sous sa propre responsabilité.

Mais comment concilier l'omnipotence de l'Etat avec l'indépendance des corporations qui, à moins d'être des services publics, doivent en effet se gouverner elles-mêmes ? Quels vont être les rapports entre ce maître impérieux et ces serviteurs dont la liberté apparaît précaire ? Les Allemands prétendent résoudre ces contradictions par la théorie de l'autonomie (*Selbstverwaltung*).

Cette théorie repose sur une différence fondamentale, quoique subtile, entre l'indépendance et l'autonomie. Nous ne reproduirons pas les raisonnements par où l'on parvient à cette distinction. Exprimons sous une autre forme leur résultat : si le rôle de l'Etat n'est pas de diriger, il lui appartient de contrôler. La corporation est libre, mais pas de faire ce qu'elle veut. Elle doit agir toujours dans l'intérêt général, chaque fois que ses décisions importent à la communauté. Il appartient à l'Etat et à l'Etat seul de veiller à ce qu'elle observe cette loi suprême.

Tel est le principe. Comme par ailleurs l'Etat est totalitaire, il lui appartient également de tracer la limite entre le contrôle et la direction, ainsi que d'intervenir quand il le juge nécessaire. Ces droits et ces devoirs ne sont bien entendu définis par aucune règle juridique précise ; il n'y a pas et il n'y aura jamais en Allemagne de « droit corporatif » précisant les rapports de l'Etat et des corporations, parce que les Allemands n'ont cure du « point de vue juridique » et que la seule autorité, ce n'est pas le « droit », c'est la volonté de l'Etat (ou si l'on préfère du parti, du Führer ou la force).

LE CORPORATISME ET L'INDIVIDU

Le national-socialisme supprime la liberté politique individuelle, à plus forte raison la liberté économique depuis longtemps déchuée de son auréole sacrée. La corporation est donc unique et obligatoire. De plus, elle est organisée selon le « *Führerprinzip* », le principe hiérarchique. Le chef commande et les autres obéissent.

Cette méthode simple supprime le grave problème que pose en France le corporatisme : concilier la nécessité de l'organisation obligatoire avec la liberté individuelle. Les théoriciens français résolvent cette contradiction par l'élection ; le fascisme le feint, parce qu'il n'a pas le courage de ses opinions.

Et pourtant, le national-socialisme prétend avoir trouvé dans l'idée corporative le moyen de sauver la personnalité et l'initiative individuelles, à la différence, précise-t-il, du bolchevisme niveleur. Comment résout-il cette indéniable contradiction ? Par un moyen typiquement allemand. Une doctrine française aurait inmanquablement fait usage d'un procédé dérivé de l'idée du contrat social. Le national-socialisme recourt à la foi.

L'idée corporative allemande est essentiellement un dogme. Qu'on en juge d'après la citation suivante (« *Odal* », mars 1935. La 4^e ordonnance sur le *Reichsnährstand*) : « La corporation est une communauté de vie, d'éducation et de destin... Elle doit donner à ses membres la conscience de leurs liens avec le peuple, ainsi que les devoirs envers la communauté, de façon qu'ils deviennent au sein de la communauté de destin qui les unit au peuple et à la patrie l'appui le plus solide de la communauté du peuple et de l'alimentation du peuple (*sic*) ». Ainsi, lorsque ce travail d'éducation sera achevé, lorsque tous les membres seront pénétrés de ce nouvel esprit national-socialiste, il n'y aura plus besoin de contraintes, puisqu'il n'y aura plus d'opposition entre les actions individuelles et l'intérêt collectif. Mais d'ici là...

Admettons que cette évolution soit en cours. Nous ne cherchons pas maintenant à savoir où elle est arrivée. La conclusion se dégagera d'elle-même lorsque nous aurons décrit en détail le fonctionnement de la réalisation la plus complète et la plus caractéristique de l'idée corporative allemande : le *Reichsnährstand*, c'est-à-dire la corporation agricole, ou pour employer la traduction consacrée, la Corporation alimentaire du Reich (abréviation RNS).

L'histoire de la Corporation alimentaire met en lumière l'origine essentiellement pratique du corporatisme allemand qui s'est réalisé dans les faits avant de trouver une doctrine. C'est un fait digne de remarque que la théorie allemande du corporatisme telle que nous l'avons exposée est en grande partie postérieure à la révolution nationale-socialiste, et à la Corporation alimentaire (créée en septembre 1933). Le caractère informe de cette théorie formée d'idées isolées, exprimées le plus souvent dans des articles de journaux, tranche nettement avec le caractère systématique, ordonné, de la doctrine latine. Il n'y faut pas voir seulement l'effet des différences entre l'esprit germanique et l'esprit latin ; cela résulte avant tout du fait que l'une des doctrines suit la pratique de près, alors que l'autre la devance, et de loin.

La loi du 13 septembre 1933 « sur l'édification provisoire de la Corporation alimentaire » n'a pas au fond pour but d'introduire un régime économique nouveau, mais de créer l'instrument indispensable pour organiser les marchés agricoles et plus généralement pour permettre au gouvernement de réaliser sa politique agricole. C'est une considération très juste et toute pratique qui lui a donné naissance : cette idée qu'avant d'agir sur l'économie agricole, il faut avoir en main un outil solide, une organisation unique et totale de tout le monde agricole, des producteurs aux industriels agricoles, en passant par les coopératives, les écoles agronomiques, etc...

C'est comme telle que la Corporation agricole nous intéresse particulièrement, et que nous la décrirons dans le chapitre suivant.

CHAPITRE II

LA CORPORATION ALIMENTAIRE

(*REICHSNAHRSTAND, R. N. S.*)

§ 1. — IDEES GENERALES

La Corporation alimentaire n'est pas sortie toute armée du cerveau de Darré. Elle est au contraire le résultat d'une création continue ; sa charte fondamentale, la loi du 13 septembre 1933, n'en posait que le principe, et depuis, l'application s'est faite selon les exigences de la réalité par une série d'ordonnances provisoires dont on n'a pas encore vu la fin, car au bout de trois ans, la construction n'est pas encore terminée. En voici les principales étapes.

I. — PERIODE PREPARATOIRE

Lorsqu'Hitler prit le pouvoir, le 30 janvier 1933, il n'était pas seul. Hindenburg ne lui confiait le soin de former le cabinet qu'en tant que chef de la coalition dite de « Harzbourg » qui groupait, avec les nationaux-socialistes, les partis de droite. Dans cette combinaison, le portefeuille de l'agriculture, comme celui de l'Economie, étaient attribués au Dr. Hugenberg. On sait ce qu'il advint des partis nationaux absorbés par le parti raciste et du Dr. Hugenberg, forcé à démissionner le 27 juin au profit de Darré.

Pendant cet intermède, Darré, chef de la section agraire du parti national-socialiste et héritier présomptif du ministère de l'agriculture, avait méthodiquement commencé la réorganisation de l'agriculture allemande. Il a pour cela pratiqué le système de l'union personnelle en s'imposant à la tête de toutes les organisations de l'agriculture, pour préparer la fusion des unes et la disparition des autres.

Le 4 avril 1933, le « *Reichslandbund* », la plus importante des organisations professionnelles de l'agriculture, l'Union des Associations paysannes chrétiennes, la Section agraire du parti, etc., décident volontairement de s'unir en une « *Reichsführergemeinschaft* » sous la direction de Darré (1). Là-dessus Darré est rapidement devenu président de l'Union nationale des coopératives Raiffeisen (*Reichsverband der landwirtschaftlichen Genossenschaften-Raiffeisen*), du *Deutscher Landhandelsbund* (syndicat du commerce agricole), etc... Pendant tout l'été, cette œuvre de mise au pas et d'épuration s'est poursuivie, si bien qu'au moment de fonder la Corporation alimentaire, Darré était le maître incontesté des groupements de producteurs et des commerçants agricoles, du mouvement coopératif ; comme il avait fait table rase des institutions officielles, chambres d'agriculture et de paysannerie (*Landwirtschafts- und Bauernkammer*), rien ne le gênait plus.

2. — LA LOI ORGANIQUE DU 13 SEPTEMBRE

Devenu ministre le 29 juin, Darré avait commencé par se faire attribuer en tant que ministre, c'est-à-dire en tant que représentant de l'Etat, le droit de procéder à l'organisation corporative de l'agriculture. Cette habilitation résulte de la loi du 15 juillet (2), qui l'autorise à nommer des délégués, à faire les travaux préparatoires, et qui oblige tous les organismes publics et privés de l'agriculture à prêter assistance pour ces travaux.

Le 13 septembre est promulguée la charte fondamentale de l'agriculture allemande ; son titre exact est : « Loi sur l'organisation provisoire de la Corporation alimentaire du Reich et sur les mesures propres à réglementer les marchés et les prix des produits agricoles (3) ».

Le titre même de la loi prouve l'union intime entre l'organisation des marchés et la corporation, entre le but et le moyen. Brève et conçue en termes généraux, c'est une loi-cadre, qui fournit la base légale de l'action du ministre pour

(1) *Berichte über Landwirtschaft*. 1933. Numéro 18, p. 81.

(2) *Gesetz über die Zuständigkeit des Reichs für die Regelung des ständischen Aufbaus der Landwirtschaft*.

(3) *Gesetz über den vorläufigen Aufbau des Reichsnährstandes und die Massnahmen zur Markt- und Preisregelung für landwirtschaftliche Erzeugnisse*.

organiser la corporation par voie réglementaire et organiser les marchés, soit directement, soit au moyen de la corporation, c'est-à-dire par voie étatiste ou corporative.

**Première ordonnance « sur l'organisation provisoire du RNS »
(8 décembre 1933)**

Elle définit la Corporation alimentaire comme « l'organe de la paysannerie et de l'agriculture allemandes » (§ 1), lui assigne pour tâche (§ 2) « d'inspirer à ses membres le sentiment de leurs devoirs envers le peuple et l'Etat pour en faire l'instrument vivant de l'organisation, de la conservation et de la vigueur du peuple allemand » ; ces termes légèrement vagues prouvent ou montrent tout au moins que la Corporation doit être tout autre chose qu'une simple représentation d'intérêts économiques. Elle énumère les membres et les domaines d'action de la Corporation. Enfin, le RNS est placé sous l'autorité d'un « chef des paysans du Reich » (*Reichsbauernführer*), qui est son seul représentant légal. Seulement, ce chef des paysans est également Walter Darré, qui réalise l'union personnelle avec le ministère de l'agriculture et de l'alimentation, c'est-à-dire l'Etat et la Corporation alimentaire.

Deuxième ordonnance (15 janvier 1934)

Elle règle les rapports du RNS et des coopératives. Le fait qu'une ordonnance leur est consacrée prouve l'importance attachée aux coopératives, forme spontanée d'organisation que la Corporation englobe sans la supprimer. En effet, le régime établi par l'ordonnance est un compromis qui soumet le mouvement coopératif au contrôle du RNS, mais lui accorde une large autonomie dans le cadre d'un régime législatif spécial. Les coopératives ont été fortement remaniées, mais par des lois, et non par de simples ordres du Chef des paysans.

Troisième ordonnance (16 février 1934)

Son but est de définir les conditions dans lesquelles le commerce et les industries transformatrices de produits agricoles sont rattachés au RNS. L'organisation des marchés exige que le RNS puisse agir sur tous les transformateurs, mais cela

pose de délicates questions de compétence, car ces industries dépendent aussi des organismes industriels ou artisanaux et du ministre de l'économie. C'est pourquoi l'ordonnance a été prise en commun par les ministres de l'agriculture et de l'économie.

Quatrième ordonnance (4 février 1935)

Dès le début de 1934, les grandes lignes de l'organisation du RNS étaient fixées. Par contre, le travail essentiel, l'organisation des marchés, ne faisait que commencer. Elle s'est poursuivie selon des méthodes infiniment diverses, tantôt sous l'action de l'Etat lui-même, tantôt sous celle de la Corporation alimentaire. Ce dualisme du moteur était imposé par les nécessités de l'action, mais était destiné à disparaître, le but final étant d'attribuer à la Corporation *seule* toute l'organisation des marchés. Cette intégration de l'organisation des marchés dans le RNS s'est effectuée progressivement ; quand elle a été réalisée en fait, la quatrième ordonnance est venue modifier en conséquence l'organisation intérieure du RNS ; cette ordonnance est donc un point d'aboutissement et non de départ. Elle organise dans la Corporation une section spéciale pour tous les problèmes de l'organisation des marchés.

Depuis cette date, aucun texte n'est venu modifier le gros œuvre de la Corporation alimentaire, que l'on peut considérer comme définitif. L'évolution récente se poursuit, non dans la voie de l'organisation, mais dans un sens extrêmement intéressant : la création d'un droit corporatif.

Alors qu'au début la construction corporative s'était faite avec une brutalité inouïe, sans tenir aucun compte des intérêts privés et des principes de droit les plus sacrés, au nom des « lois vitales » et du principe du commandement, cet état d'exception est en voie de normalisation. Des juridictions spéciales ont été créées (Ord. 26 février 1935), des principes juridiques posés, et tout un droit coutumier nouveau est en train de s'élaborer, mélange bizarre de droit prétorien et de droit arbitral. On assiste certainement à l'un des aspects les plus curieux de la révolution nationale-socialiste, mais dont l'étude sort malheureusement du cadre de notre travail.

§ 2. — LES MEMBRES DE LA CORPORATION ALIMENTAIRE

On peut dire sans exagération que le RNS comprend toutes les personnes physiques et morales qui, de près ou de loin, touchent à l'agriculture. Sa compétence s'étend sur un domaine aussi vaste qu'on peut l'imaginer, car même la notion d'agriculture est singulièrement étendue. Par agriculture, la loi 1^{re} Ord., § 1) entend la culture du sol, l'élevage, la sylviculture, l'horticulture, la viticulture, la pêche intérieure et maritime, l'agriculture et la chasse.

La Corporation est obligatoire, tous les membres en font partie de droit, ce qui entraîne comme principales conséquences : la soumission aux ordres de la Corporation, un régime juridictionnel spécial, l'obligation de payer les taxes corporatives.

Il y a quatre catégories principales de membres :

- 1° Les producteurs agricoles.
- 2° Les coopératives.
- 3° Le commerce et l'industrie agricoles.
- 4° Toutes les associations, personnes morales ou « adjointes ».

1. — LES PRODUCTEURS AGRICOLES

Le RNS comprend « tous les individus occupés en Allemagne à titre de propriétaires, possesseurs, usufruitiers, fermiers d'exploitations paysannes ou agricoles, ainsi que les membres de leur famille, et plus généralement tous les travailleurs et employés agricoles ».

Cette énumération est aussi extensive que possible et ne comporte pas d'exceptions.

2. — LES COOPERATIVES

Font partie du RNS (2^e Ord., § 1) :

- 1° Les coopératives agricoles individuellement, ce qui comprend toutes les coopératives affiliées à un « *Revisionsverband* » (Organisme de contrôle semi-officiel) ou au « *Reichsverband der landwirtschaftlichen Genossenschaften Raiffei-*

sen », celles qui n'appartiennent pas à ces groupements, mais dont la plupart des membres sont en fait des agriculteurs.

2° Les fédérations de coopératives et leurs organes : sociétés commerciales ou autres, etc., sous n'importe quelle forme juridique.

Les coopératives conservent leur autonomie à l'intérieur du RNS. Elles s'administrent elles-mêmes selon les règles statutaires anciennes. La Corporation se contente d'exercer un droit de contrôle et éventuellement d'intervention, mais dans des cas exceptionnels. Au point de vue organisation, la dépendance se traduit par l'union personnelle réalisée entre la présidence du groupement national des coopératives et le chef des paysans du Reich (ou ses délégués).

Ce système relativement libéral résout un des gros problèmes de la corporation, celui des rapports avec la coopération. Il était d'autant plus délicat à régler en Allemagne que la paysannerie est fière à juste titre de l'ancienneté et la force de son mouvement corporatif. Au 1^{er} août 1934, il existait en Allemagne 42.265 coopératives agricoles (4), dont près de 20.000 caisses de crédit, 4.075 coopératives d'achat, 7.576 de laiterie, 5.615 d'électricité, etc... Les noms de Raiffeisen et de Schulze-Delisch rappellent que le crédit coopératif agricole est né en Allemagne.

Ce mouvement était trop puissant et trop vivace pour que le national-socialisme songe à le supprimer ou, ce qui revient au même, à le fondre complètement dans le régime corporatif.

Rien ne permet d'affirmer qu'il y ait pensé. Darré semble en effet plutôt favorable aux coopératives, au moins neutre ; il les tolère pourvu qu'elles obéissent (5). Sa politique libérale a été dictée par les considérations suivantes.

(4) *Berichte über Landwirtschaft*, 1935, numéro 67.

(5) L'attitude d'ensemble du national-socialisme envers la coopération est très nuancée. Il est franchement hostile aux coopératives de consommation, qui ont été indirectement supprimées par la loi du 21 mai 1935. Cette loi « assainit » les coopératives déclarées viables, mais supprime les autres. Or « les autres » représentent 82 coopératives sur 1.078, mais 40 % du chiffre d'affaires total, 21 % des dépôts, et 60 % du capital ! (V.B. 6 août 1935). Les causes de cette hostilité sont d'abord la politique systématique de protection des petits commerçants, ensuite le fait que bien des coopératives de consommation étaient dirigées par des « marxistes ». Envers les autres coopératives, la position n'est pas très nette. Voir les explications embarrassées dans « *Der Genossenschaftsgedanke im neuen Staat* ».

Les coopératives de vente sont nécessaires à l'organisation des marchés. Dans bien des cas (lait surtout) elles ont en fait fourni une base très solide à l'organisation totale des producteurs. Au début la coopérative a même été rendue obligatoire pour les producteurs d'œufs. L'état d'esprit de progrès et d'émulation introduit par les sociétés coopératives d'élevage, de contrôle de vaches laitières, a été très utile au national-socialisme. Les caisses de crédit rural surtout apparaissent indispensables ; aucun établissement de crédit ne peut les remplacer, parce que seules elles réunissent l'appréciation exacte des conditions de crédit et l'esprit d'entraide.

Le maintien décidé, on pouvait hésiter entre l'absorption ou l'union. L'union, sous la forme de l'autonomie contrôlée, est préférable. Elle seule permet le maintien du véritable esprit coopératif, tué par la bureaucratisation. Puis la responsabilité financière de la gestion des caisses de crédit n'incombe pas à la Corporation, dont le prestige est ainsi indépendant d'une déconfiture éventuelle. Enfin les coopératives d'achat et de vente sont en concurrence avec le commerce. La Corporation favorise cette concurrence dont le producteur tire bénéfice ; mais elle ne peut elle-même y intervenir en fusionnant avec les coopératives commerciales, car elle ne peut être arbitre et partie.

Sur le terrain des faits, le *modus vivendi* adopté par le national-socialisme entre la corporation et la coopération agricoles apparaît comme le seul possible.

3. — LE COMMERCE ET LES INDUSTRIES TRANSFORMATRICES

Le § I de la 3^e ordonnance sur le RNS énumère les 10 catégories d'entreprises commerciales ou industrielles rattachées au RNS. Chaque catégorie comprend deux groupes ; le groupe a contient les entreprises commerciales et les industries purement agricoles ; le groupe b, les industries à caractère intermédiaire entre l'industrie et l'agriculture.

Catégorie 1 a/ Commerce des fournitures et des denrées agricoles (si tous deux sont exercés concurremment).

b/ Minoteries, boulangeries.

Catégorie 2 a/ Laiterie, commerce des produits de basse-cour, fromages, cuirs et peaux, etc.

b/ Conserves de viande, abattoirs.

- Catégorie 3* a/ Commerce du houblon et de la levure.
b/ Brasseries, malteries.
- Catégorie 4* a/ Commerce du sucre.
b/ Sucreries, chocolateries, confitureries.
- Catégorie 5* a/ Commerce des spiritueux, fécule de maïs, de pommes de terre et de riz, de flocons de pommes de terre.
b/ Distilleries, féculeries, fabriques de dextrine et de glucose.
- Catégorie 6* a/ Pêche de haute mer, maréyeurs.
b/ Conserves de poisson.
- Catégorie 7* a/ Commerce du lait, du beurre, des huiles et graisses.
b/ Fabriques de lait condensé, de caséine, huileries, margarineries.
- Catégorie 8* a/ Commerce d'alimentation générale.
b/ Fabriques de biscuits, conserves de légumes, vins mousseux, etc.
- Catégorie 9* a/ Commerce du bois.
b/ Scieries.
- Catégorie 10* a/ Divers.

Les entreprises à caractère industriel qui utilisent des matières premières surtout étrangères sont exclues (textiles, tanneries). Par contre les rouisseries de lin sont comprises.

La division en groupes a et b correspond à la répartition de compétence entre le ministère de l'économie et la Corporation alimentaire. Tous les groupes a sont en principe rattachés exclusivement au RNS. Tous les groupes b dépendent des corporations industrielles ou artisanales, ou du ministère de l'économie pour l'organisation professionnelle, mais de la Corporation alimentaire pour l'organisation des marchés : conditions de production, de vente, prix et marges bénéficiaires.

Les corporations artisanales mixtes (*Innung*) des boulangers, bouchers, etc. sont de plus dépendantes du Chef de la paysannerie qui doit approuver la nomination du président.

Les entreprises mixtes sont soumises à un régime spécial. Signalons enfin le cas particulier de l'hôtellerie qui est complètement indépendante du RNS.

4. — LES ASSOCIATIONS ADJOINTES (6)

En principe, le droit d'association des membres du RN subsiste, mais avec de fortes restrictions.

Lorsque les associations agricoles de droit public ou privées, professionnelles ou avec tout autre but, et quel que soit leur forme juridique, n'ont pas été supprimées dès 1933 pour des motifs politiques ou autres, elles ont été soumises par la 1^{re} ordonnance à l'un des trois régimes suivants :

1° La dissolution.

Prononcée par le Chef des paysans. Elle s'effectue selon les règles du droit commun.

2° L'absorption (*Eingliederung*).

L'association se fond dans le RNS qui poursuit sa tâche et lui succède juridiquement. Le patrimoine de l'association passe au RNS, qui toutefois ne répond des dettes que dans les limites de l'actif.

Ce régime est le plus couramment appliqué ; des centaines d'associations ont été ainsi absorbées.

3° L'adjonction (*Angliederung*).

L'association conserve intacte sa personnalité juridique et son activité. Son patrimoine reste distinct de celui du RNS. Toutefois la Corporation alimentaire a un droit de contrôle et d'intervention. Seules ces sociétés adointes sont membres de la Corporation alimentaire, puisque seules elles ont la personnalité civile. Il n'y en a guère qu'une dizaine (*Reichsstelle für Siedlerberatung, Deutscher Seefischerei Verein*), etc.

A l'avenir, les membres du RNS peuvent former des associations en dehors de la Corporation alimentaire, pour n'importe quel but, y compris la réglementation du marché. Mais le RNS conserve le droit de supprimer ces réglementations et de dissoudre les associations.

§ 3. — L'ORGANISATION INTERIEURE

(Textes : 1^{re} ordonnance et décret du 19 sept. 1933)

Le principe hiérarchique règne d'un bout à l'autre dans l'organisation de la corporation.

(6) *Angegliedert*.

A la tête est placé le Chef des paysans du Reich, nommé directement par le Führer. On pourrait craindre une dangereuse dualité de pouvoirs entre le Chef des paysans et le ministre de l'agriculture, puisqu'ils sont complètement indépendants l'un de l'autre. Actuellement la difficulté ne risque pas de se présenter car ministre et chef des paysans ne font qu'une personne : Walter Darré, sans toutefois que cette union personnelle résulte d'une disposition législative.

Le Chef des paysans est assisté par (7) :

1° *Un état-major.*

C'est un groupe de collaborateurs personnels sans mission bien définie. Il assiste le Chef des paysans et coordonne l'ensemble du RNS.

Il est dirigé par un Chef d'état-major nommé par Darré.

2° *Des services administratifs.*

Placés sous la direction immédiate d'un chef des services administratifs, lui-même aux ordres d'un représentant délégué du Chef des paysans, le directeur général (*Reichsobmann*).

Les services administratifs comprennent une section générale et trois sections spéciales correspondant à la compétence ratione materiæ du RNS. Ces trois sections spéciales exécutent en somme tout le gros travail ; nous les étudierons en détail à propos du rôle du RNS.

Disons seulement ici que leur nombre et leur organisation ont évolué en même temps que la tâche essentielle du RNS : l'organisation des marchés.

Avant la création définitive du RNS, Darré en avait prévu 6, comme il ressort d'un article où il exposait ses projets, alors qu'il n'était pas encore ministre. (*NS Landpost*, 28 mai 1933). Il écrivait en substance : « la future organisation comprendra les sections suivantes :

1° L'homme, pour remplir les tâches culturelles de la Corporation.

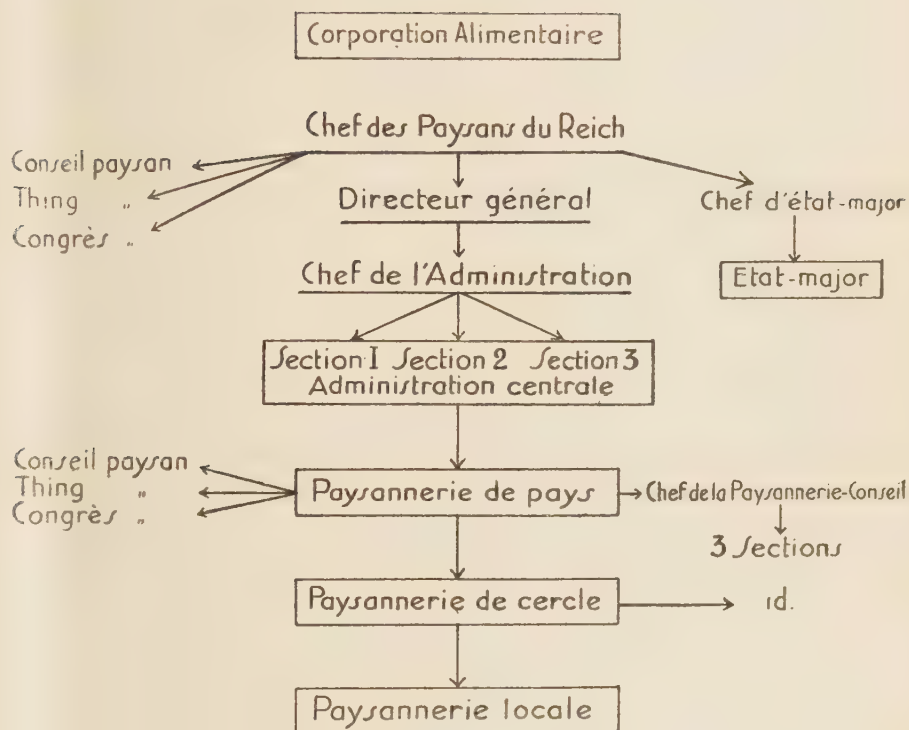
2° La ferme.

3° La coopération.

4° Le commerce.

5° Les problèmes financiers « dont on ne dira provisoirement rien ». Ainsi dès le début, Darré n'aimait pas beaucoup préciser ses idées financières. Il est significatif que cette section financière ait disparu dans le texte définitif.

(7) Voir le schéma ci-contre.



6° « Les faits montreront s'il faut créer d'autres sections ».

Dans la réalisation, le nombre des sections a été réduit à quatre. C'étaient : 1° l'homme, 2° la ferme, 3° la coopérative, 4° le commerce et l'industrie agricoles.

A mesure que progressait l'organisation des marchés et l'incorporation dans le RNS des nouveaux groupements constitués à cet effet, il apparut plus nécessaire de concentrer sous une direction unique tous les problèmes concernant le marché. C'est ce que réalise la quatrième ordonnance (4 février 1935) qui remplace les sections 3 et 4 par une nouvelle section : le marché.

La même division ratione materiæ se retrouve aux échelons inférieurs de l'organisation territoriale.

3° *Des collèges consultatifs.*

Ils sont au nombre de trois, et recrutés par nomination ou par élection approuvée.

1° Le Conseil paysan du Reich, chargé « de donner ses avis au Chef des paysans quand il les demande ».

2° Le « *Thing* », paysan du Reich.

Cette institution paraît être purement mythique. Nous n'avons pu découvrir, ni en quoi elle consistait, ni quel était son but, ni seulement si elle a jamais fonctionné.

Comme le « *Thing* » germanique était une espèce de conseil judiciaire, on peut supposer qu'il devait s'agir là d'une institution typique du « sang et sol » comportant le retour à la vieille tradition germanique du « tribunal d'honneur », (cf. la construction de « *Thingstälten* » dans toute l'Allemagne qui devaient servir à célébrer les fêtes du solstice). Tout ce romantisme germanique est passablement discrédité à l'heure actuelle, même en Allemagne, d'où le silence qui entoure le « *Thing* paysan ».

3° Le congrès paysan du Reich.

Ce n'est pas un conseil permanent, mais un congrès, en principe annuel, qui tient ses assises à Goslar. Les discours et manifestations sont publiés (« *Reichsbauerntag* 1935 »).

ORGANISATION TERRITORIALE

Le Reich est divisé en 19 Paysanneries de pays. Chacune est sous les ordres d'un Chef des paysans du pays nommé par le Chef des paysans du Reich.

La Paysannerie comprend 4 sections administratives identiques à celles des services centraux, dirigées par un Directeur général, ainsi que les 3 collèges consultatifs.

L'Etat-major est remplacé par un Conseil (Beirat) de 10 membres.

Chaque Paysannerie de pays se subdivise en Paysanneries de cercle, organisées de la même façon (sauf les collèges), avec quelques simplifications bien entendu.

Enfin au dernier échelon se trouve la Paysannerie locale.

Cette organisation peut sembler assez compliquée, et pourtant elle prétend éviter à tout prix la bureaucratie.

En effet cette organisation n'est pas une administration publique. En principe les fonctions y sont honorifiques et non rétribuées. Il en est partout ainsi à l'échelon du cercle. Ensuite seulement se trouvent « des professionnels ». La situation juridique de ces employés est très incertaine... Il est sûr toutefois qu'ils ne sont pas fonctionnaires au sens administratif.

Il est plus important de remarquer que la plupart n'ont pas la mentalité administrative, car presque tous viennent de la pratique, sont eux-mêmes des agriculteurs. C'est pourquoi il existe réellement un contact intime entre les classes rurales et la Corporation alimentaire, ce qui est la condition indispensable à toute politique d'économie dirigée.

§ 4. — ROLE DU "REICHSNÄHRSTAND"

La 1^{re} ordonnance du 8 décembre 1933 assigne pour but à la Corporation alimentaire « d'inspirer à ses membres le sentiment de leurs devoirs envers le peuple et l'Etat et d'en faire l'instrument vivant de l'organisation, de la conservation et de la force du peuple allemand ».

En langage clair, cela veut dire que la Corporation est chargée d'administrer tous les intérêts économiques et aussi politiques, sociaux, culturels, etc. de l'agriculture dont elle est l'organe. La compétence de la Corporation est universelle. Son devoir est de mettre au service de la « communauté du peuple » l'agriculture. Pour préciser ses tâches, le plus simple est d'exposer l'organisation ratione materiæ de la Corporation correspondant aux trois sections spéciales de l'administration

centrale et des Paysanneries de pays et de cercle : l'homme, la ferme, le marché.

L'HOMME

La première section est chargée de favoriser la vie politique, sociale et culturelle des populations rurales.

Dans ce sens, l'une de ses principales tâches est d'inculquer aux ruraux l'esprit national-socialiste. Toutefois cette tâche est plus particulièrement celle de la section agraire du parti qui subsiste à côté du RNS. A la suite de difficultés, le ministre Rudolf Hess a ordonné une répartition des tâches : le parti est chargé de l'éducation politique proprement dite des masses rurales, le RNS se contente d'inculquer « l'esprit » national-socialiste, et non les doctrines (8).

En second lieu le RNS doit extirper à la campagne tous les germes des antagonismes de classe. A ce point de vue il a fort à faire dans l'Est où les relations entre les grands propriétaires et les travailleurs agricoles ne sont pas empreintes de la plus franche cordialité. La Corporation fait beaucoup pour les ouvriers agricoles : construction d'habitations, accession à la propriété par la colonisation intérieure, etc... Au point de vue social, il faut signaler des institutions comme le « *Landdienst* » qui envoie des jeunes gens et des jeunes filles volontaires (surtout des étudiants) aider au travail des champs et de la ferme dans les régions peu favorisées. De même, lors de la moisson, la « Jeunesse hitlérienne » est employée en masse (par centaines de mille) à aider les paysans en glanant, faisant les transports.

Un gros effort est accompli pour développer la vie intellectuelle et artistique à la campagne, par la presse spécialisée (voir le quotidien du RNS : *National-sozialistische Landpost*), la radio (l'heure du paysan tous les jours à de nombreux postes), les conférences et le film.

Les ruraux sont membres de l'organisation des loisirs ouvriers « Force par la joie » qui leur procure des voyages à bon marché, des camps de repos, et même des « camps sportifs ». Il y a des professeurs de gymnastique spécialisés pour les paysans ; ils vont dans les villages éveiller l'intérêt pour une mé-

(8) *Der Deutsche Volkswirt*, 15 février 1935.

thode d'éducation physique basée sur la souplesse, corrective des travaux de la terre.

Enfin tous les ans la « Fête de la moisson » (*Erntedankest*) qui se passe sur le Bückeberg réunit un million de paysans, et leur témoigne la sollicitude dont le régime les entoure ; cette fête donne lieu à un discours d'Hitler, puis à des manifestations du folklore, et à de franches agapes, comme cela va de soi.

LA FERME

La section 2 s'occupe de tout ce qui concerne la technique agricole. Dans ce domaine le RNS s'est contenté d'absorber la plupart des anciens organismes, comme les chambres d'agriculture, qui ont bien entendu perdu leur constitution électorale, mais continuent à remplir le même rôle : améliorer la production, instruire les paysans. Depuis que la « bataille de la production » est engagée, la section 2 a acquis une importance capitale. De son travail dépend l'augmentation de la production avec le moins de frais possible.

La section 2 dirige l'enseignement agronomique, les instituts de recherches, de démonstrations, entreprises à grande échelle, car rien ne vaut l'exemple pour un paysan. Le RNS règle directement avec l'industrie des machines agricoles les questions de standardisation, de création de nouvelles machines ; il s'efforce d'obtenir les prix les plus bas possible. De même avec les producteurs d'engrais, c'est le RNS qui débat les prix, non les agriculteurs isolément.

On s'efforce de développer la comptabilité agricole, les calculs précis de rentabilité, la statistique. Le RNS organise les expositions agricoles, en particulier une exposition nationale annuelle dont la dernière (Francfort, mai 1936) était bien le modèle du genre.

Enfin l'effort considérable entrepris pour améliorer le sol : travaux de drainage, d'irrigations, de reboisement, est dirigé par le RNS, mais exécuté gratuitement par le Service du travail dont presque tous les effectifs (200.000 hommes) sont employés au génie rural. C'est pourquoi ces travaux d'intérêt commun agricole ont pris sous le nouveau régime un extraordinaire développement, pour le plus grand profit des campagnes.

LE MARCHÉ

La section 3 « le marché » résulte de la fusion des anciennes sections 3 et 4. On retrouve la trace de cette origine dans la division en deux groupes.

Le premier groupe comprend les questions concernant les coopératives, le crédit agricole et les assurances.

Le second groupe comprend l'organisation des marchés.

C'est là de beaucoup la tâche la plus importante de la Corporation alimentaire, la plus nouvelle aussi puisqu'elle consiste à construire toute la répartition des produits agricoles, au besoin même la production, sur des principes entièrement nouveaux.

Cette tâche n'intéresse pas seulement l'agriculture, mais l'économie tout entière, le pays lui-même. Sa réalisation dépasse les forces et les droits d'une simple organisation professionnelle ; il faut bien voir que c'est l'Etat surtout qui, par la force des choses, a été amené à construire le régime nouveau.

C'est pourquoi la loi fondamentale du 13 septembre 1933 sur la corporation et l'organisation des marchés a prévu deux méthodes d'organisation, au point de vue juridique et formel qui seul nous intéresse ici, le véritable contenu faisant l'objet des chapitres suivants.

Le § 2 prévoit que la *Corporation alimentaire* ou ses représentants pourront régler eux-mêmes la production, les débouchés ainsi que les prix et marges des produits agricoles « lorsque cela paraîtra exigé par les nécessités de l'économie nationale et du bien public ».

Le § 3 au contraire autorise le *ministre de l'agriculture* ou ses délégués à unir les producteurs, commerçants et transformateurs de produits agricoles, membres ou non du RNS, dans des groupements obligatoires destinés à organiser un marché, sous la même condition infiniment vague que ce groupement corresponde aux nécessités de l'économie nationale et du bien public.

Ces deux systèmes sont foncièrement différents. Dans le premier c'est la Corporation elle-même qui organise le marché par l'intermédiaire d'un fonctionnaire, d'un délégué au marché (*Marktbeauftragte*), sans qu'il soit créé de groupement spécial des producteurs et des commerçants. Ceux-ci conser-

vent le droit de se syndiquer s'ils le veulent mais ils ne constituent pas un groupement (*Marktverband*) pourvu de la personnalité juridique et membre de la Corporation.

C'est un procédé simple et expéditif de réglementation qui n'a été employé que pour des produits secondaires dont les producteurs ne sont pas spécialisés, et qui ne possèdent pas de véritable marché. L'exemple le plus typique est le houblon (Ordonnance du 6 décembre 1933).

Il en va tout autrement lorsque c'est le ministre (donc l'Etat et non la Corporation) qui agit en vertu du § 3 de la loi du 13 septembre 1933, ainsi que de toutes les lois spéciales à l'organisation des grands marchés (céréales, lait, viande) ou des lois antérieures au régime national-socialiste (loi sur le lait de 1930, loi sur l'industrie sucrière, les féculeries, les fabriques de flocons de pommes de terre). Dans tous ces cas le ministre force les producteurs, commerçants ou transformateurs à constituer des groupements (*Zusammenschlüsse*), dont il fixe les statuts. Ces groupements ont pour caractéristique d'être des *personnes de droit public*, des organes officiels de l'organisation des marchés. Leur dépendance envers le ministre est plus ou moins étroite, ils peuvent être entièrement à ses ordres, ou jouir d'une certaine autonomie, mais cela ne modifie pas leur caractère essentiel.

Seulement ce régime des groupements est provisoire. Ils ne restent soumis à l'autorité de l'Etat que le temps nécessaire à assurer leur fonctionnement et leur « dressage ». Il est prévu que lorsque ces groupements sont jugés dignes de se gouverner eux-mêmes ils s'intègrent dans la Corporation alimentaire sur décision du ministre.

Examinons de plus près les rapports juridiques entre ces groupements et la Corporation alimentaire.

En principe ces groupements conservent au sein du RNS leur personnalité juridique intacte. Ils restent des personnes de droit public, organes de l'organisation des marchés, et membres de la Corporation alimentaire. Ils constituent, en réalité (le nom n'y est pas) de véritables corporations professionnelles spéciales de la viande, des céréales, etc. En principe ces groupements jouissent de l'autonomie, et il faut entendre ce terme de la même façon que lorsqu'il définit les rapports entre la Corporation et l'Etat.

Cette autonomie a pour but de faire gouverner la profession

par elle-même ; la Corporation alimentaire n'a pas besoin alors de se perdre dans les détails. Elle se contente de contrôler et de coordonner l'action des différents groupements.

Nous savons que l'autonomie n'est pas l'indépendance. En effet la Corporation alimentaire jouit des droits suivants :

1° *Autorité hiérarchique.*

Tous les présidents des groupements sont nommés par le Chef des paysans du Reich qui peut les révoquer discrétionnairement. Ils lui sont hiérarchiquement subordonnés.

De même les groupements, en tant que membres de la Corporation, lui sont également subordonnés, ce qui se traduit par le paiement de redevances.

2° *Droits de contrôle du RNS.*

Il veille à l'observation des lois et des statuts par les groupements ; en particulier à ce qu'ils se consacrent à leur seul rôle : organiser les marchés.

Il veille à ce que les mesures prises soient conformes non seulement aux textes des lois, mais aussi aux « lois vitales » (4° Ord.), ce qui est la façon « métaphysique » allemande de dire qu'il est juge de l'opportunité.

Enfin il faut mettre d'accord les buts purement économiques du groupement et ceux plus généraux de la Corporation, car la Corporation est « une communauté de vie, d'éducation et de destin ».

3° *Droits d'intervention du RNS.*

Le chef a le droit de promulguer et de modifier les statuts des groupements. Il règle leur organisation intérieure, leurs finances, etc.

Pour toutes les décisions importantes, les présidents des groupements doivent demander l'approbation de la Corporation.

4° *Droit de contrôle de l'Etat.*

Mais la Corporation est elle-même soumise à l'Etat. Le ministre est en réalité la dernière instance, et ses pouvoirs sont tels que, s'il lui semble bon, il peut toujours intervenir.

En temps normal, c'est l'Etat qui donne les directives de la politique générale. Entre l'Etat et la Corporation les pouvoirs d'intervention sont répartis de la façon suivante ⁽⁹⁾ : « L'activité du ministre s'exerce quand le bien public exige

(9) « *Odal* », mars 1935, p. 71.

le droit d'intervention ou de collaboration de l'Etat, tandis que le domaine d'action de la Corporation comprend les questions où les moyens de la Corporation suffisent à garantir la protection juridique, l'équilibre des intérêts opposés et l'obtention des buts supérieurs ».

La formule n'est pas très claire, c'est d'ailleurs complètement inutile, car elle n'a aucun caractère juridique, et son interprétation est laissée au ministre. C'est pourquoi on peut souscrire à cette « définition » de l'autonomie des groupements ⁽¹⁰⁾ : « La tâche des groupements est aussi celle du RNS, si bien qu'ils sont pratiquement ses organes d'exécution bien qu'ils jouissent de l'autonomie (sic). »

Somme toute le cadre juridique de l'organisation des marchés apparaît comme extrêmement rigide. Une partie des marchés est dirigée selon le principe hiérarchique par la Corporation elle-même. Quant aux autres, ils le sont par des groupements en principe autonomes, mais soumis étroitement aux ordres, non seulement de la Corporation, mais encore de l'Etat.

§ 5. — CARACTERE JURIDIQUE DE LA CORPORATION ALIMENTAIRE

Si étrange que cela paraisse, il s'est trouvé des Allemands pour esquisser une théorie juridique de la Corporation, malgré le mépris absolu que le national-socialisme professe à l'égard du droit, tout au moins du droit tel que nous l'entendons. Il est curieux de jeter un coup d'œil sur ces conceptions nouvelles ; mais elles se meuvent dans un plan si différent du nôtre, elles parlent une langue tellement autre, qu'il est vain de vouloir appliquer à cette recherche les notions françaises, et même de rechercher une norme commune, car il n'y en a pas.

(10) Hans Merckel, *Recht des RNS*, février 1935.

DEFINITION DE LA CORPORATION ALIMENTAIRE

La 1^{re} Ordonnance définit la Corporation comme une « *Selbstverwaltungskörperschaft des öffentlichen Rechts* », ce qui veut dire une personne autonome du droit public.

La personnalité morale ne fait pas de doute et elle est comprise comme nous le ferions. Elle entraîne le droit de posséder un patrimoine, d'ester en justice, etc... Le seul et unique représentant légal du RNS est le Chef des paysans du Reich, qui peut d'ailleurs déléguer ce droit.

Le caractère de droit public est également indiscutable ; mais il entraîne des conséquences autrement importantes que chez nous, par suite de la confusion complète des pouvoirs administratifs, judiciaires et, ce qui est nouveau, économiques. Les principales conséquences sont :

Le caractère obligatoire de la participation au RNS, pour les personnes physiques et morales.

Le caractère obligatoire des décisions du RNS, non seulement pour les membres, mais aussi les non membres (dans le cas de mesure d'organisation des marchés).

Au point de vue professionnel, nous verrons que les pouvoirs de la Corporation (ou des groupements) sont exorbitants : elle peut interdire l'accès à la profession, en interdire l'exercice, régler à son gré les conditions d'exploitation, sans aucune limite opposée par le droit de propriété ou le droit commun de la responsabilité. Il en est de même de tous les autres pouvoirs économiques de l'organisation des marchés.

Les conflits nés de ces mesures sont soustraits aux tribunaux ordinaires et réglés par des juridictions arbitrales professionnelles qui émanent de la Corporation. Ces juridictions jugent « *ex-æquo et bono* », selon une procédure ultra-rapide, et « au nom de la conception allemande du droit qui est basé sur l'idée de devoir et non sur l'idée de droit ».

Enfin la Corporation possède un pouvoir disciplinaire ; elle fixe et *prononce* les peines qui sanctionnent ses ordres, parfois jusqu'à 100.000 RM. !

Ajoutons que les taxes prélevées au profit de la Corporation sont assimilées aux impôts.

On comprend que, même en Allemagne, un pareil système ait quelque peu ébranlé les notions juridiques ; ce n'est plus du droit public, c'est de l'arbitraire public.

En effet, la Corporation alimentaire apparaît comme une

sorte de pouvoir nouveau, de pouvoir économique spécialisé, mais qui est muni d'une telle dose de puissance publique qu'il peut se donner des lois, les appliquer sans souci des droits des individus et sanctionner lui-même les manquements. Pour un Français, c'est là un véritable monstre juridique, animé d'un redoutable dynamisme. Comprend-on maintenant pourquoi toute comparaison avec la notion de service public par exemple n'a aucun sens ?

RAPPORTS AVEC L'ETAT

Nous en savons maintenant assez pour pouvoir porter un jugement sur la question de l'autonomie. Quelle est la nature exacte de cette « *Selbstverwaltung* » ?

En fait, il n'y a pas de limite indiscutable entre l'autonomie et la dépendance. Car il est clair que, pour la Corporation comme pour la commune ou n'importe quelle institution de droit public, l'indépendance absolue n'est pas possible. Le contrôle de l'Etat est inévitable et indispensable.

Mais alors, à partir de quel point le contrôle et l'intervention de la tutelle étatique suppriment-ils l'autonomie ? On ne peut le dire d'une manière certaine, car cette appréciation est toute relative. Ainsi, dans le cas du RNS, presque tous les critiques français admettent que la mesure est largement dépassée ; « la corporation, c'est l'incorporation », écrit M. Hermant (« Idoles allemandes »).

En Allemagne, l'opinion officielle et officieuse proclame que la Corporation est bien véritablement autonome, quoique pour un esprit allemand l'autonomie se concilie très bien avec le rôle d'organe d'exécution ⁽¹¹⁾.

Le véritable critère de l'autonomie n'est pas là. Quelle que soit l'intensité de l'indépendance de la Corporation envers l'Etat, un esprit français admettra sans peine qu'il y a autonomie si les droits et devoirs réciproques des deux institutions sont définis par une règle de droit dont un juge sanctionne l'application ; autrement non. Or, en Allemagne, il n'est pas question de règle de droit et de juge, et dans la conception nationale-socialiste, il ne peut en être question, car « l'Etat possède le droit de contrôle suprême parce que c'est de sa puissance que naissent le droit et la loi » ⁽¹²⁾.

(11) cf. ci-dessus la citation de Hans Merckel, personnalité dirigeante du RNS.

(12) Hans Merckel, *Recht des RNS*, février 1935.

Dans ces conditions, l'Etat étant juge et partie, étant totalitaire, il n'y a pas d'autonomie selon la conception française du droit, ni même selon la conception du droit tout court. Les Allemands n'acceptent pas ce jugement, car ils vont plus loin et prétendent avoir créé une conception nouvelle du droit, dans laquelle le problème de l'autonomie prend un aspect tout à fait nouveau.

En effet, la conception du droit nationale-socialiste est basée sur... le devoir. Avant d'avoir des droits, la personne juridique a des devoirs envers une personne *supérieure*, l'individu envers la Corporation, la Corporation envers l'Etat, l'Etat lui-même envers la « communauté du peuple », et ainsi de suite. Lorsque ces personnes ont ce que nous appelons des droits, ces droits ne sont que l'effet nullement nécessaire de devoirs d'assistance, de protection, etc..., qui incombent à la personne hiérarchiquement supérieure.

Appliquée au cas particulier de la Corporation, cette idée donne le résultat suivant : « Dans le droit judéo-romain, on dirait que la Corporation a le droit de jouir de l'indépendance, et que l'Etat inversement a le droit d'exiger qu'elle agisse dans l'intérêt commun. Dans le droit national-socialiste, la Corporation a pour premier devoir d'obéir à l'Etat, qui à son tour a pour devoir de lui permettre de se gouverner elle-même. Le seul juge de l'exercice de ces devoirs est naturellement l'Etat, dont la force crée le droit et la loi. L'autonomie accordée à la Corporation est l'effet de ce devoir de l'Etat ».

Telle est la formule la plus claire que nous puissions donner à cette « conception juridique », énorme sophisme exprimé d'une manière en général inintelligible, et pour cause (voir l'article précité). Ce n'est pas une théorie juridique, c'est la négation même du droit qui suppose la réciprocité et un juge. Or ces « devoirs » sont en fait à sens unique, et le juge en est le bénéficiaire.

Mais alors pourquoi maintenir la fiction de l'autonomie ? Pour une raison très claire, encore que beaucoup d'Allemands ne la voient pas et croient sincèrement à la « théorie » de l'autonomie.

La fiction de l'autonomie permet à l'Etat de dégager sa responsabilité chaque fois qu'il le juge utile. Les frictions les plus fortes naissent évidemment à l'échelon inférieur de la réglementation, lors de l'application des mesures à la réalité, aux hommes. Or c'est à cet échelon que l'Etat n'apparaît pas ;

tout le détail est réglé par la profession, par la Corporation, de manière qu'elle puisse porter toute la responsabilité des mesures souvent nécessaires, mais dures, par lesquelles le nouveau régime économique est imposé.

Voilà comment s'explique la raison d'être et par là tous les traits de la Corporation allemande. Le principe du système est la volonté de l'Etat, et nullement l'autonomie de la profession, qui n'est accordée que dans un but utilitaire et non pour respecter dans la mesure du possible le droit à l'indépendance et à la liberté.

RAPPORTS AVEC LE PARTI NATIONAL-SOCIALISTE

Les rapports entre la Corporation alimentaire et le parti sont extrêmement étroits. Au début, la Corporation n'était qu'une émanation de la section agraire du parti. Tous les collaborateurs immédiats de Darré, dans son état-major, sont ses compagnons de lutte.

Cette union était tellement étroite qu'au début le contrôle des comptes et du budget de la Corporation était effectué par le Trésorier général du parti ⁽¹³⁾ et non par l'administration des finances.

A l'heure actuelle, une certaine division du travail est intervenue entre la Corporation et la Section agraire du parti, mais les chefs sont restés les mêmes. En fait tous les dirigeants de la Corporation sont membres du parti national-socialiste.

La nomination des Chefs de Paysanneries de cercle et locales nécessite l'approbation du Chef de district (*Gauleiter*) du parti.

Le RNS entretient des relations particulièrement cordiales avec les Sections de protection (S.S.), dont le chef Himmler est lui-même propriétaire foncier, et personnalité influente du RNS.

On pourrait multiplier ces exemples. Ils prouvent que la Corporation est entièrement dans la main du parti, ce qui contribue encore à donner à « l'autonomie » sa physionomie caractéristique, car, comme dit justement Hitler : « Le parti est l'Etat et l'Etat le parti » ⁽¹⁴⁾.

(13) *Der Deutsche Volkswirt*, 15 février 1935.

(14) Discours de Nuremberg, Congrès de 1935.

QUATRIEME PARTIE

L'Organisation des Marchés

SECTION I

LES PRINCIPES

CHAPITRE PREMIER

CONDITIONS GENERALES DE LA POLITIQUE D'ORGANISATION DES MARCHES

§ I. — IDEES GENERALES

Plus encore que dans tout autre domaine, l'action du national-socialisme sur les marchés agricoles est libre de préoccupations théoriques ; elle n'est guidée, ni par des théories économiques précises, ni même par un certain dogmatisme philosophico-biologique, comme c'est le cas de l'action agraire proprement dite. En présence des faits, de l'anarchie indiscutable de cette branche de l'économie, son seul but est de mettre de l'ordre, sa seule méthode l'empirisme.

A la vérité, il existe dans le parti national-socialiste et au sein de la Corporation alimentaire elle-même, une tendance plus radicale, qui mérite véritablement le qualificatif de socialiste, parce qu'elle voudrait établir un régime de la répartition (le seul en question dans l'agriculture) d'où le profit serait éliminé. On peut rattacher à cette tendance la tentative d'organisation du marché des œufs par la coopérative obligatoire, ou l'organisation du marché du lait, où ce but est définitivement atteint, bien que le principe n'y soit pas. Mais cette tendance est anormale et ne correspond pas à la ligne officielle définie par Darré seul, auquel nous prêtons la parole pour l'exposer ⁽¹⁾.

« On nous disait que nos discours et nos actes ne tenaient aucun compte des lois bien connues de l'économie, et que nous courrions sûrement à un échec. Ces affirmations étaient justes, à condition de s'atteler à la tâche tout imbu des préjugés libé-

(1) Discours à Goslar au 2^e Reichsbauerntag, 1934. « *Reichsbauerntag* 1935 », page 32.

raux. Mais pourquoi nous occuper de ces avertissements, nous nationaux-socialistes, qui avons prêté serment sur le drapeau de notre chef, nous qui sommes pénétrés de l'idée que les lois vitales d'un peuple sont plus importantes que les lois matérielles de l'économie ?...

L'organisation des marchés ne représente pas une entrave à l'initiative individuelle, mais une adaptation de cette initiative au bien commun... Cette conception est évidemment contraire à celle du libéralisme, qui déclare que les droits de l'initiative privée sont indépendants des intérêts de la communauté. Dans l'organisation nationale-socialiste des marchés, règne par contre le principe que l'intérêt général prime l'intérêt particulier. Dans les conceptions économiques de l'école libérale, c'est le contraire qui est vrai : l'égoïsme a le droit de fouler aux pieds l'intérêt commun lorsqu'il en retire un avantage économique. On comprend alors ce que j'ai déclaré plus haut, que nos méthodes de politique économique sont exactement à l'opposé de la politique économique libérale...

J'avoue ouvertement que nous n'avons suivi aucune théorie. La meilleure preuve en est qu'avant la prise du pouvoir, jamais nous n'avons parlé d'organiser les marchés, mais une fois prises les responsabilités du pouvoir, nous avons agi comme la situation nous le commandait. Nous avons simplement écouté notre bon sens. J'ignore si ce que nous avons créé et qui vient de recevoir la consécration du succès, peut être ramené à une théorie économique. Si c'était le cas — et je laisse aux professeurs le soin de le rechercher — ce que nous avons créé par l'organisation des marchés ne peut être que la théorie économique du bon sens ».

On ne saurait être plus net. Il ressort de ce curieux témoignage que Darré n'a pas de système ; il se contente de haïr le libéralisme et d'écouter son bon sens. Son jugement sur l'école libérale est d'une injustifiable partialité, car il confond dans une même critique les abus d'un régime économique et les théoriciens d'un principe, auxquels on ne peut de bonne foi reprocher d'enseigner « que l'égoïsme a le droit de fouler aux pieds l'intérêt commun ». On peut soupçonner Darré de n'avoir jamais lu ceux dont il parle, en tous cas lui prouver qu'il les défigure. Que lui suggère d'autre son « bon sens » ? Une critique expérimentale du capitalisme dans les marchés agricoles, dont il faut souvent reconnaître la justesse, à la différence de ses notions doctrinales et historiques.

Il n'est pas très aisé de savoir ce que Darré et les nationaux-socialistes entendent par marché capitaliste. Bien entendu ce n'est point d'eux qu'il faut attendre une définition, car en tant qu'Allemands ils n'aiment pas les définitions. Cependant, si on condense leur pensée, on peut dire que le marché capitaliste est le système de formation des prix et de répartition des denrées agricoles régi par la recherche du profit individuel, et non par l'intérêt général.

Défenseurs de l'intérêt général, ils ne tirent cependant pas la conclusion socialiste : supprimer le profit, c'est-à-dire la propriété. C'est pourquoi, malgré les violences de langage contre l'argent et les exploiters, leur critique porte non sur le principe du système, mais seulement sur ses abus, et cela à deux points de vue.

1° *Le fonctionnement véritable de la loi de l'offre et de la demande.*

Pour diriger la politique agricole, il est bien suffisant de s'en tenir à l'antique formule de l'offre et de la demande, ce qui est parfaitement exact. La seule question est de savoir si, dans l'état actuel des choses, on peut dire que les prix agricoles sont terminés par le libre jeu de l'offre et de la demande. Le national-socialisme répond non et il a raison.

Cette critique n'est pas nouvelle. Elle a été formulée surtout par Ruhland, bien avant la guerre, mais l'évolution n'a fait que confirmer ses prédictions. Trop souvent les prix des produits agricoles sont fixés par des bourses où ne passe qu'une part infime de la production. Pourquoi le cours obtenu sur un marché étroit, soumis à toute une bande de courtiers et de spéculateurs, déterminerait-il le prix de régions entières, parfois même de tout le pays ? Le national-socialisme a repris à son compte la formule de Ruhland : « La bourse est un tripot où le blé, le pain du peuple, sert d'enjeu », en ajoutant que ce tripot est entre les mains de la juiverie internationale, ce qui n'est pas une excuse pour les nombreux purs Aryens qui en faisaient également partie.

Il est certain que les fluctuations purement spéculatives des cours ont un effet désastreux sur l'économie agricole. Dans le cas le plus favorable, le cultivateur prend lui aussi l'esprit spéculatif et se lance dans des combinaisons qui tournent rare-

ment à son avantage ; sinon il se contente de subir passivement les fantaisies de la mercuriale, et dans les plus mauvaises conditions possibles, car il représente une offre désunie en face d'un comerce où le monopole a depuis longtemps remplacé la concurrence. Si la situation générale est mauvaise, la pression saisonnière devient catastrophique, parce que le paysan le plus pauvre est forcé de vendre le plus vite à des prix encore bien inférieurs au minimum des cours de gros.

Cela, tout le monde le sait et le sait. Le mérite du national-socialisme est de l'avoir crié pour y mettre fin.

Le premier objectif de l'organisation du marché est donc de soustraire la formation des prix, non seulement à la spéculation proprement boursière, mais encore au hasard d'une offre et d'une demande accidentelles sur un marché toujours trop étroit. Le prix doit correspondre à l'offre et à la demande véritables ; il doit se former sur un marché aussi large que possible sous le contrôle strict de l'Etat ou de la Corporation.

2° La crise de la répartition.

Darré a bien vu l'importance de la question. Il a dit : « Quand j'ai pris le pouvoir, il s'agissait de rétablir des relations raisonnables entre la production agricole et la consommation. Cela n'était possible qu'en enlevant au commerce son caractère spéculatif et en lui rendant la fonction qui fut la sienne pendant des siècles : être le serviteur de la répartition des denrées. Je prétends que c'était la clef du problème et de tout socialisme économique raisonnable » (2).

Trop souvent, en effet, le commerce dévore des valeurs économiques *sociales* en en créant d'*individuelles* ; la cause n'en est pas seulement la spéculation, car le commerce subit souvent lui-même l'aléa spéculatif sans le créer. Il est obligé, qu'il le veuille ou non, d'incorporer dans ses prix une prime d'assurance contre le risque ; la faute en est au système, non aux individus. Le vice du système provient du monopole des uns et de la concurrence désordonnée des autres. Le monopole est particulièrement redoutable dans le commerce de gros, qui achète aux producteurs les denrées périssables. Dans ce cas, le commerçant ou l'industriel qui domine une région peut y dicter littéralement ses prix. Il lui suffit pour cela d'éliminer la concurrence possible, et l'expérience prouve que ce n'est pas

(2) « Oda! », août 1934.

difficile. L'exemple type est celui du ramassage du lait ; c'est aussi là que la réaction socialiste a été la plus violente, puisqu'elle a complètement réduit au rôle de fonctionnaire le commerce, juste retour des choses d'ici bas.

Dans le commerce de détail, dans l'alimentation, c'est le contraire. L'après-guerre a vu en Allemagne un pullulement de petits commerçants, pour la plupart gens ruinés par l'inflation, qui cherchaient à gagner leur vie comme détaillants, parce que ce métier n'exige aucune connaissance spéciale. Mais cet état de choses a des conséquences désastreuses. Avec la crise, la réduction du chiffre d'affaires et la montée des charges, les petits commerçants ont été écrasés. Il était impossible de les traiter *individuellement* de profiteurs, puisque la plupart, même en maintenant leurs prix de vente, côtoyaient la faillite. Ils ne pouvaient pas baisser les prix suffisamment pour les adapter au pouvoir d'achat réduit des consommateurs, parce que leur nombre empêchait la compensation entre la baisse des prix et l'augmentation du chiffre d'affaires ; là encore la faute en était au système et non aux individus.

Les dirigeants nationaux-socialistes considèrent tous plus ou moins le commerce comme parasitaire, surtout le commerce de gros ; le commerce de détail est traité plus favorablement pour des raisons politiques. Cette animosité s'explique par plusieurs motifs : les considérations économiques exposées ci-dessus, la tendance socialisante du parti, enfin le fait que le commerce de gros était pour une bonne part dans les mains des Juifs. C'est pourquoi la rationalisation du commerce s'est faite sans ménagements pour les intérêts particuliers. Les moyens les plus énergiques ont été employés pour détruire la position de monopole du commerce en face des producteurs. Non seulement les prix, les conditions de vente ont été fixés, mais souvent même l'exercice libre du commerce a été supprimé. Pour le lait, les œufs, la concurrence des coopératives a été favorisée, le ramassage et la vente soumis à un plan minutieux ; pour les primeurs, les pommes de terre, etc., seuls des organismes corporatifs ont le droit de grouper la production pour la revendre ; nulle part le commerce n'est en mesure de faire la loi au producteur.

Au stade intermédiaire, le gros effort a porté sur la suppression des transports inutiles par la création de débouchés obligatoires, l'interdiction de l'envoi de denrées non vendues, etc... Pour les détaillants, l'Etat s'est gardé de toute intervention

brutale ; il en a chargé les corporations, avec la mission de réduire autant que possible le nombre des commerçants, auxquels on assure en échange le quasi monopole de la profession, car l'accès en est désormais soumis à autorisation. Dans ce domaine, l'interventionnisme va donc très loin ; il prend une allure socialiste, puisqu'il aboutit en fait à faire des commerçants presque des fonctionnaires, parfois même presque des titulaires d'offices.

§ 2. — CONDITIONS DE LA PRODUCTION

Soumise avant tout aux hasards du temps, la production agricole représente le facteur accidentel et imprévisible de l'organisation des marchés. Chose curieuse, ce facteur n'a pas joué ces dernières années en Allemagne avec son irrégularité habituelle ; 1932 et 1933 ont été des années nettement exceptionnelles, apportant des excédents considérables de céréales et de pommes de terre, coïncidant de plus avec un maximum du cycle des pores. Aux vaches grasses ont succédé les vaches maigres, en 1934 et 1935 ; même 1936, pour lequel les chiffres manquent encore, est médiocre.

1933, en particulier, a été l'année de la surproduction, aggravée par les stocks hérités de l'année précédente. C'est pour les céréales, le blé surtout, et les pores que la surproduction était la plus manifeste ; la récolte a atteint cette année-là les chiffres records de 8,72 mill. t. de seigle, 5,76 mill. t. de blé, les plus élevés depuis la guerre, 44 mill. t. pour les pommes de terre, succédant au record de 47 mill. t. en 1932. Le troupeau de pores a compté jusqu'à 23,89 mill. de têtes en 1933. Aussi, en 1933, toute la politique agricole était-elle orientée vers la lutte contre la surproduction, et l'organisation des marchés a essentiellement servi à soutenir les cours menacés d'une débâcle.

On ne saurait trop souligner l'importance de ce fait ; car la politique nationale-socialiste a eu auprès des cultivateurs la meilleure introduction qui se puisse souhaiter ; elle est apparue en sauveur et a bénéficié par là d'un préjugé favorable qui a puissamment aidé son édification.

Mais Darré s'est bien gardé d'employer immédiatement contre la surproduction le remède énergétique du contingent-

ment, de la restriction forcée de la production. Car il prévoyait qu'une année mauvaise pouvait succéder à l'abondance, ce qui serait plus qu'un inconvénient, un véritable désastre dans les conditions de la nouvelle politique économique où l'Allemagne allait s'engager. C'est effectivement ce qui est arrivé. La récolte de 1934 fut franchement mauvaise, cependant que le manque de devises gênait les importations. Les stocks ont suffi à assurer une alimentation normale, mais en 1935, une seconde récolte insuffisante et le manque de réserves ont amené de graves difficultés d'approvisionnement. La situation d'ensemble des marchés agricoles s'est complètement retournée, les prix ont connu une tendance naturelle à la hausse, qu'il fallait cette fois enrayer à tout prix. L'organisation du marché a alors fonctionné en sens inverse et les paysans en ont connu les inconvénients après les avantages.

La première cause en est évidemment le temps, comme l'explique si bien Darré ⁽³⁾ : « Au contraire de la production industrielle, la production agricole doit compter avec un facteur essentiel et indépendant de la volonté humaine, qui est le temps. La sécheresse et la pluie influencent la récolte et donnent d'une année à l'autre des résultats tout différents. Ainsi nous avons l'année passée suffisamment de viande, mais la sécheresse a entraîné la restriction passagère dont nous souffrons actuellement. Mais ces choses-là sont de la compétence du Bon Dieu et non du ministre de l'agriculture ». Cette logique impeccable ne prouve d'ailleurs pas grand'chose, car l'argument vaut pour tous les ministres de l'agriculture, même ceux du « Système ». Le temps peut servir d'explication, non d'excuse, à la politique agricole, puisqu'il est la donnée fondamentale de la situation technique. On a l'impression que l'excuse du temps est devenue l'argument-massue de la propagande agricole, sous la forme encore plus pittoresque que Goebbels lui a donné à Halle ⁽⁴⁾ : « Sommes-nous le Bon Dieu qui fait briller le soleil ? et gouvernons-nous aussi le ciel qui fait mûrir les moissons ? » C'est exact, encore ne faut-il pas abuser de l'argument, ni le monopoliser.

En effet, les déficits accidentels de la production agricole n'ont pu devenir si sensibles en 1935 que par suite de l'isolement à la fois imposé et voulu du marché agricole allemand.

(3) Discours du congrès de Nüremberg. V.B. 13 septembre 1935.

(4) Discours de Halle. V. B. 5 octobre 1935.

Pour parer à cette situation toujours plus menaçante, l'Allemagne a dû intensifier par tous les moyens sa production agricole, en la dirigeant dans les voies de l'intérêt national ; la « Bataille de la production » commencée en novembre 1934 signifie l'organisation de la production et l'abandon du principe de non-intervention. Cette évolution est très nette, encore que le RNS fasse tout pour la voiler, pour des raisons psychologiques. Le principe de l'initiative individuelle du paysan est soumis à des restrictions de plus en plus fortes .

D'un côté l'on entend dire ⁽⁵⁾ : « Rien ne serait plus nuisible que de procéder à la conquête de notre liberté alimentaire au moyen de prescriptions rigides sur les cultures et la production. L'idée d'un plan de culture pour le Reich est absurde et irréalisable. Elle n'a pu germer que dans le cerveau de théoriciens qui ne se rendent pas compte de l'extraordinaire diversité de sols et de capacités productives de notre pays... Quelle différence avec la Russie ! Ici ce n'est pas l'Etat qui contraint le paysan à planter telle ou telle chose, mais c'est la Corporation paysanne elle-même qui livre la bataille de la production !... »

Mais, lors du même congrès, le chef de la section II déclarait ⁽⁶⁾ : « Il faut bien voir que l'organisation du marché ne peut remplir son rôle que si la production est dirigée dans des voies utiles. Or, avec une production désordonnée, l'organisation du marché est impuissante. Mon rôle va donc surtout consister à introduire un « ordre planifié » (*geplante Ordnung*) de la production, qui n'a bien entendu rien à voir avec l'économie planifiée (*Planwirtschaft*) bolchevique. Je dois trouver le moyen de contrôler et de diriger la production jusqu'au fin fond de la dernière ferme ».

La première citation est l'écho du passé, la seconde l'annonce de l'avenir, « qui n'a bien entendu rien à voir avec l'économie planifiée bolchevique ». En réalité, de même que l'autonomie corporative, de même que l'initiative individuelle du commerçant, la liberté du cultivateur est aujourd'hui une fiction. C'est une constatation, ce n'est pas un reproche ; mais, faite dans le domaine de la production, cette constatation nous permet de comparer une fois pour toutes l'économie libérale, le national-socialisme et le bolchevisme, au point de vue agricole. Le national-socialisme prétend constituer un système supérieur aux

(5) Dr. Krohn, « *Erzeugungsschlacht* », dans « *Reichsbauerntag 1935* », p. 159.

(6) Brunnenbaum, id., p. 125.

deux autres et *complètement* différent d'eux. Eh bien non. L'interventionnisme agraire du national-socialisme est infiniment près du bolchevisme, c'est d'ailleurs pour cela qu'il a tant soin d'affirmer le contraire. Mis à part le cas du kolkhose, de l'usine à grains qui est encore l'exception en Russie, et dont la forme est conditionnée plus par la nature de l'exploitation que par les doctrines communistes, il n'y a guère de différences entre un paysan russe et un paysan allemand « qui veut et qui exige même d'être conduit et dirigé » (7) et qui, au fin fond de la dernière des fermes, doit subir la conduite et la direction de la Corporation.

Le domaine précis de la production agricole est justement le point où des notions aussi antithétiques en apparence que le collectivisme et l'anti-collectivisme se fondent ; car la première doit adapter son principe trop rigide à la réalité, et la seconde aboutit au même résultat, exception faite de la *forme* juridique de la propriété, au nom de l'intérêt collectif (*Gemeinnutz*), dont le *contenu* est identique à la propriété collective (*Gemeinbesitz*). Bien entendu le national-socialisme proteste énergiquement contre une telle interprétation ; c'est son affaire. Retenons seulement que l'organisation des marchés se poursuit dans un régime de la production agricole tout à fait nouveau.

§ 3. — CONDITIONS DE LA CONSOMMATION

Depuis 1933, la consommation de denrées agricoles tend à s'élever sans cesse, en raison de l'augmentation du pouvoir d'achat des masses ouvrières. La consommation augmente principalement pour la viande et les produits d'élevage, car ces produits relativement chers sont les plus sensibles aux variations du pouvoir d'achat.

L'accroissement du pouvoir d'achat est résulté en Allemagne, non des augmentations de salaires qui n'ont pas eu lieu, mais de la diminution du nombre des chômeurs et du retour général à une journée de travail normale (6 heures en moyenne), au lieu de la journée réduite en temps de crise.

Le pouvoir d'achat s'est maintenu intact par suite des efforts considérables déployés par l'organisation des marchés pour

(7) Ibid., p. 125.

comprimer les prix de détail ; elle a pris dans ce sens toutes sortes de mesures, qui constituent le côté social (prononcer socialiste) de cette politique.

L'ensemble des prix de détail a été soumis à une surveillance extrêmement stricte exercée le plus souvent par un Commissaire national aux prix, assisté de 49 Offices de contrôle locaux (*Preisüberwachungsstelle*), et muni de pouvoirs dictatoriaux.

Dans certains cas une augmentation de prix jugée indispensable pour les producteurs a été épargnée aux classes les moins fortunées par la création d'un produit à prix réduit réservé aux travailleurs, la perte étant compensée par les impôts mis sur les produits de consommation libre, réservés aux personnes fortunées. L'exemple type est la margarine ⁽⁸⁾.

Enfin, lors de la période de disette, en 1935, le RNS a systématiquement refusé de laisser jouer le mécanisme des prix et d'éliminer les consommateurs marginaux par la hausse. Cette politique a été d'ailleurs vigoureusement exploitée par la propagande gouvernementale pour prouver l'esprit socialiste du régime, à l'aide d'une dialectique dont voici le meilleur échantillon ⁽⁹⁾ : « La disette actuelle de produits alimentaires prouve la triste situation du peuple allemand en 1932 (*sic*). Car la bonne situation de l'alimentation en 1932, c'était en réalité la misère et la faim pour des millions de concitoyens... Le système de Weimar a fini en système de classe capitaliste ; le peuple mourait de faim, mais avec l'argent tiré de la liquidation de notre économie, on payait des importations de beurre pour « les gens biens ». Aujourd'hui nous avons une pénurie de beurre et nous pouvons en être fiers, si nous comparons cette pénurie à l'abondance du « système ». La pénurie de beurre prouve que ceux qui mouraient autrefois de faim et de misère et n'avaient plus la possibilité d'acheter des denrées, peuvent maintenant revenir dans les boutiques ; voilà ce qu'est la pénurie de beurre actuelle, quand on la regarde d'un cœur vraiment raciste ».

La contre-partie du maintien de prix relativement bas fut en effet la disette, ou la restriction forcée de la consommation. Ce fut là le gros problème de l'hiver 1935-36, ce sera sans doute celui de 1936-37. Il est beaucoup moins facile d'agir sur les consommateurs que sur la production ou le commerce, parce

(8) cf. ci-dessous, page 175.

(9) V.B., 23 novembre 1935.

qu'ils sont des millions. Des mesures comme celles du chef de district Bürckel, interdisant aux membres du parti de manger de la viande trois fois par semaine, sont restées l'exception ; il faut une religion pour imposer le carême, et encore.

Le gouvernement s'est énergiquement refusé à organiser la répartition au moyen d'un système de cartes, car cela aurait réveillé désagréablement les souvenirs du temps de guerre, et fourni un argument-massue aux détracteurs du régime.

On s'est contenté de confier aux détaillants le soin de répartir équitablement les denrées en quantité insuffisante, et d'exhorter le peuple à la patience en lui faisant comprendre par une propagande intense le sens véritable de ces restrictions, pour lequel c'est encore Goebbels qui a trouvé la formule la plus expressive, qui est en même temps le mot de la fin : « Je préfère une Allemagne forte à une Allemagne grasse ! » ⁽¹⁰⁾.

§ 4. — CONDITIONS DU COMMERCE EXTERIEUR

Dès les premiers mois de 1933, le gouvernement national-socialiste a bouché les dernières fissures de la muraille douanière déjà respectable qui entourait l'Allemagne ; il a élevé les tarifs agricoles à un niveau équivalent à la prohibition.

Mais au cours de la même année, le protectionnisme est devenu définitivement inefficace et inutile. Inefficace d'abord parce que la surproduction intérieure de céréales et de viande posait sur un marché national fermé les mêmes problèmes que sur un marché mondial. Mais surtout inutile, parce que l'existence du déficit de la balance alimentaire allemande est un fait, que seule une augmentation de la production nationale effacera. Une fois la concurrence étrangère éliminée, il reste la nécessité inéluctable d'acheter chaque année des produits alimentaires et des matières premières par centaines de millions de marks pour nourrir le peuple allemand. En attendant le jour où cette importation sera rendue inutile, le seul problème consiste à trouver le moyen de la payer.

C'est pour le résoudre autrement que par l'emprunt que

(10) Discours de Halle, V.B. 5 octobre 1935.

l'Allemagne s'est engagée dans une politique commerciale entièrement nouvelle, qui n'est pas l'étape intermédiaire des clearings, mais le « Nouveau Plan » mis en vigueur par le Dr. Schacht, au printemps de 1934, complété par le monopole de l'importation des produits agricoles.

A cette époque, l'Allemagne n'a plus guère de devises et comme ses exportations diminuent tous les jours, en particulier vers les pays où le commerce extérieur est encore libre, les seuls où elle puisse mobiliser ses créances commerciales, force est de se passer de devises et d'en venir au système du troc, des accords de compensation, sur la plus grande échelle possible. A cela sert pour toute l'économie allemande la distribution des devises préalable aux importations ; pour les importations agricoles, le système autrement strict encore des Offices nationaux. Les Offices nationaux permettent à l'Etat de contrôler et de diriger toutes les importations alimentaires, non seulement en compensant la différence des niveaux de prix, mais encore en dosant la part accordée à chaque pays dans les importations allemandes, puisque l'Office peut refuser d'acheter les produits d'une provenance donnée.

Ce système permet à l'Allemagne d'éliminer complètement du commerce d'importation les mobiles d'intérêt personnel, pour le plier aux directives suivantes :

1° Pas de devises pour les importations agricoles.

Toutes les devises doivent être conservées pour les achats de matières premières destinées au réarmement, et dont les fournisseurs, principalement les Etats-Unis, refusent tout accord de compensation.

C'est pourquoi le réseau des accords de compensation a été extrêmement développé avec tous les pays fournisseurs de produits agricoles, en particulier les pays scandinaves, balkaniques et l'Amérique du Sud. La conclusion de ces accords a été surtout facilitée par les concessions consenties par l'Allemagne sur les prix ; ce dumping indirect résulte parfois de l'octroi aux producteurs étrangers des mêmes avantages qu'aux producteurs nationaux ; c'est le cas pour les primeurs et légumes hollandais. Par là s'explique le succès de la politique commerciale allemande, et de sa politique tout court.

2° Acheter autant que possible la matière première et non le produit fini.

Ce langage inhabituel en économie agricole est pourtant

parfaitement adéquat. Le troupeau bovin n'est, au fond, qu'une immense usine à viande et à lait. Or, comme pour les produits industriels, il y a avantage à transformer soi-même la matière première ; il vaut mieux pour l'Allemagne importer des oléagineux et les faire transformer en laitages par les vaches allemandes, qu'acheter du beurre.

Seulement cette exigence ne s'accorde pas avec la première. Il n'y a pas d'accords de compensation avec les exportateurs de fourrages et d'oléagineux, il en existe par contre avec les producteurs de produits d'élevage. De plus, ces derniers (pays scandinaves et Hollande surtout) sont les meilleurs clients de l'Allemagne, à qui ils laissent même un solde bénéficiaire.

La politique des importations, complètement entre les mains du ministre de l'économie, louvoie donc entre les exigences du bon marché et des débouchés industriels, tout au moins quand elle a le choix, car le caractère saisonnier des besoins d'importation (pour combler les creux de la production allemande) restreint souvent le nombre des fournisseurs possibles, si bien que le but final, tel que l'a indiqué l'état-major du RNS dans les termes suivants, n'est pas encore atteint : « Quand l'étranger saura que notre importation de produits alimentaires ne nous est pas indispensable et représente seulement un supplément de luxe, alors il sera contraint d'accepter nos produits industriels » (11).

Toutefois les importations ont été réduites dans des proportions considérables (12), plus vite même que la production nationale ne se développait, ce qui explique les tensions multiples de la situation alimentaire en Allemagne.

(11) D. Allg. Ztg. 21 décembre 1934.

(12) Voir le tableau des importations.

CHAPITRE II

LE JUSTE PRIX

§ 1. — IDEES GENERALES

Le but essentiel de l'organisation des marchés est d'atteindre et de maintenir un niveau de prix jugé satisfaisant, un juste prix ; la Corporation alimentaire définit ce juste prix comme celui qui est rémunérateur pour le producteur et supportable pour le consommateur. C'est plus un vœu qu'une définition ; mais il n'y a pas de définition théorique du juste prix, cependant que la pratique est parfaitement capable de le déterminer.

Le juste prix ne doit pas être arbitraire. Les dirigeants de l'agriculture nationale-socialiste savent, parfaitement, l'expérience de la guerre le leur a prouvé, qu'un prix, juste ou non, ne peut être maintenu que s'il correspond aux conditions réelles de l'offre et de la demande. Le rôle de l'organisation des marchés est justement d'adapter sans cesse l'offre et la demande, plus généralement la production et la consommation, au niveau de prix cherché.

Le juste prix doit être un prix dirigé, car un prix résultant du jeu complètement libre de ses facteurs correspond rarement aux intentions de la politique agricole générale, qui exige du niveau de prix trois choses.

1° Un niveau intrinsèque donné.

Plus exactement la Corporation alimentaire vise deux niveaux de prix, l'un au producteur, l'autre au consommateur. Le prix de gros, norme des prix et régulateur de l'offre et de la demande, est complètement déchu de sa royauté. Le plus souvent le prix de base est celui du producteur, fixé par voie d'autorité ou non ; sur lui s'échafaude moins un système de prix qu'un système de marges bénéficiaires plus ou moins élastiques accordées aux intermédiaires et aux transformateurs. L'exemple type est celui des céréales.

Parfois même c'est le prix au consommateur qui est fixé ne varietur (exemple du lait, du pain). Dans ce cas le prix de gros, qu'il vaudrait mieux appeler le prix intermédiaire, est également fonction du prix de détail, auquel il a ordre de s'adapter coûte que coûte.

Dans les cas où c'est encore le prix de gros véritable, le prix qui se forme sur le marché, qui est déterminant (exemple de la viande), il est sans cesse tenu compte de ses répercussions possibles sur le prix au producteur et au consommateur qui restent les objectifs essentiels.

Evidemment il n'y a pas de formule qui permette de calculer les niveaux considérés comme justes ; cependant la politique agricole allemande suit à cet égard une ligne très nette. En 1933, elle a revalorisé par tous les moyens les prix au producteur, tout en freinant les prix de détail dans la mesure du possible. Depuis 1934, elle tend à maintenir invariables les prix de détail et à diriger les prix au producteur en conséquence. Cette politique s'encadre dans la politique générale de la production et des prix, que Hitler a excellemment définie ⁽¹⁾ :

« Dans l'intérêt de tous, nous disons que les prix agricoles doivent rester fixes ; dans l'intérêt de tous, nous disons que les salaires doivent rester invariables. Nous servons la campagne en garantissant les prix, non seulement dans les bonnes, mais dans les mauvaises années. Nous servons la ville en assurant l'alimentation dans les bonnes et mauvaises périodes. Nous servons les deux en leur assurant mêmes prix et mêmes salaires. Il faut que chacun comprenne, à la ville comme à la campagne, qu'il est essentiel de suivre avec nous cette voie jusqu'au bout. Il nous serait sûrement plus facile de faire des courbettes tantôt d'un côté et tantôt de l'autre. Peut-être cela nous rendrait-il un moment plus populaires. Des millions d'ouvriers nous salueraient si nous leur disions : nous allons élever les salaires. Et des millions de paysans se réjouiraient, si nous leur annoncions notre intention d'élever les prix agricoles. Mais au bout de peu de mois, tous nous condamneraient, car tous reconnaîtraient alors la vis sans fin que l'Allemagne a déjà connue ».

C'est pourquoi à l'heure actuelle le niveau juste, c'est le niveau qui existe.

(1) Discours lors de la « Fête de la moisson » 1935, V. B. 7 octobre.

2° *Un niveau stable*

C'est-à-dire une courbe de prix présentant des variations aussi faibles que possible, d'un jour à l'autre, d'une saison à l'autre, d'une année à l'autre.

La Corporation alimentaire attache avec raison une importance égale à la stabilité des prix et à leur niveau intrinsèque. Cette stabilité entraîne des avantages énormes, spécialement pour le producteur. Elle lui donne une base de calculs intangible pour toutes les prévisions de son exploitation, la suite des cultures, les achats. Elle seule, en garantissant la stabilité des revenus bruts, rétablira un crédit agricole sain, peut-être même le crédit personnel souhaité par Darré.

Il n'est pas nécessaire pour cela que le prix reste absolument fixe ; il suffit que sa courbe soit suffisamment aplatie et que les variations restantes soient régulières. Ainsi est obtenu que le paysan ne vende pas dans les « creux » de la courbe, soit par suite du hasard, soit par suite surtout de sa faiblesse financière qui le forçait à se débarrasser de sa récolte au moment de la pression saisonnière.

Le prix stable supprime également l'aléa spéculatif du commerce, et lui permet d'abaisser ses prix par la disparition de la prime d'assurance incluse dans les frais généraux. Pour certains produits, ce fait a permis d'obtenir des réductions de marges bénéficiaires très considérables, surtout lorsqu'à la stabilité des prix s'ajoute celle des débouchés rendus obligatoires (cas de la meunerie).

3° *Rapports adéquats entre les prix*

Il importe moins d'obtenir un prix donné pour un certain produit, qu'un système cohérent de tous les prix agricoles, ce qui est beaucoup plus difficile ; nous touchons là au problème essentiel de toute politique de direction des prix, qui fut cause de l'échec des mesures d'intervention avant 1933.

Quand les prix sont libres, leur jeu rétablit automatiquement les variations des différents marchés ; le système des prix, parce qu'il n'est pas rigide, est constamment en équilibre.

Il en va tout autrement dans un système de prix dirigés. Il est fatal que le niveau des prix choisi pour chaque produit le soit avant tout en raison des facteurs propres à son marché, et en seconde ligne seulement en accord avec les prix des autres produits, car le nombre de ces derniers, toujours considérable, complique énormément les données du problème. Il

s'ensuit qu'entre les différents marchés, les différences des prix dirigés risquent de déclencher des courants d'autant plus violents que les écarts de niveau sont plus considérables et les produits plus aptes à se substituer l'un à l'autre. Ces courants sont surtout constitués par des déplacements massifs de la demande, plus mobile que l'offre pour les produits agricoles. Tout l'art de la politique d'intervention sur les prix consiste à canaliser ces courants, pour empêcher leurs ravages éventuels, et à les utiliser à diriger la production.

Pour cela, il est indispensable d'intervenir sur tous les marchés agricoles sans exception, étant donné l'interdépendance étroite qui les lie. L'expérience allemande prouve qu'il est impossible de laisser fonctionner côte à côte un marché dirigé et un marché libre. L'exemple le plus caractéristique à cet égard est celui du marché des céréales fourragères qui ont dû bon gré mal gré être soumises au régime des céréales panifiables ⁽²⁾. En effet, lorsqu'en 1934-35 la situation du marché des céréales panifiables s'est tendue, la demande s'est reportée sur les marchés libres de l'orge et de l'avoine, au point d'y provoquer une hausse qui a menacé tout l'édifice des prix des céréales et des pommes de terre. Il en a été de même pour la plupart des produits, entre les groupes de marchés comme à l'intérieur des groupes eux-mêmes (céréales, viande, corps gras, légumes, etc.) C'est pourquoi tous les produits agricoles sont aujourd'hui soumis à l'intervention de la Corporation.

Ces courants, dangereux s'ils sont incontrôlés (rappelons l'échec de l'interventionnisme d'avant 1933), fournissent par contre le meilleur moyen de diriger la production agricole. Si le national-socialisme déclare ne pas vouloir commander le paysan, c'est qu'il sait qu'une différence de prix est un moyen beaucoup plus efficace qu'une conférence ou un ordre pour pousser le paysan dans la voie désirée. La grosse supériorité d'un régime « de prix dirigés » sur le collectivisme réside dans la possibilité de régler la production avec la même rigueur sans que les intéressés s'en aperçoivent, mais c'est beaucoup plus difficile.

On voit que le niveau des prix doit répondre à des conditions sévères; il doit être juste, stable et réagir sur la production dans le sens voulu. Malgré la perfection de l'organisation des marchés, c'est-à-dire du mécanisme qui permet d'agir sur

(2) cf. ci-dessous, page 163.

l'offre et la demande pour les adapter au prix désiré, il est clair que dans l'immense majorité des cas le juste prix ne pourra fonctionner que s'il possède une certaine souplesse, s'il s'adapte lui-même, dans sa structure et dans ses variations, aux conditions des marchés les moins faciles à influencer par l'organisation. Le prix ne peut pas être immuablement rigide ou uniforme, il doit être suffisamment différencié pour venir au devant de l'organisation des marchés. Ces facteurs du prix qui échappent pour une bonne part à l'action de l'organisation sont les distances entre lieux de consommation et de production, sources de rentes différentielles de lieu, les variations saisonnières, enfin les différences de qualité. Nous allons exposer comment le système de prix a cherché à en tenir compte.

§ 2. — L'INTENSITE DE LA FIXATION DU PRIX

L'intensité de la fixation du prix est extrêmement variable selon les produits, la situation technique du marché et l'état de l'organisation.

Le système le plus général et le plus rigoureux est celui du prix fixe (*Festpreis*). Le cours officiel est alors obligatoire. Il ne peut être dépassé, ni dans un sens ni dans l'autre. Ce prix fixe peut être d'ailleurs déterminé par des méthodes différentes : ainsi pour le prix au producteur de céréales, c'est le ministre, pour la farine le président de l'Union des céréales, pour le beurre une commission spéciale, pour les pores le chef du marché, mais cela ne change rien à son caractère propre, qui est la rigidité.

Souvent le prix ne subit qu'une limitation, par en haut ou par en bas, sous la forme de prix maximum ou minimum. Ces prix n'ont généralement qu'un caractère provisoire; ce sont de simples barrières opposées à la tendance naturelle du marché que l'on s'efforce d'enrayer. Ainsi en 1933-34 les prix des céréales panifiables ont été des prix minima. L'année suivante ceux des céréales fourragères des prix maxima. Le prix n'est alors pas limité dans l'autre sens, de manière à favoriser une hausse (ou une baisse) jugée désirable. Presque tous les prix maxima ou minima sont transformés en prix fixes lorsque la Corporation tient le marché suffisamment en main. A cet égard l'évolution la plus caractéristique est celle des prix du bétail,

parce qu'elle s'est produite en 1934-35, à un moment où les expériences faites sur les autres marchés avaient appris le maniement exact de la méthode. Cependant il existe des prix minima permanents (vin, carpes).

Un système plus souple est constitué par le « prix normal » (*Richtpreis*), c'est-à-dire par deux limites extrêmes assignées au prix. Le jeu ainsi créé permet une adaptation plus souple du prix aux différentes circonstances. Mais ce prix normal ne fonctionne qu'avec un marché stabilisé (conserves, fromages). A la moindre tension, seule l'une de ces deux limites joue, le prix fonctionne en fait comme un prix maximum ou minimum.

Enfin, dans certains cas, la fixation des prix s'est avérée impossible (conserves de poisson). La fixation des prix est alors remplacée par un contrôle du coût de production. Si la Corporation peut prouver que la marge bénéficiaire dans tel cas est exagérée, elle peut exiger une baisse de prix. De même pour certains produits agricoles, on se contente de déterminer un prix considéré comme normal; et l'intervention ne s'exerce que si les prix effectifs s'écartent trop de cette normale (oignons, citrons au détail).

Le prix peut être fixé à différents stades, au producteur, sur le marché, au transformateur, au détail.

Presque toujours, il y a un prix fixe au producteur; c'est le cas des céréales, des pommes de terre, du lait et des œufs. Le cours du bétail par contre est déterminé sur le marché aux bestiaux, mais le prix au producteur n'est pas libre pour cela; il est dans une relation fixe avec le cours du marché. La plupart des produits agricoles « ouverts » : beurre, fromage, farine, sucre, ont leurs prix fixés. Il en est de même au détail pour tous les produits alimentaires dont la consommation est générale : pain, lait, œufs, beurre, margarine, viande de qualité courante. Les produits de luxe ou considérés comme tels ne sont pas tarifés, pour que les commerçants puissent se rattraper sur eux.

Pour beaucoup de produits les prix sont fixés d'un bout à l'autre. L'exemple typique est le blé qui possède un prix au producteur, un prix d'achat pour la meunerie, un prix de vente de la farine et un prix du pain; quatre stades sont saisis.

Enfin dans certains cas le prix lui-même n'est pas fixé, mais seulement la marge totale entre le producteur et le consommateur. Le prix au producteur peut varier indéfiniment, mais les

variations au consommateur doivent être parallèles (poisson, bois).

Plus sévèrement que les prix sont fixées les conditions de vente et de livraison. C'est indispensable pour assurer le respect du prix, qui sans cela pourrait être tourné de mille manières par des stipulations accessoires. C'est pourquoi les groupements professionnels ont établi des contrats-type obligatoires pour toutes les opérations courantes, et qui règlent tous les plus menus détails.

§ 3. — ADAPTATION LOCALE DU PRIX

C'est un fait que l'Allemagne ne constitue pas un marché unique. La répartition extrêmement inégale de la population concentrée surtout dans le Nord de la région rhénane entre Mannheim et la Hollande (centres industriels de Mannheim, Francfort et surtout la Ruhr), à Berlin et en Saxe, les différences tranchées entre les régions agricoles, en font au contraire un marché d'autant plus complexe que les régions déficitaires et les régions excédentaires au point de vue alimentaire sont éloignées les unes des autres.

Les courants commerciaux qui rétablissent l'équilibre entre ces régions ne peuvent subsister que si les régions de prix sont différenciées en conséquence.

Mais d'autre part, la Corporation alimentaire s'efforce d'assurer à tous les producteurs agricoles les mêmes prix; c'est-à-dire de supprimer la rente différentielle qui résulte pour quelques-uns de la proximité des centres consommateurs. Si elle le pouvait, elle assurerait même les prix les plus élevés aux agriculteurs de l'Est qui ont le plus besoin de secours. Mais ce serait trop faire violence aux lois naturelles.

Toujours est-il que la solution adoptée pour chaque produit est un compromis entre deux tendances; en principe les prix doivent être uniformes, mais il faut les différencier suffisamment pour susciter les courants commerciaux indispensables.

Pour les œufs, la fécule, par exemple, le prix est le même dans tout le Reich. Pour les pommes de terre, il y a deux régions de prix, séparées par l'Elbe. Pour le seigle, il y en a 11. pour le blé 17. Pour les denrées périssables (asperges, lait), les prix sont très variables, il y en a presque un pour chaque localité

Malgré tout, cette différenciation ne peut être qu'approximative. Elle ne peut tenir compte de tous les cas particuliers.

Voici alors ce qui se passe: dans une région de prix uniformes, lorsque le prix au producteur et le prix au consommateur sont fixés, les vendeurs (producteurs, intermédiaires, selon le cas) cherchent à vendre là où les frais de transport sont les plus minimes pour augmenter leur bénéfice personnel qui est la différence entre le coût du transport et la marge totale. Ils ne vendent pas lorsque le coût du transport plus les frais divers (commandes minimales par exemple) absorbent leur bénéfice. Alors apparaissent ce que les Allemands appellent d'un terme expressif « les angles morts » (*tote Winkel*), les régions où personne ne veut livrer. Comment les effacer ?

Le moyen le plus simple consiste évidemment à autoriser une entorse au prix ou à la marge fixée. Ainsi dans certains cas, les autorités locales peuvent accorder des dérogations. Mais c'est un système dangereux, car il ouvre toute grande une porte à la fraude et à la spéculation ⁽³⁾.

On a préféré adopter le système suivant (céréales, œufs) : Lorsque l'expédition dépasse un certain coût, l'expéditeur peut se faire rembourser la différence, en présentant tous les documents afférents à l'envoi. Le remboursement est effectué par le groupement professionnel, au moyen d'un fonds commun dit fonds de compensation alimenté par une taxe spéciale prélevée sur les contrats de vente; c'est évidemment un peu compliqué. Aussi, en pratique, les expéditions vers les « angles morts » sont-elles effectuées, non par le commerce privé, mais par les organismes de l'Etat, surtout les Offices nationaux ⁽⁴⁾.

§ 4. — ADAPTATION SAISONNIERE

La production agricole, surtout végétale, est soumise à un rythme saisonnier que le prix ne peut pas ignorer, car les

(3) Voir l'exemple précis du marché des œufs, p. 206.

(4) Exemple : « Un intermédiaire se fait livrer au prix normal à la frontière de la zone d'exception, puis il effectue à son compte le reste du transport et encaisse la différence de prix évidemment supérieure au prix du transport supplémentaire « marginal ».

On a empêché cette fraude dans le système normal des régions de prix par le contrôle strict des envois interrégionaux qui ne peuvent être effectués en général qu'avec l'autorisation des services régionaux des groupements professionnels. C'est la source de grosses complications.

variations de l'offre sont trop fortes; elles balayeraient un prix immuable.

Pour les produits végétaux, le rythme de la production n'est pas continu, mais parfaitement régulier. Celui du prix le suit fidèlement. Le prix est au plus bas immédiatement après la récolte, sous la pression des offres massives, puis il se relève à peu près régulièrement jusqu'à la récolte suivante, retombe et ainsi de suite. C'est pourquoi le prix fixe est échelonné dans le temps conformément à ce rythme naturel. Le prix des céréales augmente tous les mois, d'août à juin, d'une quantité fixe appelée report. Celui des pommes de terre augmente de novembre à mars, celui des pommes de terre nouvelles également pendant la saison (juin-août), mais dans une mesure variable.

Le report mensuel des céréales est fixe et connu d'avance. Au début de la campagne on sait donc exactement quel prix sera en vigueur à telle époque. Ce fait introduit une sécurité complète dans les transactions et dans les dispositions des producteurs; il permet à ceux-ci de doser exactement leurs ventes selon leurs besoins d'argent, le bénéfice étant d'autant plus grand que la denrée est stockée plus longtemps et que le report est plus élevé.

La fixation du taux du report donne donc un moyen très énergique de régler l'écoulement de la récolte et le stockage. En cas d'excédents, l'élévation du report favorise les stockages par les producteurs et empêche une pression trop accentuée au début de la campagne. En cas de déficit, l'abaissement incite les producteurs à vendre plus vite, ce qui permet à l'Etat de constituer lui-même des stocks pour contrôler plus étroitement l'emploi de la récolte.

Pour les produits animaux le rythme est moins régulier. La production est continue, mais elle présente des hauts et des bas très variables. Le système du report et de la courbe de prix tracée d'avance est évidemment inapplicable. C'est pourquoi le prix doit se contenter de suivre à peu près les grandes variations du marché, mais il suit quand il ne peut faire autrement, car la Corporation alimentaire pose en principe que les variations saisonnières doivent être aussi réduites que possible.

Ce principe est dicté par des considérations de justice sociale; la Corporation estime contraire à l'esprit national-socialiste qu'en hiver la hausse des prix inévitable en système

capitaliste vienne éliminer du marché les consommateurs les moins fortunés. Elle préfère maintenir délibérément les prix stables et répartir le produit selon les besoins et non selon le pouvoir d'achat.

Cette intention est très louable; mais elle trouve sa limite dans les nécessités de la production, et la Corporation alimentaire est allée beaucoup trop loin dans la voie de la stabilisation.

Car le prix n'est pas seulement le régulateur de la consommation, il l'est aussi de la production; son action est même essentielle sur la production saisonnière des produits d'élevage et de basse-cour, beaucoup plus forte que le R.N.S. ne l'avait pensé.

En effet, la véritable solution des difficultés saisonnières consiste, non en une politique de stockage qui n'est qu'un palliatif insuffisant lorsque la production *totale* est elle-même déficitaire, mais en une répartition plus régulière de la production au cours de l'année. Cette égalisation de la production est possible, mais très coûteuse: elle résulte par exemple d'un déplacement du vêlage et de la lactation, d'une nourriture abondante des vaches pendant l'hiver, consistant en fourrages albumineux, d'une sélection des races de poules à ponte plus régulière, etc. L'éleveur ne procédera à ces améliorations que si la différence de prix entre la bonne et la mauvaise saison est suffisante. Autrement il aura au contraire avantage à vendre le plus possible au moment de la pointe, pour bénéficier du prix dirigé maintenu au-dessus du prix libre à cette époque; il aggrave donc l'intensité des variations de l'offre. Comme du côté de la demande la stabilisation du prix produit le même effet, on voit qu'au delà d'une certaine limite elle est susceptible d'aggraver considérablement la disproportion naturelle entre l'offre et la demande ⁽⁵⁾. Elle va donc à l'encontre du but d'une véritable politique de stabilisation du marché.

C'est ce qui s'est produit sur plusieurs marchés. Aussi le R.N.S. a-t-il annoncé son intention de revenir à une politique plus souple, et de ne plus chercher à atténuer complètement les variations saisonnières indispensables.

(5) Voir l'exemple précis du marché des œufs.

§ 5. — ADAPTATION A LA QUALITE

Le prix libre peut tenir compte par des variations infimes des moindres différences de qualité. Le prix dirigé non; mais il doit cependant s'adapter aux différences qui modifient réellement la valeur du produit, sous peine de voir disparaître complètement les qualités supérieures.

Il faut pour cela trouver d'abord un critère objectif de la qualité, ce qui n'est pas toujours commode. Pour les grains, c'est le poids à l'hectolitre, pour le lait la teneur en graisse et la propreté; la taille pour les pommes de terre, les œufs, les poissons; le poids pour les porcs, etc.

Mais le prix fixe ne peut tenir compte que grossièrement de ces critères : ainsi il n'y a que deux classes d'œufs, trois de farine. Même lorsque l'échelle est plus différenciée, elle laisse de côté des qualités souvent très importantes, comme la teneur en gluten du blé, la race des porcs, la sorte des pommes de terre, sous peine d'atteindre une complication inouïe.

Le danger du prix fixe est d'éliminer la production de qualité, qui, n'obtenant pas un prix supérieur à la qualité inférieure, est consommée par le producteur ou vendue sous le manteau. Ce danger a relativement peu d'importance en Allemagne où la production n'est pas orientée vers la qualité.

D'autre part, il est bien difficile de remplacer le prix fixe par un prix normal élastique, car celui-ci ne permettrait l'adaptation à la qualité que si tous les autres facteurs du prix étaient stables, ce qui n'est jamais le cas. C'est pourquoi lorsqu'un critère suffisamment objectif de la qualité existe, le prix est constitué par une échelle de prix fixes correspondant à ce critère.

Parfois il n'existe pas de critère indiscutable de qualité. Dans ce cas il n'y a que deux méthodes possibles :

1° Adopter un prix limite pour la qualité inférieure ou supérieure, et laisser ceux des autres qualités complètement libres.

C'est le cas du vin où le prix minimum ne s'applique qu'à la qualité inférieure.

Ce fut le cas pour le bœuf au début de l'organisation des marchés (prix maximum de la meilleure qualité).

C'est un système dangereux, car si la situation technique

du marché se modifie, l'échelle des qualités disparaît : selon les cas, seule la qualité inférieure est offerte au prix maximum (tendance à la hausse), ou le prix minimum est tourné pour les qualités inférieures (tendance à la baisse).

2° Rendre le marché obligatoire et faire estimer les produits par une commission de classification. C'est la solution adoptée pour les bovins. A leur arrivée sur le marché, les bêtes sont estimées et réparties en classes par une commission composée d'éleveurs, de bouchers, de vétérinaires et d'administrateurs de la Corporation.

Ces différentes méthodes ne peuvent donner un résultat satisfaisant que si le nombre des qualités n'est pas trop grand, d'où l'importance primordiale de la standardisation pour l'organisation des marchés. Dès le début les produits les plus homogènes ont été rigoureusement standardisés : les farines, le pain, le beurre, les fromages, même les pommes de terre, dont seules certaines sortes peuvent être cultivées. Actuellement, un effort gigantesque est entrepris par la Corporation pour répandre des sortes et des races standard. C'est pourquoi la production et la vente des semences sont placées sous le contrôle étroit de la Corporation ; les semences doivent être autorisées et enregistrées, comme des brevets d'invention. De même les reproducteurs sont sévèrement contrôlés.

Mais il s'agit là d'une œuvre de longue haleine; aujourd'hui encore, c'est au prix à tenir compte des différences de qualité. Il n'y réussit qu'imparfaitement, surtout sous la forme de prix fixe, et le résultat est souvent le nivellement par le bas de la qualité.

De même, les autres méthodes d'assouplissement des prix dirigés, d'adaptation aux diverses conditions de lieu, de temps sont indispensables, mais insuffisantes ; le juste prix ne peut être maintenu qu'à l'aide d'une organisation stricte des marchés et de méthodes infiniment diverses d'action sur l'offre et sur la demande.

CHAPITRE III

L'APPAREIL DE L'ORGANISATION DES MARCHES

L'organisation des marchés agricoles est autant la chose de l'Etat que celle de la Corporation alimentaire. Nous connaissons tous les pouvoirs de contrôle et d'intervention que l'Etat exerce sur la Corporation dans son ensemble et sur ses groupements professionnels en particulier; son rôle ne se borne pas là. Il agit lui-même par l'intermédiaire d'agents et d'organes spéciaux chargés en général des missions les plus importantes de direction et de coordination, cependant que les organes corporatifs proprement dits ont tout le travail de détail à exécuter.

§ 1. — LES ORGANES DE L'ETAT

Exception faite du ministre et du ministère de l'Alimentation et de l'Agriculture dont le rôle dépasse de beaucoup la seule organisation des marchés, il en existe trois : les Offices nationaux (*Reichsstelle*), les commissaires du Reich (*Reichskommissar*) et les délégués du Reich (*Reichsbeauftragte*).

LES OFFICES NATIONAUX

Il y en a actuellement quatre, pour les marchés les plus importants : céréales et fourrages, bétail et produits animaux, produits laitiers, corps gras.

Ce sont des organismes d'Etat qui dépendent directement du ministre de l'Agriculture et de lui seul. Leur financement est assuré par le budget. Signalons qu'ils s'entourent d'un épais mystère : ils ne publient ni comptes, ni rapports, et si l'on connaît leur rôle, il est impossible d'en rien préciser par des chiffres.

L'origine de ces Offices nous est connue. Le plus important, l'Office des céréales, est le successeur unique du monopole du maïs et des deux grandes sociétés de commerce contrôlées par l'Etat (30 mai 1933). Les autres sont apparus vers la même époque : Offices des huiles et graisses le 4 avril 1933, Office des produits laitiers le 21 décembre 1933, qui se confond en partie avec le précédent, Office pour le détail et les produits animaux le 24 mars 1934.

Ils ont essentiellement pour rôle :

1° De diriger l'importation

Créés pour tourner les traités de commerce au moyen du monopole d'importation, ils sont restés avant tout les instruments de la politique du commerce extérieur. Nous avons décrit comment, par la délivrance « de bons d'achat » aux importateurs, ils pouvaient compenser à chaque instant, sans souci des tarifs douaniers et des accords commerciaux, la différence entre le prix intérieur et le prix extérieur. Souvent les Offices interviennent plus énergiquement encore dans le commerce d'importation. Ils achètent, soit eux-mêmes, soit par l'intermédiaire de particuliers qui jouent le rôle de commisisonnaires, au meilleur moment le produit le plus avantageux pour l'économie nationale. Ces opérations rapportent aux Offices des bénéfices tels qu'ils suffiraient à couvrir leurs autres frais; cette affirmation que l'on trouve dans la presse officielle n'est d'ailleurs accompagnée d'aucune preuve ⁽¹⁾.

Les Offices nationaux représentent par là l'instrument indispensable de la politique d'accords de compensation, puisqu'ils sont l'acheteur toujours prêt à obéir aux ordres du ministère de l'Economie.

2° De diriger le commerce intérieur

Au début de l'organisation de tous les grands marchés, l'Office national a été chargé d'exercer sur le commerce intérieur la même action que sur le commerce extérieur; chaque producteur indigène devait lui offrir son produit et recevoir un « bon achat » pour le mettre dans le commerce. Pendant le court espace de temps où ce système a chaque fois fonctionné, les bons étaient distribués d'avance et ne représentaient qu'un impôt supplémentaire; le contrôle était donc inexistant; pour le

(1) *Aufbau und Aufgabe des RNS*, p. 175 et suivantes.

rendre efficace il aurait fallu mettre sur pied une organisation formidable qui aurait certainement paralysé toute la vie économique. On y a renoncé, mais l'intervention intérieure des Offices s'exerce aujourd'hui d'une façon plus simple et plus efficace.

Ils pratiquent en grand la politique de stockage jugée nécessaire par le R.N.S. Celui-ci peut par certaines mesures agir sur le stockage privé : augmentation du report sur les grains, obligation de stocker imposée aux moulins, facilités financières accordées pour le warrantage, etc. Mais cela est insuffisant. Une politique massive et ordonnée du stockage est indispensable à l'organisation des marchés. Elle ne peut être effectuée par la Corporation à qui toute opération commerciale est interdite. Ce sont les Offices qui s'en chargent, le plus souvent en liaison avec la politique d'importations.

Les Offices interviennent dans la répartition des produits. Ils sont spécialement chargés de venir au secours de l'organisation des marchés chaque fois qu'une tension se manifeste. L'approvisionnement est-il insuffisant sur le marché, l'Office envoie le nécessaire, et inversement. A cet égard, ils sont surtout chargés de faire disparaître les « angles morts » où le commerce privé ne peut expédier. Aucun texte n'oblige les Offices à intervenir dans ce cas, mais il est évident qu'ils ont la responsabilité implicite de l'approvisionnement du pays. Enfin pour certains produits les Offices ont véritablement le monopole du commerce : c'est le cas pour le maïs et les tourteaux.

Ces diverses activités commerciales ne sont pas remplies matériellement par les Offices qui sont uniques et ne possèdent pas de succursales. En général ils se servent pour exécuter leurs opérations du commerce privé qui est à leurs ordres. Parfois aussi, il existe une organisation *commerciale* corporative qui travaille en liaison étroite avec l'Office national; signalons par exemple la « *Reichseierverwertung G.m.b.h.* » et son réseau de succursales régionales pour les interventions sur le marché des œufs.

L'importance des Offices pour l'organisation des marchés est donc énorme. En théorie, le R.N.S. ne les considère pas comme des institutions définitives ; il était prévu que leurs attributions seraient peu à peu transférées aux organes corporatifs. Mais cet espoir paraît bien chimérique. Bien loin de diminuer, le rôle des Offices nationaux n'a fait que croître et il apparaît

de plus en plus difficile de répartir leurs fonctions entre des organismes corporatifs, qui seraient sans doute moins aptes à travailler exclusivement dans l'intérêt général. Il sera sans doute préférable de maintenir séparées la direction du marché et les opérations commerciales d'exécution, condition du désintéressement des organes corporatifs.

LES COMMISSAIRES DU REICH

Ce sont des personnages extrêmement importants ; il n'en reste d'ailleurs plus qu'un.

Il a été créé trois Commissaires du Reich pour l'organisation des marchés. L'un pour les corps gras en même temps que l'Office national des huiles et graisses, l'autre pour le lait (loi du 20 juillet 1933), le troisième pour la viande en même temps que l'Office national de la viande.

En 1933, les Commissaires du Reich ont eu la haute main sur les marchés des graisses et du lait. Le premier a fait fonctionner le « Plan de la graisse », le second a été chargé de l'organisation du marché du lait, étatique d'abord, corporative ensuite. Puis les fonctions ont été fusionnées, et à l'heure actuelle la même personnalité est à la fois Commissaire aux corps gras, au lait et à la viande, bref pour tous les produits animaux.

La mission présente du Commissaire est essentiellement de coordonner ces différents marchés qui dépendent étroitement les uns des autres, puis d'imposer l'unité d'action aux Offices nationaux et organes corporatifs, tous soumis à ses ordres.

D'autre part la surveillance des prix a été également confiée à un Commissaire du Reich ⁽²⁾ dont la tâche dépassait de beaucoup le cadre de l'organisation des marchés agricoles, puisqu'elle portait sur tous les prix de produits et de services. Elle comprenait cependant le contrôle des prix des denrées, spécialement au détail, d'où une certaine dualité de pouvoirs qui n'est pas étrangère à l'histoire mouvementée de ce Commissariat, et peut-être à sa disparition. Depuis le 1^{er} juillet 1935, le Commissaire aux prix est définitivement supprimé et ses pouvoirs sont répartis entre les ministères de l'Economie et de l'Agriculture.

(2) *Reichskommissar für Preisüberwachung.*

LES DELEGUES DU REICH

Ce sont les agents du ministre qui ont présidé à la mise en train de l'organisation des marchés particuliers.

Tous les marchés ont d'abord été organisés par voie d'autorité en vertu des paragraphes 2 et 3 de la loi fondamentale du 13 septembre 1933 ; en droit et en fait par l'Etat selon le paragraphe 3, en pratique également par lui selon le paragraphe 2 puisque la Corporation était à peine en train de se constituer ⁽³⁾ Dans tous les cas c'est un délégué spécial du Reich qui a mis sur pied l'organisation. Lorsque les lois spéciales à chaque marché sont venues constituer ceux-ci en groupements, le délégué a cédé la place. Il subsiste par contre, mais comme agent du R.N.S., sur tous les marchés secondaires organisés en vertu du paragraphe 2 (houblon, laine, vin, etc.).

A l'heure actuelle, les délégués sont donc théoriquement des agents de la Corporation et non plus de l'Etat, ce qui revient d'ailleurs à peu près au même.

§ 2. — LES ORGANES CORPORATIFS

Nous ne nous attarderons pas sur les marchés organisés d'après le paragraphe 2 de la loi du 13 septembre 1933. On sait que ces marchés ne comportent aucun organe véritablement professionnel. Ils sont dirigés par un délégué, et les organes d'exécution (par exemple les centres de ramassage de pommes de terre nouvelles) ne présentent aucun intérêt ; ce sont généralement des coopératives qui en tiennent lieu.

Les véritables organes de la Corporation alimentaire pour l'organisation des marchés sont les groupements constitués en vertu du paragraphe 3 de la même loi sous l'autorité de l'Etat, et transformés successivement en groupements professionnels autonomes, que l'on désigne du nom générique « d'Unions de marchés » (*Marktverband*).

Ce paragraphe 3 est ainsi conçu : « Le ministre de l'Alimentation et de l'Agriculture a le droit de grouper, dans le but de régler la production, les débouchés, les prix et marges de prix des produits agricoles, les sections et les membres du

(3) cf. ci-dessus page 83.

R.N.S. ainsi que toutes autres entreprises ou exploitations qui produisent ou travaillent des produits agricoles, lorsque ce groupement paraît exigé par les nécessités de l'économie nationale et du bien public ».

Le ministre a fait application de ce texte d'une manière très souple, en tenant compte de toutes les particularités des différents marchés, comme on le verra lors de l'étude de ceux-ci. La progression de l'organisation a été passablement sinueuse, plus rapide pour certains marchés, coupée d'échecs pour d'autres, en raison non seulement de la difficulté opposée par les marchés, mais aussi des capacités personnelles des organisateurs ; car ce travail n'a jamais été effectué par des commissions, mais toujours par des hommes, qui recevaient une mission donnée, pleins pouvoirs pour la remplir, et toute la responsabilité en cas d'échec. Aucun plan préconçu ne les a inspiré ; ils ont créé leurs outils à mesure qu'ils en avaient besoin, mais en tenant compte de leurs expériences mutuelles, et sous la ferme direction d'une volonté centrale. C'est pourquoi bien que les organisations n'aient pas avancé du même pas, les grandes lignes de la politique d'ensemble n'ont pas tardé à se dessiner nettement.

Dans l'immense majorité des cas, l'organisation professionnelle a été réalisée en deux étapes.

On a commencé par grouper les entreprises à un seul stade de la production, presque toujours au stade de la transformation industrielle : les minoteries pour les céréales, les fabriques de conserves pour les fruits, parce que c'est le stade central en quelque sorte, intermédiaire entre la production agricole proprement dite et la consommation du produit « ouvré ».

Cette étape est considérée comme provisoire ; elle constitue la base sur laquelle édifier ensuite le véritable groupement corporatif, celui qui réunit la totalité du marché, depuis le producteur agricole jusqu'au consommateur en passant par le commerce et l'industrie de transformation. Les groupements horizontaux du premier type portent le nom générique d'« Union économique » (*Wirtschaftliche Vereinigung*), les groupements verticaux complets celui de « Fédération nationale » (*Hauptvereinigung*). Nous avons choisi le terme de fédération dans le seul but d'éviter les confusions possibles avec la répétition des mots « Union » ou « Association ». Notre vocabulaire est donc fixé arbitrairement, mais une fois pour toutes.

LES UNIONS ECONOMIQUES

Voici d'abord la liste chronologique de celles qui ont été créées.

1. U. E. des fabricants de lait condensé, 14 octobre 1933.
2. U. E. des fabricants de fromages mous ⁽⁴⁾, 14 octobre 1933.
3. U. E. des minoteries, 5 novembre 1933.
4. U. E. des fabricants de conserves de fruits et légumes, 5 novembre 1933.
5. U. E. des fabricants de conserves de poissons, 26 janvier 1934.
6. U. E. des fabricants de fécule, 30 avril 1934.
7. U. E. des fabricants de margarine, 23 juillet 1934.
8. U. E. des fabricants de flocons de pommes de terre, 18 novembre 1934.

Caractères généraux

Un coup d'œil sur la liste précédente révèle le caractère essentiel de ces groupements : on peut les comparer à des cartels obligatoires, du même type que ceux créés dès avant le national-socialisme pour deux industries agricoles : le sucre (ord. du 27 mars 1931) et la fécule (ord. du 12 juin 1931). Nous retrouvons le groupement de la fécule; quant à celui du sucre nous ne le mentionnons pas, parce que dès 1931 il a été constitué sous forme « d'Union économique » (c'était le titre officiel) et qu'il a survécu jusqu'en 1934, date de la transformation en Fédération nationale. Les deux groupements ont effectivement fourni le modèle des autres, et jusqu'à leur appellation; la filiation ne peut être plus évidente.

Bien entendu l'Union économique est toujours obligatoire. ce qui marque son caractère officiel, de droit public.

Nous l'avons comparée à un cartel; l'analogie est en effet frappante mais avec une restriction essentielle : toute activité commerciale est interdite à l'Union économique; elle ne doit pas être un comptoir de vente ou une association d'intérêts, mais l'organe de la profession, au service de la réglementation du marché et des questions professionnelles communes.

Au point de vue de l'organisation du marché, l'idée générale

(4) *Schmelzkäse* désigne exactement tous les fromages « artificiels » analogues à la crème de gruyère en France.

qui inspire la création des Unions économiques, c'est le besoin de construire une sorte d'écluse, d'organiser au moins un des stades par où passe le produit agricole, le plus facile à saisir, sinon celui qui permet le mieux d'agir sur l'ensemble du marché,

Membres

Leur nombre est très variable. C'est sans doute l'Union de la meunerie qui en compte le plus (près de 20.000). A l'opposé nous trouvons l'Union des féculeries qui ne comprend pas les fabriques mêmes, mais seulement à titre de membres quatre syndicats auxquels les fabriques sont affiliées.

Organisation intérieure

Elle est toujours fondée sur le principe hiérarchique strict. A la tête se trouve un Président nommé conjointement par le ministre de l'Agriculture et le Chef des paysans du Reich, c'est-à-dire par Darré seul.

Il est assisté d'un conseil d'administration d'une dizaine de membres également nommés par le ministre. Ce conseil possède un rôle purement consultatif.

Parfois s'intercale entre le Président et le Conseil un « Presidium » (*Vorstand*) permanent, sorte de secrétariat général du Conseil. Les fonctions sont toutes honorifiques, sauf celles du Président.

Enfin il existe des comités spéciaux pour remplir les tâches spéciales à la corporation; les plus fréquents sont les offices de contingentement, destinés à répartir entre les membres la production, et les commissions de prix, qui comprennent aussi des membres étrangers à l'Union économique : les consommateurs; les commissions ne prennent pas de décisions car la fixation des prix est réservée au Président si ce n'est à la Corporation elle-même; elles établissent des bases de calculs et soumettent des propositions.

Rôle des Unions économiques

Il est double ; c'est d'une part l'organisation du marché proprement dite, de l'autre la réglementation de la profession. Ces deux tâches vont évidemment ensemble; elles ont la même importance et sont complémentaires. En effet, comme organi-

satrice du marché, l'Union économique est plus un organe d'exécution des volontés de la Corporation qu'une institution autonome; presque toujours elle a pour mission de réduire les prix de vente et d'augmenter les prix d'achat, d'où des sacrifices sensibles. Comme organe professionnel au contraire, l'Union est beaucoup plus libre et elle a licence de régler la profession uniquement à l'avantage de celle-ci, exactement comme un cartel privé; les membres ne retirent donc que des avantages de cette activité.

Si bien que l'Union économique est fondée implicitement sur le marchandage suivant : réduisez les prix, mais en échange organisez votre monopole à votre avantage.

1. *Organisation du marché*

La première chose à faire est d'adapter la production à la consommation. C'est très facile pour les Unions économiques dont les membres sont en réalité de véritables entreprises industrielles. La surproduction de conserves de poissons par exemple ou de margarine peut être immédiatement arrêtée par la restriction volontaire de la production. La Corporation alimentaire a presque toujours insisté pour que l'adaptation se fasse d'une manière plus profitable à l'intérêt général : par le développement de la consommation. C'est pourquoi les Unions économiques entreprennent des campagnes de propagande : buvez du vin, mangez des confitures, etc. Lorsque cette action réussit, la Corporation veille à ce que les producteurs agricoles nationaux en bénéficient. Elle impose aux Unions économiques d'absorber des quantités fixées de matières premières nationales : saindoux dans la margarine, « poissons allemands », fruits et légumes nationaux dans les conserves.

Le développement de la consommation suppose une baisse des prix aussi forte que possible. Pour l'imposer, les prix sont généralement fixés; toutefois la fixation des prix des produits semi-industriels rencontre de grosses difficultés, en raison des différences de qualité, des différences de prix de revient aussi ; le régime de prix fixes introduit au début a fait généralement faillite. Il a été remplacé par les prix « normaux » ou un contrôle des bénéfices. Dans l'ensemble le système des prix de vente des Unions économiques est très vague. Seuls, les prix d'achat des produits agricoles sont de véritables prix fixes, pour protéger les producteurs agri-

coles et mettre à égalité les industriels transformateurs.

Plus sévèrement que les prix sont fixées les conditions générales des contrats; à ce point de vue, chaque Union économique a établi des formulaires types obligatoires, réglé uniformément toutes les conditions de travail, de vente, etc.

En effet l'autre grand but de l'organisation du marché est de régler la concurrence, et de la transporter du domaine des prix sur celui de la qualité. On espère ainsi ne pas paralyser la nécessaire rivalité entre les entreprises, mais en faire bénéficier le consommateur par l'amélioration des produits. C'est pourquoi, comme dans les corporations de l'ancien régime, chaque Union économique possède, sinon ses codes de fabrication, du moins un contrôle strict de la qualité, qui s'accompagne parfois d'une standardisation obligatoire (farine, beurre). Mais cette réglementation de la concurrence nous amène à l'organisation de la profession, dont elle dépend par certains aspects.

2. L'organisation de la profession

Toutes les entreprises membres de l'Union sont étroitement embrigadées. Elles doivent obéir aux ordres et se soumettre au contrôle. L'Union (c'est-à-dire le Président) peut tout ordonner dans le cadre des pouvoirs qui lui sont conférés par les statuts, mais ce cadre est très large, puisqu'il contient jusqu'au pouvoir disciplinaire. Les membres doivent laisser contrôler par l'Union leur comptabilité, leur coût de fabrication, leurs comptes en banque, bref tout, sauf les procédés techniques de fabrication.

Ils sont protégés contre les excès de l'arbitraire par l'appel hiérarchique contre les mesures du Président (contentieux de l'annulation), et par le droit de demander réparation des dommages causés devant des juridictions arbitrales professionnelles (contentieux de l'indemnisation). Il ne faut pas se faire beaucoup d'illusions sur la valeur de ces garanties juridiques. En fait le Président de l'Union est le dictateur de la profession. Telle sont les méthodes. Voyons les buts.

Tous les statuts d'Unions économiques contiennent la clause de limitation du nombre des entreprises.

L'Union est autorisée à interdire la fondation de nouvelles entreprises, l'extension des anciennes; parfois même elle peut supprimer celles qui « sont injustifiées ». Autrement dit, la profession devient un monopole. On a commencé par imposer

l'arrêt de toutes les entreprises juives, ce qui a fait de la place pour les autres et les a débarrassés de concurrents redoutables. Puis la profession a été presque partout fermée. Parfois, il est vrai, cette fermeture a eu un caractère provisoire, mais pas toujours; en tout cas l'admission restera certainement contrôlée.

Une fois limitée la capacité de production de l'Union, il s'agit de répartir entre les membres la production autorisée. Cela s'est fait selon des modalités diverses, mais toujours d'après le principe du contingentement; l'Union établit un barème et chaque fabrique reçoit un contingent. Toutefois ce contingent n'est jamais la propriété de la fabrique. Il ne peut être cédé ou vendu sans l'autorisation de l'Union économique. Les statuts le qualifient de « droit au travail » par opposition à une « valeur capitaliste ».

Cette répartition des contingents est très délicate. On se doute de la lutte d'intérêts qu'elle soulève, et l'on n'oserait affirmer que l'intérêt général en soit toujours le seul mobile. C'est pourquoi des garanties plus sérieuses ont été établies. Les contingents ne sont pas fixés discrétionnairement par le Président, mais par une commission spéciale. Enfin il existe une procédure contentieuse spéciale pour les réclamations en matière de contingentement. Même si la répartition est faite loyalement, elle n'en soulève pas moins de graves questions économiques, comme en témoigne la lutte entre les grands et les petits moulins. C'est pourquoi, même en Allemagne, de vives critiques ont été élevées contre ce système.

CONCLUSION

Les Unions économiques n'ont pas donné de bons résultats. Elles ont manqué complètement « d'esprit national-socialiste » caractérisé par le sentiment du devoir. Elles ont au contraire établi solidement leur position de monopole de façon à rançonner les producteurs et les consommateurs, malgré les invitations de la Corporation alimentaire.

Le contingentement de la production généralement employé comme méthode d'élimination de la concurrence s'est révélé être une solution de paresse, empêchant tout progrès par la cristallisation des situations acquises.

C'est pourquoi la Corporation alimentaire a bientôt tiré

les leçons de l'expérience. La plupart des Unions économiques ont été supprimées. Lors de la création des Fédérations nationales, des groupements verticaux, sur les différents marchés, les Unions économiques ont été plus ou moins complètement dissoutes. Les fabriques font désormais partie individuellement des nouveaux groupements, les pouvoirs de décision ont été transférés aux Fédérations nationales et les seuls restes des Unions économiques sont des comités techniques (*Fachausschuss*), qui groupent encore les transformateurs, mais seulement pour l'étude commune des questions techniques et peu importantes.

Seules subsistent intactes l'Union économique de la meunerie, indispensable étant donné l'importance de cette branche transformatrice, et celle de la margarine qui doit être prochainement transformée en Fédération nationale.

LES FEDERATIONS NATIONALES (HAUPTVEREINIGUNG)

Caractères généraux

La Fédération nationale est la forme-type définitive de l'organisation professionnelle. C'est essentiellement un groupement vertical qui réunit tous les intéressés, les producteurs agricoles, le commerce et l'industrie transformatrice considérée comme un consommateur, dans le but d'organiser le marché d'un bout à l'autre, et non seulement au stade de la transformation comme l'Union économique.

Au contraire de celle-ci, elle représente une forme véritablement originale d'organisation économique, pour laquelle le national-socialisme n'a pas eu de modèle; tout au plus la loi sur le lait du 31 juillet 1930, dont le paragraphe 38 prévoyait le groupement obligatoire des producteurs et des laiteries, représente-t-elle un timide essai dans ce sens. Mais l'application en a été faite par le R.N.S., avec bonheur d'ailleurs, puisque la Fédération nationale du lait a été la première fondée et a servi de modèle aux autres. A l'heure actuelle, il en existe 9 qui sont les Fédérations nationales des céréales, du lait, des œufs, de la viande, des pommes de terre, des légumes, fruits et vins, du sucre, de la brasserie et de la pêche. Tous les principaux marchés sont donc organisés sous cette forme.

Organisation intérieure

Elle est naturellement très variable selon les marchés. En s'en tenant aux traits communs, on constate en premier lieu que la base de l'organisation est territoriale et non professionnelle, ce qui souligne le caractère vertical du groupement.

La cellule de l'organisation est constituée par un marché, par une région économique dans le ressort de laquelle il est opportun de grouper l'offre et la demande, les agriculteurs ou éleveurs, les commerçants, les marchés proprement dits s'ils subsistent, les fabriques transformatrices.

Ce cadre territorial nécessairement un peu arbitraire dépend des seules conditions économiques, et il diffère selon les produits. Pour le lait, c'est le plus souvent la localité consommatrice, pour le sucre au contraire, c'est l'une des 9 grandes régions productrices. En général (céréales, pommes de terre, légumes et fruits, groupement secondaire du lait), la cellule économique est de l'ordre de grandeur de la région et elle coïncide avec les « Paysanneries de pays », au nombre de 19 pour simplifier l'administration. Elle porte presque toujours le nom de « *Wirtschaftsverband* », que nous rendons par « région ».

En principe les membres ne sont pas groupés par branche professionnelle : producteurs, commerçants, industriels, sauf les quelques comités techniques qui survivent aux Unions économiques dissoutes. Certes les membres peuvent s'ils le veulent se grouper, mais leurs associations sont précaires et ne possèdent aucun pouvoir.

Cette méthode a assuré à notre avis le succès de l'organisation des marchés. Car la compensation nécessaire des intérêts peut s'accomplir dans le cadre étroit du marché, de la région économique où tout le monde se sent plus ou moins solidaire. Il est vain de l'espérer du choc d'organisations professionnelles nationales, même groupées dans un soi-disant Parlement économique, qui ne peuvent qu'être animés d'un égoïsme féroce, et remplaceraient la lutte des classes par la lutte des professions. L'organisation des marchés, nécessairement interprofessionnelle, ne peut se faire que par en bas.

Cela ne veut pas dire que l'autorité s'exerce dans le même sens, au contraire. Comme ailleurs, le principe hiérarchique commande les rapports du groupement local envers le grou-

pement régional, et de celui-ci envers la Fédération nationale, unique et totalitaire. Le Président de la Fédération nationale est nommé par le ministre et le Chef des paysans du Reich. Il commande à la Fédération et nomme lui-même les présidents des groupements régionaux. Il est parfois assisté de conseils à rôle consultatif. Malgré l'étendue apparente de ces attributions, le véritable pouvoir est souvent exercé par le Commissaire du Reich, auquel le Président de la Fédération nationale est soumis. Lorsque l'on étudie tout le mécanisme de cette organisation, il faut bien se convaincre d'une chose : c'est que l'architecture de conseils, de présidents, de pouvoirs de contrôle, d'intervention, etc., ne présente en Allemagne aucune importance. Elle est souvent très simple, comme nous le voyons; elle est plus souvent encore inutile. Seule compte la volonté du Chef et de l'animateur. Les Allemands n'y voient pas une preuve de manque d'esprit juridique ou de mépris systématique de la liberté individuelle, mais ils jugent que le défaut de forme est indispensable à l'action. Le corporatisme en carton, avec son harmonieux système de conseils, de sections, de représentation proportionnelle et de votes acquis à la majorité absolue, relative, ou des deux tiers les fait sourire (5). Qui a raison ?

Rôle des Fédérations nationales.

Leur but est le même que celui des Unions économiques : organiser le marché, et réglementer la profession. Mais il est rempli dans un état d'esprit très différent, dû justement au caractère vertical, interprofessionnel, du groupement; au contraire des Unions économiques, les Fédérations nationales s'occupent des marchés plus que des intérêts professionnels.

Ces derniers en effet n'y sont plus confiés aux bons soins de la profession elle-même. Ce n'est plus par exemple l'union de la beurrerie ou celle des fabricants de conserves qui fixe les prix ou les conditions d'achat, c'est le chef du groupement régional du lait ou des fruits et légumes, c'est donc un arbitre placé au-dessus des intérêts purement professionnels.

Quant à l'organisation du marché, elle s'est surtout réalisée dans le cadre territorial organique de la région. Il est en effet

(5) cf. Eugène Duthoit. « *Par une autorité corporative vers une économie ordonnée* ». — Chronique sociale de France, Lyon 1935 et aussi... l'office interprofessionnel du blé.

plus facile d'appliquer dans ce cadre réduit et qui correspond souvent à un marché naturel, les principes de l'organisation du marché : mettre en rapport rationnellement les producteurs et les consommateurs, au besoin de force, le commerce n'effectuant que les transports et opérations intermédiaires strictement indispensables.

CHAPITRE IV

LES METHODES D'ORGANISATION DES MARCHES

A l'exemple des sciences exactes, l'économie se refuse à prouver par la comparaison; mais elle peut l'admettre pour décrire, et imager la pensée. N'est-ce point Smith, qui compare aux vagues de la mer les oscillations du prix du marché autour du niveau immuable du coût de production ? N'hésitons donc pas à illustrer l'organisation des marchés agricoles à l'aide d'une comparaison également hydraulique et de plus fort exacte, qui révèle d'une manière frappante la différence entre l'économie libérale et l'économie dirigée : rien ne ressemble plus à l'organisation d'un marché que la canalisation d'un fleuve, œuvre de science et de technique, acte de volonté humaine. Que peut l'homme par contre, pour aplanir les vagues de la mer ?

Le prix fixe est le barrage qui doit briser le courant impétueux, barrage plus ou moins mobile, plus ou moins élevé, mais obstacle tout de même, qui ne saurait résister que si une écluse adjointe permet d'accélérer à volonté l'écoulement des crues ou de freiner la baisse. Sinon tout est bientôt balayé. Encore une écluse est-elle insuffisante. C'est bien plus haut qu'il faut commencer les travaux, endiguer les torrents, capter les sources et creuser les réservoirs qui permettront de tenir, non seulement à l'écluse, mais à tout le système.

L'organisation du marché est construite exactement sur les mêmes données. Le prix fixe ne signifie rien, si le courant des produits n'est étroitement réglé en certains points centraux par des écluses et contrôlé depuis la source, depuis la production, jusqu'à la consommation. L'écluse est la pièce maîtresse du mécanisme; mais seule elle est insuffisante; son action n'est efficace que complétée par des mesures capables

d'influer sur tout le régime du fleuve, pour reprendre la comparaison.

Nous sommes ainsi conduits à distinguer deux degrés d'organisation du marché, et par là deux notions du marché lui-même, l'une plus extensive, l'autre plus étroite. Au sens précis du terme le marché est le point où se rencontrent l'offre et la demande. Organiser ce marché, c'est alors adapter sans cesse l'offre à la demande, de manière à obtenir un niveau de prix aussi voisin que possible du niveau voulu et à satisfaire la demande; c'est, si l'on veut, manœuvrer l'écluse pour que l'eau ne déborde le barrage, ni ne tarisse.

Au sens large, le marché est le circuit par lequel la consommation nationale est pourvue. Organiser le marché, c'est alors assurer une production nationale suffisante, ou importer à son défaut, constituer les stocks et diriger le commerce, au besoin même adapter la consommation aux autres facteurs du marché.

Certes, ces deux notions comme ces deux actions ne sont pas séparables; l'une ne peut se réaliser sans l'autre. Mais leurs conditions de fait sont assez différentes; le marché, l'écluse ne peut être unique; il doit fonctionner en tenant compte des conditions locales. Par contre les mesures générales sur la production, la consommation ne peuvent être prises que dans le cadre d'une politique d'ensemble conçue et dirigée par des organes nationaux. Telle est la raison de la grande variété des organes et des mesures que nous allons fréquemment constater en étudiant les grands traits de la politique de direction des marchés.

CREATION DE L'ECLUSE

L'écluse, c'est le point du circuit économique d'un produit agricole qui peut être organisé de façon à ce que l'action sur l'offre et la demande soit la plus efficace possible.

Ce point doit remplir un certain nombre de conditions dont les deux plus importantes sont :

1° La plus grande partie de la production, ou plus exactement de la production vendue en dehors de l'exploitation agricole, la seule qui compte pour la formation du prix, doit passer par cette écluse, soit naturellement, soit de force.

2° L'offre et la demande qui se rencontrent en ce point

doivent être suffisamment groupées pour que l'organisation et le contrôle soient matériellement possibles.

Le point où il faut établir cette écluse varie selon les produits; remarquons tout de suite qu'il ne se confond nécessairement ni avec le stade industriel, ni avec le marché au sens étroit habituel, comme la Bourse de commerce ou les halles locales.

En effet, le stade industriel est bien le plus facile à organiser, c'est pourquoi il fut le premier à recevoir la forme des Unions économiques; mais il n'est pas forcément le plus efficace, car souvent une part minime de la production subit une transformation industrielle. C'est le cas par exemple pour le groupement des féculeries, facile à créer et capable de bien régler le marché de la fécule, mais non celui des pommes de terre ⁽¹⁾.

Le marché, au sens habituel de ce terme dans le régime de liberté, n'est pas capable de jouer le rôle d'écluse dans un régime organisé. Il est le plus souvent réduit à un rôle très secondaire, comme la bourse des grains par exemple où ne se rencontrent plus que l'offre et la demande résiduelles, la plupart des contrats étant conclus directement entre le producteur et le minotier. Lorsqu'il subsiste, sous forme de marché où se rencontrent les producteurs et les consommateurs, comme les halles d'une ville, il ne se prête pas à l'organisation.

Le stade le plus favorable pour l'établissement d'une écluse n'est pas toujours facile à déterminer. Car sur certains marchés, l'écluse existe naturellement, pour d'autres il faut la créer de toutes pièces, si c'est possible. Prenons quelques exemples. Un cas type est celui de la meunerie, écluse obligatoire par où toutes les céréales panifiables sont forcées de passer. Il en est de même du marché aux poissons où la pêche est vendue aux enchères dès son débarquement. En pratique tout le poisson y passe. Mais considérons le marché du lait. Une partie de la production journalière est vendue comme lait frais, l'autre sert à faire du beurre ou du fromage, en général à la laiterie, mais parfois aussi chez le producteur lui-même. La laiterie ne joue qu'imparfaitement son rôle d'écluse tant que le ramassage et l'expédition du lait frais sont libres, tant que le paysan reste libre de faire lui-même du beurre

(1) cf. ci-dessous, page 230.

et de le vendre à son gré. Parfois enfin la production et les courants commerciaux sont tellement disséminés qu'il n'existe aucun point où l'on puisse saisir le produit, c'est le cas du marché des œufs. Il faut alors renoncer à organiser vraiment le marché, ou contraindre le courant commercial à passer par une écluse imposée. En principe la Corporation alimentaire n'a reculé nulle part devant cette nécessité. Lorsque le marché offrait naturellement une écluse elle l'a utilisée; lorsqu'il en offrait une incomplète, elle a forcé le reste de la production à y passer (lait, viande), lorsqu'il n'y en avait pas, elle en a inventé une; tel était le but du marquage imposé aux œufs, cette opération étant exécutée par un nombre réduit d'offices par où devait passer alors toute la production vendue. Mais l'histoire du marché des œufs prouve quels inconvénients il y a à forcer trop violemment les réalités.

L'organisation des écluses hésite donc entre deux extrêmes ; trop lâche, elle ouvre la porte à la fraude parce que le contrôle devient insuffisant, trop stricte elle peut étrangler totalement les échanges. Dans tous les cas, son efficacité dépend pour une bonne part de l'organisation préparatoire à l'écluse, de la direction immédiate de l'offre qui s'y présente, plus lointaine de toute la production.

CANALISATION DE L'OFFRE

Elle a pour but d'amener la production à l'écluse choisie, conformément aux besoins du marché, ainsi que par la voie la plus économique et la plus rationnelle. Normalement c'est là le rôle du commerce ou de la coopérative.

Dans un marché réglementé l'activité de l'intermédiaire perd sa liberté, elle est étroitement soumise au plan d'organisation de l'offre, quoique dans une mesure très variable, qui va parfois jusqu'à la suppression totale.

Éliminons d'abord ce dernier cas, à la vérité exceptionnel, et qui n'apparaît que lorsque l'écluse capte immédiatement la production. Il en est ainsi pour les primeurs (pommes de terre, asperges) que le producteur est contraint de livrer aux seuls centres de ramassage corporatifs ⁽²⁾ ou pour les fruits et légumes quand la production doit être d'abord vendue aux

(2) cf. ci-dessous, page 227.

enchères sur le centre local. Dans ce cas tout intermédiaire disparaît entre le producteur et l'écluse.

Généralement le commerce subsiste, tantôt avec une certaine autonomie, tantôt comme un simple fonctionnaire de la répartition, avec tous les degrés intermédiaires entre ces deux extrêmes. Selon que le commerce libre (relativement) fonctionne ou non, la réglementation de l'offre prend deux formes ; dans le premier cas, elle consiste seulement dans l'adaptation des envois du commerce aux besoins du marché, dans le second elle représente une emprise totale sur la répartition et même la production.

Le meilleur exemple du premier type nous est fourni par le marché de la viande ⁽³⁾. C'est un véritable marché, le marché aux bestiaux, qui constitue l'écluse. L'offre est alors représentée par le commerce et les coopératives de vente. Pour la régler, l'organe directeur du marché possède les moyens d'action suivants :

Le commerce doit déclarer d'avance les envois qu'il veut effectuer, et cette déclaration comporte un engagement à s'exécuter. Comme les acheteurs sont également soumis à déclaration, le directeur du marché peut prévoir à coup sûr l'évolution, et selon la situation refuser l'autorisation d'expédier ou contraindre les vendeurs à exécuter leurs engagements à livrer.

Si le marché est insuffisamment approvisionné, on peut interdire le commerce libre et le forcer à envoyer sur le marché, ce qui revient à rendre l'écluse obligatoire.

Dans ce cas la manœuvre de l'écluse s'accomplit au moyen de la seule action sur l'offre représentée par les vendeurs. La production n'est pas directement réglée.

Plus souvent on observe une véritable canalisation complète de l'offre à partir de la production, mais encore selon des modalités très diverses. Les exemples les plus caractéristiques nous sont cette fois fournis par les marchés du lait et des céréales.

Le marché du lait est le véritable type du marché canalisé ⁽⁴⁾. L'écluse est constituée par le stade industriel rendu obligatoire, laiterie et beurrerie.

Tout le lait vendu par le producteur-éleveur l'est sur l'ordre du groupement professionnel, du *Milchwirtschaftsverband*

(3) cf. ci-dessous, page 218.

(4) cr. ci-dessous, page 194.

Ce dernier ordonne à qui le lait doit être vendu et pour quel usage (laiterie, beurrerie, fromagerie). Même le lait frais ne peut être expédié librement sauf dans le rayon de la localité, il doit passer par l'intermédiaire de la laiterie centrale. Le commerce est alors réduit au rôle de ramasseur pour le compte de l'écluse.

Seul le producteur même est exempt de réglementation, en ce sens qu'il peut encore produire la quantité de lait qu'il veut ; il peut vendre les vaches ou en acheter d'autres, la quantité à produire n'est pas fixée.

Il en est autrement pour les céréales panifiables où l'organisation, non contente de canaliser la production, va jusqu'à en capter la source même. En effet la loi organique du 27 juin 1934 ⁽⁵⁾ dit en propres termes : « le ministre de l'agriculture et de l'alimentation est autorisé à prescrire dans quelle mesure les producteurs de froment ou de seigle ont le *devoir ou le droit* de livrer des céréales », ce qui signifie que selon les circonstances le producteur peut être contraint à livrer une quantité donnée de céréales, ou qu'au contraire seule la vente d'une quantité donnée lui sera garantie. Il est impossible d'aller plus loin sans socialiser complètement le marché et la production agricoles.

L'étonnante diversité de ces méthodes résulte de l'adaptation aux faits. Il n'est pas possible de découvrir un principe directeur dans l'application plus ou moins stricte de la canalisation de l'offre. Elle s'arrête dans chaque cas particulier au point jugé nécessaire et suffisant pour assurer l'effet voulu avec le minimum d'interventions. Si pour le marché de la viande l'approvisionnement du marché est confié au commerce, c'est qu'il a paru indispensable pour opérer le premier choix difficile des bêtes, d'accord avec l'éleveur, car il n'est pas de produit moins fongible qu'une bête de boucherie. Si à l'opposé le producteur de céréales est étroitement soumis aux ordres de la Corporation, c'est qu'il faut assurer par tous les moyens la stabilité absolue, dans un sens comme dans l'autre, des surfaces cultivées en céréales.

Une seule fois, l'organisation des marchés n'a pas tenu compte des réalités pratiques ; elle a abandonné la souplesse qui fait sa force pour sacrifier à un dogmatisme schématique ;

(5) cf. ci-dessous, page 144.

ce fut l'expérience du marché des œufs ⁽⁶⁾. L'échec complet est venu immédiatement prouver les dangers de l'esprit de système en cette matière.

ACTION SUR LA DEMANDE

La manœuvre des écluses se réduit le plus souvent à la régularisation de l'offre. La demande au contraire est beaucoup plus stable que l'offre ; elle est continue tandis que la production végétale est nécessairement discontinue. C'est pourquoi l'action sur la demande ne joue en temps normal dans l'organisation des marchés qu'un rôle tout à fait accessoire.

La demande qui se manifeste au niveau de l'écluse n'est pour ainsi dire jamais la consommation matérielle du produit. Il s'intercale toujours entre l'écluse du marché et le dernier consommateur un appareil de répartition ou de transformation, qui n'est en aucun cas soumis à une organisation aussi stricte que peut l'être l'offre.

En général la corporation fait confiance au commerce et aux détaillants pour assurer une distribution rationnelle des produits ; elle se contente de contrôler très sévèrement les prix exigés du consommateur, soit par elle-même, soit par accord avec les corporations artisanales de détaillants (bouchers, boulangers), soit par l'intermédiaire des offices de surveillance des prix.

Dans deux cas seulement existe une véritable canalisation de la vente, réalisée par l'intervention permanente du groupement corporatif dans les relations commerciales : pour les marchés du lait et de la farine.

Entre les laiteries et le détaillant les rapports sont soumis aux mêmes règles qu'entre le producteur et la laiterie. Le détaillant vend bien entendu au prix fixé, mais de plus on lui impose son fournisseur et les quantités livrées. Il n'est donc qu'un salarié de la distribution ; il n'est même plus responsable de la qualité du lait ! Ainsi, d'un bout à l'autre, le marché du lait est véritablement socialisé.

Le cas de la farine est quelque peu différent. Le marché des céréales en effet possède deux écluses et non une seule ; la première est la meunerie, la seconde la boulangerie. Entre le meunier et le boulanger, consommateur par rapport à la première

(6) cf. ci-dessous, page 202.

ecluse, les relations sont en principe libres. Mais en fait tous deux sont liés par des contrats de longue durée, conclus sous les auspices de la Corporation d'après un modèle-type, les prix ne dépendent pas des parties mais sont imposés comme les conditions accessoires. Cette liberté ressemble donc fort à la réglementation telle qu'elle existe pour le lait. Néanmoins il subsiste encore un commerce de farines, alors que le commerce du lait est supprimé, mais soumis à de telles prescriptions qu'il n'est lui aussi que le fonctionnaire de la répartition.

Le cas de la consommation par l'industrie transformatrice mérite d'être examiné à part.

Il arrive que le stade industriel détienne une véritable position de monopole (sucrierie, minoterie). Dans ce cas il constitue lui-même l'écluse du marché et l'on s'explique qu'il soit soumis à une réglementation rigoureuse, en tant que consommateur plus encore qu'en tant que producteur. Mais même lorsque la position de l'industrie transformatrice est moins dominante, même lorsqu'elle n'absorbe qu'une part minime de la production totale, elle n'en complète pas moins très utilement les autres formes de la consommation grâce à son élasticité qui lui permet d'absorber les excédents éventuels bien plus aisément que la consommation humaine. L'industrie est donc un facteur essentiel de la stabilité des marchés plutôt que de l'importance absolue des débouchés.

C'est pourquoi tous les groupements de marchés possèdent des moyens d'action efficaces sur les industries transformatrices. Ils peuvent d'abord les contraindre à absorber les excès d'offres passagers ; on imagine l'effet de cette mesure sur un marché aux poissons le jour d'une pêche exceptionnelle. Souvent la Corporation impose aux industries de conclure des contrats de livraison de longue durée, parfois pour des régions entières ; c'est le cas pour les cultures de légumes et de fruits. De même les moulins ont, comme les producteurs, « le droit ou le devoir » selon les cas d'acheter des quantités de céréales fixées par le ministre. Dans ces conditions la vente aux transformateurs est fortement organisée, avec une intensité variable selon les conditions des marchés et son utilité pour absorber la surproduction.

Qu'elles portent sur la vente ou la transformation, les mesures signalées se bornent aux intermédiaires et n'agissent pas sur la consommation elle-même. Cela peut toutefois devenir nécessaire en cas de déséquilibre profond du marché, c'est-à-

dire en fait en cas de déficit chronique de l'offre. Force est alors de limiter la consommation, le prix étant supposé inchangé. Le cas s'est produit plus d'une fois en Allemagne et rien qu'au cours de 1935-1936 pour tous les produits d'élevage successivement.

Selon la gravité du déficit, on agit sur les consommations superflues ou sur la consommation principale. Ainsi lorsque le beurre est venu à manquer, la fabrication de la crème fouettée, du chocolat au lait, du lait condensé, etc. a été réduite au strict minimum, tout le lait disponible étant transformé en beurre. Le beurre lui-même a été contingenté très simplement : chaque beurrerie n'a plus livré à chacun de ses détaillants qu'une proportion réduite des livraisons antérieures. Même procédé pour la viande de porc ; tout d'abord restriction de la fabrication des saucisses, puis contingentement des abattages. Mais ce contingentement a été beaucoup plus ardu que pour le beurre parce que l'écluse du marché, le marché aux bestiaux, ne détient pas le monopole absolu. En cas de crise le défaut de la canalisation de la vente se manifeste avec force, mais pas en temps normal.

C'est pourquoi pour la consommation encore plus que pour la production, il apparaît indiqué de faire jouer le mécanisme des prix. Car ce mécanisme agit plus vite et plus sûrement sur la première tandis qu'à l'inverse les autres moyens d'action de l'organisation y sont plus incomplets et moins efficaces.

COMMERCE INTERREGIONAL

Les mesures de réglementation des marchés que nous venons d'étudier supposent presque toutes la décentralisation des écluses. On n'imagine pas par exemple la direction des envois de bétail sur les marchés en gros se faisant de Berlin d'après un barème uniforme. Cela n'est possible que pour quelques cultures industrielles, comme la betterave à sucre. En général donc la direction des marchés ne peut s'exercer que sur un nombre réduit d'écluses, groupées dans le cadre des groupements régionaux (*Wirtschaftsverbände*) des Fédérations nationales.

Mais entre ces régions se posent les mêmes problèmes d'organisation des marchés qu'à l'intérieur de chacune d'elles ; car la structure économique très diverse de l'Allemagne montre des

régions excédentaires, d'autres déficitaires et d'actifs courants commerciaux. Dans le cadre national ces problèmes sont résolus selon les mêmes principes que dans le cadre régional. On recherche à la fois l'économie et la stabilité.

A l'intérieur de chaque région les courants commerciaux sont dirigés de manière à assurer le plus complètement possible l'approvisionnement par la production régionale. Le prix fixe est d'ailleurs le meilleur instrument de cette politique puisqu'il pousse le commerce à acheter le plus près possible du lieu de consommation. Chaque région poursuit dans une certaine mesure une politique d'autarchie, dont l'effet est de réduire les échanges avec les autres régions au minimum indispensable. Dans le cadre national les courants commerciaux ne sont donc plus déterminés que par la couverture des véritables besoins ; les voyages autrefois accomplis par les céréales par exemple pour profiter des différences spéculatives sont rendus impossibles.

Mais il faut pourtant assurer l'approvisionnement suffisant des centres consommateurs, quelle que soit la situation générale du marché. D'où la nécessité d'assurer à ces courants commerciaux une certaine stabilité qui persiste pendant les tensions passagères que les variations des prix ne viennent plus compenser automatiquement dans le système des prix fixes. Nous avons vu que la différenciation locale du prix répond en partie à cette préoccupation, car sa constance est justement capable de maintenir la régularité des échanges. Mais ce système des régions de prix, particulièrement pour les céréales, présente un danger particulier : celui de favoriser la fraude et la spéculation. Prenons le cas d'un commerçant en grains par exemple. S'il doit vendre près de la limite entre sa région et la région voisine de prix inférieurs, la tentation est grande d'acheter dans cette dernière, juste de l'autre côté de la limite, avec un coût de transport réduit, plutôt que d'acheter dans sa propre région à un prix supérieur avec un coût de transport au moins équivalent. Si ce genre de « trafic frontalier » était possible, il entraînerait bientôt la ruine des régions de prix et du système tout entier.

Toutes ces raisons imposent une organisation rigoureuse du commerce interrégional, sous la direction des organes nationaux et spécialement des Fédérations Nationales dont c'est le rôle essentiel. Les échanges à grande distance ne peuvent être laissés à eux-mêmes, soumis au seul appel des prix et des mar-

ges bénéficiaires. Ils sont réglementés de manière très variable selon les marchés et soumis selon le cas au contrôle ou à l'intervention des « groupements de marchés ».

Les expéditions interrégionales doivent être déclarées d'avance à la Fédération nationale, accompagnés du bordereau qui constate le contrat conclu avec l'acheteur ; car en règle générale les expéditions de produits non vendus et le contrat de commission sont interdits.

Parfois il faut une autorisation préalable, et non seulement une déclaration. Les expéditions doivent porter sur une quantité minimum (marché des œufs).

La Fédération nationale acquiert par ces moyens une connaissance précise de tous les courants commerciaux. Elle possède également le moyen de les influencer. Pour cela elle intervient soit directement sur les commerçants, soit à l'aide des Offices nationaux.

La Fédération nationale est libre d'autoriser ou non les envois soumis à son agrément. Elle peut aussi leur donner telle direction qu'elle juge utile, fournir un acheteur au vendeur ; elle le fait chaque fois que l'approvisionnement d'une région est insuffisant. Les frais supplémentaires entraînés éventuellement par ces changements de route sont remboursés aux parties sur un fonds de compensation alimenté près de chaque grande Fédération, par des taxes sur les opérations commerciales.

Enfin la Fédération peut imposer une obligation générale de livrer une partie de la production, non à elle-même, mais aux organes commerciaux de l'organisation des marchés : *Grossverteilervereinigung* ⁽⁷⁾ ou Office national selon le cas. En fait l'intervention la plus active est celle des Offices nationaux qui s'occupent à la fois de régulariser les échanges interrégionaux et de pratiquer la politique de stockage que nous allons maintenant exposer.

POLITIQUE DE STOCKAGE

Pratiquée en grand sur le plan national, elle a pour but d'égaliser les variations saisonnières de l'offre et même les variations annuelles dues aux hasards des récoltes. Elle crée les grands réservoirs qui règlent le régime des courants commer-

(7) Seulement pour le beurre et les œufs.

ciaux. C'est donc une mesure essentielle de l'organisation des marchés, d'autant plus importante que par la suppression progressive des importations l'Allemagne est amenée à vivre en vase clos, et ressent beaucoup plus fortement les variations de la production.

L'importance de la politique du stockage peut être d'autant plus étendue que la définition du stock est plus large. Car élever des porcs avec des excédents de pommes de terre, n'est-ce pas stocker les pommes de terre sous forme de viande de porc ? Sans aller aussi loin, nous verrons que la constitution de réserves se fait sous des formes très diverses, ainsi que sous l'action plus ou moins directe de la direction des marchés, marché étant pris ici au sens le plus large possible.

Sur un certain nombre de grands marchés les stocks sont constitués par les intéressés eux-mêmes. C'est le cas des céréales qui sont tout d'abord retenues par le producteur, avec plus ou moins de force selon le taux du report. Nous savons que la manœuvre de ce taux permet de doser très exactement le stockage au producteur sans soumettre ce dernier à aucune contrainte apparente. Pour les moulins, à l'action du report s'ajoutent les ordres. La Fédération nationale des céréales a souvent imposé aux minotiers de stocker des quantités égales à un et même deux mois de consommation. Même méthode pour le sucre, où les fabriques doivent entretenir une réserve égale à 12 % de leur production annuelle.

Parfois la Corporation intervient plus directement dans le stockage. Elle a par exemple fourni les fonds pour édifier des silos à pommes de terre individuels et coopératifs construits en très grand nombre en Allemagne (1,5 million de m. cubes construits en 1935). Ou bien elle fait transformer le produit brut sous une forme plus facile à conserver. C'est ce qui a lieu lorsque l'industrie transformatrice est contrainte d'absorber les excédents sur le marché. L'exemple le plus caractéristique est fourni par la fabrication des conserves de viande en 1934-35. Toutes les bêtes vendues en 1934 à l'automne par suite de la sécheresse ont été transformées en conserves par les bouchers, sur l'ordre et avec l'aide financière de la Corporation qui a fourni dans ce but un crédit global de 46 millions de RM, 276 millions de francs !

Enfin la direction des marchés constitue des stocks pour son propre compte, ce qui lui permet de mener en toute indépendance sa politique. Elle le fait soit par l'intermédiaire des

sociétés corporatives, soit surtout à l'aide des Offices nationaux ; en particulier les marchés des œufs, du beurre, des fourrages et des céréales sont dirigés grâce à une politique de stocks.

La constitution de ces stocks ne rencontre aucune difficulté puisque la Corporation et le ministre de l'agriculture détiennent en fait le monopole des importations et le droit de réquisition, formulé moins brutalement par l'obligation de livrer que les Fédérations nationales peuvent imposer au producteur (céréales) ou au commerce.

Comparée à l'organisation des marchés proprement dite, à la canalisation de l'offre, la politique du stockage est donc simple. Elle ne nécessite pas de contrôle, pas d'interventions dans les plus petits détails. Son efficacité est par ailleurs certaine ; elle serait souvent suffisante pour assurer le fonctionnement normal des marchés, si les stocks pouvaient être toujours complets. Ce n'est malheureusement pas le cas. Nous verrons en étudiant les principaux marchés que bien des difficultés sont nées de l'insuffisance de l'approvisionnement global contre laquelle la politique des stocks seule est évidemment impuissante. C'est pourquoi l'Allemagne doit simultanément pratiquer toutes les formes de l'action sur les marchés.

CONCLUSION

Le moment n'est pas encore venu de porter sur ces méthodes un jugement définitif, qui doit avant tout tenir compte des résultats obtenus. Mais le simple exposé des traits généraux de l'organisation des marchés suggère quelques réflexions sur ses aspects les plus saillants.

La seule existence de ce mécanisme gigantesque, qui ne laisse à l'écart aucune branche ni aucun stade de la production agricole, qui peut agir partout par des méthodes d'une variété infinie, force l'admiration ; l'avoir créé n'est rien moins qu'un tour de force. Plus impressionnante encore que sa masse est la cohésion de ce système, derrière lequel on sent l'action d'une forte volonté. Le plan d'ensemble manque sans doute d'harmonie et de logique apparente parce qu'il résulte d'une création continue, attachée à corriger d'après les leçons de la pratique plutôt qu'à édifier suivant un schéma tracé d'avance. Bien que cette méthode « organique » sache unir au besoin la souplesse

à la rigueur, elle porte en elle un dangereux germe de ruine : la bureaucratie. En effet l'organisation des marchés est perpétuellement à la recherche de l'équilibre entre les nécessités contradictoires de la réglementation et de l'initiative individuelle. C'est là le problème dominant de la nouvelle politique agricole, et les dirigeants nationaux-socialistes en ont parfaitement conscience, bien qu'en public ils cherchent à l'éluder par des sophismes sur la définition de la liberté.

Il est certain que, dans le feu de l'action, on est allé beaucoup trop loin dans la voie de la réglementation ; quelques échecs retentissants (marché des œufs, commerce des farines) des plaintes universelles, mais souvent muettes, le révèlent. Il a fallu que l'excès soit grand pour que les protestations soient exprimées ouvertement et par la bouche de nul autre que le Commissaire du Reich aux prix, le Dr. Goerdeler qui, étant encore en fonctions déclarait ⁽⁸⁾ : « A mon avis il y a bien trop de formes de répartition surorganisées et de degrés intermédiaires entre le producteur agricole et le détaillant. On a vu se développer un système de prix fixes et d'organisations obligatoires qui a supprimé la concurrence dans le commerce et les industries transformatrices, et a conduit à une élévation excessive des prix. Tout en protégeant le prix au producteur, j'ai procédé au relâchement nécessaire ».

Ces critiques étaient fondées. Trop souvent l'organisme corporatif de répartition a fonctionné plus mal et à plus de frais que le commerce. Trop souvent la manie d'organiser a fait dépasser les bornes raisonnables. On se doute toutefois que venant de si haut, ces paroles aient été durement ressenties par les dirigeants de la Corporation alimentaire qui préfèrent les éloges. Elles ont toutefois porté leurs fruits, et doublement. Tout d'abord la fonction du Dr. Goerdeler a été supprimée en juillet 1935. Mais d'autre part la Corporation a entrepris une œuvre sérieuse d'assouplissement. Cédant aux plaintes contre l'excès de paperasses, elle a supprimé en septembre 1935 l'envoi obligatoire du bordereau pour toutes les opérations sur les pommes de terre, les légumes et fruits, les œufs, la volaille et le lait. L'organisation des Fédérations nationales a été simplifiée, en particulier pour le marché du lait. Enfin, contrairement aux intentions premières, le rôle des Offices nationaux a été accru au détriment de celui des organismes corporatifs.

(8) *Kölnische Zeitung*, 28 janvier 1935.

Car l'expérience a montré que l'organe central d'Etat agit plus efficacement par son intervention directe que les organes corporatifs par le contrôle et la réglementation des opérations des particuliers.

Mais cette évolution vers une plus grande souplesse est loin d'être uniforme. Elle se heurte très vite aux possibilités de fraude, ou simplement aux tendances égoïstes des individus et des groupements. C'est pourquoi aujourd'hui toute la vie intérieure de la Corporation alimentaire est faite de cette lutte sourde entre les hommes et les institutions, entre la liberté et la règle à la recherche d'un nouvel équilibre.

SECTION II

ETUDE DES DIFFERENTS MARCHES

LE MARCHE DES CEREALES

Coup sur coup paraissent en Septembre 1933 les lois fondamentales sur l'organisation du marché des céréales. C'est d'abord la loi du 15 septembre sur le groupement des minoteries, qui crée l'instrument de la politique nouvelle en soumettant à la volonté du ministre de l'agriculture toute la meunerie, débouché principal des céréales. Puis la loi sur la garantie du prix du blé du 26 septembre, qui pose le principe du prix minimum.

Toutes deux sont des lois cadres, à teneur volontairement très générale. Les précisions seront données par les ordonnances qui suivent à quelques semaines de distance.

LOI SUR LE GROUPEMENT DES MINOTERIES

(15 *Septembre* 1933)

Elle poursuit un double but :

1. Remédier à la situation critique de la meunerie allemande. Cette industrie est en effet durement frappée par la crise, d'autant plus que son développement depuis la guerre a été beaucoup trop rapide. Plus de 28.000 moulins se disputent une clientèle appauvrie de boulangers. La lutte est acharnée surtout entre les grands moulins du Rhin, de l'Elbe et les petits moulins de l'intérieur. Les tentatives d'entente pour former un cartel n'ont pas abouti, bien qu'en 1932 une commission d'enquête ait fait une étude qui montre la gravité de la situation, et bien que la grande majorité des minotiers eux-mêmes demande une réglementation de cette industrie.

2. Unir en une organisation solide tous les moulins, qui sont comme les écluses par où s'écoulent nécessairement les céréales

panifiables. C'est le stade de la transformation le plus facile à saisir, celui dont l'action sur le marché sera la plus efficace.

Pour cela le

§ 1. — Décide que le ministre de l'agriculture et de l'alimentation peut fixer les conditions sous lesquelles l'exercice de la meunerie est permis ; sous lesquelles on peut créer une minoterie nouvelle, l'agrandir. Il peut limiter la production des moulins ;

§ 2. — Le ministre peut fixer les quantités de froment et de seigle que les moulins peuvent acheter, à quels prix ils doivent acheter le grain et vendre la farine.

Il peut grouper les moulins qui traitent le blé ou le seigle, déterminer les droits et obligations des membres de ces groupements et conférer à ceux-ci la capacité juridique.

ORDONNANCE D'APPLICATION (5 Novembre).

1. Elle crée l' « Union économique des moulins à blé et à seigle » ⁽⁹⁾. Cette union a la capacité juridique et a son siège à Berlin. En font obligatoirement partie toutes les minoteries à blé et à seigle, sauf celles qui ne fonctionnent plus. Comme il faut une autorisation spéciale pour créer de nouveaux moulins ou pour remettre en activité ceux qui ont été arrêtés avant le 1^{er} Septembre 1933, cette mesure établit en fait un privilège exclusif au profit des moulins existants et satisfait un des vœux de la profession. Mais cette mesure préventive est insuffisante.

2. L'ordonnance annonce sans le réaliser le contingentement de la production. Elle se contente d'établir un questionnaire à remplir par les moulins et qui précisera la base statistique nécessaire à ce genre de mesure.

L'urgence de ce contingentement était soulignée par la meunerie elle-même, étant donné l'accroissement de la capacité d'écrasement et la restriction symétrique de la consommation. (4,221.000 t. en moyenne dans la période 1908-1913 contre 3.100.000 t seulement en 1932). Les conséquences sont spécialement graves dans la meunerie qui est une industrie surcapitalisée qui travaille avec 80 % de frais fixes ⁽¹⁰⁾.

3. Enfin, première mesure destinée à absorber l'excédent de l'offre, on impose le stockage d'une quantité égale à 150 % de

(9) *Wirtschaftliche Vereinigung der Weizen-und Roggenmühlen.*

(10) *Berichte über Landwirtschaft*, 1935, N. 19, p. 83.

la quantité mensuelle moyenne traitée entre le 1^{er} Août 1932 et le 31 juillet 1933, en attendant une réglementation définitive de l'obligation du stockage.

LOI SUR LA GARANTIE DU PRIX DES CÉRÉALES
(26 Septembre 1933 et Ord. d'application du 29 Septembre)

La loi pose le principe du prix minimum pour les céréales panifiables seules, et l'ordonnance précise les conditions d'exécution. Nous ne séparons pas les deux textes et exposons le système qui résulte de leur ensemble.

La spéculation sur les grains et farines est strictement interdite. Cette défense serait d'ailleurs en soi peu efficace si la suppression des bourses ne l'avait bientôt après sanctionnée ⁽¹¹⁾.

D'après le § 1 le ministre reçoit le droit d'imposer des prix fixes pour les céréales.

Le § 2 fixe les conditions nécessaires pour que ce prix fixe puisse être payé. Il faut qu'il y ait un contrat de vente ou d'échange. La denrée doit être du froment ou du seigle indigène, sans tenir compte de la date de la récolte, ou de la destination (semence, etc.). Le vendeur doit être le producteur lui-même, la commission est théoriquement permise, mais le commissionnaire doit vendre lui-même au prix fixé.

Les contrats passés à un prix inférieur au prix fixe ne sont pas nuls, mais sont supposés passés à ce prix. Par contre sont nulles toutes dispositions tendant à tourner le prix légal. Des sanctions terribles, prison et amende jusqu'à 100.000 RM sont prévues contre les contrevenants.

L'ordonnance prévoit une échelle de prix double : dans le temps et dans l'espace.

Echelonnement dans le temps

Ce n'est pas une particularité du système allemand que les prix montent régulièrement du début à la fin de la campagne.

(11) Dès octobre les bourses de commerce ont été profondément transformées. Elles s'appelleront désormais « Marché officiel des céréales et des fourrages ».

Les affaires à terme sont supprimées pour les céréales panifiables.

Tous les intermédiaires inutiles ou « malhonnêtes » ont été exclus. Il faut désormais une autorisation spéciale pour faire partie de ces marchés, qui bien entendu n'a été déiivrée à aucun Juif.

Il en est généralement ainsi sur le marché libre, et aussi dans les systèmes de prix fixes, par exemple en Italie. Pour la campagne 33-34 les prix subissent d'Octobre à Juin 34 une hausse mensuelle de 2 RM. appelée report. Le report est fixé une fois pour toutes au début de l'année. En le faisant varier on a un moyen énergique de régler l'écoulement des récoltes à la ferme et le stockage de seconde main dans les moulins et par le commerce. Le stockage est évidemment d'autant plus avantageux que le report est plus élevé. Le taux du report a été fixé en 1933 un peu au hasard, mais assez haut de manière à éviter autant que possible que les cultivateurs ne jettent leur abondante moisson sur le marché dès le début de la campagne.

Le prix s'entend pour le mois où la livraison doit être effectuée, et non pour celui où elle l'est effectivement. Bien entendu le vendeur a les moyens expéditifs du droit commun, pour le cas où l'acheteur tarde à prendre livraison.

Echelonnement dans l'espace

Malgré le désir des dirigeants nationaux-socialistes d'assurer à tous les paysans allemands les mêmes bénéfices, il n'a pas été possible d'établir pour l'ensemble du Reich un prix unique. Il a fallu tenir compte du fait que l'Allemagne est un marché très différencié, présentant des régions excédentaires et des régions importatrices. Les différences de prix constatent ces différences de situation, et créent les courants commerciaux qui rétablissent l'équilibre. Le tableau de ces régions est d'ailleurs très simple. Nous retrouvons là encore la différence entre l'Ouest et l'Est : à l'Est de l'Elbe, pays de grande culture, producteur de céréales et spécialement de seigle. L'Ouest est surtout consommateur. Comme dans la direction Est-Ouest les transports s'effectuent surtout par voie ferrée, leur coût est assez élevé et la différence des prix correspond en gros aux frais plus ou moins élevés des transports.

L'ordonnance du 29 septembre crée 11 régions de prix pour le froment et 9 pour le seigle. Les prix croissent régulièrement de l'Est à l'Ouest d'environ 0,20 RM. par région.

Ce système de régions soulève une question délicate. Quel lieu va déterminer le prix ? Il y a trois solutions possibles : le lieu de production, le marché des céréales le plus proche, ou

la gare d'expédition la plus proche (par voie d'eau ou voie ferrée, bien entendu). On a choisi la dernière parce qu'elle correspond aux habitudes du commerce et parce que les deux autres présentent des inconvénients plus graves.

Conditions de livraison

Pour éviter toute incertitude et empêcher que le commerce ne tourne la loi en aggravant les clauses accessoires, l'ordonnance du 29 septembre a fixé jusque dans les menus détails les conditions de paiement et de livraison.

Le prix légal s'entend pour une marchandise de condition moyenne. La qualité moyenne est fixée dans chaque région de prix par des commissions d'experts. Des réfections ou bonifications correspondant aux différences de qualité sont autorisées, mais soumises au contrôle du *Reichsnährstand*. Le prix fixe n'est pas un prix de gros. Il est interdit d'exiger un rabais pour les affaires minimes. Enfin le prix s'entend sans sac, marchandise rendue en gare d'expédition.

Ces dispositions précises n'ont pourtant pas suffi à empêcher toutes les fraudes et dans les années suivantes cette réglementation a été encore complétée.

Enfin il fallait organiser un système de contrôle. Dans ce but toutes les personnes qui achètent directement au producteur doivent tenir une comptabilité (§ 8 Loi 26 septembre). La *Reichsstelle* peut se faire communiquer toutes les pièces, documents comptables et est chargée provisoirement du contrôle.

Ainsi, dès la fin de l'année 1933, le gros de l'œuvre législative est fait. La meunerie est groupée dans une sorte de cartel semi-étatique dont le caractère économique et juridique n'apparaît pas encore bien net. D'autre part la loi garantit au producteur un prix minimum pour les céréales panifiables. Cet édifice porte le caractère de l'improvisation. Il est encore fragmentaire : l'Etat intervient par l'intermédiaire de l'Office des céréales, la meunerie s'organise, mais n'influe sur le marché que par le stockage forcé. Le second train de mesures, au printemps 1934, va mettre en action le groupement de la meunerie, et commencer la réglementation de la farine. C'est le but des ordonnances de mars et avril 1934.

ORDONNANCE SUR LE GROUPEMENT DES MOULINS

(3 mars 1934)

Elle complète les statuts de l'Union économique des moulins publiés le 28 février. L'ensemble des deux textes permet de donner une idée précise de l'organisation et du fonctionnement de ce groupement.

Cette Union économique est une association qui jouit de la capacité juridique. C'est, en théorie du moins, un groupement professionnel autonome ⁽¹²⁾ qui se distingue à la fois des sociétés commerciales, car il n'a pas le droit d'exploiter ou de participer à une entreprise, et d'un trust étatique du modèle russe, bien qu'il soit personne de droit public. Il est sous le contrôle de l'Etat, mais n'émane pas de lui.

En font obligatoirement partie tous les moulins qui écrasent le blé ou le seigle. Cette définition déjà donnée dans l'Ord. du 5 novembre 1933 est précisée : sont exclus les moulins dépendant d'une exploitation agricole et qui écrasent uniquement pour ses besoins intérieurs.

L'Union a trois organes :

1° Le Conseil d'administration.

Composé d'au moins 12 membres, dont 3 représentants des petits, moyens et grands moulins. Tous ces membres sont nommés par le ministre de l'agriculture, sur présentation du *Reichsnährstand*, qui en nomme d'ailleurs directement trois. Le Président est nommé de même par le ministre, d'accord avec le Chef des paysans du Reich.

Le Conseil a pour tâche : de fixer et de modifier les statuts avec autorisation du ministre de l'agriculture, de fixer l'organisation territoriale en districts et cercles, les mesures concernant la production, le marquage et la vente des produits de la meunerie.

2° Le présidium ⁽¹³⁾.

Composé d'au moins deux membres élus par le conseil d'administration, avec approbation du ministre. C'est le représentant légal et juridique de l'Union.

3° L'office de contingentement ⁽¹⁴⁾.

La tâche essentielle lui est dévolue : fixer les contingents respectifs des membres ; c'est la mesure essentielle de l'orga-

(12) *Selbstverwaltungs Körperschaft*.

(13) *Vorstand*.

(14) *Kontingentsstelle*.

nisation de la profession. Le contingentement est réglé comme il suit. Il faut distinguer le contingent de base, qui est la quantité moyenne de céréales panifiables écrasées de 1927 à 1932, du contingent de mouture fixé annuellement selon les besoins du marché et qui s'exprime en pourcentage du contingent de base.

La période choisie pour définir le contingent de base est favorable aux grands moulins, car ce n'est qu'à partir de 1929 que la limitation du pourcentage des exotiques a déplacé le centre de gravité de la meunerie vers l'intérieur et fait perdre de leur importance aux grands moulins du Nord et de l'Ouest qui travaillaient avec une forte proportion de blé dur américain.

Le contingent de mouture est cessible avec l'autorisation du Conseil d'administration, mais l'Union économique possède un droit de préemption.

Si le contingent est dépassé, cela entraîne une amende. S'il n'est pas utilisé entièrement, le reste n'est pas reportable à l'année suivante.

Notons enfin que les petits moulins (au-dessous de deux tonnes de capacité d'écrasement) reçoivent de droit le contingent 100 %. C'est la première des mesures en faveur des petits moulins, que nous verrons bientôt étendre.

Il importe maintenant de préciser les pouvoirs du ministre de l'agriculture, pour déterminer dans quelle mesure l'Union dépend en fait de l'Etat. Nous allons voir combien cette dépendance est étroite.

Le ministre de l'alimentation et de l'agriculture exerce ses pouvoirs par l'intermédiaire d'un délégué qui jouit des droits suivants : exiger tous les renseignements, participer à toutes les délibérations de l'Union, demander le rappel d'un membre du conseil d'administration, décider en dernier ressort dans toutes les poursuites pour violation de l'obligation du stockage et les réclamations contre la fixation du contingent de base. Il nomme le président du tribunal arbitral chargé de trancher les questions de cotisations et de compétence.

Si nous rappelons que le ministre nomme aussi les membres du Conseil d'administration, il apparaît clairement que l'autonomie de l'Union économique des céréales n'est que théorique. En fait elle fonctionnait presque comme un service public.

Par ailleurs le ministre dispose directement d'un service public : l'Office national des céréales (*Reichsstelle für Getreide*), qui n'est autre que l'ancien monopole du maïs, complété

par l'absorption des sociétés sous le contrôle de l'Etat (*Deutsche Getreide Handelsgesellschaft, Getreide Industrie- und Commission A.-G.*).

L'outil est forgé et peu de temps après on l'utilise.

ORDONNANCE SUR LE PRIX D'ACHAT DES CÉRÉALES

PAR LES MINOTERIES (13 mars 1934)

C'est d'abord l'Etat qui intervient pour fixer le prix auquel les moulins doivent acheter. Ensuite c'est l'Union économique elle-même, faisant ainsi pour la première fois usage de son autonomie, qui réforme le contingentement et les règles commerciales de la profession.

La politique nationale-socialiste ne voulait pas s'en tenir à la fixation du prix minimum au producteur. Elle ne le pouvait pas non plus, car l'ensemble de la politique économique exigeait le maintien du prix du pain à son niveau le plus bas, donc pour empêcher la répercussion sur le prix de détail, elle est forcée d'édifier un système de prix fixes qui embrasse les céréales depuis la production jusqu'à la consommation. La seconde étape dans cette voie est accomplie par l'ordonnance du 13 mars.

Désormais les moulins devront payer pour les céréales panifiables indigènes le prix d'achat au producteur, plus un supplément de 6 RM. par tonne, dont 2 RM. sont prélevés au profit de l'Office des céréales, et dont 4 reviennent au commerce des grains comme marge de bénéfice, y compris le transport.

Pour éviter que les moulins n'achètent directement au producteur, de manière à encaisser cette marge à leur profit, on le leur a interdit (sauf aux moulins de capacité inférieure à 10 tonnes). Les minoteries qui faisaient en même temps le commerce des céréales ne pourront continuer que sur autorisation et devront tenir une comptabilité spéciale.

De là s'ensuit rien de moins qu'une transformation radicale du rôle du commerce des grains. Comme il ne peut plus évoluer qu'à l'intérieur de la marge de 4 RM., il n'a plus de risques spéculatifs à supporter et devient en somme un fonctionnaire de la répartition. On lui accorde avec la limitation la sécurité de sa rémunération.

Cette limitation de la marge bénéficiaire risque d'entraîner un ravitaillement difficile des régions trop éloignées des cen-

tres de consommation, puisque le commerce cherche à réduire au minimum les frais de transport qui entament sa marge. Pour faire disparaître ces soi-disant « angles-morts », le commerce peut être contraint à effectuer certains achats. Mais ce procédé de contrainte n'a guère de chances d'être employé. En pratique c'est toujours la *Reichsstelle* qui est venue au secours de ces « angles-morts ».

DÉCISIONS DE L'UNION ÉCONOMIQUE DES 27 ET 28 AVRIL 1934

Ces mesures portent sur des domaines tout à fait différents.

La première est d'ordre technique et réalise la standardisation des types de farine. Quel que soit le marché que l'on veut organiser, il est sûr que pour obtenir des résultats, il faut réduire au minimum la diversité des produits et des qualités. Désormais il y aura 6 sortes de farine de froment et 3 de seigle. Sur les marchés de gros des farines un seul type de farine est coté, et le prix des autres s'en déduit en ajoutant les différences caractéristiques de chacun. La cote valable est celle du marché où a lieu la livraison.

En même temps est réglementé étroitement le commerce des farines et cette réglementation trahit la préférence accordée aux petits moulins. On crée un contrat-type pour la vente des farines. Tous les contrats doivent être conclus franco station avec un coût de transport unique de 0,50 RM. par 100 kg., ce qui favorise évidemment les petits moulins rapprochés du lieu de consommation.

La cote officielle des farines ne représente pas un prix fixe. Les minoteries sont autorisées à vendre au dessous de la cote officielle, mais les petits moulins peuvent consentir des rabais plus importants que les autres, ce qui augmente leur faculté de concurrence.

Cette cote des farines est établie par région par des commissions présidées par le chef de la section IV de la section locale du *Reichsnährstand*.

Enfin le dernier échelon même de la vente des farines, du commerce au boulanger, est lui aussi réglé. Là encore on introduit un contrat-type et un prix maximum de vente du commerce au boulanger.

Dans une autre décision, le Conseil d'administration de l'Union économique réforme le régime du contingentement

dans un sens encore plus favorable aux petits moulins. Les contingents de base des moulins de deux à vingt tonnes de capacité sont élevés (on les calcule sur la base de 1932 parce que 1932 est supérieur pour eux à la moyenne 27-32), ceux des moulins au dessus de 20 tonnes sont réduits (on les calcule sur la base de 1932, qui est l'année la moins favorable) ⁽¹⁵⁾.

Il faut voir la raison de cette préférence systématique des petits moulins dans la politique de soutien des classes moyennes caractéristique du national-socialisme, dans le fait que les grandes minoteries, entreprises réputées capitalistes et « judaïsées », étaient mal vues par les éléments avancés du parti, et aussi dans le désir de compenser les avantages techniques qui permettent aux grands moulins de produire des qualités supérieures.

Telles sont les méthodes par lesquelles Darré s'efforçait de donner une forme complètement nouvelle à la vente et à la transformation des céréales. Mais cette politique ne pouvait, dans ses débuts, donner une solution à tout. Au surplus elle n'exclut pas les méthodes classiques de direction des marchés. Le gouvernement national-socialiste a continué à en user et avec une vigueur accrue. On manipule un marché en agissant sur l'offre et la demande. Dans le cas particulier de la campagne 33-34, il fallait faire face à une récolte excédentaire. On a donc favorisé le stockage, l'exportation et l'emploi à d'autres usages.

Stockage

Il a été effectué d'abord directement par la *Reichsstelle*, qui a constitué une réserve nationale de 2 mill. t. de céréales.

Puis on a obligé les minoteries à stocker 150 % de leur consommation mensuelle.

Enfin on a favorisé le financement de la récolte et du stockage par le cultivateur.

1° En fixant un report assez élevé.

2° En permettant de warranter les récoltes près de la *Reichsstelle* ou des magasins généraux. Les warrants sont réescomptés pour 70 % de la valeur de la denrée.

L'Etat a subventionné la *Reichsstelle* de manière qu'elle puisse abaisser les droits de stockage de 1 RM./t. pour les

(15) cf. ci-dessus, page 137.

grains gardés pour plus de trois mois ; de plus, elle accorde une avance de 5 RM./t. sur les quantités warrantées.

Pourcentage des exotiques.

Il a été ramené à 3 % dès le 5 août 1933.

Facilités d'exportation.

On a fait jouer le système connu du bon d'exportation, mais dans des conditions assez nouvelles. L'ordonnance sur les tarifs douaniers et les bons d'exportation du 24 juillet 1933 remet en vigueur le système des bons d'exportation pour le froment. L'exportation de froment ou de produits dérivés autorise à réimporter la même quantité de froment au droit réduit de 2 RM./t. L'exportation doit avoir lieu avant le 31 janvier 1934, l'importation avant le 31 juillet 1934.

Ce système est modifié par l'ordonnance du 28 février 1934.

1° Elle prolonge la délivrance de bons jusqu'en juillet 1934.

2° Les nouveaux bons n'autorisent plus à importer en franchise du froment, mais des fourrages : orge, maïs et dari. Ce nouveau système est le même que celui adopté pour le seigle par l'ordonnance du 27 juillet 1933. Il vise en somme non plus à soulager le marché du blé de la pression saisonnière au début de la campagne, mais à échanger les excédents de froment contre les fourrages dont l'Allemagne a besoin.

La proportion 1 : 1 entre les quantités importées et exportées est désavantageuse pour l'exportateur, étant donné la valeur du blé indigène. Pour compenser cette différence, la *Reichsstelle* délivre en même temps que le bon d'exportation un bon ⁽¹⁶⁾ de 25 RM. par t. C'est un papier négociable et portant intérêt, mais qui ne peut être réalisé que de la façon suivante : la *Reichsstelle* l'accepte en paiement de tourteaux étrangers dont elle a le monopole.

Comme les bons d'exportation ne sont délivrés par la douane que sur présentation d'un bordereau prouvant que l'exportation est effectuée par l'intermédiaire de la *Reichsstelle*, on voit que celle-ci s'assure par cet ensemble de mesures le monopole du commerce extérieur des grains.

En somme, au printemps 1934, la politique des céréales du *Reichsnährstand* est encore en plein stade d'organisation. D'une part elle poursuit, méthodiquement il est vrai, son emprise sur le marché par la cartellisation de la meunerie, en même temps que par ailleurs la *Reichsnährstand* s'édifie. Elle

(16) *Anrechnungsschein*.

a introduit un système de prix fixes encore grossier et qui ne fonctionnerait pas si partout l'Office des céréales n'intervenait. En réalité l'Office seul a porté tout le poids de cette politique en 1933-34. C'est lui qui a stocké près du dixième de la récolte, lui aussi qui, par ses achats et ses ventes, a permis un fonctionnement régulier du ravitaillement.

Le caractère provisoire de cette politique apparaît au détail suivant. S'il était bon que l'Allemagne couvre sa consommation de céréales en 1933, il était mauvais d'obtenir des excédents dont la résorption surchargeait les finances publiques (les chiffres n'ont pas été publiés). Or le système du prix fixe au niveau choisi était de nature à accentuer la tendance au développement des emblavures. De 1928 à 1933, la surface cultivée en céréales avait augmenté de 34 %. Le gouvernement a bien vu le danger, mais pour enrayer cette évolution, il s'est contenté de se livrer à une propagande énergique par la presse et le discours. Darré a déclaré nettement : « Le cultivateur doit se rendre compte qu'en cas de surproduction, on ne lui prendra que le pourcentage de sa production qui correspond aux besoins nationaux. Si l'agriculture augmente les emblavures, elle court le risque de voir une partie de sa récolte de 1934 lui rester sur les bras » (17). Ces craintes ne se sont pas réalisées et la menace du contingentement restrictif n'a pas été mise à exécution. Un an plus tard, Darré ne donne plus de conseils, mais des ordres.

Pendant la campagne suivante, le tableau change du tout au tout. D'une part la situation technique présente une récolte fortement déficitaire, de l'autre la politique agricole s'engage à fond dans la voie de l'économie planifiée nationale-socialiste, basée sur des principes entièrement nouveaux. Cette nouvelle impulsion est donnée par la loi fondamentale du 27 juin 1934, que nous rattachons à la campagne 34-35, dont elle est la préface logique.

LA CAMPAGNE 1934-1935

CARACTÈRES GÉNÉRAUX

C'est une année de crise à tous les points de vue. Le déficit de la récolte a tendu à l'extrême les ressorts du système de prix fixes. L'organisation du marché a dû se poursuivre dans

(17) *N.S. Landpost*, numéro 38, 1933.

les conditions les plus défavorables. Par moments même, on a assisté à de véritables vagues de panique, qui ont menacé d'emporter tout l'édifice.

1. *Situation technique.*

La sécheresse persistante du printemps et de l'été 1934 a gravement compromis les récoltes. Ajoutons que la propagande de 1933 pour la réduction des emblavures avait porté ses fruits.

Voici les résultats de 1934, par rapport à l'année précédente, qui avait été excédentaire (la production nationale ayant couvert 105 % de la consommation).

	<i>Production</i> (en 1.000 t.)		<i>Surfaces cultivées</i> (en 1.000 ha)	
	1933	1934	1933	1934
Seigle	8.727	7.608	4.524	4.491
Froment	5.765	4.676	2.481	2.302
Orge	3.468	3.204	1.585	1.631
Avoine	6.953	5.452	3.182	3.146

La diminution en surfaces cultivées est la plus forte pour le blé, comme Darré l'avait « conseillé », ainsi que celle de la production. Pour l'orge, toujours conformément aux conseils ⁽¹⁸⁾, la culture a été étendue de 3 %, la production cependant diminue de 6 %.

Ce tableau défavorable a été nettement accentué encore par les estimations provisoires de juillet 1934, qui estimaient la récolte de seigle à 7,27 mill. t., alors qu'elle a dépassé 7,6 mill. t. Comme il restait de la campagne dernière un stock assez important, supérieur de 1 mill. t. à celui de 1933, et que de nombreux bons d'exportation étaient encore en circulation, la situation n'apparaissait pas trop mauvaise pour les céréales panifiables. Pour les céréales fourragères et les pommes de terre, par contre, elle semblait catastrophique.

De là découle la hâte mise, en juin-juillet, à organiser le marché des céréales, de manière à pouvoir obtenir l'économie la plus stricte.

(18) *Berichte über Landwirtschaft*, 1935, p. 87.

2. *Organisation du marché.*

Il faut faire une place à part à la loi du 27 juin, qui vient poser le principe fondamental appliqué désormais aux producteurs de céréales : le droit de vendre le blé ou le seigle au prix fixe a pour contrepartie le devoir de produire la quantité exigée par l'alimentation de la nation.

L'ordonnance du 14 juillet et les suivantes groupent en un organisme corporatif unique toutes les entreprises qui produisent ou traitent les céréales, sorte de trust vertical des céréales qui englobe l'Union économique des minoteries.

Une foule de mesures vient régler le marché des céréales, des farines et du pain, jusque dans les plus petits détails. On est même allé beaucoup trop loin dans cette voie et la brutalité de l'action est pour une bonne part cause de la panique qui se déclanche au début de la campagne.

3. *Facteurs de la politique des prix.*

Ils se ramènent à deux faits :

Il faut à tout prix que le prix du pain ne monte pas. Hitler a proclamé la bataille du travail le 21 mars 1934, dont la condition essentielle est la stabilité absolue des prix et des salaires. Le prix du pain représente un facteur important par lui-même de l'alimentation. Il a surtout, comme chez nous, une valeur symbolique. Si le pain monte, pourquoi pas les autres denrées ?

Mais ce but est d'autant plus difficile à atteindre que le moyen le plus simple de combler le déficit : l'importation, est pour ainsi dire fermé à l'Allemagne. En effet, la situation de plus en plus critique du change allemand ne permet à l'Allemagne d'importer que des pays avec lesquels elle a des accords de compensation. De plus, toute importation de produits alimentaires réduit d'autant les importations de matières premières, ce qui compromet le succès de la bataille du travail et du réarmement.

LES TEXTES ORGANIQUES

LOI DU 27 JUIN 1934

L'essentiel est contenu dans le paragraphe I ainsi conçu :

« Le ministre de l'agriculture est autorisé à prescrire dans quelle mesure :

1° Les producteurs de seigle ou de froment ont *le droit ou le devoir* ⁽¹⁹⁾ de livrer des céréales pour l'alimentation humaine au prix fixé par la loi.

2° Les coopératives, commerçants et autres intermédiaires ont *le droit ou le devoir* d'acheter ou de revendre le seigle et le froment destinés à l'alimentation humaine.

3° Les moulins ou autres transformateurs ont *le droit ou le devoir* d'acheter ou de revendre, transformés ou non, le seigle et le froment destinés à l'alimentation humaine ».

Le pas décisif est fait : l'Etat peut obliger le cultivateur à produire des céréales et s'engage en revanche à lui acheter sa récolte. Le droit de contingerter existe d'ailleurs à tous les degrés, mais il est beaucoup plus remarquable quand on l'applique au producteur. Pour un économiste libéral, c'est bien la mesure la plus abominable de l'interventionnisme ou du socialisme, que celle qui impose une culture au paysan !

Il ne s'agit d'ailleurs que d'un principe, et dans l'application on s'est gardé de tout schématisme. Il est clair que si un cultivateur refuse à toute force de semer du blé, on ne le mettra pas en prison. En pratique on a fixé des contingents de livraison et on a accordé des tolérances très larges. Le système ne fonctionnerait rigoureusement que dans l'hypothèse d'une surproduction. Les contingents seraient alors des contingents *maxima* et le surplus resterait invendable. Mais cette hypothèse encore envisagée par Darré en 1933 ⁽²⁰⁾ est désormais exclue. En fait le contingentement fonctionnera toujours pour fixer la quantité *minimum* que le cultivateur doit livrer.

Les autres paragraphes de la loi se contentent de donner une base légale à des droits que le ministre de l'agriculture avait néanmoins exercés jusque-là : fixer les taux d'extraction, le régime des bons d'exportation, les droits de douane, etc., et même les pénalités applicables aux infractions contre la loi.

ORDONNANCE DU 14 JUILLET 1934 (PREMIERE PARTIE)

Elle organise définitivement le groupement professionnel des céréales. On peut comparer cet organisme à un trust vertical décentralisé.

(19) Souligné par l'auteur.

(20) cf. ci-dessus, p. 141.

On crée en Allemagne vingt « *Getreidewirtschaftsverbände* » ⁽²¹⁾ dont le ressort coïncide avec celui des *Landesbauernschaften* (paysanneries de pays) ⁽²²⁾. Chacun de ces groupements a pour membres tous les producteurs, distributeurs et transformateurs de céréales de sa région.

Ils sont à leur tour groupés en une Fédération nationale : la *Hauptvereinigung der Getreidewirtschaft*.

L'Union Economique de la meunerie subsiste comme cartel national horizontal, avec une indépendance relative vis-à-vis des *Getreidewirtschaftsverbände*. Elle est en effet rattachée directement à la Fédération Nationale.

Caractères de cette organisation.

1° Ces groupements représentent des organismes professionnels de droit public, sous le contrôle de l'Etat. Ils jouissent bien entendu de la personnalité morale, mais n'ont pas le droit de se livrer à une activité économique.

2° Le principe hiérarchique y est très fortement marqué, ainsi que la déconcentration.

Le rôle essentiel appartient au président des *Getreidewirtschaftsverbände*, dont l'autre organe, le conseil d'administration, n'a qu'un rôle consultatif effacé. Le président de la Fédération Nationale est le supérieur hiérarchique direct des groupements régionaux. Il est lui-même soumis au ministre, et nommé par lui.

3° Le contrôle du *Reichsnährstand* et du ministre de l'agriculture est très étroit. Ils peuvent modifier toutes les mesures de tous les organismes. Ces pouvoirs de contrôle et d'intervention sont exercés provisoirement par un délégué spécial du ministre.

Nous savons que le prix des céréales est fixé, en raison de son importance, par le ministre de l'agriculture lui-même (loi du 27 juin 1934). De même, tout au moins pour l'année 1934, le prix d'achat par la minoterie est aussi fixé par le ministre (section IV de l'ord. 14 juillet 1934).

En matière de prix, le président du *Getreidewirtschaftsverband* ne fixe donc guère que celui de la farine et du pain,

(21) Traduction impossible. Equivalent approximatif : Groupement des céréales, ou tout simplement « région ».

(22) Division régionale de la Corporation alimentaire.

mais pour ces décisions particulièrement importantes, il doit agir avec l'autorisation de la Fédération Nationale et du ministre.

Il peut en outre fixer :

1° Les quantités de céréales que les producteurs doivent livrer.

2° Les conditions d'achat des céréales.

3° Ordonner où les producteurs doivent vendre leurs céréales et où les acheteurs doivent les acheter.

4° Fixer les chiffres d'affaires minima que doivent atteindre les entreprises, et exclure les autres.

5° Interdire ou autoriser la création de nouvelles entreprises et l'extension des autres.

6° Prélever sur les membres des taxes de compensation (23).

7° Lever des cotisations pour couvrir les frais de fonctionnement du groupement.

8° Fixer les amendes disciplinaires jusqu'à 1.000 RM. Si ces mesures ont des conséquences graves pour une entreprise, il peut accorder une indemnité après avis du conseil d'administration. Cette indemnité sera payée par les autres membres.

Il peut créer des comités spéciaux pour régler certaines questions de détail (détermination des catégories de qualité, conditions de livraison et de paiement, admission de nouvelles entreprises, fixation des prix et marges).

Dans les comités de prix doivent entrer au moins deux représentants des consommateurs.

Le conseil d'administration peut faire appel des mesures du président auprès du président de la Fédération Nationale.

En cas de litiges, ils sont tranchés par un tribunal arbitral ; l'appel au tribunal supérieur unique est possible pour les litiges supérieurs à 6.000 RM.

On voit que le président a des pouvoirs véritablement dictatoriaux, mais d'importance inégale, selon qu'il agit comme agent de l'organisation du marché ou comme syndic de la profession. Dans le premier rôle il n'est guère que l'exécutant des ordres du ministre, dans le second il est véritablement le « Führer ».

La responsabilité qui lui incombe à ce titre est écrasante, d'autant plus que le système de contrôle juridictionnel est nettement insuffisant. L'évolution va consister à créer un droit

(23) *Ausgleichsbetrag*.

et une juridiction particuliers à cette matière neuve de l'organisation professionnelle, de façon à limiter les pouvoirs excessifs du président, expression des nécessités du début et aussi de la manie d'alors de vouloir imposer partout le « principe du Führer » poussé jusqu'à l'absurde.

DÉVELOPPEMENT DE LA RÉGLEMENTATION

L'histoire de la campagne 34-35 est tellement instructive que nous croyons utile de l'exposer en détail.

Tout au début sont prises une série de mesures destinées à assurer le ravitaillement en céréales panifiables, à saisir aussi complètement que possible les récoltes et les stocks.

Puis pendant l'automne et l'hiver se déclare une véritable psychose : le déficit est fortement exagéré, les mesures du début ont fait peur, la récolte ne s'écoule pas et toute la demande se porte sur les denrées de substitution, surtout les céréales secondaires. Le gouvernement lutte avec acharnement contre les mille formes de la fraude, qui corrompt peu à peu le système.

Cette lutte autour des prix se répercute jusque dans la boulangerie, et le problème du pain se pose d'une manière aiguë, non seulement pour des causes passagères, mais aussi en général.

I. — MESURES PRISES POUR ASSURER LE RAVITAILLEMENT

Ce sont d'abord toutes les mesures classiques en cas de récolte déficitaire : le taux d'extraction est relevé ⁽²⁴⁾, le pourcentage des exotiques élevé à 20 % (cela suppose qu'on peut s'en procurer, ce qui pose en réalité le problème des importations). Malgré la pénurie de devises, les importations ont été augmentées, souvent même au delà du nécessaire. Il est sûr qu'il y a eu un moment d'affolement au ministère. Rien ne le traduit mieux que le tableau suivant, qui présente les importations d'orge en 1933 et 1934.

	<i>août</i>	<i>sept.</i>	<i>oct.</i>	<i>nov.</i>	<i>déc.</i>	
1933	1,0	0,3	26,1	37,1	43,0	en 1.000 t
1934	8,9	36,9	112,2	78,2	73,0	en 1.000 t.

Au total, on a importé 1,5 mill. t. de céréales en 1934-35, ce qui était certainement excessif, puisqu'à la fin de l'année, on trouvait une réserve de 2,5 mill. t. supérieure à celle de l'année précédente, qui avait été excédentaire.

(24) De 69 à 75 %, pour le seigle.

Les bons d'exportation ont été bien entendu supprimés pour toute la durée de la campagne.

Mais surtout on fait agir les moyens d'actions énergiques propres au système du prix fixe.

1° Le ministère de l'agriculture use de son droit de continger la production. Chaque *Getreidewirtschaftsverband* doit fournir un certain contingent qui est réparti à son tour entre les Paysanneries de cercle, puis locales. Au dernier échelon, c'est le chef des paysans de la commune qui répartit les quantités à livrer sur la base des statistiques des années précédentes.

De plus, pour assurer la saisie rapide de ces contingents individuels, on ordonne aux cultivateurs de livrer avant le 31 octobre au moins 30 % pour le seigle et 25 % pour le froment de la quantité totale qu'ils ont vendue pendant la campagne 33-34.

On va même jusqu'à fixer les quantités consommées par le cultivateur personnellement, ainsi que celles dont il a besoin pour ses semences.

Inutile d'ajouter que cette fixation arbitraire des contingents a fortement mécontenté la paysannerie, si bien que le système a été changé dès l'année suivante. Remarquons toutefois que ces mesures sont appliquées par l'organisation professionnelle des céréales, ainsi que par la Corporation alimentaire. L'autorité administrative ne joue absolument aucun rôle.

2° On réduit les reports mensuels de façon à pousser les producteurs à se débarrasser rapidement de leur récolte. Le gouvernement estime en effet qu'il vaut mieux concentrer le plus vite possible tous les stocks dans les mains de la *Reichsstelle* (Office des céréales), ce qui permettra d'avoir le marché en main.

Cette mesure s'est avérée peu efficace. Pendant les premiers mois, les greniers se sont vidés très lentement et souvent, sur les marchés, les affaires s'arrêtaient faute d'offres.

3° Les minoteries doivent accumuler un stock de deux mois d'avance.

II. — MESURES PRISES POUR ASSURER LE RESPECT DU COURS LEGAL

L'ordonnance du 14 juillet contient déjà des dispositions à caractère en quelque sorte préventif.

1° Le prix des céréales est relevé de 6 marks par tonne pour le froment et 10 marks par tonne pour le seigle en moyenne, de façon à tenir compte de la tendance naturelle des prix.

2° Le nombre des régions de prix est augmenté. Il est porté de 9 à 10 pour le seigle, de 11 à 17 pour le froment. En effet, on peut ainsi adapter plus exactement le prix aux conditions régionales de transport.

3° Les céréales fourragères, orge et avoine, sont soumises au système de prix fixe (sauf toutefois l'orge industriel).

Nous touchons ici au problème essentiel: il était clair *a priori* que la demande de céréales secondaires allait enfler dans des proportions énormes, étant donné que l'importation de fourrages exotiques, spécialement tourteaux et orge, allait être réduite à cause du manque de devises. D'autre part, les céréales panifiables étaient réservées à l'alimentation humaine; la vente de céréales panifiables comme fourrage est interdite par l'ord. du 14 juillet.

Toute la demande allait donc se concentrer sur les céréales fourragères indigènes et faire monter leur prix hors de proportion, puisque la récolte était encore plus déficitaire que celle des céréales panifiables (20 % environ).

Pour éviter cela, on fixe des prix maximum pour l'orge et l'avoine, plus tard aussi le son. Ces prix sont différenciés également dans le temps et dans l'espace. Le prix local moyen est de 151 à 164 RM. par tonne, 149 à 162 pour l'avoine.

Bien entendu, en se contentant de fixer un prix, on n'aurait obtenu aucun résultat, car la situation du marché, en fait et surtout au point de vue psychologique, était telle qu'il n'aurait pas été observé.

En fait l'Office des céréales a reçu indirectement le droit d'exercer le monopole du commerce des fourrages; mais il a eu de grosses difficultés à vaincre pour mettre la main sur les fourrages qui étaient insaisissables.

Le droit de fixer les prix de vente, les marges bénéficiaires a été provisoirement remis à la *Reichsstelle*. Celle-ci a le droit de réquisitionner les fourrages indigènes.

Ces mesures ont été appliquées à une foule de produits secondaires comme les issues, les sous-produits de la fabrication du sucre (mélasses, etc.), qui servent à la nourriture des animaux et les prix fixés l'ont toujours été bien au-dessous du cours du marché libre, de façon à décharger les consommateurs.

Les fabricants de ces produits doivent déclarer 25 % de leur production à la *Reichsstelle* et les lui vendre si elle le demande.

Par ailleurs, la loi sur le monopole du maïs a été étendue aux oléagineux et tourteaux, aux déchets et farines de poisson pour lesquelles l'*Office des céréales et fourrages* a désormais le monopole du commerce.

Enfin, détail caractéristique : les prix et marges bénéficiaires fixés en juillet pour les céréales fourragères par les *Getreide-wirtschaftsverbände* étaient tels que le commerce se trouvait mis dans l'impossibilité de fonctionner. Le résultat a été de désorganiser les courants commerciaux et il a fallu faire bientôt machine arrière. Dès octobre, on rend au commerce de gros sa place, à la condition toutefois qu'il joue le rôle de distributeur et s'abstienne de spéculer. Les bons conseils n'ont servi à rien. Le commerce a quand même spéculé en achetant énormément en prévision de la hausse persistante. Mais cette spéculation a été désastreuse, car dès que la situation réelle est apparue nettement, au début de 1935, la panique a pris fin et l'année s'est achevée sur une détente complète.

L'importance considérable des fourrages est apparue d'une autre façon : le moyen le plus fréquemment employé pour tourner le prix fixe a été de coupler les ventes de céréales panifiables et de fourrages, où les concessions faites sur un article dissimulaient les avantages accordés en fraude sur l'autre.

Ainsi, quand le commerce voulait du seigle, pendant tout le deuxième semestre de 1934, il lui fallait livrer en échange des tourteaux, ou bien 40 % de son, alors que le taux d'extraction était de 74 % ! Le cultivateur, dans certaines régions, ne livrait son bon blé riche en gluten que si on lui prenait aussi du blé ordinaire, etc...

Inversement, quand l'éleveur voulait acheter de l'avoine ou des tourteaux, il lui fallait prendre en même temps des flocons de pommes de terre ou autres fourrages de luxe. Bien entendu, le prix du produit accessoire (prix libre) était tel que le prix du produit principal dépassait le prix légal.

Contre ce genre de trafic, les autorités ont été à peu près désarmées. Le plus fort est que la *Reichsstelle* elle-même a dû y recourir au début de 1935 ; elle donnait en quelque sorte une prime sous forme d'orge ou de tourteaux pour obtenir du seigle ou de l'avoine.

4° Malgré le manque de devises, les importations ont été accrues. L'Allemagne a importé :

	En 1933-34	En 1934-35
Seigle	— 297	+ 241
Froment	— 138	+ 277
Orge	+ 324	+ 421
Avoine	— 83	+ 217
	en 1.000 t.	

Le signe — correspond aux excédents d'exportation, + aux importations.

En somme, on constate que pendant la première moitié de la campagne 1934-35, les prix légaux ont été tournés, non pas directement, mais au moyen d'affaires couplées. Les courants commerciaux ont été ébranlés et l'effet moral peu réjouissant, comme c'est le cas chaque fois qu'une loi est violée au su de tous. Mais grâce aux mesures prises par le gouvernement, grâce aussi au fait que la réalité était moins noire qu'on ne l'imaginait, tout est rentré dans l'ordre et de nombreuses mesures ont pu être relâchées dès le début de 1935.

III. — MESURES DESTINÉES A GARANTIR LE PRIX DES FARINES ET DU PAIN

Les troubles apparus sur le marché des grains n'ont pas eu de répercussion directe sur celui de la farine. En effet, le prix d'achat par les moulins est fixé (6 M/t. de plus que le prix au producteur). Ce prix a été respecté pour plusieurs raisons : d'abord les minoteries ne pouvaient payer plus en raison de leur marge réduite, ensuite le contrôle est facile, enfin la *Reichsstelle* est intervenue chaque fois qu'un moulin ne trouvait pas à s'approvisionner au cours légal sur le marché.

Cependant la meunerie et la boulangerie ont subi aussi une crise très grave. Les causes sont simples. L'une est commune à tous les transformateurs et résulte du fonctionnement même du prix fixe, les autres sont spéciales à la meunerie et à la boulangerie.

1. — *Difficulté due au système du prix fixe.*

Rappelons que le prix au producteur monte régulièrement du début à la fin de la campagne (1,5 RM. par mois en moyenne). Par contre, le pain reste absolument stable ; en 1934-35, le prix de la farine n'a pas bougé d'octobre 34 à février 35. En mars 35, on l'a élevé de 1 RM. par t.

Il en résulte que la marge bénéficiaire dont disposent les transformateurs diminue avec le temps et qu'à la fin de la campagne, les moulins peuvent travailler à perte. C'est pour-quoi, loin d'atténuer la concurrence, le système des prix fixes lui a donné une acuité particulière. Les économistes nationaux-socialistes disaient : le prix fixe supprime la concurrence des prix et la remplace par celle de la qualité. En fait il a contraint à employer toutes les formes de la concurrence, même les moins honnêtes.

2. — *La crise de la meunerie.*

La cause principale en est la lutte des grands et des petits moulins. Mais cette lutte n'est devenue aiguë qu'au milieu de la campagne, environ au moment où la marge ne laisse presque plus aucun bénéfice.

Dès le début de la campagne, une intervention gouvernementale est devenue nécessaire pour résoudre certains problèmes accessoires.

ORDONNANCE DU 16 OCTOBRE 1934

Elle tend à rétablir l'égalité dans la concurrence et cela à trois points de vue :

1° Concurrence de la meunerie avec d'autres transformateurs.

Jusqu'alors, seuls les moulins étaient liés par le prix légal d'achat ; il n'en était pas de même pour les fabricants de pâtes, distillateurs de grains, etc... Comme ceux-ci payaient des prix supérieurs aux moulins, la Fédération nationale reçoit le droit d'astreindre ces industries à acheter au prix légal.

2° Concurrence des moulins entre eux.

L'obligation du stockage pèse trop lourdement sur les petits moulins (capacité inférieure à 2 t. par jour), étant donné leur équipement matériel insuffisant et leur manque de capitaux. Ils en sont exemptés.

D'autre part on renforce le contrôle sur l'observation des règles concernant le taux de blutage du seigle. On soupçonne déjà que les petits moulins ne l'observent pas. Ils restent en dessous du taux obligatoire et produisent par là une farine plus claire, de meilleure qualité, donc plus facile à vendre.

3° Concurrence entre les minoteries et l'Office national des céréales.

Elle provenait du fait qu'il n'y a pas de règles uniformes sur les réfections et bonifications pour différences de qualité. Le commerce n'était pas obligé de payer des suppléments pour les qualités supérieures et il s'en gardait bien. Comme l'Office, au contraire, les accordait, les meilleures qualités lui étaient vendues. Les *Getreidewirtschaftsverbände* pourront désormais rendre obligatoire le paiement des différences.

Ces dispositions montrent jusqu'à quel point il faut pousser la réglementation pour assurer un fonctionnement sans heurt d'un système de prix fixe ! Et cela n'a pas suffi.

La concurrence entre les grands et petits moulins.

Les mesures prises au début de 1934 (et encore dans l'ordonnance précitée) en faveur des petits moulins ont dépassé leur but. Par manque de discipline, ces derniers ont abusé des avantages qui leur étaient faits à un point tel que les grands moulins ont été mis à deux doigts de la faillite. Au printemps 1935, la Fédération Nationale des céréales est intervenue pour rétablir des conditions normales de concurrence. Que s'est-il passé ?

En premier lieu les petits moulins ont fraudé. Ils n'ont observé ni les taux de blutage, ni leurs contingents de production. On estime qu'en 1934, la part des petits moulins dans le chiffre d'affaires total a doublé. Elle est passée de 8 à 15 % pour le froment, de 15 à 30 % pour le seigle. La différence est surtout sensible pour le seigle, plus facile à traiter. Pour le froment, les minoteries ont conservé leur avantage technique.

Une des idées directrices de la nouvelle réglementation de 1934 était de réduire les transports inutiles (les grands moulins du Nord fournissaient la Bavière, par exemple). On en espérait une répartition plus rationnelle en rapprochant le meunier du consommateur, à l'exemple de ce qui s'est fait avec succès pour le lait. Le résultat a été exactement contraire. Grâce d'une part au camion automobile, de l'autre à la différence exagérée des prix entre les régions Est et Ouest, les petits moulins ont fait une concurrence victorieuse aux grands jusque dans leur propre région. Ainsi, en 1934, Berlin a été approvisionné en farines par les camions des petits moulins de Silésie, de Saxe,

tandis que les grandes minoteries de Berlin ne pouvaient vendre que 20 % de leur contingent !

Les moulins ont employé mille moyens pour s'arracher la clientèle des boulangers. Au temps de la disette de fourrages, ils vendaient du son en même temps que de la farine, et le boulanger, ainsi devenu commerçant en issues, revendait le son avec bénéfice. Ou bien ce sont les conditions de crédit faites aux boulangers qui étaient l'enjeu de la lutte, etc...

Au début de 1935, la Fédération nationale est intervenue brutalement.

Une grêle de sanctions s'est abattue sur les petits moulins convaincus de fraude ; et pour faciliter le contrôle (sur 28.000 moulins on en compte 90 % de petits, au-dessous de 10 t. par jour), on a rendu obligatoire le plombage des sacs de farine. Les plombs sont délivrés en quantité correspondante au contingent. C'est une sorte de titre de mouvement.

On a restreint sur toute la ligne les avantages accordés aux petits moulins, en particulier la différence excessive des prix entre l'Est et l'Ouest, le droit de consentir des rabais, etc...

Enfin on a introduit le contrat-type pour la vente au boulanger, de manière à éviter les opérations de financement (le paiement doit s'effectuer dans les 15 jours) et, par un aménagement plus libéral des marges, on rend au commerce des farines la place qu'il avait presque complètement perdue depuis que les moulins vendaient directement au boulanger.

Il semble que l'on ait atteint depuis le point d'équilibre cherché et, la détente de la situation aidant, la meunerie et le commerce des farines sont maintenant adaptés au rôle que leur assigne l'organisation du marché : celui de transformateur et de distributeur, à l'exclusion de toute activité spéculative ou régulatrice des prix.

3. — *La crise de la boulangerie.*

Elle peut-être encore plus aigüe que celle de la meunerie, et en tout cas beaucoup plus difficile à régler.

Là aussi la cause est double.

Le main tien absolu du prix du pain empêche les boulangers de reporter sur le consommateur l'augmentation du prix des farines. Cela est d'autant plus sensible que le niveau initial du prix du pain est celui de 1933, c'est-à-dire le plus bas enregistré pendant la crise, un niveau tel que beaucoup de boulangers travaillaient déjà à perte.

« Le résultat de cette réduction des marges a été de rendre la concurrence plus dure dans le domaine de l'organisation, de la technique, d'où un conflit nouveau analogue à celui de la meunerie entre les boulangeries artisanales et les boulangeries de type industriel.

On conçoit que la réglementation de la boulangerie ne soit pas facile, en raison du grand nombre des entreprises et de l'infinie diversité des conditions locales. L'organisation s'y est pourtant attaquée.

Prix du pain.

Les statuts des *Getreidewirtschaftsverbände* (14 Juillet 1934) leur donnent pour tâche de fixer un prix du pain « convenable et supportable ». Mais par ailleurs Darré a donné l'ordre formel de n'élever le prix du pain en aucun cas, sauf exceptions autorisées spécialement.

Il est curieux qu'on n'ait pas fixé de prix maximum par ville par exemple. Les boulangers souhaitaient cette mesure. On a procédé encore plus strictement : chaque boulanger n'a pas le droit de vendre son pain plus cher qu'en 1933.

Pourtant en 1935 la standardisation du pain a entraîné une réglementation plus uniforme.

On distingue le pain courant (*ortsüblich*) du pain fantaisie (*Spezialbrot*). Il n'y a plus désormais que cinq types de pain courant échelonnés du pain noir au pain blanc et cela dans toute l'Allemagne. La fabrication du pain fantaisie est soumise à autorisation, cela pour brider l'imagination des boulangers, qui avaient créé une foule de pains spéciaux dans le but de concurrencer le voisin ou de tourner plus ou moins le prix fixe.

Inversement le boulanger n'a pas le droit de baisser ses prix, s'il risque par là de ruiner ses concurrents. L'organisation corporative protège donc ses membres contre la concurrence déloyale. Elle l'a fait aussi en réglant la lutte des boulangeries industrielles et artisanales.

Conflit des boulangeries.

Ce sont de véritables usines à pain qui avaient su se tirer au mieux de la lutte de rendement, conséquence de la limita-

tion du bénéfice. Leur outillage perfectionné, la compression des frais généraux, leur permettaient de vendre au prix courant des « pains spéciaux » de qualité supérieure qu'elles expédiaient à grande distance.

La restriction de la fabrication des pains spéciaux ainsi que de l'activité des revendeurs de pain de ces usines est destinée à limiter la concurrence des gros boulangers.

Aide à la boulangerie.

Toutes les mesures exposées ci-dessus étaient insuffisantes. Au même moment (mars 1935), les *Getreidewirtschaftsverbände* ont décidé de venir en aide aux boulangers par un système curieux de caisse de compensation.

Le prix du pain était souvent tellement bas, que dans les régions peu favorisées par les transports, les boulangers travaillaient à perte. Pour leur venir en aide on n'a pas relevé le prix de vente, mais on leur a accordé des subventions.

Ce qui est intéressant dans ce système, c'est l'effort pour faire passer dans les faits la notion d'entraide, l'idée que la profession doit se sauver elle-même, et que l'organisation doit rendre service à tous. La profession n'est par là pour soustraire de l'argent à l'Etat et l'accuser ensuite d'incurie. Le national-socialisme a véritablement extirpé cette conception égoïste de l'organisation soi-disant « corporative » qui se trahit souvent chez nous, par exemple.

Sur chaque achat de froment par les moulins à froment (ceux à seigle sont exemptés, pour favoriser les petits moulins), le *Getreidewirtschaftsverband* prélève une taxe ⁽²⁵⁾ de deux RM par tonne. Le fonds ainsi créé n'est pas distribué en espèce aux boulangers, mais sous forme de réductions sur l'achat de farine de seigle, selon un barème variable d'après le prix du pain dans la localité.

Ce système très compliqué présentait un gros défaut : la difficulté de la répartition entre les boulangers. Il a dû être changé, dès la campagne suivante, mais on ne pouvait penser à le supprimer, car en 1935, environ 1/5^e des boulangers ne pouvait vivre qu'à l'aide de ces caisses de compensation !

(25) Ord. du 4 février 1935.

LES LEÇONS DE LA CAMPAGNE 1934-35

Les difficultés même de la réglementation ont mis en lumière tous ses défauts, mais aussi toutes ses possibilités. Le fait que, malgré tout, le cap difficile a été franchi a contribué sans nul doute à donner confiance dans le système, et plus encore peut-être dans les hommes qui le dirigent.

Un fait frappant est l'incertitude des statistiques. Entre l'évaluation provisoire de Juillet et le résultat de la récolte, il y a un million de tonnes de différence. La récolte elle-même semble avoir été sous-estimée, puisqu'à la fin de la campagne le report était de 2,5 mill. t., le même que l'année record 1933 ! Il est vrai que les importations de céréales ont atteint 1,5 mill. t., alors qu'il y a eu des exportations en 33-34.

Rien que pour le seigle le stock a augmenté de 100.000 t., et à la fin de la campagne le commerce devait accorder des rabais de 10 RM/t. pour écouler ses réserves !

La leçon a été vite tirée et dès le printemps 1935 les méthodes d'évaluation des surfaces cultivées et des rendements ont été réformées.

La situation réelle du marché était donc bien moins mauvaise qu'on ne l'a cru, et objectivement jugée, elle n'aurait pu causer les tensions extrêmes observées en automne 1934. Celles-ci résultent de facteurs psychologiques qui manifestent ici leur importance énorme dans un système de prix fixe ; c'est à notre avis l'enseignement le plus important de la campagne 34-35. Tant que les moyens artificiels d'équilibrer l'offre et la demande ne fonctionnent pas sans à-coup (et nous avons vu quelles difficultés cela présente), le système du marché organisé réagit beaucoup plus violemment qu'un marché libre aux difficultés et même aux simples bruits. On peut le maîtriser, mais cela exige une organisation poussée jusqu'aux moindres détails. Un texte de loi ne suffit pas.

Soulignons encore une fois l'importance considérable des produits de substitution, et dans le cas présent des fourrages. La tâche est d'autant plus difficile qu'il faut résoudre à la fois un problème quantitatif de ravitaillement et un problème de prix. L'Allemagne cherche à réduire au minimum l'importation de fourrages exotiques, spécialement l'orge et les tourteaux, à cause du manque de devises. Elle veut les remplacer par une production accrue de fourrages indigènes (l'orge, fourrages verts, au besoin seigle, etc.). Mais alors se pose la ques-

tion des prix. Il s'agit d'établir une relation entre les prix des céréales panifiables, des céréales fourragères, et des fourrages exotiques telle que la production nationale de fourrages soit stimulée, que les céréales panifiables ne paraissent cependant pas insuffisamment payées, et que les éleveurs puissent toutefois engraisser leurs bêtes à des prix raisonnables. Il est clair que ces conditions sont contradictoires. C'est toute la difficulté de la politique des fourrages.

Jusqu'en 1935 on a pris dans ce domaine des dispositions fragmentaires, parfois contradictoires. Il y avait un besoin urgent de coordonner toutes ces mesures pour concilier dans la mesure du possible des intérêts si divergents.

Tel est le but d'un décret du 5 juillet 1935 qui crée un Office des fourrages ⁽²⁶⁾, à la section III du *Reichsnährstand*.

Cet Office prend en main la politique des fourrages, donc le double problème de l'approvisionnement et de la fixation des prix. On aura une idée de sa complexité en lisant la liste des organismes qui perdent leur compétence dans ce domaine, au profit de l'Office :

- 1 Fédération nationale des céréales ;
- 2 Office national des céréales et fourrages (comprend le monopole du maïs, riz, tourteaux, farines de poisson) ;
- 3 Office national des huiles et graisses (oléagineux et tourteaux) ;
- 4 Fédération nationale des pommes de terre ;
- 5 Union économique des fabricants de fourrages artificiels (*Mischfutter*) ;
- 6 Fédération nationale du sucre.

Dès la campagne suivante, le nouvel Office va se mettre à la tâche, mais sans remporter de succès décisifs, car d'une part la matière est rebelle, et de l'autre le déficit de la production, cause du mal, ne peut être comblé du jour au lendemain.

LA CAMPAGNE 1935-1936

Elle commence par un soupir de soulagement. Après les épreuves de 1934, tout le monde aspire à une détente, rendue possible par une amélioration de la situation technique et par l'expérience acquise par les dirigeants. Le système a fait ses

(26) *Futtermittelstelle*.

preuves dans l'ensemble ; il reste à l'assouplir, à le renforcer aussi parfois, de façon à l'adapter plus étroitement aux exigences de la réalité.

DETENTE DE LA SITUATION TECHNIQUE

L'estimation provisoire de juillet laisse prévoir une récolte de céréales supérieure de 1 mill. t. environ à celle de 1934. Le résultat définitif est moins favorable, mais suffisant toutefois :

	Seigle	Froment	Orge	Avoine
1934	7.608	4.676	3.204	5.452
1935	7.549	4.792	3.356	5.370

L'alimentation de la population est largement assurée, en tenant compte du report de 1,3 mill. t.

Par contre le déficit subsiste pour les céréales fourragères, mais il faut remarquer que le cheptel (porcin spécialement) a été fortement réduit à la suite de la sécheresse de 1934. Dans l'ensemble la balance apparaît à peu près équilibrée, mais elle exige une économie continue. L'essentiel est que la panique de 1934 n'a aucune chance de se renouveler.

ORGANISATION DE LA PROFESSION

L'Etat desserre son emprise et étend l'autonomie de l'organisation professionnelle. En 1934, c'est la *Reichsstelle des céréales* qui a eu en fait tous les droits et tous les pouvoirs. Mais les dirigeants nationaux-socialistes ont toujours proclamé que c'était là un état de choses nécessité par la situation tendue, mais nullement souhaité par eux. En principe la profession doit jouir d'une autonomie complète, tant qu'elle l'utilise dans l'intérêt général. L'Etat l'empêche de franchir cette limite.

1. — Le délégué placé par le ministre de l'agriculture à la tête de la Fédération Nationale est supprimé ;

2. — Les statuts de la Fédération Nationale sont modifiés en ce sens que tous les groupes intéressés doivent maintenant participer à l'élaboration des mesures qui les concernent. Le « *Führerprinzip* » perd un peu de sa rigueur ;

3. — Les pouvoirs de la Fédération Nationale sont accrus, spécialement par la concentration des compétences quelque peu éparses entre la *Reichsstelle*, le ministère de l'agriculture, les paysanneries. Le ministre ne conserve directement que le

droit de fixer les prix du blé et le contingentement total, mais bien entendu, il garde son droit éminent de contrôle et d'intervention.

Cette tendance à l'autonomie professionnelle se manifeste aussi dans le domaine du commerce extérieur. Le 25 Octobre 1935 a été créé, à Hambourg, le « *Deutsches Getreidekontor* » (27). Cette société est fondée par des maisons de commerce, des coopératives, des bourses de commerce, membres du groupement des céréales. Peuvent devenir membres toutes les entreprises qui font partie d'un *Getreidewirtschaftsverband* si elles y sont autorisées par le président du comptoir et le *Reichsnährstand*.

Ce comptoir a une assemblée générale, il est dirigé par un conseil d'administration, dont le président est de droit le président de la Fédération Nationale des céréales. Les vice-présidents sont les présidents de l'Union Economique des minoteries, et le directeur de l'Office des fourrages.

La nature juridique de cette société n'est pas bien claire (le point de vue juridique intéresse fort peu les Allemands). Il semble qu'il s'agisse bien d'une société de commerce, à la différence des *Getreidewirtschaftsverbände*, mais elle a un caractère officiel, sans que l'on puisse dire si elle a la personnalité de droit public.

Son rôle doit consister à assumer progressivement les tâches de la *Reichsstelle* en ce qui concerne le commerce extérieur (monopole d'exportation, monopole d'importation et de vente). On peut supposer que l'on envisage la dissolution des organes d'Etat que sont les *Reichsstellen* et leur remplacement par ce comptoir « autonome ». Il ne s'agit que d'une expérience. L'année 1935-36 a vu au contraire augmenter l'importance de la *Reichsstelle*, qui est sans doute une pièce indispensable de l'organisation.

Signalons enfin comme signes de la déconcentration les efforts faits pour développer le stockage par le producteur et des coopératives au lieu de la *Reichsstelle* (plus exactement le financement et les risques, non le fait matériel du stockage, qui est indifférent).

Par ailleurs la *Reichsstelle* renonce à vendre directement les tourteaux au producteur et s'en remet au commerce.

(27) Comptoir des céréales allemand.

ORGANISATION DU MARCHÉ

Des perfectionnements sont nécessaires à tous les stades de l'organisation, depuis le producteur jusqu'au consommateur.

Adaptation des prix.

Le prix du blé est abaissé de 4 RM/t. au début de la campagne, pour inciter le cultivateur à réduire ses emblavures et augmenter la marge bénéficiaire des minoteries.

Le seigle est augmenté de 1 RM/t. pour réduire la différence entre le froment et le seigle, et favoriser ce dernier.

L'orge est fortement relevée de 6 RM/t. pour développer la production, qui a déjà fait, en 1935, de notables progrès.

L'avoine reste inchangée.

Le mécanisme des prix est donc consciemment employé, non plus tellement pour améliorer la condition des cultivateurs mais pour développer la production dans les voies choisies. La propagande en faveur d'une culture est insuffisante si le rendement n'est pas assez attrayant.

Augmentation des reports.

Ils sont fixés au taux uniforme (pour toutes les céréales) de 2 RM par mois. Le report total est de 20 RM, car pendant les deux derniers mois de la campagne le prix reste inchangé. On veut obtenir ainsi un écoulement plus régulier de la récolte, et surtout rendre le stockage rentable, car le taux pratiqué en 1934 (total 13 RM) a occasionné des pertes sur tous les stocks, y compris ceux de l'Office National.

Contingentement de la production.

Le principe du « devoir de livrer » subsiste avec son expression matérielle, qui est le contingent fixé à chaque producteur. Mais l'application a lieu selon des méthodes toutes différentes.

1. Fixation du contingent.

On abandonne le système de la répartition autoritaire dont l'allure administrative et policière choque les paysans. Par

contre on soumet au contingentement tous les producteurs, même au-dessous de 5 ha.

Les contingents pour 1935 ont été fixés sur la base de déclarations individuelles des cultivateurs. Ceux-ci annoncent au début de la campagne combien de seigle et de froment ils sont prêts à livrer. Par ailleurs, la Corporation calcule le contingent nécessaire et peut l'imposer au paysan, si la différence est trop importante. En fait, il y a eu coïncidence exacte pour le froment entre les déclarations et les calculs de la corporation. Pour le seigle, les cultivateurs ont déclaré 3,1 mill. t. contre 3,5 imposés.

La fixation du contingent oblige le cultivateur à livrer la quantité correspondante, mais inversement le *Getreidewirtschaftsverband* à lui acheter ce contingent.

L'intérêt de l'Etat est donc que le contingent corresponde exactement aux besoins réels, ni plus haut ni plus bas. Il ne porte en effet que sur les céréales panifiables, destinées à l'alimentation humaine. Un contingent fixé trop bas amènerait un déficit dans l'alimentation, mais, trop élevé, il encombrerait la minoterie aux dépens de la nourriture des animaux.

Il est essentiel de savoir que les céréales « libres », celles qui sont produites en plus du contingent, doivent être vendues au prix fixe comme les autres. Chose curieuse, cette disposition nette a été mal comprise par de nombreux paysans qui s'imaginèrent que les céréales non contingentées n'étaient pas protégées par le prix légal et seraient impossibles à vendre.

Dans ces conditions, on pouvait craindre que les paysans ne veuillent fixer un contingent correspondant à toute leur récolte. Mais il n'en a pas été ainsi pour deux raisons. D'abord la fixation des contingents en 1934 ressemblait à une réquisition et laissait de très mauvais souvenirs ⁽²⁸⁾. Le paysan craignait qu'on ne vienne saisir chez lui son contingent. D'autre part, le prix élevé de l'orge et des fourrages incite à donner le seigle aux animaux, et les cultivateurs se sont réservé comme fourrage une bonne part de leur récolte.

2. Contrôle du contingent.

On introduit un système ingénieux de contrôle préalable, pour éviter à tout prix une inquisition policière et des sanc-

(28) *Frkf. Ztg.*, 18 juillet 1935.

tions, méthodes juste propres à rebuter les ruraux.

On distribue au cultivateur des timbres, qui représentent son contingent. Ces timbres sont collés sur le contrat (obligatoire) de vente. C'est une sorte de titre de mouvement. Car ce contrat timbré doit accompagner la denrée dans le commerce, jusqu'au moulin.

Les céréales ne peuvent être vendues sans timbres que pour servir de fourrage.

Ces timbres rendent un double service :

1. Ils permettent de contrôler les livraisons de chaque producteur ;

2. Ils permettent surtout d'adapter les ventes de grain aux besoins des moulins. Le *Getreidewirtschaftsverband*, en dosant la distribution de timbres, reçoit un moyen efficace de régler l'écoulement de la récolte.

Ce système présente aussi des inconvénients certains. Le plus grave est de limiter la liberté d'action de l'exploitant. On ne peut, en effet, distribuer tous les timbres d'avance, car ce serait perdre le contrôle du débit. On ne peut non plus les distribuer au compte-gouttes. Il faut tenir compte des cas particuliers.

Une solution aurait consisté à rendre ces timbres négociables. On ne l'a pas fait pour éviter les spéculations et les fraudes, auxquelles ce système aurait donné lieu. Par contre, on permet l'échange de timbres en petites quantités entre exploitants.

Ainsi, supposons qu'au début de la campagne un cultivateur ait besoin d'argent, il pourra emprunter des timbres d'un voisin moins pressé pour vendre sa récolte, et il rendra les timbres dans le courant de la campagne.

En moyenne, on a distribué tout au début de la campagne un tiers du contingent total. Dans les mois suivants, la distribution est variable selon les conditions locales.

Ce système a très bien fonctionné. L'écoulement régulier de la récolte le prouve. Les marchés n'ont connu, en 1935-36, aucun des à-coups de l'année précédente.

Facilités pour le commerce

Comme dans beaucoup de domaines (cf. le commerce des farines en 1934-35), on a reconnu que le commerce avait un rôle utile et que l'exclure aboutit souvent à la paralysie des affaires.

La fixation d'une marge rigide de 6 RM/t entre le prix au producteur et celui au moulin a eu souvent comme résultat d'accorder au commerce un bénéfice exagéré dans les affaires locales, mais de l'empêcher, étant donné les frais de transports, d'effectuer des expéditions dans les régions éloignées. On a bien essayé pour remédier à ce dernier défaut (création « d'angles morts ») d'accorder des compensations de transport ⁽²⁹⁾, mais sans succès. En fait toutes ces mauvaises affaires ont dû être faites par la *Reichsstelle*.

Il a fallu introduire un jeu dans le système des prix fixes. La marge du commerce peut varier entre 4 et 6 marks. On renonce à compartimenter cette marge entre l'acheteur et les revendeurs.

Dans certains cas le *Landesbauernführer* ⁽³⁰⁾ peut autoriser la création d'une marge supplémentaire pour le commerce local. De toute façon le *Getreidewirtschaftsverband* conserve le contrôle des marges.

Rappelons que l'élargissement des reports facilite la situation du commerce mis à même de réaliser des bénéfices par le stockage.

Renforcement du contrôle dans la meunerie

La mesure la plus importante a consisté à introduire le contingentement mensuel de la production, contrôlé par un système de plombs.

Ce système de plombs fonctionne exactement d'après le même principe que les timbres pour le contingentement des grains, mais son application est plus stricte.

Tous les sacs de farine ne peuvent circuler que munis de plombs. Ces plombs sont distribués tous les mois aux minoteries dans la limite de leur contingent total, mais en tenant compte des timbres en circulation et des besoins locaux de farine. On peut ainsi contrôler la production de la meunerie et l'adapter aux marchés des grains.

Etant donné la situation technique, on a réduit à un mois l'obligation de stockage.

La lutte se poursuit pourtant entre grands et petits moulins, mais n'exige pas de nouvelles interventions.

(29) *Frachtausgleich*.

(30) Chef du district régional de la Corporation alimentaire.

La crise de la boulangerie

C'est, sans conteste, la branche la plus touchée.

En 1935, comme en 1934, le prix du pain reste inchangé. La baisse de prix du froment ne peut guère aider les boulangers, car le seigle monte d'un point, ce qui compense la baisse du blé, étant donné la consommation plus importante du pain de seigle.

1. Réforme des caisses de compensation.

Elles ont donné de mauvais résultats. Il a été à peu près impossible de répartir équitablement les subventions aux boulangers, sous forme de réductions sur la farine de seigle.

Le nouveau système consiste à abaisser le prix de la farine de seigle à un niveau qui garantisse un bénéfice au boulanger. Cette baisse de prix est équilibrée par des subventions versées aux moulins à seigle par les moulins à froment, qui continuent à porter le poids de ces subventions. Mais pour compenser cette taxe supplémentaire on a relevé le prix de la farine de froment.

La simplification ainsi obtenue est considérable. Il suffit de fixer les régions où le système doit fonctionner (au lieu des boulangers individuellement). En même temps, il y a moins de moulins à seigle que de boulangers et la répartition des taxes de compensation est facile.

2. Nouvelles formes de la concurrence.

Pour comprendre l'acharnement de la lutte, nous donnerons une idée des bénéfices de la boulangerie. Voici un calcul approximatif du prix de revient du pain de qualité courante ⁽³¹⁾ :

Le prix moyen est 50 pf. le kg. Là dessus on compte 60 % de matières premières, 17 % de salaires, 6 % de loyer, 4 % de chauffage, 3,5 % d'impôts, 3 % de risque, 6 % de frais généraux. La marge de bénéfice proprement dite ne serait donc que de 1 %.

Ce calcul est peut-être sujet à caution, car il est établi par la corporation des boulangers de Bade ⁽³²⁾. Il reste que la situation de la boulangerie n'est pas brillante.

Pour se sauver, elle s'est donnée une organisation coopéra-

(31) *Hakenkreuzbanner*, 8 mai 1936.

(32) *Bäckerinnung*.

tive d'achat très forte. Environ un tiers des boulangers (32.000) sont groupés en 392 coopératives locales et 15 coopératives centrales, qui ont fait, en 1934, un chiffre d'affaires de 200 mill. de RM.

Ces coopératives ont utilisé le système des prix fixes de la façon suivante : elles achetaient directement la farine aux moulins au prix officiel (prix du boulanger), mais ristournaient ensuite à leurs membres le supplément obligatoire pour toute vente de farine à d'autres que les marchands en gros ⁽³³⁾ et faisaient ainsi au commerce de farines une concurrence victorieuse. En avril 36, on a supprimé purement et simplement cette « marge des boulangers » destinée théoriquement à sauvegarder le bénéfice du commerce de farine, qui est donc remis au régime de la concurrence.

LE MARCHÉ DES FOURRAGES

L'année 1935-36 a commencé par une expérience. Alors qu'en effet le marché des céréales panifiables contingentées était réglé dans les plus petits détails, on a accordé au marché des fourrages (céréales panifiables non contingentées et céréales fourragères) une liberté très grande. Seul était posé le principe du prix minimum, à l'exception de l'orge industrielle (destinée surtout aux malteries et brasseries) qui est complètement libre. Il était hardi de laisser subsister côte à côte deux marchés pour des produits aussi voisins. Les dirigeants ont probablement cru que ces deux marchés ne réagiraient pas l'un sur l'autre et que la situation technique maintiendrait un rapport harmonieux entre les prix libres (prix minimum) des céréales fourragères et les prix fixes (maximum et minimum) des céréales panifiables contingentées. Cette espérance a été déçue.

Modifications de la situation technique.

La récolte n'a pas été mauvaise, quoique moins bonne que ne le faisaient espérer les évaluations provisoires. Par rapport à la récolte 1934, les résultats sont en augmentation de 2 % pour le froment, de 5 % pour l'orge, en diminution de 0.7 % pour le seigle et de 1 % pour l'avoine.

Mais des modifications considérables de l'offre et de la de-

(33) *Bäckerspanne* = marge du boulanger.

mande, tendant toutes deux à restreindre le marché, proviennent d'autres facteurs.

1. *Restriction des importations.*

L'année 1934, avec sa panique, a coûté cher en devises. En 1935, il faut à tout prix réduire au minimum les importations de produits agricoles. Nous n'avons pas sous les yeux le détail des chiffres, mais le total seul est suffisamment éloquent. Les importations de céréales fourragères sont passées de 1,1 mill. t. à 0,2 mill. t. ⁽³⁴⁾).

Comme l'importation des autres fourrages, spécialement des tourteaux, a baissé presque autant, la quantité totale de fourrages mise à la disposition de l'agriculture a été très fortement réduite.

Pour les tourteaux, l'Office des fourrages ⁽³⁵⁾ a dû introduire dès le début de la campagne, une réglementation très stricte ⁽³⁶⁾. Tous les commerçants en tourteaux (coopératives et commerce) doivent faire une déclaration à la Paysannerie de cercle, indiquer les quantités qu'ils ont vendues aux cultivateurs en 1930, 32 et 33. L'Office des fourrages fixe alors un contingent d'achat pour chaque commerçant et distribue des bons d'achat, contre lesquels il délivre des tourteaux.

On contingente donc la vente aux commerçants. En cas de besoin (trafics spéculatifs), il est prévu que le contingentement peut porter sur le consommateur, qui ne pourra acheter de tourteaux que sur présentation de bons de commande délivrés par la Corporation paysanne. Toutes ces précautions sont destinées à éviter le retour des affaires couplées, des trocs céréales-tourteaux, par lesquels les prix fixes ont été tournés en 1934.

Pour donner une idée de la complication de ce système, ajoutons que les bons d'achat distribués par l'Office des fourrages sont établis en 5 exemplaires et expédiés à fin de contrôle et de renseignement : au commerçant, à l'Office des céréales, à la Corporation alimentaire et à la succursale de l'Office des fourrages !

(34) *Erkf. Ztg*, 19 juillet 1936.

(35) *Futtermittelstelle*.

(36) *Hamburger Fremdenblatt*, 29 novembre 1935.

2. Augmentation de la consommation.

L'emploi des céréales comme fourrage s'est accru dans une forte proportion. En 1935-36, la consommation de céréales a augmenté de 750.000 t. pour le seigle et de 450.000 t. pour le froment ; 3 à 400.000 t. au total sont passées aux moulins, le reste (800.000 t.) a été utilisé comme fourrage ⁽³⁷⁾.

Ce n'est point là l'effet du hasard, mais de la politique imposée par le *Reichsnährstand*. Celui-ci poursuit avec ténacité l'indépendance alimentaire ; par tous les moyens, il pousse les paysans à utiliser d'abord comme fourrage tout ce qu'ils récoltent eux-mêmes. Ils doivent donner leur avoine à leurs chevaux, leur seigle à leurs bœufs, leur froment aux porcs. Ils doivent renoncer aux échanges traditionnels du seigle contre l'orge, du blé contre les tourteaux, parce que ces fourrages importés font défaut.

Pour obtenir ce résultat, le *Reichsnährstand* emploie les moyens suivants :

1. D'abord la propagande ;
2. La relation des prix seigle-orge modifiée au détriment du seigle ⁽³⁸⁾ ;
3. Le prix élevé et au besoin le contingentement de la consommation de tourteaux ⁽³⁹⁾ ;
4. L'Office des céréales a conclu avec les éleveurs de porcs des « contrats d'élevage » ⁽⁴⁰⁾. Il vend ses stocks de seigle à des conditions favorables pour engraisser les porcs et cela dans un double but : développer la consommation du seigle, au lieu de celle des pommes de terre (récolte de 1935 peu abondante), reconstituer le troupeau porcin, décimé en 1934 par suite de la sécheresse. Ces contrats ont porté sur 300.000 t. de seigle.

Ces mesures ont atteint, et même un peu dépassé leur but. La consommation supplémentaire s'est faite aux dépens des réserves, qui ont diminué de 800.000 t. pour le seigle et de 650.000 t. pour le froment ⁽⁴¹⁾ si bien que le report de la campagne 35-36 atteint à peine 1 mill. t.

(37) Estimations grossières. — *Frkf. Ztg.*, 19 juillet 1936.

(38) cf. ci-dessus, page 157.

(39) cf. ci-dessus, page 162.

(40) *Mastverträge*.

(41) *Frkf. Ztg.*, 19 juillet 1936.

Evolution du marché.

La restriction de l'offre, l'augmentation de la demande ont tendu à l'extrême le marché des céréales fourragères en 1935-36, d'autant plus que ce marché est très étroit et qu'il fonctionnait à côté du marché réglementé des céréales panifiables.

La plupart des céréales non contingentées sont consommées sur place ou vendues directement. La proportion qui vient sur le marché est très faible. Elle est plus élevée pour l'orge et spécialement l'orge de brasserie (orge d'été).

Dès l'automne 1935, la tension du marché a fait monter les prix de l'orge industrielle, de l'orge fourragère et des céréales libres hors de toute proportion.

Le résultat fut que toute l'orge d'été de bonne qualité atteignit le prix des fourrages de première qualité et les céréales libres destinées aux animaux ont valu plus cher que les céréales panifiables contingentées !

On a vu en février 36 cette situation grotesque : le seigle de mauvaise qualité, destiné aux bêtes, valait de 30 à 40 % de plus que le seigle destiné à l'alimentation humaine ! Voilà où peut mener un système de prix fixes. On voit comme il est difficile de calculer les réactions et quels résultats absurdes peuvent naître de mesures maladroites ou simplement incomplètes.

Bien entendu, tous les cultivateurs s'efforçaient de vendre leur seigle comme fourrage ou comme semence (dont le prix est libre également). C'est grâce au système des timbres de contingentement et à l'obligation de livrer que l'approvisionnement en céréales a pu être assuré. Mais cette situation ne pouvait se prolonger sans entraîner les plus graves désordres. On s'est tout de suite efforcé d'y remédier.

1. Contingentement des ventes de céréales industrielles. Avant d'amener sur le marché de l'orge industrielle, par exemple, le cultivateur doit l'avoir vendue à une malterie et présenter le bordereau.

2. En Décembre, on limite le nombre et les bénéfices des intermédiaires pour l'avoine et l'orge.

3. En Mars on transforme le prix minimum en prix fixe pour les céréales non contingentées. Fixation de prix maximum également pour les issues, le son, les sous-produits de trituration. Dans certains cas toutes les affaires sont soumises à l'autorisation préalable de l'Office des fourrages.

Grâce à l'aide de la nature, le marché s'est enfin détendu en 1936. Les pâturages ont été abondants au printemps ce qui a fait baisser prématurément la demande. Mais l'alerte avait été chaude ; elle prouve l'échec de l'expérience de 1935.

Il est impossible de maintenir côte à côte un marché libre et un marché réglementé pour des produits équivalents, toutes les modifications de l'offre et de la demande n'étant plus réglées par le mécanisme des prix sur le marché dirigé, se reportent sur le marché libre et y produisent des réactions excessives, qui menacent à leur tour de désorganiser le marché dirigé. La campagne 1935-36 apporte le meilleur exemple de ce problème, un des plus délicats que pose l'organisation des marchés.

LA CAMPAGNE 1936-1937

Au moment où nous écrivons (Août 1936), nous ignorons, bien entendu, les résultats définitifs de la récolte, ainsi que le développement de la campagne. Néanmoins les estimations de Juillet permettent de se faire une idée de la situation technique, et les principales dispositions de l'organisation du marché ont été déjà prises.

SITUATION TECHNIQUE (estimation de juillet)

La récolte se présente sous des auspices favorables. Le froment est estimé à 5 mill. t. contre 4,8 l'année précédente. Pour le seigle, 8,42 mill. t. contre 7,54 ; pour les céréales fourragères, le total est estimé à 10,3 mill. t., soit 600.000 t. de plus que l'année dernière.

La consommation (9 mill. t.) de céréales panifiables est donc largement assurée ; pour les céréales fourragères, les résultats sont supérieurs à ceux de l'année précédente, mais le déficit n'est pas comblé.

De la campagne 35-36, il ne reste pas grand'chose. Le stock atteint environ 830.000 t. pour le seigle, 960.000 t. pour le froment, ceux d'orge et d'avoine sont à peu près épuisés. Cela suffit pour assurer la soudure avec la campagne prochaine, mais juste.

D'autre part, il faut compter sur une augmentation de la

consommation, car le troupeau porcin atteint cette année 22,2 mill. de têtes, soit 10 % de plus qu'il y a un an.

En somme, la situation est satisfaisante, grâce à l'augmentation considérable des rendements à l'hectare (18,8 qm. pour le seigle, 23,8 pour le froment, soit une augmentation d'environ 10 %). Cependant la plus stricte économie s'impose, car il ne faut pas compter sur les importations.

ORGANISATION DU MARCHÉ

Production. — Les prix restent absolument inchangés, ainsi que les marges du commerce et les prix au moulin. On juge inutile de faire jouer le mécanisme des prix, ce qui serait d'ailleurs inefficace pour résoudre le problème qui se pose cette année : il s'agit avant tout d'assurer la livraison rapide et ponctuelle des contingents et une proportion satisfaisante entre les céréales livrées aux moulins et celles destinées à l'alimentation des animaux.

Pendant la campagne précédente, les prix excessifs payés au début pour les céréales libres ont poussé les cultivateurs à vendre sur le marché libre. Les obligations du contingentement n'ont pas été strictement remplies ; le déchet est estimé à environ 10 à 15 % (42). Cette année, l'obligation doit être exécutée plus rigoureusement, mais le *Reichsnährstand* se refuse à employer la coercition. Il préfère la propagande.

Voici dans quels termes les journaux corporatifs s'adressent aux cultivateurs (43) : « Il faut du pain pour le peuple ! Le premier devoir de chaque paysan est de livrer la quantité de céréales panifiables qu'on exige de lui. Le pain est la base de l'alimentation du peuple ; le résultat favorable de la récolte de céréales ne doit pas inciter les producteurs à perdre le sentiment de leur responsabilité ! »

Pour rendre ces conseils plus efficaces, on exige la livraison de 30 % des contingents avant le 15 octobre, et au cas où de nouvelles fraudes se produiraient, on déclare que l'on exigera la livraison des céréales, même non comprises dans les contingents

Le contrôle est renforcé sur toutes les ventes du producteur par l'obligation du bordereau, dont une copie doit être expédiée au *Getreidewirtschaftsverband*.

(42) *Frkf. Ztg.*, 19 juillet 1936.

(43) *Nationalsozialistische Landpost*, 24 juillet 1936.

Commerce. — Les mesures libérales prises en 1935 sont en partie rapportées.

1° Toutes les transactions faites par les intermédiaires doivent être déclarées au *Getreidewirtschaftsverband*.

2° Les marges du commerce sont de nouveau réglementées. Le jeu de 6 RM. de marge, auquel il faut ajouter les 20 RM. de différence locale maximum entre l'Est et l'Ouest, est considéré comme trop lâche. Il a donné naissance à des spéculations.

Dorénavant, le premier intermédiaire ne pourra prélever une marge supérieure à 4 RM./t.

Il paraît décidément impossible d'arriver à une réglementation satisfaisante du commerce. Son rôle ne semble plus tellement indispensable, car le système d'adaptation locale de l'offre à la demande fonctionne maintenant sans heurts, grâce aux nombreuses régions de prix, aux taxes compensatrices de transports, et surtout à l'intervention de la *Reichsstelle*. Les « angles morts » sont tout à fait exceptionnels.

D'autre part, la politique nationale-socialiste ne veut pas supprimer le commerce, mais le réduire au rôle de distributeur. Rigoureusement, cela n'est pas possible. La raison d'être du commerce est d'assurer des risques. Si l'on veut supprimer les risques, pourquoi conserver le commerce ? Si l'on conserve un aléa, où tracer la limite entre la spéculation « utile » et la spéculation « nuisible » ? C'est la question que le national-socialisme ne sait encore comment trancher.

MEUNERIE

Le stock obligatoire est porté à deux mois.

La fabrication du type le plus clair de farine de seigle est interdite (ce qui revient à relever le taux de blutage).

Organisation professionnelle.

Toutes les faveurs accordées aux minoteries de l'Est sont supprimées, car leur régime préférentiel leur a permis de faire concurrence aux grands moulins de l'Ouest jusque chez eux.

Enfin la dernière fissure par où pouvait passer la fraude et la concurrence déloyale des petits moulins est bouchée : c'est le contrat de mouture entre le producteur et le moulin. Désor-

mais les cultivateurs ne peuvent plus faire moudre librement leur grain ; ils doivent pour cela se munir d'une autorisation spéciale et soumettre leurs opérations à un contrôle ⁽⁴⁴⁾.

MARCHE DES FOURRAGES

On s'efforce d'organiser ce marché d'une manière plus systématique, de façon à éviter avant tout que le prix des céréales fourragères ne s'élève au-dessus du prix des céréales panifiables.

Pour cela, on commence par organiser très étroitement l'emploi des céréales industrielles. Les industriels ne peuvent acheter de l'orge et de l'avoine qu'à l'aide de timbres correspondant à leurs contingents. Ici c'est donc l'achat qui est contingenté, à l'inverse de la farine ou des grains. Ce contingentement permet de contrôler les opérations et les prix, qui doivent rester en dessous du prix maximum fixé pour les céréales industrielles.

L'orge de brasserie est exclue de cette réglementation, parce qu'étant donné les qualités particulières demandées à la denrée pour cet usage, le marché ne risque pas d'attirer par ses prix élevés des vendeurs éventuels.

La limitation des prix des céréales ainsi garantie ne suffit pas. Il faut assurer l'approvisionnement de tous les acheteurs, ce qui n'est plus réalisé par le commerce, dès que la marge bénéficiaire est limitée. Le mécanisme est toujours le même ; en effet, dès que le prix de vente de l'intermédiaire est limité, celui-ci ne traite plus d'affaires avec les régions où les frais de transport sont trop élevés et on voit apparaître les « angles morts ».

Pour y parer, toutes les transactions sur céréales fourragères sont soumises à « l'obligation de livrer » ⁽⁴⁵⁾, ainsi qu'à la déclaration obligatoire. Cela veut dire que, lorsqu'un producteur ou un commerçant veut vendre des céréales fourragères à l'intérieur du district de son *Getreidewirtschaftsverband*, il lui suffit de déclarer l'opération (commerce local) ; mais s'il veut expédier dans un autre district, il doit annoncer la transaction au *Getreidewirtschaftsverband*, qui a le droit de se

(44) Effectué au moyen du *Mahlschein* (Bon de mouture).

(45) *Andienungspflicht*.

porter acheteur ; si le *Getreidewirtschaftsverband* ne répond pas dans les six jours, les parties sont libres de traiter.

Par cette méthode, on espère saisir les quantités de fourrages nécessaires et les diriger dans les régions peu favorisées. L'expérience va bientôt montrer ce que pourra donner ce système ingénieux, qui ne se distingue plus tellement du monopole.

CONCLUSION

Il faut tout d'abord reconnaître un fait : le résultat cherché est atteint. Depuis 3 ans les prix des céréales sont stabilisés à un niveau rémunérateur pour le cultivateur. Toute variation spéculative est éliminée, les variations saisonnières elles-mêmes sont canalisées et connues d'avance. Les avantages considérables de cet état de choses sautent aux yeux.

Le consommateur n'a pas vu monter le prix du pain, base de l'alimentation en Allemagne, bien qu'à un moindre degré que chez nous.

Au contraire de l'économie capitaliste, le prix cesse d'être le régulateur de l'offre et de la demande. Pour remplacer ce mécanisme sensible, il a fallu mettre sur pied un système incroyablement compliqué d'organisation de la profession et d'organisation du marché, la première étant la condition indispensable de l'autre.

Si les dirigeants ont cru au début que des formes rudimentaires et simples d'organisation suffiraient à atteindre leur but, l'expérience leur a bientôt appris qu'ils se leurrèrent. La surprenante plasticité des phénomènes économiques a contraint de boucher successivement toutes les fissures de l'édifice, de pousser jusqu'aux moindres détails cette organisation, et cela à deux points de vue :

Il a fallu étendre l'organisation aux marchés de toutes les céréales, en raison de la dépendance étroite de ces produits.

Le marché des céréales n'est peut-être pas le plus rebelle à l'organisation, mais c'est celui qui est le plus sensible, le plus minutieux dans son fonctionnement. L'énormité de la masse de la réglementation que nous venons d'esquisser suffit à s'en convaincre.

Comme les prix au producteur ont été relevés, et que ceux au consommateur n'ont pas bougé, on peut se demander qui a supporté le poids de l'opération. La question n'est jamais posée en Allemagne, tout au moins par l'opinion publique. De temps

en temps, les dirigeants déclarent que, pénétrés d'un esprit d'abnégation tout national-socialiste, les commerçants et transformateurs ont consenti des sacrifices pour sauver la paysannerie allemande, ils les en remercient et la question est réglée. C'est une méthode expéditive, mais elle a l'avantage certain de ne pas faire juger par des journalistes incompetents et une opinion publique ignorante des conflits d'intérêts, qui demandent à être étudiés impartialement et scientifiquement.

Le producteur ne retire que des avantages du prix fixe. En 1933, l'organisation du marché a empêché l'effondrement des cours et sauvé les agriculteurs de la ruine. Soulignons que ce fut là une chance de premier ordre pour le nouveau système, car le producteur n'en a vu au début que les bons côtés et le préjugé favorable ainsi créé a puissamment aidé à son succès. Sans doute des cours livrés à eux-mêmes seraient-ils à l'heure actuelle supérieurs aux cours légaux. Mais on s'est déshabitué en Allemagne de se livrer à ce genre de supputation et ce manque à gagner (peut-être illusoire) est compensé et au delà par l'avantage énorme de la stabilité.

Il est difficile d'apprécier la part de charges supportées par les minoteries. Leurs bénéfices ont sans doute été réduits en moyenne, mais l'organisation professionnelle leur a en revanche apporté des avantages, en réalisant en somme le cartel obligatoire et le monopole de la profession.

La réduction de la marge producteur-consommateur s'est faite évidemment aux dépens du commerce : bénéfices maigres ; plus de spéculation possible, une législation perpétuellement changeante, ce sont là de mauvaises conditions pour le commerce des grains aussi bien que des farines.

Enfin, parmi ceux qui supportent les charges du système, il faut faire une place d'honneur à l'Etat. Il est impossible de chiffrer, même approximativement, ce que coûte à la *Reichsstelle* (c'est-à-dire à l'Etat) sa politique d'intervention. Elle ne publie aucun compte, aucun chiffre. Il est toutefois hors de doute que ses opérations se soldent avec perte.

Son rôle consiste en effet à équilibrer l'offre et la demande dans le temps et dans l'espace ; dans le temps par des opérations de stockage, qui sont souvent peu avantageuses. Ainsi en 1934, où le report n'était que de 13 RM./t., le commerce a perdu sur ses opérations ce stockage ; à plus forte raison la *Reichsstelle*, car elle revend toujours à des conditions plus onéreuses que le commerce. En effet, pour approvisionner les « an-

gles morts ». la *Reichsstelle* doit constamment vendre dans des régions éloignées avec des tarifs de transport élevés.

Une des raisons pour lesquelles le gouvernement souhaite transmettre à la profession organisée les droits et les charges de la *Reichsstelle*, c'est le désir légitime de soulager le budget de ces opérations onéreuses. Mais alors se pose la question essentielle de toute organisation corporative : la corporation est-elle capable de faire fonctionner un marché *dans l'intérêt général* sans la direction et l'aide de l'Etat ?

C'est très douteux. Les dirigeants de l'agriculture allemande savent bien que les marchés ne fonctionnent que grâce aux organismes d'Etat, aux *Reichsstellen*, qui se chargent des opérations mauvaises que le commerce (ou la profession organisée) ne peuvent ou ne veulent pas exécuter. Ils savent maintenant (ils ont pensé le contraire au début) que la profession et spécialement le commerce livrés à eux-mêmes sont incapables de placer l'intérêt général au-dessus de leur intérêt particulier ; on ne change pas en trois ans la nature humaine, peut-être pas non plus en mille. L'Etat doit continuer à assumer la lourde charge de gardien de l'intérêt général.

Mais dans quelle mesure il devra le faire à l'avenir, quelle place définitive sera faite au commerce dans le mécanisme de la distribution, ce sont là les problèmes essentiels, qui attendent encore leur solution.

ORGANISATION DU MARCHÉ DES CORPS GRAS

Les corps gras utilisés par l'Allemagne pour l'alimentation sont le beurre, les graisses animales (saindoux et lard), et la margarine, en quantités à peu près égales. L'huile ne joue qu'un rôle secondaire.

Voici les chiffres de la consommation en 1934 ; nous les citons pour préciser les ordres de grandeur, mais nous soulignons que les proportions entre ces produits ont beaucoup varié au cours des dernières années ⁽⁴⁶⁾.

Consommation en 1.000 t. de graisse pure ⁽⁴⁷⁾

Saindoux, lard, suif 386

Beurre 405

Margarine et huile 570

Voici une comparaison des prix des différents corps gras en 1935 ⁽⁴⁸⁾ :

Prix du kilog (Prix moyen du Reich) (en RM.)

Beurre 4,00

Saindoux 1,89

Lard 2,71

Margarine 1,77

La grande importance de la margarine est frappante, ainsi que son prix relativement très bas. La margarine est essentiellement la graisse des classes populaires.

Le saindoux est également consommé en quantités considérables, ce qui explique qu'un déficit dans le troupeau porcin se répercute immédiatement sur l'approvisionnement en corps gras.

La plus grande partie de ces graisses est importée, voilà le fait fondamental qu'il faut toujours avoir présent à l'esprit. Le niveau des prix n'est pas indifférent, certes, mais ce qui préoccupe surtout les Allemands, c'est leur dépendance envers l'étranger pour ce poste essentiel de l'alimentation nationale.

(46) Voir les chiffres complets dans l'annexe statistique, p. 328.

(47) Chiffres de l'I. f. K. *Wochenbericht*, 23 décembre 1935.

(48) *Vierteljahrshefte zur Konjunkturforschung*, 1935, Heft 3, Teil B.

L'importance attribuée à ce problème ressort du fait que les premières mesures du national-socialisme lui ont été consacrées (« loi sur les graisses » du 23 mars 1933). Pour désigner l'ensemble des mesures destinées à assurer le ravitaillement de la nation, on a même frappé une formule spéciale : le « plan de la graisse » ⁽⁴⁹⁾, comme les Italiens pour la « bataille du blé ».

Voici l'ordre de grandeur du rapport entre la production nationale et l'importation. Nous avons ici les chiffres de l'année 1932, pour montrer la situation telle qu'elle était avant l'avènement du national-socialisme.

Importation « réelle »	1,382
Production nationale « réelle »	0,794
Proportion production-consommation	36,5 %
(en 1.000 t. de graisse pure)	

Une seconde particularité du marché des corps gras réside dans le fait que tous (sauf la margarine) sont des sous-produits, ou tout au moins sont en relation étroite avec des produits plus importants. C'est pourquoi toutes les variations de prix des corps gras réagissent immédiatement sur le lait (beurre) et sur la viande (porcs). Nous constaterons même une relation étroite entre la margarine et les tourteaux, car ces derniers sont des résidus de l'écrasement des oléagineux, matière première de la margarine.

L'organisation du marché des corps gras pose donc deux sortes de problèmes.

1° Un problème de prix.

Il faut d'abord établir entre les différents corps gras un rapport de prix convenable. Ensuite le niveau de chacun de ces produits réagit sur un marché lui-même très important et capable d'influencer à son tour le marché des corps gras.

2° Un problème d'approvisionnement, spécialement au moyen des importations.

Entre ces deux faces du problème, toute distinction ne peut être qu'arbitraire, et utile seulement pour la clarté de l'exposition. En réalité le problème des corps gras forme un tout, mais un tout extrêmement différencié et étroitement lié à d'autres problèmes de l'économie allemande.

Quand Hitler prend le pouvoir, le problème des graisses est au premier plan de l'actualité. Le beurre (prix au producteur)

(49) *Fleischplan*.

est tombé à un prix désastreux, la margarine fabriquée exclusivement à l'aide de matières premières étrangères, inonde le marché⁽⁵⁰⁾. Le premier gouvernement Hitler (où l'économie est dirigée par Hugenberg) met immédiatement en action le *Fettplan*, ensemble de mesures destinées à rendre aux producteurs le juste prix et à conquérir l'indépendance dans l'approvisionnement des corps gras.

Les buts de cette politique impliquent de graves contradictions, si l'on considère l'ensemble de la politique économique du national-socialisme.

En effet, pour relever le prix des graisses indigènes, il faut relever aussi celui de la margarine dans de fortes proportions, d'où surcharge intolérable pour les consommateurs.

De plus un prix élevé pour le saindoux va pousser à l'élevage des porcs, ce qui n'est pas souhaitable, car le marché de la viande est déjà saturé.

Enfin, toute restriction de la production de la margarine s'accompagnera d'une restriction de la production des tourteaux, or en 1932-33, les tourteaux sont indispensables pour la production laitière. Les éleveurs vont être mis dans l'impossibilité d'augmenter la production de lait, donc de combler le déficit du bilan des corps gras et de profiter de la hausse des prix !

Voilà pourquoi seules des méthodes originales ont permis de résoudre le problème des corps gras. Les plus curieuses sont la création d'une margarine réservée aux classes nécessiteuses, pour éviter l'incidence de la hausse des prix, et l'emploi de procédés techniques nouveaux pour extraire les graisses animales qui permettent à la fois d'augmenter la production de graisse et de diminuer celle de la viande.

PRINCIPES DE L'ORGANISATION

INFLUENCE PREPONDERANTE DE L'ETAT

Il est facile de prévoir qu'il ne peut y avoir de solution corporative du problème des corps gras, parce que des branches très diverses de la production nationale y sont intéressées, sans parler du commerce extérieur. Seul l'Etat peut se placer au-dessus des intérêts particuliers et donner les directives

(50) 1932 est désignée comme l'année de la « *Margarineschwemme* » : inondation de margarine.

d'une politique cohérente. Le trait caractéristique de cette organisation est donc le rôle important dévolu aux agents de l'Etat qui sont au nombre de deux.

1° *L'Office national des huiles et graisses* ⁽⁵¹⁾,

créé par l'ordonnance du 4 avril 1933, en application de la loi du 23 mars 1933. Son but est d'exercer le monopole du commerce extérieur selon le système connu : l'office n'a pas le droit exclusif d'importer, les commerçants peuvent aussi le faire à leur compte. Mais ils ont besoin chaque fois d'une autorisation de l'Office, qui peut exiger que la marchandise importée lui soit vendue. L'autorisation d'importer est accordée sous la forme de délivrance d'un bon, titre ⁽⁵²⁾ qui donne lieu à perception d'une taxe compensatrice, sorte de droit de douane supplémentaire camouflé. L'Office peut aussi régler les quantités importées, les prix de vente sur le marché national, et au besoin saisir lui-même les marchandises et pratiquer ainsi une politique de stockage.

2° *Le Commissaire du Reich pour les huiles et graisses.*

C'est le représentant du ministère de l'agriculture, donc de l'Etat, et non de la Corporation paysanne, qui n'est pas encore créée.

On peut observer une double évolution de ces organes d'Etat.

Tout d'abord leur compétence a été élargie à tous les corps gras et à tous les produits immédiatement dépendants des corps gras. Ainsi l'Office des graisses est devenu l'Office des beurres et des fromages (ord. 21 déc. 1933).

Le Commissaire du Reich pour les graisses remplit le même rôle pour le lait et aussi la viande (ord. 14 mars 1934), assurant ainsi l'unité d'action sur ces trois marchés dont le point de contact commun est le problème des graisses.

Par ailleurs, on observe une certaine tendance à la centralisation corporative. Là comme ailleurs, l'Etat a desserré son emprise autant qu'il l'a pu. Il n'est d'ailleurs pas allé très loin. En 1933, la direction a été exercée par le seul Commissaire du Reich. Mais en 1934, l'organisation de l'industrie de la margarine d'un côté, de l'industrie laitière de l'autre, permettent de laisser à ces groupements professionnels l'exécution

(51) *Reichsstelle für Fette und Oele.*

(52) *Uebernahmebescheinigung.*

de l'organisation du marché. En même temps que la compétence du Commissaire s'étend en surface, elle se réduit en profondeur pour se borner à la direction et au contrôle. De même l'Office National des corps gras se limite à son rôle de régulateur du commerce extérieur et de l'approvisionnement.

ROLE DE L'INDUSTRIE DE LA MARGARINE

Elle occupe dans le « *Fettplan* » une position pour ainsi dire stratégique de premier ordre. Sans l'industrie de la margarine, jamais la politique des corps gras n'aurait obtenu des résultats aussi importants, ni surtout aussi rapides.

La margarine tient une place considérable dans la consommation. Ainsi en 1932 (c'est, il est vrai, l'année où la consommation de la margarine a atteint un chiffre record), l'Allemagne a consommé 526.000 t. de margarine, 429.000 t. de beurre et 417.000 t. de saindoux et de lard. L'importance de ce chiffre explique que toute mesure portant sur la margarine réagisse très énergiquement sur le marché des corps gras.

De plus, les qualités techniques de ce produit permettent d'agir sur les autres corps gras par le mélange. On peut à volonté modifier les matières premières qui entrent dans la composition de la margarine : on peut lui ajouter du beurre, du saindoux, remplacer l'huile de palme par l'huile de baleine, celle-ci par l'huile de soja, etc... En ce sens, l'industrie de la margarine mérite vraiment le qualificatif d'industrie-clef.

La réglementation de ce marché est aussi grandement facilitée par le haut degré de concentration de l'industrie. L'Allemagne n'importe que des quantités négligeables de margarine toute préparée. La totalité est fabriquée en Allemagne même, par une dizaine seulement de grandes usines groupées dans la région de Hambourg ou dans la région rhénane (à cause des facilités d'importation des matières premières). Soulignons que la grande majorité de ces usines est trustée et se trouve entre les mains du capital étranger, surtout du trust international « Unilever ». Cette constatation explique la brutalité des mesures imposées aux fabriques de margarine. Comme la perte était supportée par les capitalistes étrangers, on ne s'est guère préoccupé de ménager la rentabilité des entreprises.

Dans l'histoire de l'organisation du marché des corps gras, chaque année 1933, 1934 et 1935 correspond à une phase caractéristique ; si l'on fait abstraction des détails, on peut dire

que le problème de la margarine a été abordé et résolu le premier, pour obtenir avant tout un relèvement des prix.

En 1934, tous les efforts se portent sur le marché du beurre qu'il faut rationaliser pour éviter autant que possible l'incidence de la hausse sur le consommateur.

Enfin 1935 est placé sous le signe de la disette. Une grave crise de ravitaillement met à l'épreuve toutes les mesures déjà prises dans ce domaine, et prouve leur insuffisance.

LA POLITIQUE DE LA MARGARINE

LA SITUATION EN 1932

Depuis la fin de la guerre et surtout depuis la crise, la consommation de margarine et produits similaires (oléo-margarines, graisses alimentaires, etc.) ne cesse d'augmenter. En 1932 elle atteint un chiffre record. Ce développement présente pour l'économie allemande le double désavantage de ruiner l'industrie laitière nationale et de grever lourdement la balance commerciale ⁽⁵³⁾.

En même temps des changements profonds se sont produits dans la proportion des matières premières utilisées. Les fabriques ont délaissé de plus en plus les graines à forte teneur en huile pour le soja surtout, qui entre en 1932 pour 53 % dans la fabrication ⁽⁵⁴⁾. La production de tourteaux a augmenté en proportion. En 1926, les moulins à huile (la plupart appartiennent au trust de la margarine) vendaient 70 % de leur production sous forme d'huile, en 1932 seulement 56 %.

Il faut chercher la cause de cette évolution dans la relation de prix huile-tourteaux. De 1926 à 1932, le prix de l'huile a baissé en moyenne de 60 %, celui des tourteaux de 40 % seulement. Cela s'explique par la politique de soutien des cours de céréales qui, indirectement, a réagi sur le prix des tourteaux, produits de substitution. L'huile végétale, au contraire, a vu surgir un concurrent dangereux, l'huile de baleine,

(53) Consommation de corps gras (en 1.000 t.).

	1925	1926	1927	1928	1929	1930	1931	1932
Margarine	410	450	455	462	477	479	477	526
Graisses vég. pures .	55	60	60	60	60	70	70	90

extrait de « *Konjunkturstatistisches Handbuch 1936* », p. 178.

Importations d'oléagineux (en 1.000 t.)

	1925	1926	1927	1928	1929	1930	1931	1932
	1531	1684	1957	2467	2597	2316	2416	2390

(54) *Der Deutsche Volkswirt*, 6 avril 1934.

dont l'importation passe de 100.000 t. en 1929 à 234.000 t. en 1933. Cette évolution désastreuse permet de comprendre le cri de guerre des organisations de la laiterie : l'Allemagne doit choisir entre la vache allemande et la baleine internationale !

L'Allemagne a choisi la vache allemande.

Juste avant l'avènement de Hitler, la lutte pour le problème de la margarine battait son plein. En décembre 1932, le prix du beurre était tombé à 216 RM. les 100 kg., contre 404 RM. en décembre 1928. Pour relever le prix, les producteurs demandaient que l'on rende obligatoire le mélange du beurre à la margarine. Les consommateurs en pleine crise montraient peu de compréhension pour ce genre de « soutien des cours ». Les partis politiques prenaient les positions que leur dictaient les intérêts économiques ; et le trust de la margarine déchaînait une grande partie de la presse contre cette mesure destinée d'après lui à opprimer la population citadine. Au dernier moment, le gouvernement von Schleicher céda aux intérêts agricoles, et par l'ordonnance de détresse du 23 octobre 1932, posa le principe du mélange obligatoire du beurre à la margarine. L'ordonnance devait rester lettre morte.

RESTRICTION DE LA PRODUCTION

L'ordonnance sur la réglementation des corps gras du 23 mars 1933 pose les principes du « plan de la graisse ». Rappelons qu'à ce moment c'est encore Hugenberg qui est ministre de l'économie nationale, et aux dires des nationaux-socialistes sa politique ne se distingue en rien de l'interventionnisme traditionnel. Il est exact que les ordonnances de Hugenberg ne prévoient aucune sorte d'organisation corporative. Elles n'en posent pas moins les bases de la politique adoptée par les « vrais nationaux-socialistes ».

1° Contingentement de la production des fabriques de margarine.

Désormais les usines ne pourront plus livrer qu'une proportion de leur production de 1932 fixée par le ministre de l'économie. Pour 1933, cette proportion est de 60 %. C'est évidemment le moyen le plus simple pour réduire l'offre de margarine et faire hausser les prix de tous les corps gras.

2° Impôt spécial sur la margarine (ord. 13 avril 1933).

Un impôt élevé de 0,50 RM. par kg. vient frapper les graisses fabriquées avec des matières premières étrangères.

3° En même temps la création de l'Office national des huiles et graisses et du monopole de l'importation des oléagineux permet de garantir l'exécution des mesures précédentes et de tenir en main les fabriques de margarine qui doivent passer par l'intermédiaire de la *Reichsstelle* pour se procurer des matières premières.

PROTECTION DU CONSOMMATEUR

Du producteur de margarine au consommateur, le chemin est court. Le détaillant est en général le seul intermédiaire. Il était impossible de lui faire supporter le poids considérable de l'augmentation de prix, comme on l'a fait pour les marchés de produits agricoles. Mais étant donné le niveau des salaires et le chômage, il était impossible de relever les prix au consommateur. Comment faire ?

Hugenberg avait déjà fait distribuer des bons de réduction aux classes nécessiteuses. Mais cette mesure s'est avérée inefficace parce que les qualités les moins chères ont immédiatement disparu et que les qualités supérieures étaient inabordable pour la classe ouvrière, même avec des bons de réduction.

On a employé alors une méthode unique dans l'arsenal pourtant bien fourni des mesures d'organisation des marchés.

Ordonnance du 23 septembre 1933.

Elle oblige les fabriques de margarine à produire une qualité standard dénommée margarine de ménage⁽⁵⁵⁾. 50 % du contingent des fabriques doit se composer de cette qualité. Son prix est fixé à 32 Pf., livré au détaillant, et 38 Pf. la livre au consommateur.

Pour acheter de cette margarine, il faut présenter un bon de commande⁽⁵⁶⁾. Les bons de commande sont distribués aux citoyens peu fortunés, chômeurs, familles nombreuses, etc..., pour un montant de 9 kg. par tête et par an.

En même temps le contingent total des fabriques de margarine est relevé de 6.000 t. par mois pour satisfaire la consommation accrue en hiver.

(55) *Haushaltsmargarine.*

(56) *Bezugsschein.*

En dehors des bons de commande les ayants-droit reçoivent des bons de réduction⁽⁵⁷⁾ sous forme de coupures de 25 Pf., qui sont prises en paiement par les commerçants lors de l'achat de certaines graisses.

Ce système était trop compliqué car les détaillants n'avaient pas de margarine de ménage en stock. L'ayant-droit devait la commander d'avance avec ses bons. De plus, le nombre des bénéficiaires était relativement restreint.

Perfectionnement du système (1^{er} novembre 1934).

Le prix est encore abaissé et la qualité relevée. Le système de commande est simplifié. On standardise la margarine, qui ne doit plus être fabriquée qu'en quatre sortes : la qualité « margarine de ménage » de 1933 à 38 Pf./livre ; une nouvelle qualité courante « margarine de consommation »⁽⁵⁸⁾ à 63 Pf. la livre, et enfin deux qualités supérieures à 98 Pf. et 110 Pf. la livre.

Les ayants-droit à réduction pourront, soit utiliser tout leur contingent personnel (24 livres par an) à l'achat de la dernière qualité, soit partager leur contingent entre la dernière qualité et la « margarine de consommation » qui leur est vendue à 25 Pf. de moins sur présentation des bons de réduction.

MELANGE DU SAINDOUX A LA MARGARINE

La solution du mélange obligatoire, repoussée pour le beurre, a été adoptée pour le saindoux. La raison en est que les procédés nouveaux d'extraction des graisses animales permettent d'assainir à la fois le marché du saindoux et celui des pores.

Avant 1933, le saindoux n'entrait que pour une faible part dans la fabrication de la margarine. En effet, seule une graisse chimiquement pure est apte à cet usage, et seuls les Américains détenaient un procédé de fabrication. Ce saindoux américain⁽⁵⁹⁾, en raison de son prix élevé, n'était pas recherché par les fabriques.

En 1933, les Allemands ont mis au point des procédés d'extraction de la graisse équivalents à ceux des Américains (pro-

(57) *Reichsverbilligungsschein.*

(58) *Konsummargarine.*

(59) *Neutrallard*, premier jus.

cédé Mergell par dissolution chimique de la graisse ; procédé Hartmann par fusion dans le vide). Le second est plus pratique, parce qu'il permet le traitement de faibles quantités ; c'est pourquoi on peut le faire fonctionner le plus près possible des éleveurs et des abattoirs. Ces procédés permettent de retirer 60 à 70 % de graisse du poids de l'animal, au lieu de 25 % chez le porc gras ordinaire. Le résidu de fabrication livre un produit excellent pour la nourriture des porcs.

En 1934, existaient déjà 19 installations d'extraction des graisses, avec une capacité de production mensuelle de 6 à 7.000 t. En mars 1934, le contingent de margarine mensuel étant de 360.000 t., et le taux du mélange de 12,5 %, l'industrie a consommé 3.750 t. de saindoux neutre, ce qui représente environ 62.500 porcs de 3 quintaux⁽⁶⁰⁾, alors que le nombre des porcs de plus de 3 quintaux vendus le même mois était de 80.000. On voit l'importance que la production du saindoux neutre présente pour le marché des porcs. Les résultats ne se sont pas fait attendre : de mars à novembre 1933 seulement, le prix des porcs gras (plus de 3 quintaux) est passé de 34 à 54 RM. le quintal sur pied.

Enfin les modifications du taux de mélange permettent de doser exactement l'effet à obtenir. Le taux a été progressivement augmenté de 5 % en novembre, 1933, à 10 % en janvier 1934, 12,5 % en mars 1934, et dans la suite jusqu'à 15 %, si bien que la part du saindoux indigène dans la fabrication de la margarine est passée de 1933 à 1934 de 1 à 14 %.

ORGANISATION PROFESSIONNELLE

A l'inverse des autres branches, l'organisation professionnelle n'est pas une condition indispensable de l'organisation du marché. Si l'on s'est décidé, en 1934, à organiser l'industrie de la margarine, c'est surtout par amour de la symétrie, un peu aussi pour débarrasser le Commissaire des graisses du travail de détail et de la question purement interne de la répartition du contingent entre les usines.

Ordonnance sur le groupement de l'industrie de la margarine
(23 juillet 1934).

Elle crée une Union Economique^(60 bis) sur le schéma qui

(60) Estimation de « *Der Deutsche Volkswirt* », 6 avril 1934.

(60 bis) *Wirtschaftliche Vereinigung der Margarine- und Kunstspeisefett-industrie.*

nous est maintenant bien connu : membres de droit, caractère de droit public avec interdiction de faire le commerce, etc...

Le conseil d'administration est l'organe directeur. Il comprend 7 membres représentant les différentes industries rattachées à l'Union Economique (huiles végétales durcies, margarine, palmine, etc.).

Pouvoirs du Conseil :

1° Fixer la production.

2° Répartir les contingents entre les membres.

3° Imposer une production spéciale, ou l'arrêt d'une entreprise.

4° Interdire l'établissement ou l'extension des usines.

5° Fixer les prix, prélever des taxes de compensation.

6° Fixer des sanctions jusqu'à 10.000 RM.

Toutes les décisions importantes sont prises d'accord avec le ministre de l'alimentation, qui garde bien entendu le droit de contrôle et d'intervention.

Le commentaire officiel qui accompagne l'ordonnance fait entrevoir la possibilité de transmettre la totalité des pouvoirs à l'Union Economique. La large autonomie accordée à celle-ci est le trait dominant de cette organisation.

Cette Union Economique est une des rares qui aient subsisté après la réforme de 1934. Elle jouit d'une place à part dans la Corporation alimentaire, car elle est rattachée directement à la Section III, sans appartenir à une fédération agricole ou industrielle. Le silence dont on l'entoure est la meilleure preuve de son bon fonctionnement.

LA POLITIQUE DU BEURRE

C'est un procédé assez artificiel que d'exposer la politique du beurre indépendamment de celle du lait, car les deux marchés sont unis presque au point de se confondre. Cependant, en considérant l'ensemble du problème des graisses, il est impossible de ne pas traiter la question du beurre, tant en raison de l'importance du beurre dans l'alimentation que des relations de prix très étroites qui existent entre le beurre et la margarine. Dans ce chapitre, nous nous efforcerons de considérer le beurre avant tout comme un corps gras, et non comme un sous-produit du lait.

GENERALITES

Le but du « plan de la graisse » de 1933 était de relever le prix du beurre tombé à un niveau excessivement bas. Le point maximum de la baisse a été atteint en mars 1933 avec 171 RM. les 100 kg.

Le moyen consistait simplement à éliminer la concurrence de la margarine en restreignant l'offre et en élevant le prix ; en même temps on relevait fortement les droits de douane.

Le résultat cherché a été immédiatement atteint, comme le montrent les cours du beurre à Berlin ⁽⁶¹⁾.

Année 1933. — Prix des 100 kg. en RM.

182 175 171 176 218 225 225 242 251 252 252 252
soit une hausse de 46 % en 6 mois !

En fait le succès a failli dépasser les espérances du gouvernement, car les prix au détail ont monté à la même allure ; mais pour le beurre il n'y avait pas de bons de réduction, comme pour la margarine !

La nécessité de limiter la hausse des prix *de détail* du beurre a poussé à organiser rapidement le marché selon les principes nouveaux. Le domaine de l'industrie laitière et beurrière est justement un de ceux où l'organisation fait merveille et où elle fait le plus défaut en général.

Depuis longtemps les Allemands admiraient les résultats atteints par les coopératives danoises et hollandaises. En Allemagne même le mouvement coopératif avait de beaux succès isolés à son actif, mais dans l'ensemble il n'avait pu faire disparaître l'anarchie de la production et de la répartition, les excès de la concurrence, qui n'étaient pas une des moindres causes de la crise terrible qui sévissait en 1932 sur la laiterie.

L'organisation du marché du lait entreprise en 1934 a été menée de main de maître, grâce aux dons exceptionnels d'organisation que possède sans conteste le baron von Kanne ⁽⁶²⁾, qui a créé de toutes pièces le nouveau système, après l'avoir essayé « en réduction » dans la région rhénane. L'organisation de l'industrie du lait a servi de modèle à la plupart des autres marchés, et aujourd'hui encore elle passe pour exemplaire !

Au contraire de la margarine, qui provient exclusivement

(61) « *Konjunkturstatistisches Handbuch 1936* », page 195.

(62) Un nom prédestiné : kanne, veut dire bidon à lait.

de matières premières étrangères, le beurre consommé en Allemagne est en grande partie d'origine nationale (86 % en 1932). C'est là une proportion très favorable au point de vue du commerce extérieur. Elle est suffisante pour assurer au besoin l'indépendance alimentaire, pas assez forte pour enlever au tarif douanier son action sur les prix intérieurs. Pour mieux assurer le contrôle des importations, on a confié de bonne heure à un Office national (le même que celui des graisses), le monopole indirect du commerce extérieur, dans le but de protéger efficacement le marché national, et de faire valoir dans les négociations commerciales la valeur d'échange des importations allemandes.

ORGANISATION DE LA PRODUCTION

Elle est indispensable et doit même être préalable à l'organisation du marché proprement dit. Le beurre est un des produits pour le marché desquels la liberté n'a jamais produit que l'anarchie. Il y a trois types de producteurs de beurre : la beurrerie commerciale, la beurrerie coopérative et le fermier producteur. Même en Allemagne, pays de l'organisation, les producteurs individuels étaient la majorité en 1932 (en gros 50 % de la production totale), le reste provenait pour parties à peu près égales des laiteries privées et des laiteries coopératives.

Cette dispersion entraîne les suites les plus fâcheuses à tous les points de vue.

Le fermier-éleveur est sans défense contre le commerce parce qu'il est isolé et que le beurre est une denrée particulièrement périssable. Ses méthodes de production sont arriérées, son beurre est de qualité inférieure et le rendement est insuffisant.

De plus on ne peut faire confiance au mécanisme des prix pour éliminer les « producteurs marginaux » par la concurrence et amener automatiquement l'évolution souhaitable vers la concentration. En effet, pour le beurre, le mécanisme classique des prix joue à rebours. C'est le producteur marginal qui agit sur les pouvoirs publics jusqu'à ce que le droit de douane soit relevé et lui permette de vivre. Résultat, les beurreries bien organisées jouissent d'une confortable rente différentielle et le niveau des prix est beaucoup trop élevé pour la masse des consommateurs. Tels sont les bienfaits de la « liberté ».

On s'en était aperçu depuis longtemps en Allemagne, car l'industrie laitière était un des domaines les mieux connus des économistes ⁽⁶³⁾. La loi sur le lait du 31 juillet 1930 ⁽⁶⁴⁾ avait été un essai timide d'organisation. Il faut attendre le notional-socialisme pour voir régler la question.

1. *Rattachement du producteur de lait à la beurrerie.*

Les premières mesures du Commissaire du lait, dès 1933, sont les plus révolutionnaires. Elles visent à contraindre les paysans ou les éleveurs à livrer leur lait, soit pour la vente directe, soit pour la beurrerie. Ceux qui sont situés près des centres urbains doivent ne livrer que le lait frais, les autres, au contraire, faire travailler leur lait. Cette intervention va évidemment très loin, elle supprime complètement la liberté du producteur, mais elle présente pour la communauté et aussi pour le producteur lui-même des avantages énormes.

La principale difficulté venait de ce que le lait frais est acheté en moyenne un pfennig de plus que le lait destiné à la beurrerie. Il fallait donc venir en aide aux producteurs que l'on forçait à vendre à la beurrerie. On a pour cela distribué des subventions prélevées d'une part sur les producteurs qui jouissent du monopole du lait frais, de l'autre sur les droits de compensation prélevés à l'importation par la *Reichsstelle*.

La plupart du temps on force le producteur à vendre à une beurrerie déterminée, et la beurrerie à acheter à tel ou tel producteur, si bien que la stabilité de la livraison est totalement garantie pour les deux parties.

2. *Standardisation du beurre.*

Cette mesure vainement réclamée depuis longtemps, réalisée en partie seulement par les coopératives, est imposée par l'ord. du 20 février 1934.

Il est vain de vouloir organiser un marché où les produits

(63) Ou plutôt des « *Volkswirtschaftler* ». Un grand nombre d'économistes allemands se sont depuis la guerre attachés à l'étude scientifique de problèmes pratiques. Leurs travaux très intéressants n'ont guère d'équivalent en France. On réserve le titre de « *Volkswirtschaftler* » à ces chercheurs praticiens, tandis que celui de « *Nationalökonom* » désigne uniquement les théoriciens.

(64) cf., p. 44.

sont tellement divers qu'une cotation uniforme est impossible, car alors le système du prix fixe ne peut avoir que deux résultats : faire disparaître les bonnes qualités, ou faire disparaître le prix fixe, si des suppléments sont autorisés correspondant aux diverses qualités.

De plus, pour le beurre, le contrôle de la qualité est indispensable dans l'intérêt du consommateur d'abord, dans celui de la production ensuite, pour lui permettre de soutenir la concurrence des beurres des pays scandinaves.

Depuis le 1^{er} mars 1934, il n'y a plus que cinq qualités de beurre, définies par leur teneur en graisse et leur provenance. Tout est réglé : le poids des paquets, la forme, la présentation, le marquage, l'emballage et le contrôle. En pratique, la plupart des régions ne connaissent même qu'une qualité unique, les autres n'existant que dans certaines régions ou pour certains usages.

La même ordonnance réalise la standardisation pour le fromage ⁽⁶⁵⁾.

La standardisation a simplifié énormément la cotation d'abord, l'introduction des prix fixes ensuite. Elle a contribué efficacement à relever la qualité du beurre allemand.

3. *La lutte contre le beurre de ferme.*

Nous avons vu que l'organisation du marché impose la centralisation de la production, donc de l'offre à la beurrerie. Mais à cela il y a un obstacle, le droit de chaque cultivateur de faire du beurre si cela lui plaît. Certes, ce n'est pas le « respect d'un droit naturel et imprescriptible » qui a empêché le Commissaire du lait d'interdire la fabrication du beurre à la ferme. Cette solution radicale aurait soulevé la fureur légitime des fermiers, elle aurait été impossible à contrôler.

En temps normal, le beurre de ferme ne peut désorganiser le marché, parce qu'il est de qualité inférieure et que le prix payé au paysan pour son lait lui rend la vente du lait à la

(65) Nous ne donnerons pas de détails sur l'organisation du marché du fromage. Précisons simplement qu'elle est aussi stricte que celle du beurre. Seules certaines régions (Allgäu, Westphalie) peuvent produire des fromages. Il y a 9 sortes de fromages, pas une de plus. Teneur en graisse obligatoire, etc... Les mêmes organismes régissent la production du fromage et du beurre.

beurrerie plus avantageuse que la vente de son beurre. Mais en temps de disette de beurre, il en va tout autrement. On l'a bien vu en 1934 et 1935. Le beurre est devenu une denrée rare (je ne dis pas de luxe, car son prix n'a pas bougé) et le même phénomène que pendant la guerre se reproduit : tous les citadins se souviennent d'un parent éloigné qui a des vaches, on lui demande du beurre, payé bien au-dessus du prix fixe, bien entendu, le paysan refuse de livrer son lait à la beurrerie et se remet à faire marcher sa baratte avec activité.

Il y a là une cause de désorganisation très grave du marché réglementé du beurre, étant donné les quantités considérables de beurre de ferme qui sont encore produites. La statistique ne saisit qu'imparfaitement la production à la ferme. Voici les chiffres donnés par la Fédération Nationale de l'industrie du lait ⁽⁶⁶⁾.

(En t.)	1931	1932	1933	1934	1935
Beurreries . . .	210.415	224.477	253.445	278.160	305.971
B ^{re} de ferme .	171.285	170.523	171.355	146.840	128.531

La part du beurre de ferme a diminué considérablement dans l'ensemble de la production nationale. Mais elle représente toujours plus du quart, et ces chiffres même ne soit pas absolument sûrs.

Cette réduction n'a pas été obtenue par la contrainte. On s'est efforcé seulement d'empêcher la vente au dehors du beurre de ferme, par différents moyens : obligation aux détaillants d'acheter leur beurre aux beurreries, restriction ou interdiction des envois par colis postaux du producteur au consommateur, amélioration de la qualité moyenne qui fait une concurrence victorieuse au beurre de ferme ,etc...

Mais là comme presque partout dans l'agriculture allemande, la solution de l'organisation du marché exige un ravitaillement suffisant.

ORGANISATION DU COMMERCE

Plus que dans tout autre domaine, le commerce a cédé la place aux services commerciaux de l'organisation professionnelle. Les rapports entre le fermier, la laiterie, la beurrerie et les détaillants ont été organisés d'un bout à l'autre d'après

(66) *Der Deutsche Volkswirt*, 24 janvier 1936.

les principes corporatifs et le système « libéral » est totalement supprimé.

1. *Fixation des prix.*

Dès l'été 1933, la cotation du beurre aux bourses de Berlin et de Hambourg est supprimée. Les prix de gros sont fixés à Berlin par une Commission du Commissariat du lait, qui se réunit une ou deux fois par mois.

A partir de 1934, on supprime complètement la liberté des prix et on introduit des prix fixes à deux stades : à la beurrierie et au détail (ord. 17 nov.). Ces prix sont en réalité des prix maxima et le sont restés depuis. Un marché libre pousserait certainement les prix au-dessus du niveau légal. En principe les prix ne sont pas fixés par le Commissaire ou par le Ministre, mais par les organisations professionnelles. Le dernier mot appartient évidemment au gouvernement.

2. *Organisation corporative du commerce.*

Les détaillants sont de simples distributeurs. Il s'agit uniquement du commerce de gros.

Il a été purement et simplement supprimé « dans les régions où il avait exploité les agriculteurs » ⁽⁶⁷⁾. Ailleurs on l'a laissé subsister, mais il n'a plus qu'un rôle insignifiant. La corporation du lait se charge elle-même de faire le commerce du beurre. Elle dispose pour cela de deux organes.

1° L'Office national du lait et des corps gras (ord. du 21 déc. 1933).

L'Office a reçu au début le monopole de l'introduction dans le commerce des produits laitiers étrangers et *indigènes*. Il a joué pendant trois mois, non seulement le rôle habituel de régulateur des importations, mais aussi celui de commerçant à l'intérieur. Cette anomalie a disparu avec l'organisation définitive du marché du lait et des produits laitiers qui crée des organismes spéciaux pour le commerce (Ord. du 27 mars 1934).

2. Les « *Grossverteilervereinigungen* » ⁽⁶⁸⁾.

(67) *Der Deutsche Volkswtrt*, 10 août 1934.

(68) Union des grossistes.

Près de chaque groupement régional du marché du lait⁽⁶⁹⁾ est créée une société qui groupe tous les commerçants en gros de beurre et de fromage, et surtout les coopératives qui y jouent un rôle essentiel. C'est une sorte de centrale de vente, dont le rôle est d'approvisionner le marché de la façon la plus économique. Ces centrales de vente sont au nombre de 17, et groupées sous la direction de l'Office National. Souvent, on a transformé une coopérative importante en « *Grossverteilervereinigung* », comme ce fut le cas par exemple pour le « *Verkaufsverband Norddeutscher Molkereien* » avec toutes ses succursales à Berlin, Rostock, Stettin, Dresde et Erfurt.

Ces centrales de vente ne monopolisent pas toute l'offre de beurre, puisque, en principe, le commerce est toujours libre. Mais elles ont le droit de le faire le cas échéant. Elles ont le droit d'obliger les beurreries à leur vendre leur production en tout ou partie. Seul le beurre de ferme peut leur échapper.

Le rôle de ces centrales consiste à adapter l'offre à la demande dans l'espace et dans le temps.

Dans l'espace, elles peuvent agir sur les courants commerciaux, envoyer plus de beurre dans les centres urbains et les régions consommatrices, en laisser moins dans les régions productrices. Elles fournissent au besoin les localités où les transports sont coûteux, ce qui crée des « angles morts » où le commerce n'expédie pas.

Dans le temps elles pratiquent la politique de stockage qui joue un rôle essentiel pour le beurre, produit saisonnier. On a édifié partout en Allemagne d'immenses frigorifiques qui engloutissent au début de l'été les excédents de la production.

Cet énorme mécanisme fonctionne très bien et, ce qui est curieux, il a trouvé du premier coup ou presque sa forme définitive. Depuis 1934 on n'a rien changé au système et les mesures nouvelles ont été imposées par la seule crise de 1935 qui est une crise de production mais non de répartition.

3. Le commerce extérieur.

La loi du 20 décembre 1935 et l'ordonnance du 21 décembre créent un Office National des produits laitiers⁽⁷⁰⁾.

(69) *Milchwirtschaftsverband*.

(70) *Reichsstelle für Milcherzeugnisse*.

Cet Office se confond avec celui qui existe déjà pour les corps gras. Il a, dit la loi, le monopole de l'introduction dans le commerce des produits laitiers indigènes ou étrangers. Nous savons que le monopole des produits indigènes a été transitoire. Seul nous intéresse ici le monopole du commerce extérieur, dont le mécanisme est le suivant :

Avant de dédouaner sa marchandise, l'importateur doit s'adresser à l'Office qui lui délivre un document (*Uebernahmeschein*) moyennant le paiement :

1° Du droit de 1 ou 2 Pf. par kg. prélevé par l'Office sur toutes les transactions sur le beurre ou le fromage ;

2° De la différence entre le prix d'achat de l'importateur et le prix de vente de l'Office, c'est-à-dire le prix intérieur officiel. Autrement dit le droit de douane est augmenté par là du montant nécessaire pour élever le prix du produit importé au niveau national.

De plus l'Office peut exiger que l'importateur lui vende ses marchandises, ce qui lui permet d'en disposer pour approvisionner les régions déficitaires par l'intermédiaire des « centrales de vente ».

Il est facile de voir quelle arme redoutable l'institution de cet Office national fournit à la politique commerciale allemande. Dès 1934 elle a permis de conclure avec la Hollande et le Danemark des accords de compensation très avantageux pour l'Allemagne.

Rappelons enfin que l'Office National dépend directement du ministère de l'alimentation, et qu'il a sous ses ordres les 17 *Grossverteilervereinigungen* (centrales de vente).

Telle est l'organisation puissante et souple qui dirige le marché du beurre. Il ne fallait rien moins qu'elle pour maîtriser la crise de 1935 que nous allons maintenant étudier, parce qu'elle permet de saisir sur le vif les traits caractéristiques du marché des corps gras.

LA CRISE DE 1934

L'Allemagne offrait, en automne 1935, un étrange tableau. De longues queues s'allongeaient dans les rues devant les boutiques de beurre, des individus mystérieux s'en allaient le soir vendre, sous le sceau du secret, du saindoux ; le ministre Goebbels lui-même réunissait à Halle plus de 100.000 personnes pour leur parler de la graisse ⁽⁷¹⁾. Que se passait-il ?

(71) *Völkischer Beobachter*, 5 octobre 1935.

Simplement ceci : l'offre de corps gras avait diminué, la demande augmenté, et le mécanisme des prix ne jouait pas. Rien d'étonnant si la disproportion entre l'offre et la demande produisait de tels effets.

Il est très intéressant d'observer par quels moyens la Corporation alimentaire est intervenue pour adapter l'offre et la demande ; elle a usé de tout son arsenal, sauf du facteur essentiel dans la conception orthodoxe : le prix.

Réduction de l'offre.

1. Saindoux.

Pendant le premier semestre l'offre a été normale, mais pendant le second elle a baissé très rapidement. En effet, la sécheresse de 1934 a réduit considérablement le troupeau porcin (10 %). De plus, en 1935, le manque de fourrages a empêché les éleveurs d'engraisser leurs porcs jusqu'au point où ils donnent plus de graisse que de viande. Ils ont dû les abattre trop tôt, et comme la proportion de graisse décroît plus rapidement encore que le poids de l'animal, la production de saindoux a énormément baissé.

Production de lard et saindoux (en 1.000 t. de graisse pure) :

1932	1933	1934	1935
296	308	324	310
En kg. par tête :			
4,9	5,2	5,4	5,2

Chiffres de l'IfK, *Wochenbericht*, 1935, numéro 51-52.

2. Beurre.

Les statistiques ne sont pas d'accord sur la production de beurre de 1935 ! Les deux sources sont l'*Institut für Konjunkturforschung* d'un part, la Fédération nationale de l'industrie du lait, de l'autre.

D'après la première, la production du lait a diminué en 1935, elle a augmenté, d'après la seconde. On voit que la divergence est considérable.

Chiffres de la Fédération nationale (en 1.000 t.) :

	1933	1934	1935
Beurreries	253	278	306
Beurre de ferme	172	147	129
Total	425	425	435

Chiffres de l'I. f. k. :

	1933	1934	1935
Total	431	425	404

Bien entendu, nous sommes incapables de dire quelle estimation est la bonne. Mais, l'*Institut für Konjunkturforschung* jouit d'une grande réputation, et le fait qu'il souligne lui-même la divergence des estimations prouve qu'il se sent sûr de lui. D'autre part la Fédération nationale de l'industrie du lait prêche pour son saint. Ses chiffres tendent à prouver l'excellence des mesures qu'elle a prises pour augmenter la production. Nous serions donc tentés de suivre plutôt l'I. f. K., mais sans pouvoir apporter d'autres preuves que les considérations précédentes.

3. Margarine.

Le contingent des usines a été relevé, et la production totale passe de 354.000 t. (en graisse pure) pour 1933 et 1934 à 370.000 t., soit une augmentation de 4 % environ.

4. Importations.

Malgré le manque de devises, elles sont restées à peu près au même niveau. Elles ont seulement augmenté pendant le second semestre pour permettre malgré tout à l'Office National des graisses d'atténuer la disette dans les centres les plus touchés.

Bilan des importations (72) (en 1.000 t.) :

	1934	1935
Graisses animales	53	41
Huile de baleine	142	249
Huiles végétales	125	130
Beurre	62	72
Total	382	492

(72) I. f. K. *Wochenbericht*, 23 décembre 1935.

Abstraction faite de l'huile de baleine, les importations sont exactement aussi importantes en 1935 qu'en 1934.

La forte augmentation d'huile de baleine provient du fait que c'est le corps gras (matière première de la margarine) le meilleur marché. De plus il n'a pas coûté de devises à l'Allemagne qui se l'est procuré par un accord de compensation avec la Norvège.

Groupons maintenant tous ces chiffres et cherchons à estimer la quantité totale de corps gras disponibles en 1935.

Approvisionnement en graisses alimentaires (en 1.000 t. de graisse pure) ⁽⁷³⁾ :

1932	1933	1934	1935
1.526	1.386	1.370	1.361
Kg. par tête :			
23,5	21,3	20,9	20,6

La diminution n'est pas très importante (étant donné l'ordre de grandeur de la précision de ces statistiques, elle est à peine sensible). Mais en face de cette offre réduite se trouve une demande accrue.

Augmentation de la demande.

Il n'est pas possible de la chiffrer mais elle est certaine.

Elle résulte en premier lieu de l'augmentation du pouvoir d'achat de la population, conséquence de la lutte contre le chômage.

De plus le service militaire rétabli en 1935 et le service du travail représentent une armée de consommateurs de quelques 600.000 hommes doués d'un appétit solide.

Mais surtout la demande a augmenté parce que le prix du beurre n'a pas bougé d'un bout de l'année à l'autre. L'augmentation saisonnière de l'automne et de l'hiver n'est pas venue restreindre la demande et rétablir l'équilibre. Telle est sans nul doute la cause principale de la persistance de la demande.

Et pourtant, tous ces facteurs ne suffisent pas à expliquer l'acuité de la crise en Octobre et en Novembre.

Facteurs exceptionnels de déséquilibre.

1. La panique.

Une vague de panique a déferlé sur les consommateurs. Les

(73) I. f. K. *Wochenbericht*, 23 décembre 1935.

difficultés locales ont été exagérées, les gens ont pris peur et se sont précipités sur les marchands de beurre pour faire des stocks. Les journaux étaient pleins de l'histoire d'une ménagère qui s'évanouit d'épuisement pendant qu'elle faisait la queue ; on la secourt et on trouve 10 livres de beurre dans son panier.

2. *L'inégalité de la répartition.*

C'est un fait que seules les villes importantes ont connu la disette. La campagne et les petites villes ne se sont imposé aucune restriction, au contraire. Le prix du beurre jugé insuffisant par le producteur l'a poussé à consommer le plus possible de sa production, et à la vendre en fraude. Le beurre de ferme a retrouvé le chemin de la ville par des voies insoupçonnées.

Là s'est révélé un défaut de l'organisation de la beurrerie. C'est à grand'peine que les quantités produites ont été maintenues. Et la répartition a été mal faite.

Mesures prises contre le déficit.

Action sur l'offre.

1° Les importations n'ont guère été accrues, sauf pour le beurre, à la fin de l'année ;

2° Restriction des emplois secondaires du lait, de façon à réserver aux beurreries tout le lait disponible. On contingente la fabrication du chocolat au lait, du lait condensé et même de la crème Chantilly.

Ces mesures, leur possibilité même, prouvent l'incroyable portée des moyens d'action des organisations professionnelles de la Corporation alimentaire.

Action sur la demande.

Le gouvernement a tout fait pour éviter un contingentement énergique de la consommation par un système de cartes ou analogue. Une telle mesure aurait eu des effets psychologiques désastreux sur la population, chez qui les souvenirs des difficultés alimentaires de la grande guerre sont encore très vivaces.

Les beurreries ont reçu l'ordre de ne livrer qu'à leurs anciens clients, et une quantité égale à 80 % seulement des ventes effectuées l'année précédente.

Dans le commerce de détail les commerçants ont été chargés de répartir le beurre entre leur clientèle habituelle, à l'exclu-

sion des clients nouveaux. Ils doivent pour cela tenir compte de la situation de famille, etc.

C'est un rôle lourd de responsabilité. Voici en quels termes le « *Völkischer Beobachter* », dans un article inspiré, exhorte les commerçants à remplir leur devoir. Le passage est tout à fait caractéristique : « Le commerce de détail a le plus grand intérêt à exiger de ses membres une discipline stricte. On sait combien les fautes des membres d'une corporation sont facilement généralisées, ce qui vient souiller l'honneur d'une corporation. Le détaillant a en ce moment un rôle primordial. Il dépend de lui de répartir le beurre. On peut exiger de lui qu'il n'utilise pas à son avantage cette situation. Il n'a aucun mérite à détenir du beurre alors que celui-ci est rare. Il devrait saisir l'occasion de la pénurie de beurre actuelle pour prouver sa maturité morale (sic) et son aptitude à remplir les devoirs que le gouvernement lui confie » ⁽⁷⁴⁾.

Malgré cet appel pathétique, les détaillants ne se sont pas fait faute d'exploiter la situation par des moyens tous plus ingénieux les uns que les autres. Le plus fréquent consistait à ne vendre du beurre qu'aux clients qui achetaient en même temps d'autres marchandises. Ce genre de trafic a été bien entendu immédiatement interdit ; on n'en est venu à bout que par la police et les dénonciations.

La situation n'est devenue normale qu'au printemps 1936 où l'augmentation saisonnière de la production de beurre a permis de revenir sur les mesures de restriction. (Ord. du 1^{er} mai 1936).

CONCLUSION

La Corporation alimentaire a créé des organisations qui lui permettent d'avoir complètement en main le marché des corps gras, sauf en temps de disette. La crise de 1935 prouve que l'insuffisance des produits à répartir menace de ruiner l'organisation du marché, ou de la rendre intenable.

La solution définitive du problème des graisses dépend donc soit de la production indigène, soit des importations. Malgré les efforts faits pour développer la production nationale de plantes oléagineuses et de beurre le succès apparaît problématique et lointain. Une augmentation relativement faible des importa-

(74) *Völkischer Beobachter*, 4 décembre 1935.

tions lèverait au contraire immédiatement toutes les difficultés.

En attendant, l'organisation du marché du beurre peut être encore améliorée sur deux points :

1° L'ordonnance du 1^{er} mai 1936 améliore la main-mise des *Milchwirtschaftsverbände* sur l'offre. Ils peuvent obliger les beurreries à leur vendre leur production et constituer des stocks importants destinés à éviter le retour de crises analogues à celle de 1935.

2° On peut se demander si le gouvernement ne suit pas une politique de prix trop rigide. Il semble que, même dans le système des prix fixes, des variations saisonnières puissent venir faciliter l'adaptation de l'offre à la demande.

On ne l'a pas fait en 1935, peut-être dans un but politique. La solution donnée au problème du beurre a été exploitée par les nationaux-socialistes comme thème de propagande, à peu près dans les termes suivants : dans le régime national-socialiste, tout le monde doit se restreindre en temps de crise, le riche autant que le pauvre ; autrefois le prix montait, ce qui éliminait du marché les travailleurs ; aujourd'hui il y a peu de beurre, mais tout le monde en reçoit.

Malgré l'effet de cette argumentation sur la population, il faut tenir compte du mécontentement causé par la disette, si bien qu'à l'avenir il paraît indiqué de faire jouer le mécanisme des prix, qui présente l'avantage énorme de fonctionner sans bruit.

LE MARCHÉ DU LAIT

En 1932, année normale pour la production laitière, 10,5 millions de vaches ont donné plus de 23 milliards de litres de lait. Cette quantité suffit à couvrir complètement la consommation de lait frais de l'Allemagne, elle permet en outre de fabriquer 86 % de la consommation de beurre, 88 % de la consommation de fromage. L'Allemagne produit presque tout le lait qui lui est nécessaire.

De là découle qu'à l'inverse du problème des corps gras, le problème du lait consiste moins à augmenter la production qu'à organiser le marché intérieur. On peut voir a priori qu'une politique douanière stricte sera impuissante à assainir le marché et à relever les prix du lait, tombés en 1932 à 50 % du niveau maximum. De 22,2 RM. l'hectolitre en septembre 1929, les cours ont baissé jusqu'à 12,3 en janvier 1932 ⁽⁷⁵⁾.

Cette baisse n'est pas seulement l'effet de la crise et de la baisse du pouvoir d'achat des consommateurs, elle résulte surtout de causes propres au marché du lait, de l'anarchie de la distribution, du nombre excessif des intermédiaires, ainsi que de la baisse constante du beurre (marché des graisses) qui entraîne dans sa chute le cours du lait. Le beurre est passé de 374 RM. les 100 kg. en octobre 1929 à 171 RM. en mars 1933 ; la baisse est plus importante que pour le lait. Elle atteint 55 %.

La baisse des prix de vente au détail est loin d'avoir suivi la même courbe. C'est pourquoi, depuis 1929-1930, nombreuses étaient les voix qui, parmi les producteurs et les consommateurs, s'élevaient pour réclamer une organisation du marché du lait. La loi sur le lait du 30 juillet 1930 prouve à la fois combien la nécessité de faire quelque chose apparaissait pressante, combien aussi les demi-mesures d'économie dirigée sont impuissantes et même nuisibles ⁽⁷⁶⁾. On n'a pas osé alors

(75) Cours de Berlin.

(76) cf. ci-dessus, page 111.

imposer les mesures nécessaires. Le mot d'ordre était coopération, à l'exemple du Danemark. Mais l'organisation volontaire et librement consentie est possible au Danemark en raison de la structure homogène de ce pays, de ses mœurs, de son exiguité aussi, elle ne l'est pas dans un pays aussi divers que l'Allemagne. La coopération y a obtenu quelques succès de détail, mais ce n'est pas avec cela qu'on relève toute une branche de l'économie où le régime de la liberté a fait faillite.

Le gouvernement national-socialiste n'a donc pas eu à faire face à un problème entièrement nouveau ; tout avait été dit sur les causes et les remèdes de la crise du lait. Il restait à agir. Le but immédiat était le relèvement des prix du lait au producteur, puis l'organisation du marché. Le national-socialisme n'a pas employé de méthodes vraiment originales, comme pour le marché des céréales, par exemple ; il s'est contenté d'obtenir par la contrainte ce que l'on avait espéré vainement de l'initiative privée : le rationalisation.

Le trait remarquable de cette intervention vient de son caractère empirique, progressif. Le marché du lait est celui qui a obtenu le plus vite les résultats les plus probants, parce que son organisateur, le baron von Kanne, a expérimenté toutes les mesures avant de les appliquer à grande échelle, et qu'il s'est bien gardé de tout schématisme, de toute débauche d'organisation rien que pour le plaisir d'organiser comme c'est souvent le cas en Allemagne.

RELÈVEMENT DES PRIX

On l'a obtenu directement par le relèvement des prix du beurre, donc du lait industriel, qui s'est répercuté sur le lait frais. Dans ce but, deux groupes de mesures ont été employées : d'une part le « plan de la graisse », que nous connaissons déjà, de l'autre une action entreprise pour relever le prix des sous-produits de la fabrication du beurre, babeurre et petit lait.

1. *Plan de la graisse.*

Son but immédiat a été de relever les prix du beurre. Il y a fort bien réussi, puisqu'en six mois, de mars à octobre 1933, le cours du beurre à Berlin a monté de 46 %.

Cette hausse a gagné d'abord le lait industriel, puis le lait frais, mais évidemment pas dans la même proportion. Bien

que l'effet de cette hausse soit certain, il est impossible de le chiffrer, car on ne peut savoir à quelle mesure en particulier on doit le relèvement de 20 % environ obtenu sur les prix du lait au producteur.

2. Les sous-produits tiennent dans la laiterie une place considérable. L'impossibilité de les utiliser pèse fréquemment sur la rentabilité des entreprises, si bien qu'une partie du manque à gagner qui en résulte doit être récupérée sur le beurre et en élève inutilement le prix de revient.

Dans la mesure où on favorise l'utilisation industrielle du petit lait, on soulage la laiterie et par là le producteur. Cette utilisation peut se faire de plusieurs façons, mais étant donné le coût de transport très élevé du petit lait par rapport à sa valeur intrinsèque, seuls les procédés d'utilisation applicables à la laiterie même sont susceptibles de rapporter des bénéfices. C'est pourquoi il est par exemple vain d'espérer tirer parti du petit lait en l'expédiant à cent kilomètres ou plus dans une fabrique de caséine.

Le procédé le plus avantageux consiste à tirer du petit lait du lait en poudre⁽⁷⁷⁾, qui ne peut prétendre être un équivalent du lait frais, mais qui trouve emploi dans la boulangerie, la fabrication de crèmes, etc... Pour assurer un débouché à ce lait en poudre et plus généralement à tous les produits laitiers industriels, a été créée le 14 octobre 1933 une Union économique des fabricants de lait condensé et produits similaires⁽⁷⁸⁾.

Cette Union économique est du type classique : ses membres en font obligatoirement partie, elle a la personnalité juridique.

Son rôle est à la fois d'organiser la profession et le marché. D'une part l'édification de nouvelles fabriques ou l'agrandissement de celles existantes sont soumis à autorisation. Le Conseil d'administration peut prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher l'encombrement de la profession.

D'autre part, la profession doit fixer les conditions et prix de production, pour éviter la concurrence déloyale ou la surproduction.

Le Commissaire du lait, qui contrôle directement cette Union économique, s'en est immédiatement servi dans l'intérêt de l'industrie du lait. Il a fixé des prix minima d'achat pour le lait, prescrit les régions où les usines doivent acheter, etc...

(77) *Trockenmilch*.

(78) *Wirtschaftliche Vereinigung der Milch- und Sahnedauerwaren-erzeuger*.

En même temps on assurait un débouché au lait en poudre en en imposant le mélange au pain blanc⁽⁷⁹⁾. Cette mesure s'est révélée efficace. Elle a été reprise en 1934 sous forme d'un accord intervenu directement entre l'organisation professionnelle de la laiterie et celle de la boulangerie. Cet accord est un bon exemple de mesures prises volontairement par des groupements professionnels dans leurs intérêts respectifs : la laiterie utilise son petit lait et la boulangerie peut fabriquer un pain de qualité supérieure (*Milcheiweissbrot*) contenant 2,5 % de lait en poudre, vendu au-dessus du prix courant.

ORGANISATION PROFESSIONNELLE DE LA LAITERIE

C'est la seule branche de la production agricole où une organisation professionnelle ait été ébauchée avant l'arrivée au pouvoir du national-socialisme. Précisons que, dans l'esprit de ses auteurs, cette organisation devait avoir un caractère étatique, corporatif, et non seulement favoriser le développement ou le groupement d'organisations privées : l'organisation prévue par le § 38 de la loi sur le lait du 31 juillet 1930 était obligatoire, ce qui est le critère d'une mesure économique étatique.

Cette loi n'a guère eu le temps d'être vraiment mise en application. La première ordonnance d'exécution n'a paru que le 15 mai 1931, le premier groupement constitué en application de la loi l'a été à la fin de 1931. L'année 1932, avec ses troubles politiques incessants, n'a guère été favorable à une œuvre professionnelle de ce genre. C'est pourquoi on ne peut dire ce que la loi de 1930 a vraiment produit comme résultats. Sa conception même présentait des lacunes graves.

1° Son système d'organisation manquait d'unité. Le groupement professionnel devait être réalisé sur l'initiative des autorités administratives des pays, ce qui présentait un double inconvénient : les cloisons étanches qui séparaient les pays empêchaient toute unité de vues et d'actions. D'autre part, les autorités administratives ne sont pas qualifiées pour remplir des tâches économiques. Cette erreur est caractéristique de la conception « orthodoxe », si l'on peut dire, de l'étatisme. Il y a des gens qui affirment que l'Etat peut et doit jouer un rôle économique, mais qui lui rendent la tâche impossible

(79) Ord. du 12 septembre 1933.

parce qu'ils veulent en charger des administrateurs politiques. Le grand mérite du national-socialisme est d'avoir vu l'erreur profonde de ce genre d'interventionnisme.

2° L'organisation professionnelle comprenait les producteurs, mais non les commerçants. Elle était destinée à grouper les producteurs pour leur permettre d'affronter le commerce, non à coordonner les deux. L'Etat se mettait au service des premiers, jugés plus intéressants (ce qui est exact), alors que le véritable but d'une organisation des marchés est d'harmoniser les rapports du producteur et des distributeurs, en faveur de l'intérêt général.

Malgré ces défauts, la loi de 1930 a fourni la base sur laquelle le national-socialisme a construit l'organisation de la laiterie ; l'histoire de cette évolution est instructive, parce qu'elle permet de bien saisir les traits propres à la corporation nationale-socialiste.

LA LOI DU 31 JUILLET 1930 ET SON APPLICATION

La « loi sur le lait » vise surtout à protéger le consommateur en fixant la qualité du lait, les méthodes de stérilisation, de vente, etc... Au point de vue qui nous occupe seul en ce moment, l'organisation de la profession, le § 38 prévoit le groupement obligatoire des producteurs.

Ce § 38 a été mis en vigueur par l'ordonnance du 15 mai 1931, après presque un an de tergiversations.

Il habilite les gouvernements des pays à grouper les producteurs et transformateurs de lait pour régler la vente. Ces groupements sont autorisés à fixer des prix.

Le groupement possède une assemblée générale qui établit le budget, élit le conseil d'administration, qui élit à son tour le président. Tous les pouvoirs appartiennent au conseil d'administration. Il peut fixer : le ramassage et le transport du lait, combien et à qui les membres doivent livrer, répartir la vente de lait frais et de lait industriel.

Les gouvernements des pays contrôlent les groupements et peuvent casser leurs décisions « lorsqu'elles portent atteinte à l'économie ou au bien public, ou lorsqu'elles restreignent injustement la liberté économique des membres ». Nous retrouverons la première partie de la formule dans les textes nationaux-socialistes, mais pas la seconde. En effet, une mesure d'intérêt général doit pouvoir être exécutée, même si elle res-

treint injustement la liberté économique de l'individu. Dans la conception nationale-socialiste, celui-ci a droit à un dédommagement, mais il ne peut empêcher l'application de la mesure. On voit la différence des conceptions.

Enfin, avant de décider la création d'un groupement, les autorités administratives devaient demander l'avis des intéressés.

Dans le courant de 1932, cette loi a à peine reçu un commencement d'exécution. Nous allons maintenant voir comment elle a été adaptée par les nationaux-socialistes à leurs idées, avant de laisser place en 1934 à une organisation corporative autonome.

Hugenberg, ministre de l'économie du premier cabinet Hitler, n'a rien apporté de décisif.

1. *Ordonnance du 2 mars 1933.* — Autorise les gouvernements des pays à fixer les marges du commerce dans tous les cas où les groupements constitués ont fixé des prix au producteur.

2. *Loi du 12 mai 1933.* — *Loi du 20 juillet 1933.* — Elles accomplissent le pas décisif, sous l'impulsion de Darré.

Le ministre de l'alimentation reçoit le droit de créer les groupements qui comprendront désormais non seulement les producteurs et les transformateurs, mais aussi le commerce.

Le ministre peut déléguer ses pouvoirs ; il nomme en même temps le baron von Kanne commissaire du lait pour la région Rhin-Main-Neckar.

Cette nomination est peut-être plus importante que les principes posés par la loi. En effet, le baron von Kanne s'est immédiatement mis au travail dans la région qui lui était assignée, et qui comprend les grosses régions industrielles de Mannheim et de Francfort. Dans ce champ d'expérience, il a introduit et éprouvé toutes les mesures d'organisation du marché qui seront étendues en 1934 à l'ensemble du territoire.

ORDONNANCE DU 27 MARS 1934

C'est la charte fondamentale de l'industrie du lait. Son importance dans l'histoire de la Corporation alimentaire vient de ce qu'elle est la première organisation fondée sur le principe de l'autonomie de la profession. C'est aussi une des mieux conçues et des plus fécondes.

Cette organisation est construite sur le schéma suivant :

1. A la base se trouve la division du territoire en régions où les producteurs, transformateurs et commerçants sont groupés en une association unique.

2. Le commerce de gros de beurre et de fromage est groupé à part en 17 sociétés correspondant aux régions ci-dessus.

3. Les usines de lait condensé et produits analogues forment deux Unions économiques.

4. Une Fédération nationale rassemble tous ces groupements.

5. Enfin, si l'autonomie professionnelle est posée en principe, des pouvoirs de contrôle très importants appartiennent au Commissaire du lait (qui remplit les mêmes fonctions pour la viande et les graisses).

6. Rappelons l'existence de l'Office national du lait.

1. — **Organisation régionale.** — Le territoire du Reich est divisé en 17 régions (*Milchwirtschaftsverbände*), elles-mêmes subdivisées en « *Milchversorgungsverbände* » (associations de ravitaillement), au nombre de 80.

La cellule est le « *Milchversorgungsverband* », auquel appartiennent obligatoirement tous les producteurs de lait, tous les commerçants, les coopératives, les laiteries et beurrieres.

Le « *Milchwirtschaftsverband* » (organe régional) coordonne l'action des subdivisions de son ressort.

Ces groupements sont dirigés par un conseil d'administration et un président nommé ⁽⁸⁰⁾ et non élu. Le conseil comprend des représentants de différents groupes économiques (production, commerce, transformation). Le conseil n'a qu'un rôle consultatif, toutes les décisions étant prises par le président.

Le rôle des « *Milchversorgungsverbände* » consistera en gros à assurer l'approvisionnement en lait frais des centres urbains.

Ils peuvent :

1° Fixer les prix du lait frais, les bénéfices des intermédiaires.

2° Fixer le mode d'emploi des quantités livrées aux laiteries.

3° Fixer les conditions de livraison et de transport, en particulier à qui il faut vendre ou à qui il faut acheter.

4° Contingenter les expéditions vers les centres urbains.

La direction de cette organisation est bâtie sur le « principe du chef » strictement appliqué.

Il y a une subordination hiérarchique entre le *Milchver-*

(80) Par le président de la Fédération nationale, d'accord avec la « paysannerie de pays ».

sorgungsverband, le *Milchwirtschaftsverband*, la Fédération nationale et le Commissaire.

C'est ainsi que les réclamations et les litiges sont réglés non par les tribunaux ordinaires, mais par l'autorité supérieure.

2. — **Les associations de commerçants en gros** (*Grossverteilervereinigung*).

Nous les avons déjà rencontrées à propos du marché du beurre. Elles sont soumises au *Milchwirtschaftsverband* de leur ressort, ainsi qu'à la *Reichsstelle*.

Leur organisation comprend une assemblée des membres, d'ailleurs dénuée de pouvoirs, un conseil d'administration et un président également nommé.

3. — **Union économique.** — Cette forme d'organisation indépendante a été choisie pour les branches les plus industrielles, car elles fonctionnent à l'écart des autres branches de l'industrie du lait.

Il y en a deux, l'une pour les fabriques de lait condensé et produits analogues (*Dauermilchwaren*), l'autre pour les fromages mous (*Schmelzkäsereien*).

Ces Unions économiques dépendent directement de la Fédération nationale. Leurs présidents sont nommés par le ministre de l'alimentation.

4. — **Fédération nationale du lait** ⁽⁸¹⁾. — C'est l'organisation centrale qui groupe et dirige toutes les autres. Elle n'a pas de rôle très défini, car le marché du lait est très décentralisé. A la différence des céréales par exemple, où la Fédération nationale joue un rôle de premier plan, elle se contente de contrôler, de transmettre aussi les directives de la politique gouvernementale.

Au point de vue professionnel, sa tâche principale consiste à régler les litiges qui naissent des mesures des groupements inférieurs. Cette fonction en réalité juridictionnelle sera d'ailleurs bientôt séparée des fonctions administratives lors de la création d'une juridiction arbitrale.

Le président est nommé par le ministre de l'alimentation.

5. — **Le Commissaire du Reich.** — C'est lui qui a créé toute cette organisation et l'a dirigée personnellement jusqu'au mois de mars 1934. A cette date, l'industrie du lait reçoit l'auto-

(81) *Hauptvereinigung der deutschen Milchwirtschaft*.

nomie. Mais il ne faut pas confondre autonomie et indépendance.

En fait le Commissaire conserve des pouvoirs extrêmement importants. Il est chargé « de veiller à l'observation des lois et des statuts et à la sauvegarde de l'intérêt général ».

Il peut modifier, casser toutes les mesures de la Fédération nationale lorsqu'elles sont « contraires à l'intérêt national ». Au besoin il peut même intervenir à tous les degrés de l'organisation, sans suivre la filière de la hiérarchie.

6. — **L'Office national des produits laitiers.** — Nous avons déjà exposé son rôle en détail ⁽⁸²⁾. Il est limité au commerce extérieur des beurres, fromages, et des préparations industrielles (lait condensé, etc.). Il n'intervient pas sur le marché du lait frais.

L'Office n'est directement intervenu sur le marché intérieur que de janvier à mars 1934. Il avait alors le monopole de la mise en circulation de tous les produits laitiers. Depuis mars 1934, son rôle intérieur est rempli par les « *Grossverteilervereinigungen* » qui lui sont subordonnées.

REFORME DU 22 AVRIL 1936

Pendant deux ans l'organisation professionnelle de la laiterie est restée inchangée. Dans l'ensemble elle a bien rempli son but, mais elle présentait des lacunes qui ont été comblées par la cinquième ordonnance sur le lait.

Les réformes ont porté sur trois points:

1. — *Simplification de l'organisation.* — Tous les *Milchversorgungverbände*, c'est-à-dire les districts primaires, ont perdu leur autonomie. Désormais subsistent seuls comme groupements autonomes, possédant des pouvoirs propres, 18 *Milchwirtschaftsverbände*. De locale, la base de l'organisation devient donc régionale.

En juin, les nouveaux statuts de ces *Milchwirtschaftsverbände* ont été promulgués par le Chef de la paysannerie du Reich. Ils n'apportent rien que nous ne connaissions déjà. Leur rôle consiste à poursuivre l'organisation du marché du lait, à l'exclusion de toute participation à des affaires commerciales ou industrielles.

(82) cf., page 248.

Les pouvoirs sont concentrés dans les mains du président nommé par le président de la Fédération nationale, avec l'autorisation du Chef de la paysannerie.

Il peut :

1° Régler la production, la transformation et la répartition des produits laitiers.

2° Prescrire les qualités, le marquage des produits.

3° Imposer des obligations de livrer, d'acheter et de stocker.

4° Fixer la capacité de production des entreprises, des chiffres d'affaires minima, exclure les intermédiaires inutiles.

5° Fixer les prix et les marges.

6° Prélever des droits et des taxes pour couvrir les frais d'administration et assurer la constitution d'un stock.

7° Fixer des pénalités jusqu'à 10.000 RM.

La Fédération nationale ne subit aucun changement.

2. — *Extension au commerce de détail du lait.* — Jusqu'alors les détaillants de lait étaient soumis aux prescriptions des groupements de la laiterie, en ce qui concerne les prix, les conditions de vente, etc... Mais ils n'en faisaient pas partie au point de vue professionnel. Ainsi les organisations laitières n'avaient pas le droit d'interdire à un détaillant l'exercice de son commerce, etc.

La raison en est qu'à part quelques boutiques spécialisées, la majorité des détaillants de lait sont en même temps épiciers et appartenaient à d'autres organisations professionnelles de commerçants. Cela est maintenant changé. Le *Milchwirtschaftsverband* pourra prendre envers les détaillants les mêmes mesures qu'envers les laiteries et producteurs.

3. — *Suppression de l'autonomie des Unions économiques.* — Ce fait n'est pas particulier à l'industrie du lait. Presque partout les « Unions économiques » de transformateurs ont usé de leur liberté pour affermir leur position de monopole. Dans l'organisation du lait, les groupements de fabricants de lait condensé et de fromages mous sont transformés en simples sections de la Fédération nationale et perdent tout pouvoir de décision propre.

L'ORGANISATION DU MARCHÉ DU LAIT

Si une mesure radicale, la suppression des bourses et l'introduction du prix fixe, suffit à établir sur des bases nouvelles

le marché des céréales, il n'en est pas de même pour le marché du lait, où l'organisation ne peut résulter d'une seule innovation, mais de tout un ensemble d'améliorations de détails.

Le but certes est toujours le même : assurer au producteur un prix rémunérateur et stable et au consommateur un prix aussi bas que possible et une qualité irréprochable.

Pour l'atteindre, il faut rationaliser d'un bout à l'autre le marché, pour obtenir un coût minimum de distribution et de transformation du produit, au lieu du maximum de bénéfice des intermédiaires.

Nous grouperons toutes les mesures prises dans ce but autour des deux principes qui ont présidé à l'organisation de ce marché : division du travail et stabilité.

DIVISION DU TRAVAIL

On l'a introduite à tous les degrés.

1° *Entre les producteurs.*

Dans toutes les questions qui intéressent le lait, il faut bien avoir présent à l'esprit ce fait que le lait peut être vendu pour la consommation directe ou pour la transformation en beurre. Le premier usage est le plus avantageux. Le second présente l'utilité de permettre d'employer les quantités invendues comme lait frais.

Il en résulte qu'en principe tous les producteurs se sont efforcés de vendre leur lait comme lait de consommation et ces efforts ont été d'autant plus acharnés que les prix diminuaient. Toute l'organisation coopérative a tendu à permettre aux producteurs d'augmenter leurs débouchés dans les centres de consommation, si bien que souvent des producteurs *organisés* pouvaient livrer très loin (de Saxe à Berlin, par exemple), tandis que des producteurs *non organisés* et pourtant situés près du centre de consommation ne pouvaient vendre leur lait. Au point de vue de l'intérêt général, cette situation est anti-économique.

Pour y parer, on a réparti les régions productrices en régions destinées à la livraison du lait frais et régions destinées à la fabrication du beurre. Cette division, bien entendu, ne s'est pas faite aussi schématiquement. Mais en principe, seule la région avoisinant immédiatement un centre urbain peut lui expédier le lait. Lorsque justement le producteur n'était pas organisé, on l'y a forcé.

Prenons un exemple : pendant la crise, la région de Stuttgart a été de plus en plus alimentée en lait non point par le Wurtemberg proche, mais par l'Allgäu (district des Alpes bava-roises), parce que les coopératives de cette région, qui étaient essentiellement des coopératives fruitières, ne pouvant plus lutter contre la concurrence des fromages étrangers, étaient forcées d'expédier leur lait pour la consommation. Leur organisation supérieure leur permettait de battre jusqu'à Stuttgart la concurrence locale. Dans la nouvelle organisation, on a contraint l'Allgäu de se spécialiser à nouveau dans la fruiterie (on relevait en même temps les prix du fromage) et on a réservé au Wurtemberg l'approvisionnement de Stuttgart en lait.

Ce système permet de supprimer tous les transports inutiles. En même temps l'organisation du ramassage par les coopératives évite un non-sens économique, autrefois fréquent : le commerçant et la coopérative concurrents expédiaient par exemple chacun sur la même ville. Mais chaque envoi était insuffisant pour remplir un wagon. Alors le même train emportait deux wagons à moitié vides, au lieu d'un seul plein ; résultat : les frais de transport étaient le double de ce qu'ils auraient dû être. On estime à un pf. par litre la réduction obtenue par le groupement et la spécialisation des producteurs (83).

Nous avons déjà signalé la difficulté soulevée par cette mesure (84) : c'est que l'on crée au profit de certains producteurs un véritable monopole de livraison du lait frais, qui est plus avantageux, alors que d'autres en sont exclus. Il fallait compenser le désavantage ainsi créé. Pour cela les *Milch-wirtschaftsverbände* ont prélevé sur le lait de consommation des taxes dont le produit sert à relever le prix d'achat du lait vendu aux beurrieres. Les bénéficiaires de la réorganisation viennent ainsi en aide à ceux qui en souffrent.

En même temps le relèvement du prix du beurre consécutif au plan de la graisse a permis de mieux payer le lait industriel.

Les frictions, certes, ont été nombreuses. On n'a pas pu éviter toujours les injustices dans cette répartition des régions productrices. Mais au total les producteurs eux-mêmes en ont retiré les plus grands avantages.

(83) « *Aufbau und Aufgabe des Reichsnährstandes* », page 142.

(84) cf. ci-dessus, page 243.

2° *Entre les laiteries.*

De même que les producteurs, les laiteries s'efforçaient de vendre la plus forte proportion possible de leur lait comme lait frais. Mais étant donné le risque de mévente, elles devaient en même temps être équipées comme beurreries. Aussi beaucoup de laiteries allemandes possédaient une double installation de manutention et de beurrerie, dont aucune n'était utilisée à plein. De plus la beurrerie, considérée comme accessoire, n'était pas à la hauteur de la technique moderne, d'où la qualité inférieure du beurre allemand.

En même temps que les producteurs, on a spécialisé les laiteries, les unes dans le ramassage et la manutention du lait frais, les autres dans la fabrication du beurre.

Cela a permis d'abord de réduire les frais de transports, puisque laiterie et beurrerie reçoivent désormais le lait de la région immédiatement avoisinante.

Mais surtout la surcapitalisation des laiteries, née de leur adaptation à une double tâche, a été en grande partie supprimée. Il en résulte une diminution considérable des frais généraux, donc des marges bénéficiaires des transformateurs.

STABILITE DES RELATIONS COMMERCIALES

Elle ne résulte pas de la fixation de prix et de marges, car cette fixation n'est jamais la cause, mais l'effet d'une bonne organisation du marché.

Les relations entre le producteur, le commerçant et le transformateur ont été profondément modifiées. Souvent le commerce privé, l'intermédiaire, a été purement et simplement supprimé et remplacé par la coopérative obligatoire. Le ramassage n'est guère plus effectué par des commerçants qu'aux environs des petites villes, pour l'approvisionnement en lait frais.

Partout où il existe une laiterie, coopérative ou non, le producteur doit livrer directement à la laiterie. L'organisation professionnelle peut imposer au fermier de vendre et à la laiterie d'acheter. Il se forme ainsi des contrats obligatoires entre producteurs et laiteries.

Dans tous ces cas, la forme coopérative de laiterie est favorisée par le fait que le prix payé aux fermiers membres de la coopérative est supérieur à celui payé aux autres. Les fermiers

sont incités à entrer dans la coopérative qui, sans être obligatoire en droit, le devient en fait.

Ces contrats obligatoires présentent de gros avantages pour les deux parties.

Le fermier n'a plus à faire de calculs de rentabilité, à se demander s'il vaut mieux vendre son lait au commerçant, à la laiterie ou à la beurrerie. Il traite sa vache, est sûr de vendre son lait et de toucher toujours le même prix.

Inversement la laiterie sait très exactement la quantité de lait qui lui sera livrée, et le prix qu'elle devra payer. Cette stabilité supprime tous les risques spéculatifs, donc tous les bénéfices justifiés par l'idée de prime d'assurance.

La laiterie jouit de la même sécurité dans ses rapports avec ses clients. Elle conclut également des contrats avec les distributeurs, avec le commerce du beurre et au besoin avec la « *Grossverteilervereinigung* ».

Son rôle commercial est donc supprimé, en revanche elle peut se consacrer uniquement à sa tâche purement technique. C'est pourquoi, dès octobre 1934, la Fédération nationale du lait a pu elle aussi déclancher une bataille, puisque c'est le mot à la mode, mais une « bataille pour la qualité ».

CONCLUSION

Cette œuvre d'organisation s'est donc poursuivie dans tous les domaines et à tous elle a apporté des avantages, sauf au commerce qui, lorsqu'il subsiste, n'a plus qu'un rôle secondaire de répartiteur.

Le fermier est le principal bénéficiaire du nouveau système. Le prix de vente est variable selon les régions, mais en moyenne supérieur de 30 % au niveau de 1932 (il n'a pas atteint les prix maxima des années 1928-29). La stabilité du débouché donne une base sûre pour établir les plans d'avenir de l'exploitation.

Seuls ont perdu les fermiers producteurs de beurre, lorsqu'ils écoulaient eux-mêmes leur production. La lutte contre le « *Landbutter* » leur a fait perdre un débouché. Mais ils gagnent d'autre part, par l'assainissement du marché que leur indiscipline contribuait à ruiner. Tant que l'approvisionnement en beurre ne sera pas assuré, les producteurs de beurre de

ferme constituent cependant un facteur de trouble difficile à éliminer.

Cette constatation nous amène au point central de l'organisation du marché du lait. A l'heure actuelle, le fonctionnement du marché et l'approvisionnement en lait frais ne laissent plus rien à désirer.

Les tâches qui incombent à la laiterie allemande viennent de la « bataille de la production », de la nécessité d'assurer l'indépendance alimentaire : il faut arriver à couvrir complètement la consommation nationale du beurre (12 % de déficit en 1935), il faut transformer les conditions de la nourriture des vaches laitières, obtenir le même rendement en lait avec le fourrage indigène qu'avec les tourteaux exotiques bien plus riches en albumine et plus favorables à la production du lait.

Ces transformations dans les méthodes de production sont du domaine de la pure technique agricole et leur solution ne sera possible que grâce à l'organisation préalable du marché, base indispensable de toute politique d'autarchie.

L'ORGANISATION DU MARCHÉ DES ŒUFS

Elle s'est avérée extrêmement difficile. Alors que les autres marchés en sont actuellement à perfectionner leurs méthodes, à simplifier leur fonctionnement, celui des œufs cherche vainement depuis trois ans sa forme définitive. Des principes aussi importants que celui du prix fixe n'y sont pas encore hors de discussion.

Cela tient sans doute aux difficultés spéciales à la matière, mais en premier lieu, à notre avis, au fait que l'on a voulu imposer d'emblée les formes d'organisation les plus compliquées à un marché qui n'en avait sans doute pas besoin.

Rappelons-nous en effet la situation du marché des œufs en 1932. Trois faits le caractérisent :

1° *La chute des prix.* — Le niveau maximum a été atteint en novembre 1929 avec 20,8 RM. les 100 kg. (prix de gros à Berlin). En novembre 1932, le prix n'est plus que de 13,8 RM. les 100 kg., soit une baisse de 33 %, inférieure à celle du marché international (60 % à Copenhague).

Cette baisse de prix a pour causes principales : la baisse sur le marché mondial consécutive à la dévaluation des monnaies nordiques, la diminution du pouvoir d'achat de la population allemande, et aussi les importations.

2° *L'importance considérable des importations.* — En 1932, l'Allemagne n'a produit que 71 % de sa consommation d'œufs ("). Les principaux fournisseurs sont la Hollande, le Danemark, la Belgique et la Suède.

Ces pays ont développé leurs exportations vers l'Allemagne surtout depuis que l'Angleterre s'enferme dans son protectionnisme. D'année en année, ils cherchent à exporter davantage vers l'Allemagne, où tous jouissent du droit de douane préférentiel très bas de 5 RM. les 100 kg. (environ 1/4 de pf. par œuf). Ils ont sur les producteurs allemands l'avantage de la qualité (produit standardisé et contrôlé) et de l'organisation

(vente directe des coopératives étrangères au détaillant allemand).

3° *L'élevage allemand travaille à perte*, à cause du prix excessif des grains nécessaires à la nourriture des poules. Le grain (maïs essentiellement) représente les 2/3 des frais de production des œufs.

Pour remédier à cette situation, les éleveurs et les experts s'accordaient à demander les mesures suivantes ⁽⁸⁶⁾ :

1. *Pas d'augmentation de la protection douanière*. — En effet le seul résultat serait d'élever les prix au consommateur, sans que le producteur en profite nécessairement. Au contraire cette élévation réduirait encore la consommation et elle n'influencerait pas le coût de revient, qui est le nœud du problème.

2. *Fourniture aux éleveurs de grains à prix réduit*. — Soit par réduction des droits de douane sur les fourrages étrangers, soit par tout autre moyen. L'Office du maïs délivre depuis 1931 du maïs à des prix réduits, mais en quantités insuffisantes.

3. *La lutte contre l'étranger doit être entreprise sur le domaine de la qualité et de l'organisation*. — Il faut standardiser la production allemande, étendre, au besoin de force, l'organisation coopérative.

Dans cette voie aussi les premiers pas avaient été faits. Il est permis de penser que si l'on avait étendu ces mesures (vente de maïs et de blé dénaturé d'une part, organisation coopérative de l'autre), on serait assez rapidement arrivé au but avec le minimum d'efforts et de gêne.

Ce n'est pas la méthode choisie par le *Reichsnährstand*. Dès le début, les dirigeants ont voulu organiser le marché des œufs sur des principes entièrement différents de ceux de l'économie classique ; malheureusement les précisions en sont restées là ; on a bien appris ce que ne devaient pas être ces méthodes nouvelles (ni marxistes, ni « libéralistes », ni capitalistes), mais on n'a jamais vu ce qu'elles devaient être. On peut dire presque sans exagérer que l'histoire de l'organisation du marché des œufs se confond avec celle de ses échecs. Elle n'en est que plus instructive.

Pour la clarté de l'exposition, nous avons distingué trois périodes correspondant aux années 1934, 1935 et 1936. Il n'en résulte pas d'entorse considérable à la suite logique de l'évo-

(86) « *Deutsche Agrarpolitik* », page 294.

lution. De même les mesures commandées par la situation technique cadrent bien avec les années civiles, car la ponte atteint son maximum en février-mars, pour baisser au cours de l'automne et reprendre au début de l'année suivante.

1934. — ESSAI DE SOCIALISATION DU MARCHÉ

En 1933, des problèmes plus pressants que celui des œufs ont occupé l'attention du nouveau gouvernement. La seule mesure prise dans notre domaine est l'ordonnance du 17 mai 1933 qui continue l'œuvre de standardisation déjà commencée par les précédents gouvernements (définition de classes, marquage, emballage, etc...).

Mais dès le début de 1934, la Corporation alimentaire nouvellement créée brûle d'un zèle encore neuf et trace pour le marché des œufs un plan grandiose, qui se révèle inapplicable après trois mois d'essai ! On fait alors machine arrière et une nouvelle organisation est mise sur pied, sous le signe du corporatisme. Elle fonctionnera tant bien que mal pendant le reste de l'année.

1. — LE PLAN ETATIQUE

Création d'un Office national des œufs (Loi du 20 décembre 1933. — Ord. du 21 décembre).

De même que pour le lait, est créée une *Reichsstelle* pour les œufs ; elle doit fonctionner selon les mêmes principes. L'Office a le monopole de l'introduction dans le commerce des œufs étrangers et indigènes.

Comme pour le lait, il ajoute à sa fonction de régulateur des importations, celle de commerçant national. Tous les œufs doivent être offerts à l'Office qui peut les acheter pour son compte, ou bien imposer un acheteur, ou les laisser au vendeur. L'opération donne lieu à la délivrance du titre de vente (*Ubernahmeschein*) et au prélèvement d'une taxe.

Cela n'est qu'un principe, évidemment ; on le fait bientôt passer dans les faits par l'

Ordonnance du 3 février 1934.

Sur le papier, cette ordonnance dresse le plus harmonieux projet d'organisation d'un marché qui se puisse imaginer.

Elle prévoit essentiellement : la centralisation totale de l'offre, le contrôle et le marquage de tous les œufs, avant leur

répartition, qui se fait en partie par le commerce, en partie par les organes du *Reichsnährstand*.

A la base le producteur est soumis à « l'obligation de livrer ». Il ne peut vendre lui-même au consommateur ni au commerce. Il doit livrer ses œufs aux centres de ramassage.

Le territoire du Reich est divisé en régions (*Eierwirtschaftsbezirke*). Dans chaque région se trouvent :

- 1° Des centres de ramassage (*Eiersammelstelle*).
- 2° Des centres de marquage (*Kennzeichnungsstelle*).
- 3° Une centrale régionale de commerce (*Bezirkszentrale*).

Le producteur doit livrer ses œufs au centre de ramassage, qui les envoie au centre de marquage, où ils sont triés, contrôlés, assortis, puis envoyés à la centrale commerciale de la région. Celle-ci commence par approvisionner sa région. Si elle a un excédent ou un déficit, elle le communique à une société nationale, la *Eierverwertungs G. m. b. H.*, qui approvisionne les centres de consommation avec les excédents des régions productrices.

Tout cela est très beau sur le papier. On peut se demander par exemple ce que seraient devenus les œufs après ces voyages de centres en centrales.

On peut se demander aussi qui allait créer toute cette organisation, car en somme il fallait ouvrir des boutiques dans chaque village, créer des milliers et des milliers de centres de ramassage, de marquage, etc... Là éclate l'incroyable naïveté de l'auteur de ce texte :

Tout d'abord le commentaire officiel recommande de confier ces emplois aux anciens commerçants devenus inutiles ! Croit-on vraiment que les intermédiaires allaient bénévolement accepter un poste de « contrôleur aux œufs » à 100 RM. par mois, alors qu'ils gagnaient auparavant largement leur vie ? qu'ils n'allaient pas faire tout leur possible pour saboter cette organisation à laquelle ils étaient d'ailleurs indispensables ?

Citons aussi les termes dans lesquels l'ordonnance définit le rôle des centrales régionales : « le rôle des centrales régionales consiste à effectuer la vente des œufs à l'intérieur de leur région, selon les ordres du délégué régional, sauf dans le cas où les œufs sont exemptés du marquage ou ont été directement mis en vente par le centre de marquage ; les centrales doivent livrer à la consommation, *en particulier par l'intermédiaire du commerce* ⁽⁸⁷⁾, les œufs qu'elles ont reçus et prendre toutes

(87) Souligné par l'auteur.

autres mesures nécessaires pour approvisionner les consommateurs de leur région ».

Le plus surprenant dans ce texte n'est pas son extraordinaire imprécision, c'est le fait que les centrales de vente doivent se servir du commerce ! Alors, à quoi bon créer toute cette organisation étatique, si l'on veut encore par-dessus le marché utiliser le commerce ?

On n'a même pas tenté d'appliquer ce texte absurde. Dès mai apparaissait une nouvelle réglementation.

2. — L'ORGANISATION PROFESSIONNELLE DU MARCHÉ

Groupement professionnel (Ord. 3 mai 1934).

On renonce complètement à toute idée d'étatiser le commerce des œufs. Bien plutôt la nouvelle organisation prend pour modèle celle du lait, qu'elle copie presque exactement.

Le territoire du Reich est divisé en 14 districts (*Eierverwertungsverbände*) qui coïncident en général avec les *Milchwirtschaftsverbände*.

Ces districts sont soumis de leur côté à la direction d'une Fédération nationale unique (*Hauptvereinigung der deutschen Eierwirtschaft*).

Ces groupements possèdent exactement les mêmes caractères que ceux de la laiterie : le président de la Fédération nationale est nommé par le ministre de l'agriculture, il nomme à son tour ceux des districts et leur donne des ordres.

A la tête se trouve le Commissaire du Reich pour les œufs, le lait et les graisses, délégué du ministre.

La seule particularité est l'existence d'une société appartenant à l'Etat, et qui a pour rôle de faire le commerce sous les ordres du Commissaire et de la Fédération nationale (c'est la *Reichseierverwertung G. m. b. h.* signalée plus haut).

Le district groupe tous les commerçants et toutes les coopératives de son ressort, mais non les producteurs, à la différence de ce qui a lieu pour le lait, ni les transformateurs qui n'existent pas. Le stockage est effectué en effet par la *Reichseierverwertung G. m. b. h.*

Le président du district a les pouvoirs suivants :

- 1° Fixer des régions d'achat ou de vente.
- 2° Ordonner où les commerçants doivent vendre et acheter.
- 3° Grouper les commerçants en centrales de vente.

4° Autoriser la création, le développement d'entreprises, en interdire l'exploitation.

5° Prélever des taxes de compensation.

6° Prononcer des pénalités jusqu'à 1.000 RM.

Organisation du marché (Ord. du 11 juin 1934).

1. **Grouperement de l'offre.** — On renonce à la création des centres de ramassage à qui devait être livrée obligatoirement toute la production. Désormais l'offre sera plus ou moins énergiquement groupée selon les districts. Mais en principe, l'éleveur ou le fermier n'a pas le droit de vendre directement au consommateur, sauf pour des envois de faibles quantités et sauf autorisation spéciale. Presque toujours le producteur est astreint à livrer à la coopérative locale de vente. Au début, la coopérative devait être obligatoire et on avait pensé à attribuer le monopole du ramassage aux coopératives et le monopole de la vente au commerce. Cette stricte division du travail n'a pas été réalisée. En fait pourtant les coopératives de producteurs ont augmenté leur chiffre d'affaires de 130 % en 1934.

2. **Marquage.** — En principe le marquage est obligatoire pour tous les œufs qui viennent dans le commerce. Tous doivent passer par les centres de marquage pour y être classés, mirés et marqués. Des exceptions peuvent être accordées (livraison directe du producteur à un hôtel par exemple).

Le marquage est effectué soit par des centres spéciaux, soit par des coopératives ou des commerçants en gros qui sont autorisés à y procéder eux-mêmes. En 1934, on a établi au total environ 2.000 centres de marquage.

3. **Commerce.** — Il faut distinguer selon que les envois sont faits à l'intérieur d'un district, ou entre districts.

Dans le premier cas le commerce est complètement libre. Dans le second, en principe seule la Fédération nationale est chargée de réaliser l'équilibre entre l'offre et la demande pour les envois supérieurs à 20.000 œufs.

Si un commerçant a un besoin ou un excédent de plus de 20.000 œufs, il le déclare au district, qui lui procure un acheteur (ou un vendeur), ou transmet à la Fédération nationale. Celle-ci charge alors la *Reichseierverwertung G. m. b. H.* de faire l'envoi nécessaire. Elle met en rapport l'offre et la demande, fixe le prix (payé au comptant) et remet un bordereau qui doit accompagner l'envoi.

En plus de ce rôle commercial, la *Reichseierverwertung G. m. b. H.* a pour rôle essentiel de pratiquer une politique de stockage, destinée à assurer l'équilibre saisonnier.

4. **Prix.** — Des prix minima à la production sont établis. Les prix sont les mêmes pour tout le Reich. Ces prix sont supérieurs de 43 % en moyenne à ceux de 1932 ⁽⁸⁸⁾. Les prix varient selon le poids, la dimension et la qualité de l'œuf. Des classes standardisées ont été créées, et le contrôle est effectué par les centres de marquage.

Ce système relativement rigoureux a donné de mauvais résultats. Alors que le but premier d'une bonne organisation du marché des œufs est de rendre le chemin du producteur au consommateur aussi court et aussi économique que possible, c'est le contraire qui est arrivé.

L'obligation du marquage, malgré le nombre important des centres (2.000), ralentissait énormément l'écoulement de la production et allongeait inutilement les transports. Dans les localités où il n'existait pas de centre, les œufs devaient aller se faire marquer, pour vérifier s'ils étaient bien frais, puis ils revenaient à leur point de départ, après avoir perdu cette précieuse qualité, payé un aller et retour et acquitté un droit de contrôle.

Comme seuls les envois supérieurs à 20.000 œufs étaient autorisés d'un district à l'autre (pour ne pas noyer l'organisation dans la paperasse), les commerçants perdaient du temps à rassembler cette quantité. Bref, les expéditions ont été paralysées et l'approvisionnement extrêmement mal assuré.

Il faut que l'échec du système ait été indiscutable pour qu'un des dirigeants du ministère de l'alimentation l'ait avoué officiellement. Le Dr. Moritz, directeur au ministère, a publié l'article suivant, qui reflète les sentiments nourris envers la réglementation nouvelle ⁽⁸⁹⁾ :

« La production d'œufs suit en Allemagne une courbe ascendante et personne n'aura à se priver de son œuf au petit déjeuner. « Mais quand donc l'œuf du petit déjeuner sera-t-il frais ? entend-on dire. L'année passée il n'en a pas été ainsi. La méchante réglementation du marché a fait fuir les œufs frais ». Je vais répondre. Il faut reconnaître que l'année passée, le commerce des œufs a laissé à désirer. Les expéditions ont été ralen-

(88) *Frkf. Ztg.*, 1^{er} mars 1936.

(89) *Völkischer Beobachter*, 29 janvier 1935.

ties par un certain nombre de circonstances. Mais qu'ont fait les consommateurs ? Ils se sont plu à exagérer. Les reproches ont continué, ils ne sont même devenus généraux que lorsque toute cause a eu disparu. Les consommateurs se sont mis à réclamer des œufs juste dans la période où, depuis les temps bibliques, les poules montrent dans la ponte une réserve naturelle. Bon, laissons le passé, disent mes contradicteurs. Que sera l'avenir ? Je réponds : meilleur ! »

Cet article prouve tout au moins que les chefs de l'agriculture connaissent l'art de la rhétorique. On peut toujours prouver au plaignant qu'il a tort d'être battu. En l'espèce l'expérience a contraint d'adopter bientôt une réglementation plus souple.

1935. — A LA RECHERCHE DE L'ÉQUILIBRE

1935 ne présente pas une physionomie uniforme, au contraire, car la situation technique du marché a dominé toutes les questions de principe de l'organisation. Les dirigeants se sont trouvés sans cesse devant la nécessité d'équilibrer l'offre et la demande qui ont subi des variations très considérables et de sens inverses. Alors qu'au début de l'année on ne savait littéralement que faire des œufs, il était impossible d'en trouver pendant le second semestre.

Les événements ont donc commandé l'organisation du marché alors que ce devrait être le contraire. Tout a été sacrifié à une sorte de formalisme des prix, qui théoriquement n'ont pas connu de variations sensibles, mais dont le caractère était fictif, car l'offre et la demande ont dans une large mesure échappé à l'organisation officielle du marché.

ALLEGEMENTS DE LA RÉGLEMENTATION

Dès le début de 1935 la Fédération Nationale a rendu au commerce une liberté presque totale, que les expériences malheureuses de 1934 faisait apparaître comme indispensable.

De plus la ponte a été précoce et active en 1935. Il n'y avait à redouter aucune difficulté d'approvisionnement, au contraire. Malgré la restriction considérable des importations (5.700 t. pendant les trois premiers mois de 1935, contre

19.300 et 16.000 t. dans la période correspondante de 1934 et 1933) le marché a été très lourd. Environ un quart des œufs mis en conserve par la *Reichseiervwertung G. m. b. h.* en 1934 n'était pas encore vendu en février 1935.

Des moyens extraordinaires ont été employés pour développer la consommation. En avril a été instituée une semaine de propagande, la « semaine des œufs ».

L'assouplissement de la réglementation devait aussi favoriser le commerce et la consommation.

REFORME DE FEVRIER 1935

Elle est réalisée par des décisions du président de la Fédération nationale des œufs.

1° *Producteur*. — On lui rend toute sa liberté. Il a le droit désormais de vendre à qui il veut, et même directement au consommateur (sauf ordre contraire du district). Le marché local est libéré de toutes ses entraves ;

2° *Marquage*. — On renonce à saisir tous les œufs par le marquage en raison des longs retards imposés par là aux expéditions. Seuls devront être marqués à l'avenir les œufs expédiés en gros par caisses entières.

Il y aura donc deux classes d'œufs : les œufs marqués et non marqués. Comme les premiers reçoivent par la marque une garantie de qualité, leur prix doit être supérieur. Tous les petits commerçants délivrés des prescriptions sur le marquage vont pouvoir abaisser leurs frais généraux et vendre moins cher les œufs non marqués pour lesquels on crée ainsi un marché libre où le client fait lui-même le contrôle de la qualité.

Cette expérience a donné des résultats exactement opposés à ceux que l'on attendait. Par une de ces réactions imprévisibles des mesures de réglementation, il s'est produit le fait suivant : le public s'est imaginé (il n'avait pas tort en partie) que les œufs non marqués étaient plus frais que les autres, puisqu'ils venaient directement du producteur. Sur le marché ce n'est donc pas l'œuf classé, garanti, timbré qui a fait prime, mais l'œuf non contrôlé. Cet état de choses est tellement absurde qu'il a failli discréditer à jamais le système qui l'avait amené.

3° *Commerce*. — Les envois inférieurs à 5.000 œufs par jour

sont complètement libres. Entre 5.000 et 20.000 œufs une déclaration faite au district suffit ; au-dessus de 20.000 œufs il faut une autorisation, système plus rapide tout de même que l'encombrant mécanisme de 1934 où l'offre et la demande ne pouvaient se trouver que par l'intermédiaire des organismes supérieurs.

4° *Prix.* — Seul est fixé uniformément le prix minimum au producteur. Les prix à la consommation ne sont pas libres, mais ils sont fixés localement par des commissions de districts, ils ont donc une certaine souplesse.

Cependant le système connaît aussi quelques autres prix fixes : par exemple le prix payé par la *Reichseiervwertung G. m. b. h.* pour les œufs qu'elle veut mettre en conserve, le prix de vente des œufs étrangers introduits dans le commerce par l'Office national.

Les différences minimales entre ces prix suffisent pour donner naissance à une foule de trafics spéculatifs parasites, ceux-là même que l'organisation du marché se proposait de supprimer.

Dès le début de l'été la situation du marché se retourne complètement. A l'abondance succède la pénurie, et cela pour plusieurs raisons.

La ponte s'est ralentie plus tôt que d'habitude. Les importations ont été réduites à cause du manque de devises. (Importations du premier semestre 1935 : 511 mill. contre 684 mill. en 1934 et 731 mill. en 1933).

D'autre part la demande augmente pour deux raisons :

En 1935, à la même époque, règne une disette de viande et de beurre. La demande se reporte sur les œufs qui peuvent dans une certaine mesure servir de produit de substitution. Elle le fait d'autant plus volontiers que son pouvoir d'achat est accru et que le prix des œufs est bas, inférieur de 1 à 2 pf. en moyenne au prix de l'année précédente.

Tout cela explique que dès août 1935 l'œuf se fasse rare, et que les prix tendent à monter.

RENFORCEMENT DU SYSTEME DE PRIX

Devant cette situation, la Fédération Nationale refuse d'employer le moyen « libéraliste » qui consiste à relever les prix. C'eût été trop simple. Exactement comme pour le beurre à

la même époque on décide de passer au système des prix la camisole de force. Cela n'avait pas très bien réussi pour le beurre, pour les œufs le résultat n'a pas été plus brillant.

Au début de septembre le système des prix est établi sur le schéma suivant :

A la base le prix fixe au producteur est légèrement assoupli ; il peut varier entre 1,40 et 1,50 RM le kg, pour permettre de tenir compte des différences locales ; de prix minimum le prix au producteur devient ainsi maximum.

Jusqu'ici, le prix de gros était libre. Il sera désormais fixé pour le Reich. Ce prix s'entend franco au destinataire. C'est un prix maximum également.

La marge du détaillant est fixée uniformément à 2 pf. la pièce pour toutes les classes d'œufs et tout le Reich.

En même temps un prix maximum est fixé pour les œufs non marqués : 10 ou 11 pf. selon qu'ils pèsent plus ou moins de 55 gr. Les œufs non marqués sont vendus au même prix que la qualité moyenne d'œufs contrôlés.

Les prix étant ainsi bien fixés, il restait à les faire observer. On ne peut dire que l'organisation du marché y ait réussi. L'automne et l'hiver 1935 ont vu fleurir sur le marché des œufs les mêmes formes de fraude que pour le beurre par exemple.

Le commerce s'est engagé dans la voie de la contrebande. Les paysans ont vendu de la main à la main bien au-dessus du prix fixe, les expéditions par colis postaux se sont développées dans d'énormes proportions.

Le commerce de gros était seul tenu d'observer les prix, mais il ne jouait plus aucun rôle, ne recevant plus d'œufs. La vente au détail a été rationnée comme celle du beurre, en s'en remettant aux bons soins des détaillants, etc. On n'en finirait pas de décrire les méthodes employées pour échapper au contrôle et aux prix fixes.

Il en a été ainsi jusqu'au printemps 1936, où la reprise de la ponte devait amener la fin de la crise. Cet espoir aussi a été passablement trompé.

1936. — RETOUR A LA LIBERTÉ ?

Le début de 1936 a amené plutôt une aggravation de la crise et les mesures prises pour la combattre se contredisent ; les unes tendent à revenir à une organisation stricte, alors que

d'autres laissent prévoir le retour à la liberté, preuve nouvelle du désarroi qui préside à toute cette réglementation.

1. — LUTTE CONTRE LES « ANGLES MORTS »

Au cours de l'hiver 1936, la fixation de prix à tous les degrés du commerce a produit son effet habituel : les commerçants voyant leur prix de vente limité s'efforcent de réduire au minimum les frais de transport pour augmenter leur bénéfice (car les prix s'entendent *franco de port*). Il en résulte que les régions où les frais de transport sont les plus élevés, ne sont plus approvisionnées.

On sait que sur le marché des céréales ou du beurre cet inconvénient est atténué principalement par les ventes de l'Office National qui se charge de ces opérations, puis par un système de taxes de compensation. Pour les œufs l'Office ne peut jouer le même rôle car il ne dispose que des œufs de conserve qui sont de qualité inférieure. On a donc eu recours au système des taxes de compensation, mais le système a été changé deux fois en trois mois.

Au début, l'Office National a payé sur son budget des suppléments destinés à permettre aux vendeurs en gros de livrer dans les régions éloignées.

En avril 1936, le prix de gros est transformé, de façon qu'il ne comprenne plus le coût de transport. Il s'entend désormais à la gare d'expédition et non de destination. Cela déplace la difficulté, mais ne la résout pas, car cette fois les acheteurs sont mis dans l'impossibilité de s'approvisionner au loin. On met alors sur pied un système compliqué de taxes de compensation. Lors de chaque affaire, le vendeur paie à l'Office National une taxe de 0,2 Pf. par œuf. Avec le fonds ainsi constitué l'Office rembourse aux acheteurs des régions non favorisées le prix d'expédition. On imagine la complication inouïe de ce système, les flots de paperasse qu'il soulève.

2. — MAIN-MISE SUR L'OFFRE

En même temps on retourne presque à l'ancien système de centralisation forcé de l'offre. Tous les commerçants doivent offrir leurs œufs à la Fédération Nationale sur sa demande, alors que cette obligation portait sur les seuls envois supé-

rieurs à 5.000 œufs par semaine interrégionaux (Ord. 29 juillet 1935).

Cette mesure est destinée à permettre à la Fédération Nationale de faire face aux tensions à l'intérieur d'un même district, alors qu'elle se bornait jusqu'ici à équilibrer les envois d'un district à l'autre.

On peut douter que cette rechute dans l'excès d'organisation obtienne le résultat cherché.

3. — RETOUR A LA LIBERTE

Au moment où ces mesures sont prises, il semble que l'expérience ait enfin porté ses fruits et que la Corporation alimentaire se décide à faire jouer à l'avenir le mécanisme normal des prix.

Le 17 février une nouvelle baisse des prix, anticipant sur l'augmentation de la ponte et des livraisons conclues avec le Danemark, est décadée. Encore une mesure qui tombe à faux ! Un retour offensif de l'hiver arrête net la ponte, et la hausse des prix des œufs à Londres détourne les Danois de livrer à l'Allemagne. Le déséquilibre entre l'offre et la demande est accru.

C'est alors que les dirigeants, probablement écœurés par ce dernier coup du sort, déclarent que la baisse des prix de février sera la dernière et que désormais on abandonnera le prix des œufs à lui-même pendant l'hiver, sauf celui des œufs de conserve.

Faut-il croire que cette décision est définitive ? N'est-elle pas contredite par les mesures décrites plus haut ? Il est encore trop tôt pour le dire, mais l'hiver qui va venir contraindra sûrement de prendre enfin une décision dans un sens ou dans l'autre.

CONCLUSION

Le seul résultat positif de toutes ces mesures est le relèvement du prix payé au producteur ⁽⁹⁰⁾.

(90) *Frkf. Ztg.*, 1^{er} mars 1936.

Prix au producteur (qualité moyenne ; pf. la pièce) :

	1931	1932	1933	1934	1935
Printemps	5,45	4,61	5,77	6,40	6,98
Moy. annuelle		5,00	6,26	6,83	7,35

Mais la hausse de fait est encore plus importante parce que en 1935 les prix fixes ont été tournés. La hausse est due, non à l'organisation du marché, mais à la fraude. En 1936 on prévoit que le prix d'hiver pourra atteindre 8 Pf., parce que la réglementation est supprimée. On n'ose donc pas inscrire cette hausse à l'actif de l'organisation.

De plus cette hausse n'a bénéficié qu'au petit producteur. Les grands élevages ne sont pas dans une situation plus favorable qu'il y a trois ans, car les prix des grains ont monté dans la même proportion que celui des œufs.

Théoriquement le consommateur est protégé par le prix maximum et le contrôle de la qualité. Le prix de détail a moins monté que le prix au producteur, il est toutefois supérieur de 20 % en moyenne au prix de 1932.

Mais l'œuf est devenu une rareté dans les centres urbains, parce que la répartition est insuffisante et surtout inégale. L'ouvrier apprend avec satisfaction que l'organisation du marché le protège en lui assurant un prix juste, mais il constate également que les œufs manquent, alors que les paysans et tous les citoyens suffisamment habiles et riches pour payer le prix fort en cachette ne s'imposent aucune restriction. Où est l'avantage ?

Le commerce est à peu près ruiné par la fixation des bénéfices et surtout par la concurrence déloyale de la contrebande.

En somme l'organisation du marché se solde par un échec indiscutable. Les causes en sont multiples. Les principales semblent se ramener à trois ordres de fait.

1° *Conditions propres au marché des œufs.* — L'œuf est un produit fragile, difficile à conserver. Comme d'autre part la production est sujette à de fortes variations saisonnières, une politique de stockage s'impose. La *Reichseierverwertung G. m. b. H.* a effectivement entrepris à grande échelle le stockage des œufs qui sont conservés par le froid. 370 millions d'œufs ont été mis en conserve en 1934, 362 millions en 1935 ⁽⁹¹⁾. C'est

(91) *Völkischer Beobachter*, 1^{er} février 1936.

une proportion assez considérable de la production (6 mrd, 2). Mais les procédés de conservation sont très délicats. En 1934 beaucoup d'œufs ont été gâtés. De plus l'œuf de conserve est encore le plus fragile, et la population ne le consomme pas très volontiers.

Le marché même des œufs présente un gros inconvénient pour l'organisation. Il ne possède pas de stade où l'on puisse saisir la production, d'écluse obligatoire pour ainsi dire. Alors que le blé passe par le moulin, le lait par la laiterie, il n'y a rien de tel pour l'œuf, dont le commerce emprunte mille voies diverses. Le but principal de l'obligation du marquage était justement de créer cette écluse où toute la production aurait été canalisée ⁽⁹²⁾. Nous avons vu qu'il a fallu y renoncer en raison des retards apportés à la circulation du produit. De là résulte l'impossibilité pratique de saisir efficacement l'offre, donc d'organiser solidement le marché.

2° *Erreurs de l'organisation.* — Les péripéties innombrables de la réglementation sont l'effet de l'incohérence de la politique suivie. Non seulement on a organisé là où il aurait mieux valu agir de loin, mais on a mal organisé. C'est un fait indiscutable. Les mesures et les contre-mesures, la fraude développée ont ruiné la confiance dans la direction.

3° *Erreurs de la politique des prix.* — Son défaut principal ne vient pas du niveau intrinsèque des prix, mais de la suppression trop complète des variations saisonnières.

Dans la période 1930-1933 par exemple, l'amplitude des variations saisonnières de prix atteignait à peu près 100 % ⁽⁹³⁾, en 1935, à peine 50 %.

La mesure dans laquelle ces variations ont été réduites ressort encore mieux du tableau suivant ⁽⁹⁴⁾ :

Soit 100 le niveau moyen de prix dans la période 1928-30.

En 1933, le prix a varié entre 58 et 100.

En 1935, le prix a varié entre 63 et 85.

La grande erreur du *Reichsnährstand* est d'avoir voulu et obtenu ce résultat. C'est l'effet d'une théorie erronée d'après laquelle le prix fixe devrait ignorer les variations de quelque ordre que ce soit, saisonnières comme cycliques.

(92) En 1935, 1,3 mrd d'œufs ont été marqués, soit 22 % environ de la production.

(93) *Frkf. Ztg.*, 29 décembre 1935.

(94) *Der Deutsche Volkswirt*, 31 janvier 1936.

Mais ce qui est vrai ou souhaitable pour le blé et le lait ne l'est pas forcément pour les œufs, au contraire. A des marchés différents doivent correspondre des politiques de prix différents. Voilà ce que les chefs ont mis trois ans à comprendre.

Si, du point de vue social, il est peut-être désirable de ne pas réduire la demande aux dépens des consommateurs les moins fortunés, il y a des cas où cette exigence peut contredire trop violemment les nécessités économiques du marché ; c'est le cas des œufs.

En effet, en maintenant trop bas le prix des œufs en hiver, on développe la consommation bien au delà de la production à tel point que le prix ne correspond plus à la réalité.

Inversement, le prix d'hiver n'est pas assez attrayant pour exciter la production, alors que la véritable organisation du marché devrait en premier lieu développer la ponte d'hiver, ce qui exige une technique de l'élevage perfectionnée, des spécialistes, donc des prix suffisants. Le prix trop bas va à l'encontre du but principal d'une politique à longue vue.

Il est d'autant plus indiqué de sacrifier momentanément le point de vue du consommateur à celui du producteur, que l'œuf n'est pas un aliment fondamental. Où irait-on s'il fallait régler de même tous les marchés de tout ce qui pousse sur terre ? De plus, il est évident, au bout de trois ans d'expérience, que les moyens à employer sont tout à fait disproportionnés au résultat.

C'est pourquoi il faut attendre un certain nombre de réformes sur le marché des œufs ; la première consistera à faire jouer consciemment et dans les limites utiles le mécanisme des prix ; ensuite la sagesse conseille de renoncer à une expérience étatique qui a échoué. Le développement des coopératives de vente, rendues obligatoires pour les producteurs, arriverait certainement au but où les dirigeants seraient depuis longtemps s'il n'étaient tombés dans le défaut qu'ils reprochent volontiers à leurs adversaires : s'obstiner à couler la vie dans le moule trop rigide des théories.

LE MARCHÉ DE LA VIANDE

La production nationale suffit entièrement à satisfaire la consommation de viande de boucherie.

En 1932, l'élevage allemand a couvert 90 % des besoins pour la viande de bœuf, 99 % pour le porc, 100 % pour le veau et pour le mouton.

Pour le porc, on observait même, à la fin de 1932, une tendance à la surproduction ; alliée à la baisse du pouvoir d'achat des consommateurs, elle a entraîné une chute considérable des cours du bétail.

Les prix minima ont été atteints au début de 1933 en général, comme pour les autres produits agricoles. Ils s'établissent ainsi qu'il suit par rapport à la moyenne de 1929 ⁽⁹⁵⁾.

1929		1933 (Prix du q. sur pied)	
Porc	81 RM.	Juin	32,9 RM.
Bœuf	56,8 RM.	Mars	30,4 RM.
Veau	83,2 RM.	Juillet	39,4 RM.
Mouton	68,3 RM.	Mai	30,9 RM.

La baisse la plus forte atteint 60 % (pour le porc). Or le porc est de beaucoup l'animal le plus important sur le marché allemand. En 1932, la valeur des porcs vendus pour la boucherie représente 60 % du total des ventes ⁽⁹⁶⁾. Une baisse aussi importante représente donc une perte sensible pour toute l'agriculture allemande, car l'élevage est pratiqué par tous les cultivateurs.

Pendant la même période, les prix de détail ont baissé de 30 % en moyenne ⁽⁹⁷⁾, ce qui peut être considéré comme satisfaisant, compte tenu de l'élasticité normale de la marge des intermédiaires.

La tâche posée au national-socialisme à son arrivée au pou-

(95) Prix de gros à Berlin « *Konjunkturstatistisches Handbuech.* », page .93.

(96) Ibid, page 177.

(97) *Vierteljahrsheft zur Konjunkturforschung* 1935, Heft 3, Teil B.

voir consistait donc à relever le prix du bétail au producteur, tout en épargnant autant que possible le consommateur. Comme ce but a été rapidement atteint par des moyens indirects, l'organisation du marché a pu progresser avec une sage lenteur, tant que la situation technique ne s'est pas transformée défavorablement, ce qui n'est arrivé qu'en 1935.

Les caractères propres au marché de la viande incitaient également à la prudence. Le marché échappe en effet plus ou moins aux moyens d'action habituels de la politique d'organisation des marchés.

L'offre est difficile à saisir. Nous avons maintes fois souligné la nécessité d'une sorte d'écluse qui canalise obligatoirement toute la production. Seul l'abattoir et le marché en gros peuvent jouer ce rôle pour la viande, mais très imparfaitement. Les abattoirs sont trop nombreux. Seule une faible partie des bêtes passe par les marchés ($1/3$ environ en 1932), et encore cette proportion est bien plus faible sur les rares grands marchés où sont fixés les cours, les marchés secondaires se contentant de suivre la cote des grands centres. Il y a là, et pas seulement en Allemagne, une cause de désordre systématique : pourquoi un marché où passe peut-être le $1/10^e$ de la production fixe-t-il le cours pour toute une région ? C'est une invitation à la spéculation qui ne devrait pas être tolérée.

La standardisation est la condition préalable de toute fixation de prix ; elle est particulièrement difficile à réaliser pour le bétail, car la qualité de la viande ne correspond pas toujours à l'aspect extérieur de l'animal. Certes, par une sélection et une unification des races, on peut obtenir des bêtes plus ou moins standardisées (exemple de l'Amérique), mais cela demande du temps.

Comment constituer enfin des réserves indispensables pour équilibrer les variations de l'offre et de la demande sur des périodes de plusieurs mois parfois ?

Toutes ces conditions indispensables au succès d'une politique de direction des prix sont assez mal remplies par le marché de la viande. Avant de penser à fixer des prix, il a donc fallu organiser d'un bout à l'autre le commerce des bœufs.

Toutefois, le porc est l'animal qui montre le plus de complaisance à tous ces points de vue. Il est presque naturellement un animal standard dont la viande présente une qualité très homogène. La valeur d'un porc peut se juger simplement d'après

son poids. Il est facile à stocker sous forme de saucisses et de conserves diverses.

Si on l'engraisse suffisamment, il donne plus de graisse que de viande et les nouveaux procédés d'extraction permettent de le retirer du marché de la viande pour le transformer en graisse dont l'Allemagne a besoin, ce qui est proprement faire d'une pierre deux coups. Nous retrouvons ici le point de liaison entre le problème des graisses et celui de la viande ⁽⁹⁸⁾.

Enfin les variations du troupeau porcin présentent une curieuse régularité ; elles suivent un cycle périodique dénommé « cycle des porcs » ⁽⁹⁹⁾ qui est bien connu parce qu'il est depuis plusieurs années la marotte des statisticiens allemands. Le processus est très simple : quand les fourrages sont bon marché, le paysan élève beaucoup de porcs. Deux ans plus tard, il y a trop de porcs ; le prix des fourrages remonte, étant donné la consommation considérable des porcs gras. A partir d'un certain point l'élevage devient trop cher, le paysan vend son porc, le prix tombe, le troupeau se réduit, mange moins, ce qui fait rebaisser les fourrages et tout recommence. Ce cycle se répète tous les quatre ans avec une étonnante régularité.

La statistique des porcs est très bien faite en Allemagne ; on connaît tous les trois mois le nombre de porcs, de porcelets, de truies couvertes, si bien que l'on peut prévoir presque mathématiquement l'évolution de l'offre.

Ces conditions particulièrement favorables du marché des porcs ont facilité dans une large mesure l'organisation du marché de la viande en Allemagne. Comme d'autre part cette organisation a été conduite lentement et méthodiquement, elle a obtenu des succès certains.

Nous n'insisterons pas sur les mesures immédiates destinées à relever les prix. En juillet 1933, les taxes d'abatage, droits de visite vétérinaire, etc., qui pèsent sur le bétail, ont été fortement réduits. En même temps le plan de la graisse est entré en action. Le mélange obligatoire du saindoux à la margarine a agi fortement sur le cours des porcs gras, qui remonte de 34 à 54 RM. le quintal sur pied, dans une moindre mesure sur les porcs ordinaires (32,9 en juin 1933, 49,0 en octobre suivant). Ce relèvement soudain et presque excessif n'a pu être entièrement maintenu, car la sécheresse de 1934 a forcé à abat-

(98) cf. ci-dessus, page 238.

(99) *Schweinezyklus*.

tre une grande partie du troupeau. Cependant le premier but, le relèvement des cours, a été atteint rapidement par la seule action du plan de la graisse.

L'organisation proprement dite du marché s'étend sur 1934 et 1935, mais en 1934 on organise le contrôle du marché, et ce n'est qu'à la fin de 1935 que les prix, clef de voûte du système, deviennent des prix fixes.

RÉGLEMENTATION PRÉPARATOIRE

Comme pour tous les autres marchés, la première mesure prise fut la nomination d'un Commissaire du Reich (Ord. du 14 mars 1934) et la création d'un Office National. Le Commissaire est le même que pour le lait et les graisses. La *Reichsstelle* par contre est différente.

LOI DU 23 MARS (ORD. D'APPLICATION DU 24 MARS)

Elle pose la base de toute l'organisation du marché de la viande ; la loi s'applique non seulement aux bêtes de boucherie, mais aussi à la volaille, au gibier, à la viande et à la charcuterie.

Le ministre peut fixer les conditions de fonctionnement des marchés, taxer les prix, contingenter la production, etc., et déléguer ses pouvoirs.

La loi crée un Office National, sous la direction du ministre, qui possède le monopole de l'introduction dans le commerce des produits animaux étrangers et *indigènes*. Comme pour tous les autres produits, ce monopole ne signifie pas que l'Office devient le seul commerçant en viande. Mais les producteurs et importateurs ne peuvent mettre leur marchandise en circulation qu'après avoir obtenu de l'Office un titre (*Uebernahmeschein*) ; en délivrant ce titre, l'Office prélève une taxe, représentant théoriquement la différence entre le prix d'achat et le prix de vente de l'Office, et peut imposer au commerçant toutes sortes de conditions : expédier à tel endroit, exporter, etc... L'Office n'est pas obligé d'acheter le produit offert.

Le but de ce système est de permettre de contrôler les mouvements et les prix des produits.

Comme pour les autres marchés, cette réglementation des produits indigènes n'était que provisoire. Elle subsiste définitivement par contre pour l'importation.

ORDONNANCE DU 9 JUIN 1934

Elle donne aux marchés de bestiaux une organisation très stricte. 33 grands marchés sont reconnus officiellement (nombre porté à 42 en août).

Sur chaque marché un organisme professionnel ⁽¹⁰⁰⁾ groupe obligatoirement toutes les entreprises, personnes morales et physiques, qui vendent ou achètent professionnellement des bœufs, moutons et porcs. Ces unions sont groupées régionalement en 14 districts (*Bezirksvereinigung*) qui coïncident avec les *Milchwirtschaftsverbände*. Une Fédération nationale (*Hauptvereinigung für Schlachtviehverwertung*) unit à son tour les districts sous une direction unique.

Cette organisation, calquée sur celle du lait, n'offre rien de particulier. A tous les échelons règne le principe hiérarchique. Le chef de « l'union du marché » est nommé par le chef du district, celui-ci par le président de la Fédération nationale, nommé lui-même par le ministre.

A la tête se trouve le Commissaire du Reich, qui peut donner des ordres à tous ces groupements. Il a seul le droit en principe d'établir des prix fixes, mais il peut déléguer ce droit.

La cellule de l'organisation est le marché, et sa forme juridique la *Marktvereinigung*.

Elle groupe, avons-nous dit, les commerçants en bestiaux. Cela nécessite quelques explications. Parmi ces commerçants, on distingue le groupe des vendeurs et celui des acheteurs. Les acheteurs sont libres dans l'exercice de leur profession, l'Union ne peut intervenir que dans leurs affaires conclues sur le marché.

Les vendeurs, au contraire, intermédiaires entre le producteur et le marché, sont très étroitement réglementés. Ils doivent posséder une autorisation pour exercer leur commerce. Cette autorisation a été délivrée à tous les commerçants en exercice à l'époque de l'ordonnance, sauf aux Juifs et aux commerçants « non honorables ».

A l'avenir, l'admission à la profession sera soumise aux conditions suivantes :

1° Avoir exercé pendant trois ans une activité dans l'élevage ou le commerce du bétail.

2° Prouver que le chiffre d'affaires minimum atteindra 300 bœufs, ou 500 veaux, ou 1.000 porcs.

(100) *Marktvereinigung* : union du marché.

3° Posséder un bureau et tenir une comptabilité.

4° Un droit de préférence sera accordé aux anciens combattants et à ceux qui ont « bien mérité du parti national-socialiste » ⁽¹⁰¹⁾. Cette réglementation très étroite aboutit à créer une véritable corporation, un monopole exclusif de la profession. Nulle part, à notre connaissance, la Corporation alimentaire n'est allée aussi loin dans cette voie.

Il ne peut y avoir plus d'une coopérative de vente par marché. Cette mesure est destinée à simplifier de force l'organisation coopérative.

Enfin, nul ne peut être à la fois acheteur et vendeur sur un marché. Les vendeurs ne doivent conclure que des opérations à leur compte, la commission est interdite, comme du reste sur tous les autres marchés ou presque.

ROLE DE LA MARKTVEREINIGUNG

Tous les pouvoirs se trouvent entre les mains du Président de l' « Union du marché », qui agit en une double qualité : en tant que président d'une part, en tant que délégué du Commissaire de l'autre.

A la première fonction se rattachent les pouvoirs purement professionnels (fixer des conditions d'ouverture du marché, prononcer des amendes, etc.), qui sont les mêmes que ceux d'un président de groupement du lait, des œufs, etc. Nous n'insisterons pas.

A la deuxième fonction se rattachent les pouvoirs d'organisation du marché, les seuls qui nous intéressent ici.

1° *Groupement de l'offre par le marché.* — On s'efforce de faire passer la plus grande partie de la production par le marché. Le commerce direct peut être interdit.

Les bêtes vendues en dehors du marché doivent acquitter une taxe de compensation spéciale. Cette taxe est payée à l'abattoir. En effet, tout le bétail doit être tué à l'abattoir, sauf autorisation spéciale. Cette mesure déjà ancienne a été prise pour des raisons sanitaires. Le contrôle vétérinaire avant et après l'abattage porte ainsi sur toute la viande vendue dans le commerce. En canalisant toutes les bêtes, l'abattoir complète utilement le marché. Il permet de contrôler le commerce par les titres qui accompagnent les bêtes vendues sur le marché.

(101) *Recht des Reichsnährstandes*, août 1934.

Enfin, en cas de nécessité, le président peut prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer l'approvisionnement du marché (obligation de livrer, par exemple).

2° *Adaptation de l'offre à la demande.* — Le marché ne peut fonctionner normalement que si les arrivages et les achats sont réguliers et s'équilibrent.

Le président peut obliger les vendeurs à déclarer au préalable leurs envois, et les acheteurs leurs besoins. *Cette déclaration implique l'obligation du déclarant de s'y conformer sur demande du marché.* Ainsi le président peut prévoir d'avance l'évolution de son marché, et agir en conséquence grâce à la force obligatoire de la déclaration des acheteurs et des vendeurs. Selon les cas, il peut exiger la livraison ou l'achat. Il peut aussi refuser des envois ou des livraisons, car en tant que représentant du Commissaire et de l'Office National, il n'est pas obligé d'acheter.

Ce système ingénieux permet à l'union du marché d'adapter exactement les offres aux demandes en temps normal.

3° *Standardisation.* — Elle est introduite par l'ord. du 2 juillet 1934.

Pour les porcs, les catégories correspondent seulement au poids de la bête. C'est un critérium un peu grossier, mais simple. Le jeu des prix permet d'ailleurs de tenir compte des différences de qualité (races spéciales, etc.).

Pour les autres animaux de boucherie, on crée des classes de qualité. A l'arrivée sur le marché, les bêtes sont jugées et classées par une commission composée d'un éleveur, un intermédiaire et un boucher.

4° *Réforme de la cotation.* — La formation du prix n'est plus laissée au commerce. Le prix est fixé par le président, assisté d'une commission des prix composée de producteurs, de commerçants et de bouchers. Les membres (6 au maximum) sont nommés par le délégué du Commissaire, d'accord avec le chef de la Paysannerie du pays.

Enfin il ne suffit pas d'assurer une fixation loyale des prix, libérée de toute spéculation, il faut encore en garantir au producteur sa juste part. Dans ce but, le président peut fixer les commissions des intermédiaires, ainsi que toutes les conditions de livraison et de paiement, rendre obligatoire l'établissement

d'un bordereau, le paiement par l'intermédiaire de la coopérative, etc...

Tel était l'outil dont disposait l'organisation du marché en 1934. Il lui a servi à endiguer les excès de l'offre.

L'année 1934 correspond au sommet du « cycle des porcs ». Les récoltes excédentaires depuis 1932 avaient développé l'élevage des porcs au maximum. Or, en 1934, la sécheresse et l'arrêt des importations amènent brusquement un manque de fourrages et les porcs doivent être abattus en masse, ainsi que les bovins.

Devant cet afflux, le Commissaire a pris les mesures suivantes :

Réduction de l'offre par élévation à 15 % du taux du mélange du saindoux à la margarine. Un grand nombre de porcs sont ainsi retirés des marchés de bestiaux et envoyés à l'usine d'extraction.

La Corporation alimentaire a conseillé aux éleveurs de réduire le troupeau. Sur chaque marché, on a freiné autant que possible les envois, sans aller jusqu'à la mesure extrême : le contingentement, qui aurait causé de trop grosses pertes aux paysans ainsi forcés à nourrir leurs bêtes plus longtemps.

Du côté de la demande, a été pratiquée pour la première fois une politique de stockage en grand. L'Office National a ordonné aux bouchers de fabriquer des quantités considérables de conserves de bœuf. Le système de la conserve a été préféré à la conservation par le froid pour des raisons techniques (insuffisance des installations frigorifiques, conservation en boîte pendant trois ans, procédé économique). Cette opération a été financée par les banques sur la garantie de l'Etat. La loi du 3 août 1934 fixe à 46 mill. de RM. cette garantie, ce qui donne une idée de l'ampleur de l'action entreprise.

Le marché a été efficacement soulagé en 1934. Inversement les conserves ont contribué à atténuer la pénurie apparue l'année suivante, bien que les consommateurs ne les aient pas accueillies avec enthousiasme.

A la même époque, le premier pas est fait en vue de l'établissement d'un système de prix fixes. Le Commissaire fixe pour les porcs seulement des prix « normaux » ⁽¹⁰²⁾, ou plus exactement les limites entre lesquelles peut varier le prix : 50 à 54 RM. par quintal sur pied. Ce prix s'entend pour la

(102) *Richtpreis*.

classe moyenne des porcs. C'est en quelque sorte le stade expérimental du prix fixe, où le prix possède une certaine élasticité et n'est pas adapté de force à l'échelle de qualités.

Ces prix, en automne 1934, tendent de plus en plus à représenter une limite supérieure, car à l'excès d'offre succède peu à peu la rareté. Le troupeau porcin a été littéralement décimé en 1934.

La tendance à la hausse se manifeste surtout pour les prix de détail, si bien que le Commissaire aux prix intervient en décembre pour interdire toute élévation du prix de la viande. Mais cette interdiction ne pouvait être efficace, car la charcuterie est en Allemagne aussi importante que la boucherie. Si les prix de la viande sont taxés, elle disparaît et va se transformer en saucisses. Là s'arrêtent les pouvoirs d'intervention.

D'autre part, sur le marché du bétail, la pénurie tend à effacer les différences de qualité : les bêtes de meilleure qualité disparaissent, le prix des qualités inférieures monte. Pour éviter que cette hausse ne se répercute sur le consommateur, il faut organiser non seulement le marché du bétail, mais aussi celui de la viande et de la charcuterie.

EXTENSION DE L'ORGANISATION

Elle se fait à deux points de vue. On commence par y soumettre toute l'industrie de la viande, ensuite seulement on établit un système de prix fixe.

ORDONNANCE DU 27 FEVRIER 1935

Elle réalise le groupement des producteurs, des commerçants et des transformateurs de produits animaux.

Le territoire est divisé en 14 régions, sièges de groupements appelés « *Schlachtviehverwertungsverband* » ⁽¹⁰³⁾. Chacun de ces groupements réalise dans sa région le trust des producteurs, commerçants, abattoirs, charcutiers, bouchers et des usines d'extraction de graisse. Son organisation est identique à celle des groupements régionaux du lait (*Milchwirtschaftsverband*).

Les anciennes « Unions de marchés » ont perdu leur personnalité juridique et l'autonomie. Elles subsistent comme orga-

(103) Intraduisible — nous le désignerons par « région ».

nes des « régions » et sont baptisées désormais « *Marktgemeinschaft* ».

Tous les pouvoirs sont maintenant concentrés entre les mains du président de la région.

La même ordonnance publie les statuts des groupements régionaux dont le rôle est ainsi défini :

1° Assurer l'alimentation du peuple à un prix économiquement juste.

2° Les régions sont membres de la corporation alimentaire et lui sont subordonnées hiérarchiquement.

3° Des consommateurs font partie du conseil d'administration (ils sont nommés par l'autorité régionale du parti national-socialiste, le *Gauleiter*).

4° Organiser le marché et spécialement constituer des stocks.

5° Seul le ministre a le droit de fixer les prix, marges bénéficiaires et taxes de compensation.

Cette nouvelle organisation permet de régler d'un bout à l'autre le marché du bétail et de la viande. Elle était nécessaire pour permettre la fixation des prix.

Au cours de 1935, la demande ne cesse de croître pour les mêmes raisons que pour le beurre et les œufs ⁽¹⁰⁴⁾ :

Augmentation du pouvoir d'achat consécutif à la lutte contre le chômage, grosse consommation de l'armée et du service de travail. Pour la viande toutefois, les prix n'étant pas rigoureusement fixés jouent leur rôle de régulateur.

Inversement l'offre ne cesse de diminuer, surtout pour les porcs. Le troupeau est réduit d'environ 10 % par rapport à l'année précédente, ce qui en soi n'est pas considérable. Mais ce déficit s'est fait très inégalement sentir. Alors que les campagnes et les petites villes ont consommé plus que d'habitude (l'éleveur jugeant le prix insuffisant), les grands centres ont été réduits à la portion congrue. Pour les bœufs, la pénurie n'a commencé à se manifester qu'au cours de l'hiver 1935-36, parce que les consommateurs, insuffisamment approvisionnés en porc, se sont rabattus sur le veau et le bœuf. C'est pourquoi toutes les mesures d'organisation du marché ont d'abord été appliquées aux porcs, puis aux bovins, avec un décalage de trois ou quatre mois. Nous ne décrivons donc que les mesures prises pour le marché des porcs.

(104) cf. ci-dessus, page 251.

Transformation du prix normal en prix maximum.

Le prix normal fixé depuis l'automne 1934 avait plusieurs fois déjà pris le caractère d'un prix maximum. La transformation est accomplie, mais un seul prix maximum est fixé (juillet).

Désormais on ne se contente pas de fixer le prix sur le marché, on introduit un prix maximum au producteur, ainsi que pour la viande abattue et vendue en gros (août).

Sur le marché, le résultat ne se fait pas attendre. Toutes les mauvaises bêtes sont vendues au prix maximum et les bonnes disparaissent du marché. Elles sont achetées directement à la ferme, au mépris bien entendu du prix maximum.

Augmentation de l'offre.

De ce côté les mesures ne peuvent être très efficaces. Elles consistent à introduire dans le commerce de grandes quantités de viande en conserve de l'année précédente. En même temps l'Allemagne importe 5.000 porcs par mois, qu'elle s'est procurée par des accords de compensation.

Contingentement de la demande.

L'effort principal se porte de ce côté. La demande est représentée par les achats des bouchers.

Les bouchers ne doivent plus acheter qu'une certaine proportion de leurs achats du mois correspondant de l'année passée : 80 % en octobre, puis 70 % et 60 % en décembre.

Ce contingentement est contrôlé par la corporation de la boucherie, sur la base des statistiques des abattoirs, qui permettent de savoir combien tel boucher a acheté l'année dernière. La corporation délivre alors au boucher des bons ⁽¹⁰⁵⁾ qu'il doit remettre lors de chaque achat de bêtes. Lorsque le boucher achète sur le marché, toute fraude est impossible. Mais il n'en est pas de même s'il achète directement au fermier. Or, justement, depuis la fixation des prix maxima, le commerce occulte (permis en principe) s'est développé énormément aux dépens des marchés, où seules les bêtes de mauvaise qua-

(105) *Schlachtschein*.

lité sont encore expédiées. Pour remédier à cet état de choses, il faut créer un

Contrôle du commerce des bestiaux.

Dans toutes les communes où il existe un marché à bestiaux, il est interdit de vendre et d'acheter en dehors du marché.

Dans les localités où il n'y a pas de marché, les bouchers ne peuvent acheter au fermier que sur présentation de bons d'abat (*Schlachtschein*). En même temps, le vendeur doit adresser un bordereau pour chaque vente à la Paysannerie de cercle.

Les commerçants et les coopératives de vente doivent annoncer d'avance leurs opérations et se soumettre aux ordres de la région.

Cet ensemble de mesures tend à supprimer le commerce en dehors des marchés. Mais le contrôle est très difficile. La menace de sanctions impitoyables elle-même n'a pas eu beaucoup d'effet. Les envois sur le marché ont à peine augmenté, parce que la fraude a pris d'autres formes, au moyen de l'abattage à domicile.

Les paysans allemands tuent eux-mêmes leur cochon. On estime qu'un tiers environ du troupeau est ainsi abattu pour la consommation familiale, principalement entre novembre et février (106). Il s'est produit qu'au lieu de vendre leurs bêtes sur pied, les paysans se sont mis à tuer eux-mêmes, et les bouchers venaient ramasser la viande en camion. Ce genre de trafic a atteint rapidement un tel développement qu'il a fallu intervenir : pour tuer à domicile, le paysan doit prouver qu'il le fait depuis au moins deux ans et que le porc lui appartient depuis au moins trois mois.

Intervention délicate, difficile à contrôler (les porcs n'ayant pas encore d'état-civil) et nécessairement inquisitoriale.

Le fait qu'on l'ait prise prouve d'abord l'importance des troubles causés par les manœuvres frauduleuses sur un marché réglementé. Il prouve aussi que la Corporation alimentaire n'est pas seulement une institution de défense des intérêts paysans et que, quand l'intérêt général l'exige, elle n'hésite pas à demander à ses membres une discipline de fer et des sacrifices importants.

(106) *Der Deutsche Volkswirt*, 15 novembre 1935.

Perfectionnement des prix (octobre).

Le prix maximum unique est remplacé par une échelle de prix fixes correspondant aux différentes qualités. Les nouveaux prix sont relevés dans les qualités supérieures pour rendre le marché attrayant. Les différences entre les qualités ont été fixées assez largement pour pousser le fermier à engraisser les porcs.

Les mêmes mesures ont été prises pour les bœufs : contingentement de la demande et introduction de prix échelonnés (février 1935).

Cette réglementation du marché a bientôt prouvé son efficacité. Pendant tout l'hiver, l'approvisionnement en viande a été assuré de façon à peu près satisfaisante. Le rationnement de la consommation n'a jamais été aussi strict que pour le beurre ou les œufs. Dès mars 1936, toutes les mesures ont pu être relâchées. Le contingentement des bouchers a été relevé à 80 %, puis supprimé.

Par contre, le groupement strict de l'offre et le système des prix fixes subsistent comme partie essentielle du mécanisme futur de l'organisation du marché.

En juin 1936, le troupeau porcin a presque atteint le niveau record de 1934, si bien que toute difficulté d'approvisionnement est exclue pour l'avenir, à condition toutefois que les fourrages ne manquent pas. Les mesures prises dans le cadre de la bataille de la production pour conserver les pommes de terre en silos permettent de l'espérer.

Aussi bien du point de vue de la situation technique que de l'organisation, le marché de la viande semble donc définitivement sorti du stade des expériences, grâce surtout à l'habileté de la politique des prix suivie par les dirigeants.

PRODUITS SECONDAIRES

La Corporation alimentaire n'a pas borné son action organisatrice aux grands marchés que nous venons d'étudier. On peut dire qu'aucun produit agricole n'échappe à son action, même ceux dont l'importance est tout à fait minime dans la production agricole (oignons, etc.).

Ce serait peine perdue que de vouloir décrire en détail l'organisation de tous ces marchés. Nous nous bornerons dans ce chapitre à indiquer brièvement les mesures prises pour chacun d'eux, nous signalerons les particularités d'organisation. Seul le marché de la pomme de terre nous retiendra plus longtemps, en raison de son importance et du fait que les méthodes qui lui sont appliquées ont servi de modèle pour la plupart des autres marchés secondaires.

LE MARCHÉ DES POMMES DE TERRE

La pomme de terre forme la base de l'alimentation des classes peu fortunées en Allemagne. De là vient l'importance sociale du prix de la pomme de terre. D'autre part, la plus grande partie de la récolte trouve emploi comme fourrage, surtout pour l'élevage des porcs. De ce côté le marché des pommes de terre influence directement l'élevage et il se trouve lui-même en communication immédiate avec le marché des fourrages concurrents, orge, maïs et seigle.

Enfin l'utilisation industrielle joue un rôle non négligeable, car elle influence les prix plus que proportionnellement aux quantités absorbées.

Pendant les années qui ont précédé la révolution hitlérienne, le marché des pommes de terre est caractérisé par une tendance à la surproduction, ainsi que par une très mauvaise répartition de l'offre dans le temps comme dans l'espace. Cela explique la chute des cours de gros : 2,40 RM. les 100 kg en mai 1933 contre 6,56 en mai 1931. La baisse est encore plus

sensible pour le producteur obligé de vendre à tout prix vers octobre-novembre, au moment donc où les cours sont les plus bas. Pour la plupart des cultivateurs, la vente ne couvre même plus les frais de production.

Dès 1933, la hausse a été obtenue par le relèvement des prix des fourrages importés (orge, maïs), qui servait en même temps à soutenir les céréales indigènes. Par ailleurs la rentabilité de l'élevage des porcs restaurée dès 1933, a rouvert un large débouché aux pommes de terre.

En 1934, la Corporation alimentaire commence l'organisation du marché proprement dite. A cet égard il faut faire une distinction fondamentale entre les pommes de terre nouvelles et les autres.

L'Allemagne importe des quantités considérables de pommes de terre nouvelles (220.000 t. en 1930), surtout de Hollande, de Belgique et d'Italie. Au contraire, la production nationale de pommes de terre ordinaires est excédentaire. L'organisation du marché des pommes de terre nouvelles ressort en partie de la politique commerciale, ce qui n'est pas le cas pour les autres.

ORGANISATION DU MARCHÉ DES POMMES DE TERRE NOUVELLES (Ordonnance fondamentale du 17 février 1934)

Le vice principal du marché des pommes de terre nouvelles résultait des brusques et amples variations des prix. Entre juillet et août, l'arrivée de la récolte normale d'été pèse brusquement sur les cours, qui ont atteint en juin-juillet leur maximum. Le bénéfice du vendeur de pommes de terre nouvelles dépend donc du moment où il vend sa récolte. A quelques jours de différence, il peut vendre au plus haut ou au plus bas de toute l'année, si bien que « la vente des pommes de terre nouvelles ressemblait plutôt à un jeu de hasard qu'à un commerce » ⁽¹⁰⁷⁾. Comme la commission était le mode habituel de vente, tous les risques étaient supportés par le producteur et non par le commerçant.

La réglementation nouvelle distingue d'abord des régions de culture « délimitées » et des régions « ouvertes ». Les régions « délimitées » sont celles où la culture a une grande extension.

Dans les régions « ouvertes », la réglementation se borne à la fixation de prix de gros. La surveillance est confiée aux autorités régionales de la Corporation alimentaire.

(107) « *Aufbau und Aufgabe des RNS* », page 104.

Pour les régions « délimitées », au contraire, fonctionne un système original qui repose sur la centralisation obligatoire de l'offre par des organismes communs.

Pour chaque commune est créé un centre de ramassage (*Ortssammelstelle*), auquel les producteurs doivent obligatoirement apporter leur récolte. Ce centre fonctionne généralement dans une coopérative, parfois aussi chez un commerçant ou un cultivateur. Ce centre local approvisionne à son tour des centres régionaux (*Bezirksabgabestelle*) qui vendent au commerce.

En droit, ces centres fonctionnent comme commissionnaires, mais ils achètent au producteur au prix fixé. De plus, ils contrôlent la qualité de la marchandise, les conditions d'emballage, etc., qui sont exactement définies.

Ainsi est obtenue l'union des producteurs en face du commerce. Le prix fixe et le monopole des centres d'achat assurent au producteur le juste prix.

Le commerce ne remplit sa fonction de répartiteur qu'à partir des centres régionaux de vente. Même alors il est étroitement réglementé. Tout le commerce des pommes de terre (aussi dans les régions « ouvertes ») est soumis aux règles suivantes :

1° Le contrat de commission est interdit.

2° Toute vente doit être constatée par un bordereau expédié aux organes de direction du marché.

3° Il est interdit d'expédier des pommes de terre non vendues.

Les prix, quoique prix fixes, ont une certaine souplesse. Ils diminuent du début de la récolte à la fin. En 1934, par exemple, le prix diminue de 6,50 RM. le quintal début juin, à 3,70 fin juillet, assurant ainsi un passage aisé à la récolte principale.

Alors que ce prix au producteur était supérieur à celui de 1933, le prix de détail restait inchangé, ce qui prouve que le consommateur comme le producteur a bénéficié de l'organisation du marché. La marge des intermédiaires a été réduite parce que les centres de ramassage et de vente fonctionnent à meilleur compte que les intermédiaires qu'ils remplacent. De plus, la stabilité des prix et le contrôle de la qualité réduisent l'aléa des autres distributeurs, donc justifient une diminution de leurs marges.

Résumons les traits caractéristiques de cette organisation :

1° Elle est purement commerciale et ne porte aucun caractère professionnel ou corporatif.

2° Elle est temporaire (de juin à août) et ne fonctionne que pendant la récolte.

ORGANISATION DU MARCHÉ DES POMMES DE TERRE (Ordonnance du 31 juillet 1934)

Elle ignore bien entendu la distinction entre régions productrices et régions « ouvertes » justifiée pour les seuls premiers. Il n'y a rien d'analogue à la centralisation de l'offre réalisée pour les pommes de terre nouvelles.

Par contre, le système de prix est beaucoup plus complexe.

REGLEMENTATION DU COMMERCE

Les mêmes principes que pour les pommes de terre nouvelles sont en vigueur.

Il existe des prescriptions de qualité, d'emballage, de marquage, de livraison et de paiement.

La commission et l'expédition de pommes de terre non vendues sont interdites.

Toutes les ventes sont soumises au contrat-type, qui prescrit uniformément les conditions de livraison et de paiement. Il sert de titre de mouvement pour le contrôle des prescriptions précédentes.

Un bordereau de chaque opération est envoyé aux organes directeurs pour leur permettre de surveiller les prix et le mouvement des marchandises.

FIXATION DES PRIX

Le système des prix est, avec celui des céréales, le plus complexe de tous les marchés agricoles.

Différenciation locale. — Il y a deux régions de prix seulement.

L'une comprend les régions exportatrices de l'Est, l'autre le reste du territoire du Reich.

Les prix s'entendent depuis 1935 franco au destinataire. A l'inverse de ce qui se passe pour les céréales, il n'y a pas lieu ici de craindre la naissance « d'angles morts », car pres-

que toutes les régions de l'Allemagne produisent des pommes de terre. Même les centres urbains les plus importants trouvent à s'approvisionner dans un rayon assez réduit pour trouver toujours des vendeurs. Au contraire, cette mesure a été prise consciemment pour forcer les consommateurs à s'approvisionner le moins loin possible, répartir plus également les cultures dans le pays et éviter les transports à longue distance qui sont ruineux pour les pommes de terre.

Différenciation dans le temps. — Le prix reste stable pendant l'époque de la récolte, septembre, octobre et novembre, puis il augmente de 10 pf. par mois jusqu'au mois de mars et est ensuite abandonné à lui-même en principe.

Enfin la protection du consommateur est assurée par la fixation locale de prix de détail maxima. Ces prix sont fixés par les Offices de surveillance des prix, après avis du groupement professionnel des pommes de terre.

INDUSTRIES TRANSFORMATRICES

En valeur absolue, la quantité de pommes de terre traitée actuellement par l'industrie est faible, elle atteint à peine 8 % de la récolte totale: Cependant les achats de l'industrie ont une influence importante, prépondérante même, dans les régions spécialisées dans la culture de la pomme de terre. En effet, les prix sont déterminés par les seules pommes de terre qui ne sont pas consommées sur place par le producteur et qui viennent sur le marché, soit 22 % seulement environ de la production totale.

Or, sur ces 22 % de pommes de terre vendues en dehors de l'agriculture, le tiers est absorbé par l'industrie ⁽¹⁰⁸⁾. Ainsi s'explique l'importance des achats de l'industrie pour la formation des prix.

A la vérité, ce ne sont pas les mêmes sortes de pommes de terres qui sont destinées à l'alimentation et à l'industrie. Mais les marchés sont assez étroitement liés pour que les prix industriels réagissent fortement sur le prix de l'alimentation.

En même temps que cette influence sur le prix, l'industrie joue un autre rôle : elle peut absorber les excédents des récoltes et réaliser une sorte de stockage du produit sous une forme différente. Cela est d'autant plus important que les récoltes

(108) Tous ces chiffres sont extraits de « *Deutsche Agrarpolitik* », page 197.

de pommes de terre sont extrêmement variables (entre 30 et 47 mill. de t. de 1926 à 1930). En cas de récolte abondante, il est indispensable de pouvoir retirer du marché et transformer les excédents.

Cette opération utile pour le marché ne peut être effectuée par les particuliers que si elle est rentable. Or, depuis longtemps en Allemagne, il n'en est plus ainsi. Bien avant le national-socialisme, l'Etat a dû prendre plus ou moins à sa charge le soutien des industries transformatrices pour éviter l'effondrement total du marché des pommes de terre. Le régime national-socialiste n'a pas pu abandonner cette politique, mais il l'a pratiquée plus méthodiquement en l'adaptant aux buts poursuivis parallèlement sur d'autres marchés.

Les trois procédés techniques de traitement industriel des pommes de terre sont : la distillation, l'extraction de fécule (amidon) et la fabrication de flocons séchés. Le plus important de beaucoup est la distillation, qui traite en moyenne 1,7 mill. de t. de pommes de terre, puis vient la féculerie (0,65 mill. t.), et enfin la fabrication de flocons (0,60 mill. de t.).

Au point de vue de l'organisation du marché, il faut faire une place à part à la distillerie. En effet, l'importance qu'elle présente pour les grandes propriétés de l'Est a conduit dès 1919 au monopole de l'alcool, qui fonctionne dans des conditions analogues à celles du monopole français. Bien entendu, le monopole travaille à perte et engloutit des millions. En 1930, il n'a été sauvé de la catastrophe imminente (stock de 1,5 mill. d'hl.) que par l'obligation du mélange à l'essence. Nous ne donnerons pas de détails sur cette question qui sort de notre domaine. Signalons seulement que le national-socialisme n'a pas apporté sur ce point de nouveautés. La distillerie n'est pas organisée professionnellement, ni rattachée à la Corporation alimentaire. Elle continue à être soumise à l'ancien régime législatif et fiscal.

Au contraire, les deux autres groupes industriels ont été fortement organisés selon les principes qui nous sont maintenant bien connus.

Groupement de l'industrie de la fécule. — (Ord. 30 avril 1934). — Il s'agit moins là d'une innovation que de la « mise au pas » national-socialiste du cartel obligatoire introduit depuis 1931. Le nouveau groupement revêt la forme classique de l'Union

économique. Le président et le conseil d'administration sont nommés ou autorisés par le ministre de l'alimentation.

Le rôle de l'Union consiste d'abord à réglementer la profession ; l'édification de nouvelles usines, le contingentement de la fabrication, etc. D'autre part, à fixer les prix et les marges bénéficiaires pour la fécule et tous les produits dérivés de l'amidon : glucose, dextrine, etc.

L'Union a conclu des accords avec la boulangerie relatifs au mélange de fécule de pomme de terre au pain (4 % en 1933-34).

Groupement des fabriques de flocons de pommes de terre ⁽¹⁰⁹⁾
(Ordonnance du 18 novembre 1934). — Cette industrie, également subventionnée par l'Etat depuis 1930, est groupée de la même façon que la féculerie.

Le vente des flocons a été favorisée par le relèvement des prix des fourrages importés par la *Reichsstelle* des céréales.

Ces deux Unions économiques ont perdu leur autonomie en 1935, lors de la réforme qui a réalisé la concentration de toutes les organisations du marché des pommes de terre.

ORGANISATION DEFINITIVE DU MARCHÉ DES POMMES DE TERRE (Ordonnance du 18 avril 1935)

Elle réalise pour ce marché la concentration verticale de toutes les organisations existantes, de façon à grouper les efforts et à réaliser une organisation de la profession plus ou moins autonome.

Le territoire est divisé en « *Kartoffelwirtschaftsverbände* » qui coïncident avec les Paysanneries de pays. Chacune de ces régions groupe les producteurs, les transformateurs et les commerçants.

Les transformateurs forment de simples « comités techniques » soumis aux ordres du groupement national, la Fédération Nationale des pommes de terre ⁽¹¹⁰⁾.

Cette Fédération Nationale hérite de tous les pouvoirs qui appartenaient auparavant au délégué du ministre.

Par là est achevée l'organisation professionnelle de cette branche de la production agricole. Depuis l'année dernière, la technique de l'organisation du marché peut être considérée comme définitivement au point.

Les tâches nouvelles proposées au groupement des pommes

(109) *Wirtschaftliche Vereinigung der Kartoffelflockenhersteller.*

(110) *Hauptvereinigung der Deutschen Kartoffelwirtschaft.*

de terre sont d'ordre technique beaucoup plus que commercial. Elles consistent à améliorer la qualité de la production d'une part, par une sélection et une standardisation des semences, la lutte contre les maladies. D'autre part, un développement considérable est donné aux nouveaux procédés de conservation des pommes de terre fourragères par l'ensilage et la fermentation. L'Etat a fourni des sommes importantes pour construire les silos nécessaires, si bien que, quand la capacité d'ensilage sera suffisante, elle pourra absorber tous les excédents éventuels, et l'importation de fourrages étrangers diminuera d'autant ; c'est pourquoi le mot d'ordre est actuellement l'augmentation de la production par l'accroissement du rendement à l'hectare.

LE MARCHÉ DU SUCRE

La politique d'intervention du national-socialisme n'a pas eu l'occasion de réglementer ce marché, qui avait depuis longtemps atteint la forme la plus stricte possible d'organisation ⁽¹¹¹⁾. Depuis 1928, les prix étaient soustraits au libre jeu de l'offre et de la demande, depuis 1931 existait un cartel obligatoire comprenant tous les fabricants de sucre. Le nouveau régime a continué sans presque rien y changer l'œuvre entreprise, dont on ne saurait dire qu'elle passe pour un modèle.

ORGANISATION PROFESSIONNELLE (ord. du 10 Novembre 1934)

La seule innovation véritable est l'extension obligatoire aux planteurs de l'organisation professionnelle. Pour le reste, on s'est contenté de donner une façade corporative et nationale-socialiste à l'ancien édifice, l'Union économique de l'industrie sucrière.

L'ancienne division territoriale est conservée ; les 9 régions productrices forment désormais des « *Zuckerwirtschaftsverbände* ».

Font partie obligatoirement de ces groupements régionaux tous les producteurs de sucre ainsi que les planteurs de betteraves, alors que l'ancien cartel ne comprenait que les sucreries. Cette disposition n'a rien de révolutionnaire ; elle n'a pas pour but, comme on pourrait le croire à première vue, de réu-

nir et de concilier de force planteurs et transformateurs. Car c'est une particularité de la culture de la betterave que l'absence d'opposition d'intérêts entre producteurs et transformateurs. En effet une bonne partie des planteurs, surtout les grands propriétaires de Silésie, sont actionnaires des sucreries. Avec les producteurs indépendants les sucreries ont des contrats de culture à longue durée. On n'a donc pas le spectacle habituel à beaucoup de marchés agricoles de producteurs isolés livrés sans défense à des commerçants fortement organisés.

Cependant dans le groupement national-socialiste, il est précisé que toute différence doit disparaître à l'avenir au point de vue des conditions d'achat entre les planteurs liés par contrat et les planteurs libres. Telle est la portée véritable de la mesure : améliorer le sort du petit producteur, actionnaire de l'industrie sucrière, par rapport à la grande culture, ou tout au moins le mettre à égalité de conditions de concurrence.

Toutes les régions sont unies à leur tour dans une Fédération Nationale (*Hauptvereinigung der deutschen Zuckerwirtschaft*). Cette organisation est donc du type classique. Elle ne se distingue du schéma habituel que par un seul point : la forte centralisation.

Tous les pouvoirs sont ici concentrés entre les mains du président de la Fédération nationale. Les régions n'ont pas d'existence autonome et sont de simples organes d'exécution. Cette centralisation a pour cause l'égalité des conditions de production et de transformation, le faible nombre des fabriques (233 sucreries en 1932).

Bien entendu, le président est nommé par le ministre de l'agriculture, à l'agrément duquel sont également soumis les membres du conseil d'administration. Par là, la production sucrière est immédiatement soumise à la direction de l'Etat, ce qui n'avait pas lieu sous le régime de 1931. Dans le cas présent, la prétendue « autonomie professionnelle » des organismes de la Corporation alimentaire se révèle beaucoup plus étatique que le régime antérieur.

ORGANISATION DU MARCHÉ

La longue liste des pouvoirs qui appartiennent au président de la Fédération Nationale (les mêmes que dans les autres domaines) ne doit pas faire illusion : elle ne contient rien de nou-

veau, et tous les anciens principes de l'organisation du marché ont été conservés.

La base du système est toujours la restriction obligatoire de la production. Le président de la Fédération Nationale, avec l'autorisation du ministre, répartit le contingent national annuel entre les entreprises de transformation (sucreries et raffineries). De même dans chaque région les contingents sont répartis entre les producteurs de betteraves. La seule nouveauté est l'interdiction de céder ces contingents. L'ordonnance pose comme principe national-socialiste qu'au droit au contingent correspond le devoir de l'utiliser. Il est donc impossible d'obtenir un contingent, puis de le céder à un concurrent et de se croiser les bras en vivant du prix de vente. Le fait était possible sous l'ancien régime, mais il a été extrêmement rare.

Cette politique du contingentement, qui fige dans les formes anciennes la production, est considérée comme néfaste. On s'accorde à lui reprocher d'avoir entravé un déplacement des régions et des méthodes de culture amorcé depuis la guerre. Avant la guerre, la culture des betteraves était concentrée dans le sud-est de l'Allemagne (depuis le Harz jusqu'à la Silésie) parce que la main-d'œuvre saisonnière abondante était fournie par l'immigration polonaise. Depuis la guerre l'arrêt de cette immigration interdite pour des motifs politiques et économiques avait donné des avantages à la petite culture dans le centre et le sud de l'Allemagne où la main-d'œuvre était fournie par la population indigène. Cette évolution souhaitable a été arrêtée par la stabilisation obligatoire des anciennes conditions de production.

POLITIQUE DE PRIX

C'est le problème crucial du marché du sucre. En effet la surproduction (extension exagérée des cultures de betteraves jusqu'à 1930) est une conséquence des prix trop élevés. D'autre part la consommation de l'Allemagne est faible, et ne se développe pas, conséquence également d'un prix exagéré.

Depuis longtemps la plupart des milieux économiques estimaient qu'une baisse des prix était le moyen le plus adéquat pour assainir le marché. Lors du groupement de l'industrie du sucre en 1934, on a pensé que l'Etat allait imposer cette mesure. Il n'en a rien été, au contraire. Le prix du sucre ne cesse de monter.

Prix moyen (à la fabrique de Magdebourg) :

En RM. pour 100 kg. :

1929	1930	1931	1932	1933	1934	1935
40,24	40,66	41,56	41,64	41,83	41,81	42,52

Aussi la consommation est-elle loin de se développer normalement. Pendant la campagne 1934-35 elle ne s'est accrue que de 3 % ; elle a donc été supérieure de 6 % seulement au niveau le plus bas de la crise atteint en 1931, mais elle est toujours inférieure de près de 10 % au niveau maximum de 1929. En même temps, malgré le contingentement, les stocks recommencent à s'accumuler dans les sucreries. Au début de la campagne 35-36 les stocks atteignaient 20 % de la consommation annuelle. Il faudra peut-être bientôt soit baisser enfin les prix, soit réduire les contingents au détriment du consommateur.

En effet le débouché de l'industrie du sucre est à peu près uniquement constitué par la consommation alimentaire. Au contraire de la France, pas une seule betterave n'est distillée. On ne peut y songer car le monopole de l'alcool a déjà toutes les peines du monde à soutenir le marché des pommes de terre.

Une certaine importance revient aux fourrages extraits de la betterave. La production et les prix en sont aussi étroitement réglementés que ceux du sucre. Ils sont tels que le planteur ne touche que 40 % environ du prix payé par la sucrerie. Dans ces conditions il est difficile d'étendre ce débouché, d'autant plus que les fourrages extraits de la betterave sont difficiles à vendre car ils sont pauvres en albumine et ne peuvent remplacer les fourrages exotiques dont l'Allemagne manque.

On a cherché, par contre, à développer la consommation dans une voie toute nouvelle : des quantités de sucre sont vendues à prix réduit pour fabriquer de la marmelade « populaire ». Il y a là une méthode qui rappelle celle employée pour la margarine. On cherche à éviter aux classes pauvres la charge résultant d'un prix artificiellement soutenu dans l'intérêt du producteur. Mais ici le produit vendu à meilleur marché est un dérivé du produit « soutenu ».

En 1935, environ 300.000 q. m. de marmelade à prix réduit ont été fabriqués, ce qui a nécessité environ 150.000 quintaux de sucre. Cela n'est pas grand'chose sur une consommation totale de sucre de 15,45 mill. q. m. En 1936, cette action doit être développée.

Ces quantités de sucre ont été vendues à prix réduit par l'in-

dustrie. La différence a été supportée pour la plus grande partie par la Fédération Nationale, le reste par l'Etat sur le montant de l'impôt sur le sucre. La marmelade ainsi fabriquée est d'un type standard. Elle est vendue en vrac, et non en pots, mais à tous les acheteurs sans distinction ; on n'a pas introduit comme pour la margarine, de système de cartes.

L'intéressant dans ce système, c'est qu'il cherche à résoudre plusieurs questions à la fois : soutenir le marché du sucre, soutenir le marché des fruits par les achats des usines de conserves, puis faire profiter les classes laborieuses (les seules qui en fait achètent cette marmelade de qualité inférieure) de la baisse d'un produit plus important que le sucre brut pour elles, et enfin développer la consommation de marmelade pour remplacer le beurre déficitaire (sur les tartines des enfants !). La Corporation alimentaire ne veut pas faire moins d'une pierre quatre coups. Cette mesure est déterminée par des motifs sociaux. En effet, l'incidence d'une baisse du prix du sucre brut est assez difficile à déterminer. On a pensé que la baisse profiterait aux classes aisées plus qu'aux classes populaires. L'action sur la marmelade au contraire ne bénéficie qu'aux citoyens peu fortunés, c'est pourquoi elle a été préférée. Poursuivie et développée, elle est capable d'atteindre les buts qu'on lui assigne.

Mais, directement ou par cette voie détournée, une baisse du prix du sucre est indispensable. Cette baisse ne peut provenir d'une amélioration de la vente et de la répartition. Il y a peu d'intermédiaires et les détaillants ne gagnent à peu près rien sur le sucre, qui est partout un article réclame.

La baisse doit donc être supportée par le producteur et le transformateur. Elle peut se faire sans entraîner de pertes si toute l'industrie est rationalisée sur des bases nouvelles : il faut déplacer la culture vers les petites exploitations ainsi que les fabriques, ce qui suppose l'abandon du régime actuel du contingentement. Telle est la condition d'une *véritable* organisation du marché du sucre qui est encore à réaliser.

CULTURES MARAICHÈRES ET FRUITIÈRES

La diversité des produits qui rentrent dans cette catégorie est telle qu'il est évidemment impossible d'organiser leur marché selon les méthodes uniformes analogues à celles employées pour une denrée fongible comme le blé.

En principe les produits maraîchers ne sont soumis ni à la centralisation de l'offre, ni au monopole plus ou moins avoué du commerce, ni à un système de prix fixes et de stockage. Si la nature même de ces denrées empêche une planification à coups de textes généraux, il ne faut pas croire que la Corporation alimentaire se soit cependant privée d'intervenir. Au contraire, il n'est peut-être pas de marché où l'action de l'organisation corporative soit plus développée ; seulement cette action se manifeste, non par quelques réformes de principe, mais par une foule incroyable de mesures de détail qui touchent essentiellement la production, à la différence des autres marchés.

On reste vraiment confondu devant la foule des produits atteints par cette réglementation, qui va des pépinières aux oignons, de l'industrie de la choucroute à la vente des géraniums en pots, ainsi que devant la minutie des mesures prises sur ces marchés, depuis la création d'une société sous le contrôle de l'Etat pour l'achat du houblon, jusqu'à la définition de classes de qualité pour le jus de raisin non fermenté.

Nous ne pouvons bien entendu entrer dans le détail de ces mesures. Nous nous bornerons à décrire à grands traits l'organisation professionnelle de cette branche de la production ainsi que les principes généraux qui inspirent l'ensemble de la réglementation.

ORGANISATION PROFESSIONNELLE

Comme pour beaucoup de marchés, on a commencé par grouper les industries transformatrices, plus faciles à saisir que les producteurs, et on s'en est servi pour assurer des débouchés à la production nationale.

GROUPEMENT DES FABRIQUES DE CONSERVES (ORD. DU 5 NOVEMBRE 1933).

Elle crée une Union économique des industries transformatrices de fruits et de légumes. Cette Union groupe toutes les industries qui, sous quelque forme que ce soit, traitent les fruits et les légumes ; ces fabriques sont réparties entre 11 sections techniques : conserves de légumes, cornichons, choucroute, conserves de fruits, confitures, gelées de fruits, sirops et extraits, liqueurs, jus de fruits sans alcool, parfums.

L'Union est organisée sur le modèle type. Les statuts lui don-

nent pour tâche : adapter la production à la consommation, régler la vente, fixer les prix, contrôler la qualité, faire de la publicité en faveur des produits de l'Union, contraindre les membres à utiliser des fruits et légumes allemands.

En 1934 l'Union a publié un rapport qui permet de se rendre compte de son activité en 1933-34 ⁽¹¹²⁾. Son action a porté principalement sur les points suivants :

1° Régler la concurrence des fabriques.

Pour cela la création, l'agrandissement des fabriques sont soumis à autorisation. L'exploitation peut être interdite. L'Union peut contrôler la comptabilité et les prix de revient des membres.

Pour les conserves en boîtes, la choucroute et les cornichons la production est contingentée. Dans la répartition du contingent les petites exploitations ont été favorisées aux dépens des grandes.

Pour certains produits : conserves de légumes, concombres en boîte, orangeade et citronnade, les prix de vente sont fixés.

2° Venir en aide à la culture.

Dans ce but les fabriques s'engagent pour de nombreux produits à traiter une certaine proportion de fruits et légumes allemands. Des prix d'achat minima sont fixés. On s'efforce surtout de développer les contrats de livraison entre producteurs et fabriques, ce qui assure aux deux parties la stabilité indispensable.

Enfin l'efficacité de cette action dépendait essentiellement du rétablissement de la rentabilité de l'industrie gravement menacée par l'importation des fruits étrangers en hiver. Avant 1933, l'importation des fruits méditerranéens a atteint de telles quantités, et à un prix si bas, que la conserve allemande a été éliminée du marché. C'est pourquoi, dès 1933, le Reich a renforcé la protection douanière. Depuis lors la politique commerciale est un des facteurs essentiels du problème des fruits.

EXTENSION DE L'ORGANISATION

Tout d'abord, le ministre de l'alimentation a confié à un délégué le soin de commencer l'organisation du marché. Au bout d'un an environ, le délégué a été supprimé et remplacé par une organisation corporative de la profession.

(112) *Frkf. Ztg.*, 4 juillet 1934.

Ordonnance du 27 février 1935. — Elle crée une organisation territoriale en régions (*Obst-und Gartenbaumwirtschaftsverbände*) sous la direction d'une Fédération Nationale.

Dans chaque région sont groupés verticalement les producteurs, commerçants et transformateurs.

La Fédération Nationale comprend toutes les cultures qui, de près ou de loin, ressemblent aux cultures maraîchères : les épices, plantes médicinales, le tabac, la vigne, etc...

L'Union économique des fabriques de conserves perd son autonomie, ainsi que tous les autres groupements professionnels absorbés, qui deviennent de simples comités techniques immédiatement soumis à la Fédération Nationale où tous les pouvoirs sont concentrés.

Cette Fédération nationale des cultures maraîchères, des fruits et de la vigne (*Hauptvereinigung der deutschen Garten-undweinbauwirtschaft*) est certainement celle dont le domaine d'action est le plus large, à tel point qu'il est question actuellement de créer pour la viticulture une Fédération séparée ⁽¹¹³⁾.

ORGANISATION DES MARCHÉS

Nous savons qu'elle prend des formes très diverses selon les produits. Mais pour tous elle s'étend de la production jusqu'à la consommation.

Production.

La Corporation s'efforce tout d'abord d'améliorer la qualité des produits et de réduire le nombre des espèces. C'est le premier pas vers une standardisation plus ou moins poussée.

Un effort considérable a été accompli pour contrôler et unifier les semences. L'ordonnance du 24 mars 1934 prescrit que seules des graines autorisées pourront être vendues. Dans chaque Paysannerie de pays est créé un office chargé de contrôler les semences. Rien que pour les pommes de terre 550 sortes ont été supprimées. Les sortes reconnues jouissent d'un brevet qui protège leur marque. Tous les producteurs de semences sont obligatoirement groupés dans le « *Reichsverband der deutschen Pflanzenzuchtbetriebe* » qui peut organiser des concours, distribuer des primes, et aussi fixer les prix.

(113) *N.S. Landpost*, 24 juillet 1936.

La même réglementation existe pour les pépiniéristes (Ord. du 9 février 1934).

D'autre part on favorise la production de primeurs qui manquent à l'Allemagne, la construction de serres, etc..., l'adaptation de la production aux désirs du consommateur.

Pour certaines cultures, la production est soumise soit au contingentement destiné à éviter la surproduction (houblon), soit à un contrôle très sévère équivalent à un monopole (tabac).

Vente.

Pour beaucoup de produits, l'offre est centralisée. Dans les régions de fruits (Bade) chaque localité possède un marché où doit être vendue toute la production. Parfois même l'offre est saisie strictement selon le même système que pour les pommes de terre nouvelles, au moyen de centres de ramassage ; c'est le cas pour les asperges.

D'autre part le groupement de l'industrie de la conserve a permis de centraliser la demande dans une certaine mesure.

Comme les fabriques sont obligées à acheter des quantités données à un prix fixe, le marché obtient une certaine stabilité. En cas de récolte abondante les fabriques peuvent être contraintes à absorber les excédents. Tout cela bien entendu a lieu selon la situation du marché et les conditions locales.

Sur une plus large échelle, la Fédération s'efforce de faire de la propagande pour les produits nationaux (mangez des fruits allemands !) ; rappelons l'action entreprise pour fabriquer de la marmelade à prix réduit.

Commerce.

Il est étroitement réglementé. Le commerce privé n'est nulle part supplanté par la coopérative, mais presque toujours soumis au régime de l'autorisation.

En principe le commerce ne peut acheter que sur les marchés où sont groupés les producteurs. La commission est généralement interdite. Les ventes sont toujours soumises à un contrat-type fixant les conditions de paiement et de livraison. Pour de nombreux produits sont fixés des prix minima au producteur, ainsi que la marge des intermédiaires.

Nous donnerons un exemple de ce genre de réglementation. C'est même le plus extraordinaire, car il porte sur les baies sauvages et les champignons. Si ce n'était pas vrai, on croirait que cette mesure est une plaisanterie, car on pense bien que le marché de baies sauvages aurait pu se passer pendant longtemps encore d'une organisation corporative ⁽¹¹⁴⁾.

On applique aux baies et aux champignons le système des « régions productrices ». Dans ces régions, les acheteurs doivent être munis d'une autorisation spéciale. Ils doivent prouver qu'ils agissent pour le compte d'un commerçant en gros ou d'une fabrique. Ceux-ci sont également soumis au régime de l'autorisation. On peut limiter leur droit d'acheter à certaines communes. L'offre peut être obligatoirement groupée dans des centres de ramassage locaux et des centres de vente régionaux (cf. pommes de terre nouvelles).

Les acheteurs sont obligés d'établir un bordereau pour chaque achat, d'en envoyer un double à la région économique du groupement des cultures fruitières. Ce bordereau doit accompagner la marchandise. La commission est interdite. On peut fixer les conditions d'emballage, faire contrôler la qualité par des employés spéciaux, et *fixer les prix*.

Et maintenant, à quand l'organisation du marché des pissenlits ? Il semble vraiment que la Fédération nationale commence à exagérer la réglementation, et l'exemple ci-dessus nous semble tout à fait typique pour illustrer la tendance de l'esprit allemand en mal d'organisation : pousser les meilleures choses jusqu'à l'absurde.

CONCLUSION

Il est très difficile de juger les résultats de cette politique, étant donné l'impossibilité de saisir les prix statistiquement, ainsi que les quantités consommées ou produites.

Une chose est certaine : le recul des importations de fruits et de légumes. Le total des importations de fruits et de légumes passe de 1.325.00 t. en 1933, à 1.316.000 en 1934 et 1.078.000 en 1935.

En 1934 certains postes (agrumes) marquent une augmentation ; en 1935 le recul est général. L'Allemagne ne peut cependant aller trop loin dans cette voie, car elle achète tous ses

(114) *Frkf. Ztg.*, 27 juin 1936.

fruits par voie de compensation (plus rien à la France par conséquent) et avec l'Italie ou l'Espagne l'importation de fruits est la contre-partie obligée d'exportations industrielles.

La restriction de la concurrence étrangère a amené une hausse sensible des prix à la production et l'expérience montre que les prix de détail ont monté énormément, parfois du double ou du triple pour des fruits de consommation courante.

Toutefois la hausse des prix dépend pour une large mesure des mauvaises récoltes successives, c'est pourquoi il est très difficile de dire quelle influence la réglementation du marché a exercé sur le niveau des prix. Quant aux autres mesures, comme la sélection des semences, le choix des greffes, il est évidemment beaucoup trop tôt pour en apprécier le résultat. C'est pourquoi nous nous abstiendrons de tout jugement d'ensemble sur l'organisation du marché des fruits et légumes.

AUTRES PRODUITS DONT LE MARCHÉ EST ORGANISÉ

Signalons en terminant qu'un certain nombre de produits agricoles qui ont le caractère de matières premières industrielles sont soumis à une réglementation très complète.

C'est d'abord le bois, pour lequel la dernière loi en vigueur (Décembre 1935) prévoit une organisation aussi simplifiée que possible. En même temps, tous les problèmes qui intéressent le marché du bois passent de la compétence du ministre de l'agriculture à celle de l'administration des Eaux et Forêts.

Un certain nombre de plantes textiles (lin, chanvre) sont également l'objet de nombreuses mesures qui tendent moins à organiser un marché à peu près inexistant, qu'à développer la production dans l'intérêt de l'autarchie industrielle. Nous y reviendrons à propos de la bataille pour la production.

Enfin la pêche et l'industrie du poisson sont du ressort de la Corporation alimentaire. Elle sont organisées sous la forme connue de Fédération Nationale, qui groupe les pêcheurs, commerçants et transformateurs. La réglementation est aussi compliquée qu'ailleurs (exemple de la fixation des prix pour les carpes !). Par contre la tentative de fixation de prix pour les conserves de poissons a fait faillite. Il a fallu abandonner tout espoir de fixer par voie d'autorité les prix, et se contenter d'interdire la concurrence déloyale.

CINQUIEME PARTIE

Les Résultats de la Politique des Prix



COURBES D'INDICES

Nous avons réuni dans cette partie un choix de courbes et de chiffres destiné à présenter sous forme de statistiques, donc aussi objectivement que possible, les résultats obtenus par la nouvelle organisation de l'agriculture allemande.

Des tableaux de chiffres rassemblent des données sur les prix, la production, la consommation, etc. qu'il est utile d'avoir à sa disposition.

Par contre les courbes sont beaucoup plus instructives. Elles comprennent les documents suivants :

1° Courbes des indices des prix de gros et de détail des principaux produits agricoles, animaux et végétaux ;

2° Courbe des indices des prix de gros, agricoles et autres ;

3° Indice détaillé du coût de la vie ;

4° Courbes des indices des prix des produits agricoles et des moyens de production agricole.

Toutes ces courbes sont extraites de la publication officielle de l'Office statistique du Reich : « *Wirtschaft und Statistik* », numéro de Janvier 1936, qui nous a obligeamment accordé le droit de reproduction.

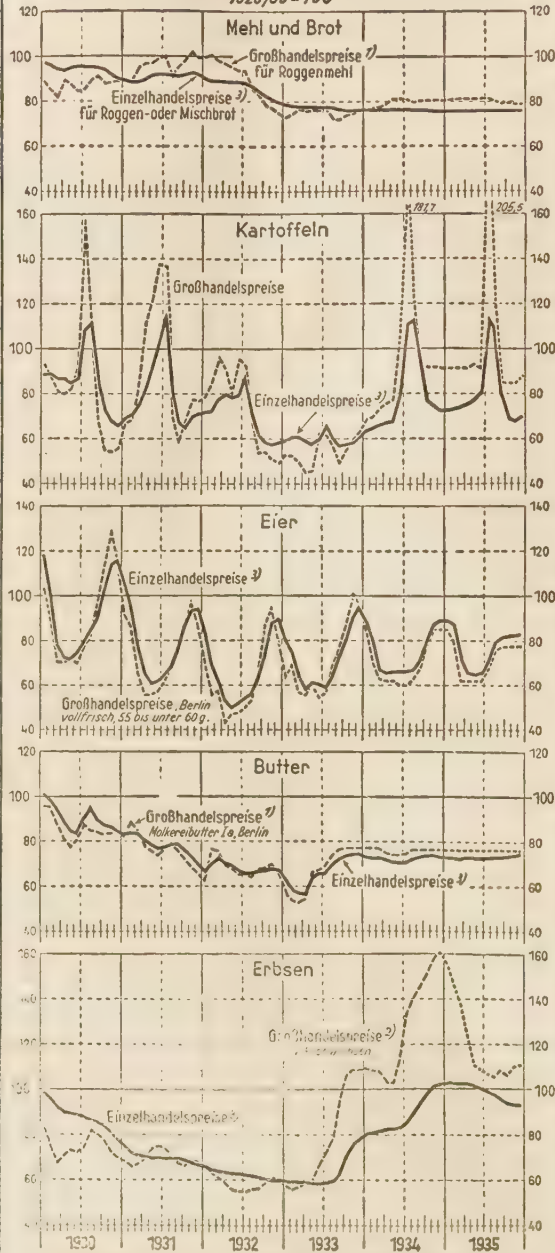
L'ensemble de ces documents permet de juger l'effet que les mesures de la Corporation alimentaire ont eu sur le niveau relatif des prix agricoles par rapport aux autres prix de gros, en particulier aux prix des instruments de production agricole, c'est-à-dire en somme le succès même de la politique d'organisation des marchés.

En face de chaque courbe, nous présentons la traduction de tous les termes allemands qui s'y trouvent adjoints, et un commentaire qui souligne les enseignements que l'on peut tirer des caractéristiques de chaque tableau.

Les chiffres que l'on trouvera à la suite des tableaux de courbes sont extraits de « *Konjunkturstatistisches Handbuch 1936* », recueil de statistiques publié par le Dr. Paul Wagemann, directeur de l'*Institut für Konjunkturforschung*, et qui est un monument tout à fait remarquable.

TABLEAU I

**Bewegung der Preise
für Mehl und Brot, Kartoffeln, Eier, Butter und Erbsen
1928/30 = 100**



1) Durchschnitt Berlin, Breslau, Frankfurt a. M., Karlsruhe, Köln, Krefeld, München

2) " " Berlin, Breslau, Erfurt, Köln, Magdeburg, Mannheim

3) Im Durchschnitt von 72 Gemeinden

TABLEAU I

MOUVEMENT DES PRIX DE LA FARINE ET DU PAIN
DES POMMES DE TERRE, DES ŒUFS, DU BEURRE ET DES POIS

Traduction

1928/30 = 100.	base 100 = moyenne 1928/30.
1 <i>Mehl und Brot.</i>	farine et pain.
<i>Grosshandelspreise für Roggenmehl.</i>	prix de gros de la farine de seigle.
<i>Einzelhandelspreise für Roggen- oder Mischbrot.</i>	prix de détail du pain de seigle ou du pain bis.
2 <i>Kartoffeln.</i>	pommes de terre.
3 <i>Eier.</i>	œufs.
<i>Vollfrisch, 55 bis unter 60 gr.</i>	œufs du jour, entre 55 et 60 gr.
4 <i>Butter.</i>	beurre.
<i>Molkereibutter I a.</i>	beurre de beurrerie, qualité I a.
5 <i>Erbsen.</i>	pois.
Notes :	
<i>Durschnitt Berlin, etc.,</i>	moyenne de Berlin, etc...
<i>Im Durschnitt von 72 Gemeinden.</i>	moyenne de 72 localités.

Commentaire

Ces courbes sont des courbes d'indices et non de prix absolus.

La courbe pointillée correspond aux prix de gros, celle pleine aux prix de détail.

Un coup d'œil suffit pour apercevoir que 1933, date de l'arrivée au pouvoir du national-socialisme, marque la fin de la baisse, à laquelle succède une hausse assez prononcée, sauf pour la farine. Puis à partir de 1934 environ, les niveaux de prix se stabilisent au-dessous de l'indice 100, correspondant aux prix de la période de prospérité ; il n'y a donc pas de revalorisation intégrale des produits de la terre.

Par contre le niveau atteint est un niveau stable. Les courbes du pain et du beurre sont devenues absolument rectilignes, caractérisant le régime de prix fixes de ces produits. Plus intéressante encore est la courbe des œufs, dont la sinusoïde s'aplatit de plus en plus, traduisant l'effort fait pour éliminer les variations saisonnières. Pour les pois, marché beaucoup plus livré à lui-même, on constate l'amplitude et l'irrégularité de la hausse.

La comparaison des courbes de détail et de gros est particulièrement instructive. Remarquons d'abord que, depuis 1933-34, le prix de gros est en relation immédiate avec le prix au producteur, grâce à l'organisation des marchés ; les progrès de l'un traduisent donc fidèlement ceux de l'autre, ce qui n'est pas le cas sur un marché libre. Ceci dit, on constate que dès 1933 tous les indices de prix de gros remontent au-dessus des prix de détail, parfois dans une proportion très considérable (pommes de terre). C'est là l'effet et le mérite de l'organisation des marchés ; la hausse a donc bénéficié surtout au producteur, sans atteindre le consommateur. Pour le pain, le prix de vente a même été maintenu rigoureusement invariable, malgré la hausse de la farine et la hausse encore plus forte du grain.

En résumé ce tableau montre la hausse modérée des prix, l'effort vers la stabilité, et la disproportion favorable au producteur entre les prix de gros et de détail.

TABLEAU II

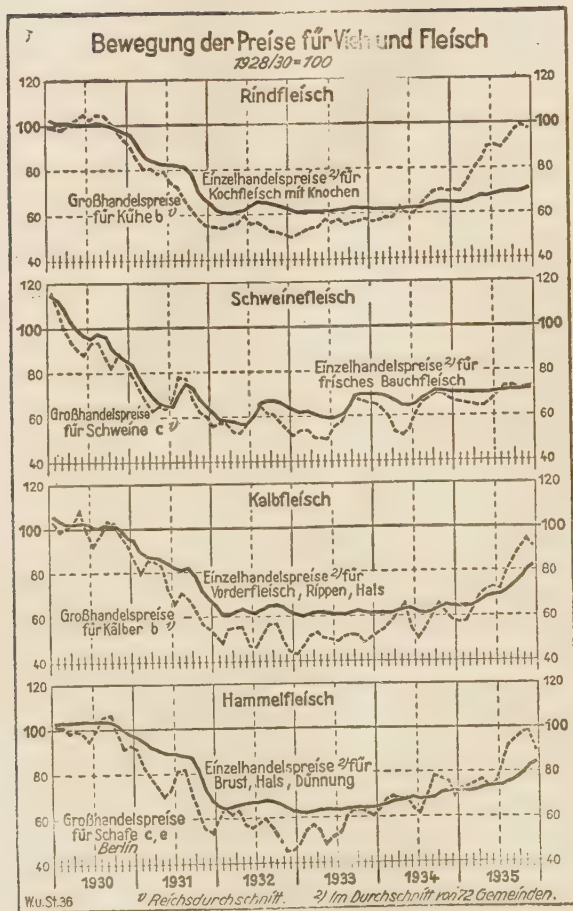


TABLEAU II

MOUVEMENT DES PRIX DU BETAIL ET DE LA VIANDE

Traduction

1 <i>Rindfleisch.</i>	viande de bœuf.
<i>Kochfleisch mit Knochen.</i>	pot-au-feu non désossé.
<i>Grosshandelspreise für Kühe b.</i>	prix de gros des vaches catégorie b.
2 <i>Schweinefleisch.</i>	porc.
<i>frisches Bauchfleisch.</i>	poitrine fraîche.
3 <i>Kalbfleisch.</i>	veau.
<i>Vorderfleisch, Rippen, Hals.</i>	épaule, côtes, cou.
4 <i>Hammelfleisch.</i>	mouton.
<i>Brust, Hals, Dünning.</i>	poitrine, cou.
Note :	
<i>Reichsdurchschnitt.</i>	moyenne du Reich.

Commentaire

Dans l'ensemble, mêmes constatations que pour les produits végétaux : hausse depuis 1933, hausse des prix de gros supérieure à celle des prix de détail. Mais l'allure du mouvement est moins régulière.

La hausse est faible pour les prix de détail du bœuf et du porc, viandes de consommation courante sévèrement contrôlées, beaucoup plus forte pour le veau et le mouton, viandes chères. L'indice des prix de gros ne dépasse celui des prix de détail qu'à partir de 1934-35, date de l'organisation du marché de la viande. On peut en conclure que l'organisation a été favorable au producteur ; mais il faut tenir compte de la tendance naturelle à la hausse due à la disette, et de l'énergique compression des prix de détail. L'allure heurtée de la courbe du porc traduit les divers incidents qui ont affecté ce marché, le plus important de tous : hausse brusque fin 1933 due au plan de la graisse, chute en 1934 causée par la sécheresse et les ventes forcées, chute enrayée par la mise en conserve massive.

Les courbes du bœuf et du porc sont d'ailleurs quelque peu sujettes à caution parce que les prix de détail sont ceux des bas morceaux, les plus sévèrement contrôlés ; la courbe moyenne de tous les morceaux se tiendrait bien au-dessus de celle-ci.

Compte tenu de ces réserves, il reste que les éleveurs ont tiré bénéfice de l'organisation du marché de la viande ; mais à l'heure actuelle la politique de stabilité exige la modération des prix de gros comme des prix de détail, ainsi que le manifeste la baisse amorcée dans le dernier trimestre de 1935 sur tous les marchés.

TABLEAU III

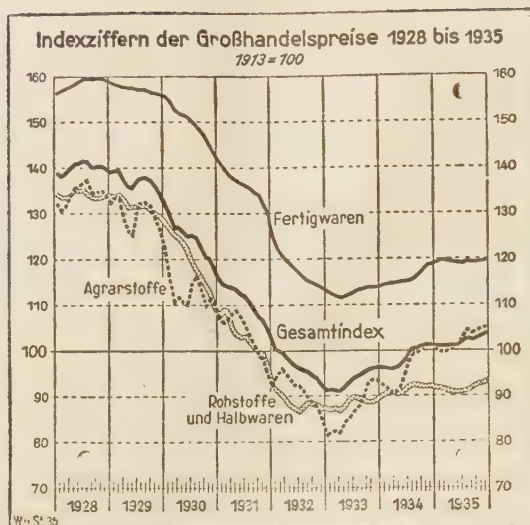


TABLEAU IV

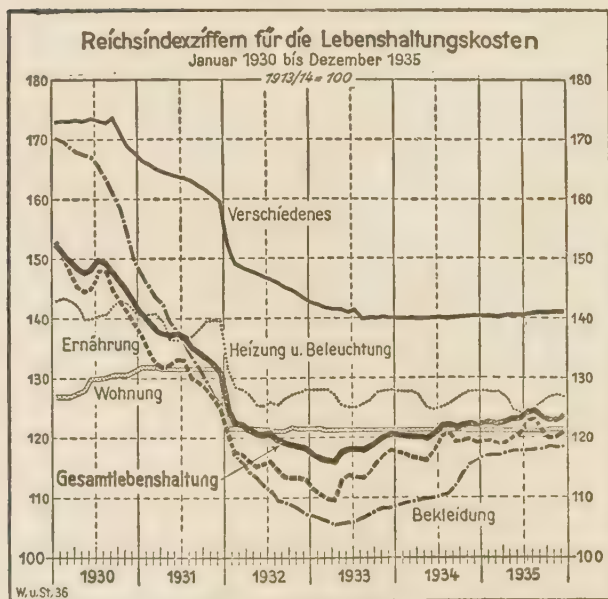


TABLEAU III

INDICE DES PRIX DE GROS

Traduction

1913 = 100.	base 100 : 1913.
<i>Fertigwaren.</i>	produits finis.
<i>Agrarstoffe.</i>	produits agricoles.
<i>Gesamtindex.</i>	index global.
<i>Rohstoffe und Halbwaren.</i>	matières premières et produits demi-finis.

Commentaire

Il est remarquable que tous les indices sans exception remontent à partir de mars 1933, date de l'entrée en vigueur des réformes du national-socialisme.

En trois ans, c'est l'indice des produits agricoles qui s'est relevé le plus fortement, et de beaucoup. Sa hausse atteint en effet 28 % contre 13 % pour l'indice global, et moins encore pour les autres produits.

TABLEAU IV

INDICE NATIONAL DU COUT DE LA VIE

Traduction

<i>Verschiedenes.</i>	divers.
<i>Ernährung.</i>	alimentation.
<i>Heizung und Beleuchtung.</i>	chauffage et éclairage.
<i>Wohnung.</i>	logement.
<i>Gesamtlebenshaltung.</i>	indice global du coût de la vie.
<i>Bekleidung.</i>	vêtement.

Commentaire

Les produits d'alimentation vendus au détail accusent entre mars 1933 et la fin 1935 une hausse de 10 %, alors que l'indice global du coût de la vie monte de 8 % environ. Malgré cette légère différence, la hausse apparaît minime en valeur absolue, surtout si on la compare à la hausse des prix de gros.

COMPARAISON

Certes, l'indice de gros des produits agricoles et l'indice de détail des produits agricoles ne se correspondent pas exactement ; le second porte sur un plus grand nombre de produits et comprend en particulier des produits étrangers. Cependant la comparaison des deux indices est instructive et permet des conclusions certaines.

La hausse des prix de gros est presque triple de celle des prix de détail. Cette constatation est d'ailleurs corroborée par l'examen des courbes spéciales à divers produits contenus dans les tableaux I et II. Ce résultat favorable est dû à l'organisation des marchés. La politique des prix a donc atteint ses objectifs, grâce d'ailleurs à des méthodes impitoyables, allant jusqu'aux restrictions alimentaires, que nous avons déjà décrite. Cette statistique nous permet d'affirmer le succès de la politique des prix, non celui de la politique agricole dans son ensemble.

TABLEAU V

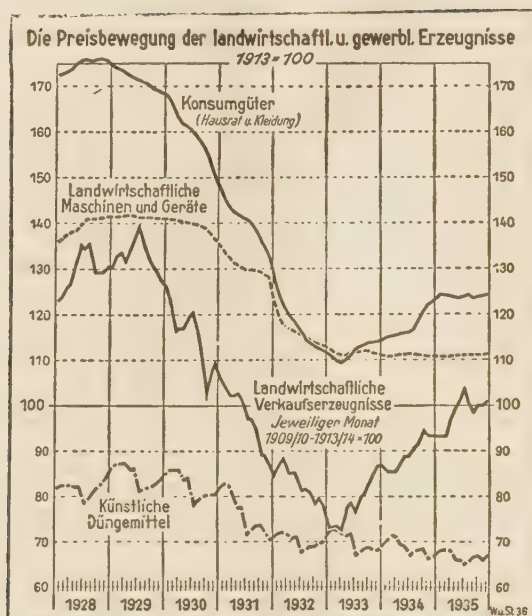


TABLEAU V

MOUVEMENT DES PRIX DES PRODUITS AGRICOLES ET INDUSTRIELS

Traduction

<i>Konsumgüter.</i>	articles de consommation.
<i>Hausrat und Kleidung.</i>	articles de ménage et vêtements.
<i>Landwirtschaftliche Maschinen und Geräte.</i>	Machines et outils agricoles.
<i>Künstliche Düngemittel.</i>	engrais artificiels.
<i>Landwirtschaftliche Verkaufserzeugnisse.</i>	produits agricoles.

Commentaire

La comparaison de ces différents indices permet de déterminer, dans une certaine mesure, le progrès des conditions d'exploitation de l'agriculture.

On remarque la hausse considérable dont bénéficient à partir de 1933 les produits agricoles (indice calculé cette fois sur les prix au producteur et non sur les prix de gros comme dans le tableau III). Par contre les indices des machines agricoles et des engrais continuent à baisser, celui des articles de consommation se relève faiblement.

Certes ce tableau ne donne aucune indication sur des éléments très importants du coût de production agricole : les salaires et les charges d'intérêt. Il n'autorise donc aucune conclusion définitive. Mais les salaires, agricoles comme industriels n'ont presque pas augmenté ; d'autre part le gouvernement national-socialiste a fait un gros effort pour diminuer les charges de l'agriculture, en intérêt et même en capital. Au total, la proportion des recettes et des dépenses de l'agriculture allemande s'est modifiée depuis 1933 dans un sens favorable, restaurant ainsi la rentabilité de la terre.

CONCLUSION

L'ensemble de ces tableaux prouve d'une manière certaine, croyons-nous, que les principaux objectifs de la politique d'organisation des marchés ont été atteints : relever et stabiliser les prix au producteur sans que le consommateur en souffre, grâce à une répartition plus économique et rationnelle ; rétablir une proportion entre les prix agricoles et les prix industriels favorable aux premiers, fermer la « *Preisschere* », comme disent les Allemands ; enfin comprimer les frais de production agricole pour augmenter la marge bénéficiaire des cultivateurs. En somme l'économie agricole allemande aurait été pleinement restaurée, si la politique autarchique, inspirée de préoccupations sans rapport avec l'économie, n'était venue jeter le trouble à partir surtout de 1935, imposer des restrictions qui n'apparaissent pas sur nos courbes de prix.

RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES

STATISTIQUE DES SURFACES CULTIVEES ET DE LA PRODUCTION

Année	Seigle		Blé		Orge		Pommes de terre		Betterave sucrière	
	surf.	prod.	surf.	prod.	surf.	prod.	surf.	prod.	surf.	prod.
1925..	4.709	8.063	1.677	3.372	1.435	2.599	2.809	41.718	403	10.326
1926..	4.732	6.406	1.726	2.726	1.486	2.463	2.760	30.031	403	10.495
1927..	4.698	4.834	1.874	3.419	1.478	2.738	2.800	37.750	484	10.854
1928..	4.634	8.522	1.854	4.022	1.419	3.347	2.849	41.269	454	11.011
1929..	4.727	8.155	1.722	3.500	1.552	3.181	2.835	40.077	455	11.091
1930..	4.711	7.679	1.900	3.927	1.519	2.860	2.804	47.100	483	14.919
1931..	4.366	6.680	2.281	4.367	1.619	3.018	2.824	43.866	381	11.039
1932..	4.450	8.364	2.395	5.158	1.568	3.325	2.879	47.016	271	7.876
1933..	4.524	8.727	2.431	5.765	1.585	3.468	2.889	44.071	304	8.579
1934..	4.491	7.608	2.302	4.676	1.631	3.204	2.907	46.781	356	10.394
1935..	4.532	7.549	2.177	4.792	1.605	3.356	2.750	39.540	372	9.850

Surface en 1.000 ha., récoltes en 1.000 t.

CHEPTEL

Année	Bovins		Porcs	Moutons	Poules	Production	
	Vaches laitières	Total				de lait	d'œufs
1928.....	10.416	18.414	20.106	3.635	76.003	21	5,5
1929.....	10.356	033	19.944	480	83.274	20,7	5,8
1930.....	10.442	470	23.442	504	88.104	21,7	6,1
1931.....	10.592	19.123	23.808	499	84.225	22,9	6,2
1932.....	10.825	139	22.859	405	84.225	23,5	6,2
1933.....	11.202	739	23.890	387	87.369	24	6,2
1934.....	11.091	198	23.170	483	85.850	23,7	6,2
1935.....							

Cheptel en 1.000 têtes.

Production de lait en milliards de litres.

Production d'œufs en milliards de pièces.

CONSUMMATION NATIONALE EN 1.000 TONNES
ET POURCENTAGE DE LA PRODUCTION NATIONALE

	1930	1931	1932	1933	1934
PRODUITS VÉGÉTAUX :					
<i>Seigle :</i>					
1 Consommation	5.100	4.900	4.900	5.000	4.700
2 Pourcentage	77	89	97	103	93
<i>Blé :</i>					
1 Consommation	4.200	4.050	4.050	4.100	4.200
2 Pourcentage	77	89	97	103	93
(Même pourcentage pour les farines.)					
<i>Pommes de terre :</i>					
1 Consommation	11.600	12.100	12.300	18.400	12.500
2 Pourcentage	98	103	101	100	99
<i>Sucre :</i>					
1 Consommation	1.561	1.363	1.314	1.295	1.401
2 Pourcentage	118	126	104	99	99
<i>Légumes :</i>					
1 Consommation	3.245	3.232	3.208	3.276	3.199
2 Pourcentage	87	88	90	90	90
<i>Huiles comestibles :</i>					
1 Consommation	130	125	150	125	125
2 Pourcentage	3	2	1	2	6
<i>Margarine :</i>					
1 Consommation	479	477	526	421	421
2 Pourcentage	0	1	1	1	14
PRODUITS ANIMAUX :					
	1930	1931	1932	1933	1934
<i>Beurre :</i>					
1 Consommation	478	493	479	490	487
2 Pourcentage	72	80	86	88	87
<i>Lait frais :</i>					
1 Consommation	7.200	6.730	6.700	6.600	6.800
2 Pourcentage	100	100	100	100	100
<i>Fromage :</i>					
1 Consommation	360	276	389	398	378
2 Pourcentage	83	86	88	90	91
<i>Bœuf :</i>					
1 Consommation	877	811	830	815	920
2 Pourcentage	91	99	98	99	98
<i>Porc :</i>					
1 Consommation	1.611	1.709	1.595	1.650	1.762
2 Pourcentage	99	100	99	99	99
<i>Œufs :</i>					
1 Consommation	522	504	505	451	445
2 Pourcentage	69	71	71	80	81

COMMERCE EXTERIEUR DES PRODUITS AGRICOLES

25/26	26/27	27/28	28/29	29/30	30/31	31/32	32/33	33/34	34/35
<i>Importation de seigle</i>									
223,7	644,5	574	177	87	31	549	335	100	246
<i>Exportation de seigle</i>									
374	192	252	582	521	83	106	158	397	5
<i>Importation de blé (y compris la farine)</i>									
2.122	2.655	2.618	2.994	1.477	868	968	840	782	322
<i>Exportation de blé (y compris la farine)</i>									
547	152	204	476	181	20	335	709	920	47
<i>Importation d'orge fourragère</i>									
1.172	1.800	1.618	1.474	2.007	775	681	37	324	421
<i>Importation d'avoine</i>									
381	277	200	156	28	45	10	19	4	217
<i>Exportation d'avoine</i>									
76	113	201	386	691	10	0,4	10,6	87	0,16
<i>Importation de maïs</i>									
554	1.597	1.684	787	839	422	771	378	296	430
<i>Importation de riz</i>									
533	347	343	400	298	249	406	384	307	287
<i>Importation de pommes de terre</i>									
391	434	639	488	307	319	118	125	71	111
<i>Exportation de pommes de terre</i>									
266	99	69	181	113	99	494	202	34	38
<i>Importation de fruits</i>									
401	398	408	495	456	488	401	496	469	411
<i>Importation d'agrumes</i>									
380	388	422	500	497	639	556	517	561	586
<i>Importation de légumes</i>									
464	413	440	504	520	463	382	349	293	317
<i>Exportation de sucre</i>									
167	250	166	88	232	321	368	84	19	4
<i>Importation d'oléagineux</i>									
1.531	1.684	1.957	2.467	2.597	2.316	2.416	2.390	2.290	221
<i>Importation de viande abattue, lard</i>									
248	228	207	149	130	112	62	58	48	53
<i>Importation de beurre</i>									
96	97	108	126	135	133	100	69	59	61
<i>Importation de saindoux et d'oléomargarine</i>									
113	124	112	99	107	88	89	114	78	42
<i>Importation de fromages</i>									
73	64	72	61	66	62	54	49	41	33
<i>Importation d'œufs</i>									
143	141	162	178	168	160	143	143	83	76

INDICE DES PRIX AU PRODUCTEUR DES CEREALES

(Base 100, prix moyen de 1909 à 1913)

	Blé	Seigle	Orge	Avoine
1924	87	93		96
1925	119	133	114	113
1926	133	112	133	113
1927	136	155	145	132
1928	120	154	129	135
1929	111	125	104	108
1930	128	99	117	92
1931	129	113	99	96
1932	117	119	100	85
1933	93	94	97	80

VENTE D'ENGRAIS (en 1.000 t.)

	1925	1926	1927	1928	1929	
Azote	333	400	391	432	415	
Potasse	612	716	705	764	781	
Phosphate	388	487	509	531	547	
Carb. de chaux	773	976	1.045	1.105	1.382	
	1930	1931	1932	1933	1934	1935
Azote	335	326	351	383	425	
Potasse	668	560	618	718	817	
Phosphate	474	395	399	461	542	
Carb. de chaux	1.012	633	714	821		

INDICES DES PRIX AGRICOLES (base 100 : 1913)

1925	1926	1927	1928	1929	1930	1931	1932	1933	1934	1935
<i>1° Indice global des produits agricoles</i>										
133	129	137	134	130	113	103	91	86	95	102
<i>2° Denrées végétales</i>										
127	130	153	142	126	118	119	112	98	108	113
<i>3° Bétail</i>										
120	120	111	111	126	112	83	65	64	70	84
<i>4° Produits animaux</i>										
162	145	142	144	142	121	108	93	97	105	107
<i>5° Fourrages</i>										
122	114	146	147	125	93	101	91	86	102	104

INDICES DES PRIX DES MOYENS DE PRODUCTION AGRICOLE

<i>Fourrages exotiques</i>										
146	128	141	157	150	109	92	76	88	104	
<i>Outillage et bâtiments</i>										
133	132	133	139	141	139	139	116	111	111	111
<i>Engrais</i>										
88	86	83	81	84	82	76	70	71	68	66

VALEURS DE LA VENTE
DE LA CONSOMMATION PAR L'AGRICULTURE
ET DE LA PRODUCTION TOTALE (en millions de RM.)

<i>Produits de la vente :</i>	1932/33	1933/34	1934/35
<i>Blé</i>			
1. Vente	634	702	627
2. Consommation agricole	146	144	147
3. Production	780	846	774
<i>Seigle</i>			
1. Vente	465	495	419
2. Consommation agricole	287	270	292
3. Production	752	765	711
<i>Orge</i>			
1. Vente	166	161	212
2. Consommation agricole	53	50	57
3. Production	219	211	269
<i>Pommes de terre</i>			
1. Vente	384	445	562
2. Consommation agricole	102	119	168
3. Production	486	564	730
<i>Total des produits végétaux</i>			
1. Vente	2.643	2.290	3.050
2. Consommation agricole	983	990	1.260
3. Production	3.626	3.878	4.310
<i>Porcs</i>			
1. Vente	1.243	1.558	1.834
2. Consommation agricole	541	497	549
3. Production	1.694	2.055	2.385
<i>Bœufs</i>			
1. Vente	593	693	886
2. Consommation agricole	78	87	101
3. Production	671	780	987
<i>Total des produits animaux</i>			
1. Vente	3.766	4.578	5.177
2. Consommation agricole	1.335	1.490	1.608
3. Production	5.101	6.068	6.785

CONCLUSIONS

L'expérience allemande d'organisation des marchés agricoles que nous venons d'étudier est une solution particulière d'un problème tout à fait général, qui ne se pose pas seulement en Allemagne, mais dans tous les pays à économie capitaliste : le problème de la répartition des produits agricoles. Dans quelle mesure le cas d'espèce fournit-il des enseignements généraux ? Quelle leçon d'ensemble se dégage de l'expérience allemande ? C'est ce que nous voudrions maintenant rechercher.

Pour le faire, il importe d'abord de bien préciser la manière dont se pose le problème général. Seul est en cause un facteur très précis de la vie économique : le régime des marchés agricoles, marché étant pris au sens large de système de répartition. Un premier point remarquable est que tout le monde ou presque soit d'accord sur le but à atteindre, sur les qualités que doit présenter un système idéal de répartition. Il doit être avant tout aussi économique que possible, réduire au minimum la marge de distribution. Personne ne soutient que l'existence des intermédiaires, commerçants ou industriels, soit justifiée par autre chose que les services réellement productifs qu'ils peuvent rendre, ni qu'ils aient le droit de prélever en échange une rémunération supérieure à l'augmentation de valeur acquise grâce à eux par la denrée. Par contre, des considérations sociales extrêmement puissantes militent en faveur des producteurs, de la paysannerie, source vitale des nations, à qui le régime de la répartition devrait assurer intégralement la rémunération de ses efforts et de ses avances. D'autre part, il importe de ne pas grever trop lourdement le pouvoir d'achat des consommateurs, de la masse de la nation. Un bon système de répartition doit donc apporter au producteur le prix le plus élevé possible, au consommateur un prix supportable, et limiter pour cela le rôle des intermédiaires au strict minimum compatible avec un ravitaillement normal.

L'accord cesse lorsqu'il s'agit de déterminer le régime le plus apte à atteindre ces buts. Jusqu'à ces dernières années le laissez-faire, le jeu en principe libre des activités individuelles a assuré le fonctionnement de l'économie agricole de la plupart des pays, dans des conditions que la théorie classique déclarait les plus conformes à l'intérêt général, mais que l'expérience a montrées de plus en plus défectueuses. Toutefois, on ne saurait affirmer que l'expérience condamne absolument le système libéral, dont les résultats sont infiniment variables selon les produits et les pays. Dans chaque cas particulier il est possible de déterminer si le fonctionnement d'un marché agricole répond aux conditions énoncées plus haut. Mais cette détermination devrait être faite scientifiquement, par des organismes impartiaux contrôlés par les pouvoirs publics, disposant d'une documentation statistique complète. Toute politique agricole constructive devrait commencer par créer de tels instruments d'observation, qui seuls permettent de savoir si le régime de la répartition est satisfaisant, auquel cas il n'y a pas de raison d'en changer ; sinon une réforme s'impose. Mais dans quel sens ?

Si le régime libéral et capitaliste de la répartition fonctionne mal, c'est que ses conditions théoriques de fonctionnement ne sont pas remplies. En effet, le jeu parfait de la concurrence et de la loi de l'offre et de la demande devrait logiquement produire un régime idéal de la répartition ; on pourrait donc penser à améliorer le fonctionnement des marchés en réalisant de force les conditions théoriques de la circulation, en particulier la concurrence parfaite entre intermédiaires d'abord, ensuite entre la masse des intermédiaires et la masse des producteurs. Ce projet est évidemment chimérique en raison de l'impossibilité de faire observer et même de définir l'état de concurrence absolue.

Reste l'autre voie, celle de l'organisation, de l'économie dirigée. On a cru pendant longtemps qu'une telle méthode n'était pas viable. L'expérience allemande vient de nous montrer qu'il n'en est rien ; l'organisation de la répartition est possible, elle peut être même avantageuse, comme le prouvent dans le cas de l'Allemagne les résultats de la politique des prix. A défaut du libéralisme défaillant, l'organisation fournit donc une solution au problème général de la répartition des produits agricoles. Mais à quelles conditions ? Car l'organisation n'est qu'un mot, un principe d'action très vague et dont les modalités d'application peuvent être fort di-

verses. *A priori*, rien n'assure que la solution allemande soit la seule possible ou la meilleure ; le contraire semblerait même vraisemblable, étant donné les circonstances particulières qui l'ont accompagnée. C'est justement l'examen de ces circonstances, de ces conditions spécifiquement allemandes, qui nous indiquera les conditions générales de fonctionnement d'une économie agricole organisée ; en effet, l'expérience allemande est remarquable, non par la nature de ses conditions propres, mais par leur intensité ; l'élément spécifiquement allemand, c'est, en réalité, l'excès dans un sens ou dans l'autre ; voilà pourquoi il est si instructif.

Deux ordres de faits caractérisent essentiellement l'expérience allemande : ce sont, d'une part, les conditions politiques du régime national-socialiste, de l'autre les conditions naturelles de la production agricole. Pour fixer les idées, nous dirons tout de suite que ces conditions ont eu des influences contradictoires, les conditions politiques étant favorables, les conditions naturelles défavorables.

En effet, toute politique d'organisation des marchés, plus généralement d'économie dirigée, suppose la contrainte et, par définition même, une restriction plus ou moins complète de la liberté économique des individus. C'est là une vérité élémentaire valable pour tous les régimes, que l'économie soit imposée par la force seule ou qu'elle résulte de textes légaux régulièrement votés par le Parlement. Nous avons vu qu'en Allemagne cette restriction va jusqu'à la suppression à peu près complète de la libre activité économique. Nous savons quels sont, par exemple, les pouvoirs exorbitants des présidents de Fédérations nationales ; encore plus draconien sont les règles de la responsabilité de la Corporation. Toute mesure, tout ordre doivent être exécutés ; les intéressés n'ont contre eux d'autre recours qu'un appel hiérarchique adressé à l'autorité même qui a pris la décision. En principe, les dommages subis par les individus à la suite des mesures d'organisation des marchés ne donnent pas droit à réparation ; celle-ci n'est accordée, sur avis des tribunaux arbitraux ne présentant aucune garantie, que dans des cas exceptionnels, et les indemnités sont alors payées par les membres du groupement intéressé, preuve que cette indemnité représente une équitable compensation, non une réparation due par l'autorité responsable du dommage. Voilà ce que signifie suppression de la liberté économique ; ce n'est pas un vain mot. Or, malgré ses pouvoirs formidables, la

Corporation alimentaire n'a pas eu la tâche facile ; elle s'est heurtée à des résistances considérables. L'histoire du marché des céréales illustre cette affirmation d'une façon frappante. Pour assurer seulement le niveau de prix des céréales, il a fallu contrôler les ventes des producteurs par un système de timbres, celles des moulins par le plombage, fixer les prix du grain, de la farine, des transports, du pain, interdire ou limiter le droit d'exploiter des moulins, imposer aux cultivateurs de livrer des contingents, etc., etc. Chacune de ces mesures a été prise sous la pression des nécessités, et non pour le plaisir d'organiser. Si l'action avait été moins brutale, si la Corporation n'avait pas usé de tous ses moyens, il est sûr que le marché des céréales n'aurait jamais fonctionné. A première vue, ce sont donc les pouvoirs de contrainte de la Corporation qui ont permis la réussite de l'expérience économique.

Mais en réalité ces pouvoirs de la Corporation émanent du régime politique. Nous avons montré dans quelle dépendance étroite la Corporation alimentaire se trouvait à l'égard de l'Etat, c'est-à-dire du régime et du parti national-socialiste. Cette dépendance n'est pas purement formelle. La suppression de la liberté économique n'est que le corollaire de la suppression de la liberté politique. Dans la mesure où la première est nécessaire, la seconde l'est aussi ; comme effectivement l'organisation des marchés a rencontré des résistances considérables que seule une forte discipline collective pouvait vaincre, le régime politique autoritaire apparaît comme un facteur décisif du succès.

Si ces interventions restrictives de la liberté économique ont dû se produire, la cause en est avant tout le fait brutal de l'insuffisance de la production agricole allemande ; l'histoire des principaux marchés nous a montré que la tâche la plus ardue pour la Corporation alimentaire fut de surmonter la crise de la répartition née de la disette. Rappelons, par exemple, les effets de la crise de 1935 sur le marché du beurre ou celui de la viande, nécessitant la limitation des ventes et de la consommation, un véritable plan de rationnement. Mêmes phénomènes sur le marché des fourrages : toute denrée dont la production est insuffisante tend à monter de prix et menace par là l'édifice entier. Selon les hasards de la récolte, à peu près tous les marchés allemands peuvent devenir déficitaires. En tout cas, il en est trois particulièrement importants qui le sont en permanence : les

fourrages, les corps gras et les textiles. Avant l'arrivée au pouvoir du national-socialisme, ces crises de répartition étaient inconnues tout simplement parce que le passif du bilan alimentaire était comblé par les importations. A l'heure actuelle, c'est la restriction des importations qui fait si durement sentir les insuffisances de la production. Cette restriction est la manifestation la plus tangible de l'autarchie, véritable nœud de toute la politique économique du national-socialisme et spécialement de sa politique de l'alimentation.

On a pu se demander dans les débuts du régime si l'autarchie était subie ou voulue par l'Allemagne. Car, dans de nombreux discours, le Dr. Schacht a déclaré que l'Allemagne était contrainte par l'état de sa balance des comptes de réduire ses importations alimentaires, mais qu'elle espérait d'une reprise des échanges internationaux le retour à une situation normale ; telle était certainement l'opinion des milieux économiques allemands. Aujourd'hui, c'est la thèse extrémiste de Darré et de la Corporation alimentaire qui triomphe. Elle ne considère pas l'autarchie comme un mal plus ou moins nécessaire, mais comme le fondement indispensable de la force politique et, disons le mot, militaire, de la nation. La doctrine est on ne peut plus nette. Elle a comme conséquences d'abord la limitation des importations alimentaires pour réserver les devises aux achats de matières premières industrielles, puis le développement à outrance de la production nationale, de manière à réaliser effectivement l'indépendance alimentaire. Tel est le but de la bataille de la production (*Erzeugungsschlacht*).

Il faut souligner l'importance exceptionnelle de cette bataille pour la production. Officiellement annoncée par Hitler en automne 1934, elle constitue maintenant le but essentiel de la Corporation alimentaire. L'objectif assigné à cette bataille est l'augmentation de la production des denrées et produits agricoles qui font défaut à l'Allemagne. Elle est menée avec un acharnement, une ampleur de moyens matériels et moraux véritablement incroyables. C'est pour gagner cette bataille que la Corporation alimentaire construit des millions de mètres cube de silos à pommes de terre, lance une flotte de baleiniers, introduit le contrôle obligatoire de toutes les vaches laitières, etc. Un fait caractérise bien l'esprit dans lequel se livre cette bataille : pour remplacer le coton, la Corporation alimentaire développe par tous les moyens la culture du lin et du chanvre ; en deux ans, les surfaces se-

mées en lin ont décuplé, voici comment : en 1935, la Paysannerie allemande a « spontanément » décidé que chaque paysan allemand sèmerait un carré de lin et en ferait don au Führer pour confectionner les bourgerons des recrues de la nouvelle armée allemande. Cette offrande a été remise à Hitler en 1936, lors de la fête de la Moisson sur le Bückeburg. Devant le succès de l'expérience, il est question d'étendre la méthode à tous les produits dont manque l'Allemagne. En fait, la bataille de la production étend le champ d'action de la Corporation alimentaire du marché à la production. De plus en plus, les considérations nationales de production prennent le pas sur les réformes purement économiques du système de la répartition. L'intervention gagne en surface et en rudesse, car organiser la production suppose encore bien plus de difficultés, de résistances, donc de contraintes. Malgré l'énormité des efforts, les résultats sont jusqu'ici décevants. Certes, il n'est pas possible de juger sur deux ans une politique de la production agricole, car l'influence prépondérante appartient pour une courte période aux inconstances atmosphériques, constamment défavorables. Toutefois, force est bien de constater que l'ensemble de la production n'augmente guère. Les progrès réalisés sur quelques points : culture du lin, des fourrages (surtout le lupin doux), production de laine, sont encore insignifiants en comparaison de ce qui serait nécessaire pour remplacer en entier les importations de textiles ou de tourteaux par exemple. Il ne semble pas qu'avant de très longues années la bataille de la production puisse atteindre son but : assurer l'indépendance totale de l'alimentation de l'Allemagne. Pour le moment, la disproportion est flagrante entre l'effort et le résultat.

En somme, si nous comparons l'influence des conditions politiques et des conditions de la production, nous constatons un lien étroit entre ces facteurs essentiels de la politique agricole allemande. L'organisation de tous les marchés a nécessité un minimum de discipline et de contrainte, facile à obtenir étant donné la puissance d'action du régime politique. Mais lorsque les conditions naturelles défavorables considérablement aggravées par la volonté d'autarchie viennent fausser le jeu normal de la répartition, la Corporation et indirectement l'Etat doivent tendre à l'extrême les ressorts du système ; la contrainte est fonction de la pénurie ;

pour le moment toutes deux tendent à croître, et nul ne peut dire jusqu'où l'Allemagne ira dans cette voie.

Sous tous les rapports, les conditions de l'expérience allemande sont donc excessives ; ce sont presque des conditions limites, qui amplifient comme avec un verre grossissant les données et les réactions de la politique agricole, telles qu'on peut les trouver dans la plupart des pays. C'est pourquoi, en tenant compte de la déformation systématique, il semble légitime d'en tirer des leçons générales pour toute politique d'organisation de l'économie agricole.

Une telle politique, plus ou moins nécessaire selon les résultats du système libéral dans le pays envisagé, peut produire partout d'aussi bons résultats qu'en Allemagne sur le fonctionnement du régime de la répartition, c'est une question d'organisation ; mais, elle n'est possible que si certaines conditions politiques et économiques sont satisfaites.

La simple logique montre que l'économie dirigée suppose un pouvoir économique, donc aussi un pouvoir politique fort. L'exemple allemand prouve que dans certaines circonstances, la dictature la plus brutale peut être nécessaire. En sera-t-il toujours de même, et pouvoir fort signifie-t-il obligatoirement dictature ? Nous ne le croyons pas. Une politique agricole, toujours œuvre de très longue haleine, exige sans aucun doute la continuité, donc la permanence du pouvoir ; elle exige un minimum d'énergie, non de brutalité, dans une mesure variable évidemment selon les pays. Mais la rigueur ne deviendra indispensable que si les difficultés à vaincre l'exigent, difficultés qui proviendront toujours de la situation technique de la production et plus précisément de la pénurie de denrées, car dans un régime strict d'économie dirigée l'abondance ne saurait être qu'un bienfait. C'est pourquoi les pays pauvres ont besoin d'une dictature s'ils veulent organiser leur économie agricole ; la liberté économique comme la liberté politique d'ailleurs, est un luxe réservé aux pays riches. Les conditions politiques sont commandées par les conditions économiques.

Il importe que ces dernières soient les plus favorables possible, pour faciliter le fonctionnement de l'organisation des marchés. La répartition est d'autant moins ardue que la masse des produits à répartir est plus grande. Or aucun pays ne peut se flatter de satisfaire lui-même en toutes circonstances à ses besoins alimentaires ; même le plus vaste ne produit pas tout ce qu'il consomme, même le plus fertile

connaît des années mauvaises. Si toutes les nations, imitant l'Allemagne, cherchaient la solution dans l'autarchie alimentaire intégrale, il est certain que leur niveau de vie baisserait d'une manière effrayante. Au point de vue agricole, tous les pays sont solidaires parce que leurs productions sont complémentaires. Dans le régime capitaliste et libéral, ils n'assurent leur alimentation que par des échanges internationaux. A plus forte raison s'ils organisent leur économie agricole, ont-ils besoin de l'abondance. C'est pourquoi l'autarchie est un non-sens pour tous ceux qui ne soumettent pas tout aux nécessités militaires. La véritable solution du problème de l'organisation des marchés ne peut être qu'internationale. Seule la coopération de tous les pays permettra à chacun d'eux de réformer son économie agricole avec le minimum de contrainte, ce qui constitue naturellement l'idéal.

BIBLIOGRAPHIE

La liste ci-dessous ne contient que des ouvrages traitant directement de notre sujet, à l'exclusion de ceux qui sont trop généraux ou trop connus pour qu'il soit utile de les citer, comme « *Mein Kampf* », par exemple. Elle ne prétend pas être complète ; les innombrables monographies de détail sur des produits ou des marchés spéciaux, qui ne sauraient intéresser le lecteur français, ont été laissées de côté. Ainsi réduite, la liste des ouvrages réellement utilisés est courte. En effet, il existe peu de livres sur la question encore fluide de la nouvelle économie agricole allemande. Presque toute notre documentation provient de périodiques dont nous fournissons les titres avec l'indication de leur but et de leur caractère.

I. — OUVRAGES GENERAUX SUR L'AGRICULTURE ALLEMANDE

Max SERING. — « *Die deutsche Landwirtschaft, unter volks- und weltwirtschaftlichen Gesichtspunkten* ». Berlin, 1932.

« *Deutsche Agrarpolitik* », publié par la Friedrich List Gesellschaft, 3 volumes, 1932.

Ce sont là les ouvrages fondamentaux sur l'agriculture et la politique agricole allemandes. Le premier a pour but d'exposer des résultats acquis, le second plutôt des opinions personnelles et des recherches. Moins complet, le second laisse de côté (technique agricole, etc.) tout ce qui ne se rapporte pas à la politique agricole.

Max SERING. — « *Deutsche Agrarpolitik, auf geschichtlicher und landeskundlicher Grundlage* ». Leipzig, 1934.

Exposé des méthodes de la politique agricole allemande jusqu'au début du national-socialisme. Résume et condense les deux ouvrages précédents.

Kurt HANEFELD. — « *Geschichte des deutschen Nährstandes* ». Leipzig, 1935.

Histoire de la paysannerie allemande jusqu'à la corpora-tion alimentaire, du point de vue national-socialiste.

JÜRGEN-SERAPHIM. — « *Deutsche Bauernpolitik* ». Berlin, 1936.

Morceaux choisis sur la paysannerie allemande jusqu'à l'époque la plus récente.

J. B. HOLT. — « *German agricultural policy* ». University of North Carolina Press, 1934.

Histoire de la politique agricole sous la République de Weimar, vue sous l'angle de la politique intérieure allemande.

Gustav RUHLAND. — « *System der politischen Oekonomie* », Réédition. Berlin, 1933.

Ouvrage fondamental de Ruhland.

II. — OUVRAGES SPECIAUX SUR LA CORPORATION ALIMENTAIRE ET LES MARCHES AGRICOLES

REISCHLE-SAURE. — « *Aufgaben und Aufbau des Reichsnährstandes* ». Reichsnährstandsverlag, 1934.

Description complète de la Corporation alimentaire, par des dirigeants nationaux-socialistes. Ouvrage fondamental, mais qui n'est plus à la page.

« *Der dritte Reichsbauerntag in Goslar* ». Reichsnährstandsverlag, 1935.

Recueil des discours et manifestations à l'occasion du Congrès annuel de 1935 de la Corporation alimentaire ; documents précieux sur tous les domaines de son activité.

« *Der Bauer im Umbruch der Zeit* ». Reichsnährstandsverlag, 1936.

Recueil d'articles des chefs de la Corporation alimentaire sur des problèmes tout à fait actuels.

Fr. DÖLLE. — « *Lehrbuch des Reichserbhofrechts* ». Beck Verlag, Berlin, 1935.

Manuel complet sur les domaines héréditaires.

P. WEGENER. — « *Nationale Fettwirtschaft* », 1933.

M. OTT. — « *Die Entwicklung der deutschen Fettwirtschaft und ihr neuzeitlicher Aufbau* », 1934.

« *Das deutsche Genossenschaftswesen der Gegenwart* ». Hans Buske Verlag, Leipzig, 1936 (publié par l'Université de Halle-Wittenberg).

« *Erzeugungsschlacht 1934-1935* ». Reichsnährstandsverlag, 1935.

Suite de 15 discours prononcés par les dirigeants du RNS sur la « bataille pour la production ».

« *Deutschlands Versorgung mit landwirtschaftlichen Erzeugnissen* ».

Numéro spécial 115 (1935) des « *Berichte über Landwirtschaft* », sur le ravitaillement de l'Allemagne en produits alimentaires.

FERSCH. — « *Das volkswirtschaftliche Einkommen aus der Landwirtschaft* ». Reichsnährstandsverlag, 1935.

Enquête sur le revenu de l'agriculture allemande depuis 1933 par un spécialiste de l'organisation agricole.

Fr. BÜLOW. — « *Gustav Ruhland, ein deutscher Bauerndenkmal* ».

Etude sur Ruhland parue dans les « *Berichte über Landwirtschaft* », Sonderheft 120, Berlin, 1936.

SCHLANGE-SCHÖNIGEN. — « *Acker und Arbeit* ». Oldenburg, 1932.

Les problèmes de l'agriculture en 1932 exposés par l'ancien commissaire aux provinces de l'Est.

DANIELCIK. — « *Deutschlands Selbstversorgung* ». Munich, 1932.

Le problème de l'alimentation allemande avant le national-socialisme.

Ferdinand FRIED. — « *Autarkie* ». Jena, 1932.

J. DORNER. — « *Bauernstand und Nationalsozialismus* ». Hambourg, 1930.

E. SCHREWE. — « *Faschismus und Nationalsozialismus* ». Hambourg, 1934.

Graf E. REVENTLOW. — « *Deutscher Sozialismus-Civitas Dei Germanica* ». Duncker Verlag, Weimar, 1930.

« *Vorträge und Verhandlungen über die Weltagrarkrise* ». Hans Buske Verlag, Leipzig, 1934.

Recueil des discours et débats à la Conférence internationale agricole de Bad Eilsen.

W. DARRÉ. — « *Das Bauerntum als Lebensquelle der nordischen Rasse* ». Lehmanns Verlag, Munich, 1933.

Contient les théories du « Sang et sol » et leur justification historique.

— « *Neuadel aus Blut und Boden* ».

— « *Im Kampfe um die Seele des deutschen Bauern* ». P. Stegemann Verlag, 1934. Recueil de discours.

A. ROSENBERG. — « *Wesen, Grundsätze und Ziele der N. S. D. A. P.* ». Deutscher Volksverlag, Munich.

Le programme du parti.

A. TILLMANN. — « *L'organisation économique et sociale du III^e Reich* ». Thèse Sirey, 1935.

PERIODIQUES

C'est de beaucoup la source la plus abondante de renseignements. Nous ne citerons ici que les publications spécialisées dans les questions agricoles ou celles qui leur accordent une très large place.

« *Odal* » (anciennement dénommée *Deutsche Agrarpolitik*).

C'est la revue officieuse mensuelle de la Corporation alimentaire. Dirigée par Darré, elle est exclusivement consacrée aux problèmes du « Sang et du Sol ».

« *Recht des Reichsnährstandes* ».

Publication officielle de la Corporation alimentaire. Elle donne intégralement tous les textes législatifs sur l'agriculture, accompagnés de commentaires économiques et surtout juridiques, ainsi que de la jurisprudence nouvelle sur l'organisation des marchés.

« *Nationalsozialistische Landpost* ».

Quotidien officiel de la Corporation alimentaire. Destiné aux paysans, il présente un tableau absolument complet de la vie agricole dans le III^e Reich.

« *Berichte über Landwirtschaft* ».

Publié par le Ministère de l'Agriculture. Comprend deux séries de publications :

1° la revue ordinaire, particulièrement bien informée sur l'étranger, l'Institut de Rome et la littérature agricole de tous les pays.

2° des numéros spéciaux, monographies importantes.

« *Neues Bauerntum* ».

Revue mensuelle pour la colonisation intérieure.

« *Landwirtschaftliche Jahrbücher* ».

Publication semestrielle de technique agronomique, organe du Ministère de l'Agriculture.

« *Der deutsche Volkswirt* ».

Revue économique générale, mais contient de nombreux articles bien faits sur l'agriculture, ainsi qu'une bibliographie de livres et articles (hebdomadaire).

« *Wochenberichte des Instituts für Konjunkturforschung* ».

Bulletin hebdomadaire du célèbre institut. Nombreux articles et statistiques sur l'économie agricole.

« *Viertelsjahrshefte zur Konjunkturforschung* ».

Documents statistiques trimestriels.

« *Viertelsjahrshefte zur Statistik des deutschen Reiches* ».

Idem, mais publiés par l'Office du Reich et non par l'Institut für Konjunkturforschung.

« *Wirtschaft und Statistik* ».

Revue économique publiée par l'Office de statistique du Reich.

Enfin parmi les quotidiens on consultera surtout le :

« *Völkischer Beobachter* ».

Journal officiel du parti qui présente le point de vue orthodoxe (abréviation *V. B.*).

« *Frankfurter Zeitung* ».

Dont les remarquables collaborateurs économiques et agricoles sont les seuls à faire preuve de quelque indépendance (abréviation *Frkf. Ztg.*).

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	1
PREMIERE PARTIE	
DONNÉES STATISTIQUES SUR L'AGRICULTURE ALLEMANDE.	9
§ 1. — Superficies cultivées	10
§ 2. — Les modes d'exploitation	12
§ 3. — Production agricole (1932)	14
§ 4. — Bilan alimentaire de l'Allemagne	16
DEUXIEME PARTIE	
LA POLITIQUE AGRICOLE DEPUIS LA GUERRE JUSQU'A 1932.	21
§ 1. — L'économie de guerre	22
§ 2. — Reconstitution de la production agricole	25
§ 3. — La crise et l'intervention de l'Etat	41
§ 4. — Conclusion	66
TROISIEME PARTIE	
LA POLITIQUE AGRICOLE DU NATIONAL-SOCIALISME	73
CHAPITRE I. — <i>Les principes généraux de la politique agricole du national-socialisme</i>	75
§ 1. — Le programme agraire du parti avant la révolution	75
§ 2. — Sang et Sol (« Blut und Boden »)	80
§ 3. — Le socialisme agricole	86
§ 4. — L'idée corporative	93
CHAPITRE II. — <i>La Corporation alimentaire (Reichsnährstand)</i>	99
§ 1. — Idées générales	99
§ 2. — Les membres de la Corporation alimentaire	103

§ 3. — L'organisation intérieure	107
§ 4. — Rôle du Reichsnährstand	111
§ 5. — Caractères juridiques de la corporation alimentaire	117

QUATRIEME PARTIE

L'ORGANISATION DES MARCHÉS	123
Section I. — <i>Les principes</i>	125
CHAPITRE I. — <i>Conditions générales de la politique d'or- ganisation des marchés</i>	125
§ 1. — Idées générales	125
§ 2. — Conditions de la production	130
§ 3. — Conditions de la consommation	133
§ 4. — Conditions du commerce extérieur	135
CHAPITRE II. — <i>Le juste prix</i>	139
§ 1. — Idées générales	139
§ 2. — L'intensité de la fixation du prix	143
§ 3. — Adaptation locale du prix	145
§ 4. — Adaptation saisonnière	146
§ 5. — Adaptation à la qualité	149
CHAPITRE III. — <i>L'appareil de l'organisation des mar- chés</i>	151
§ 1. — Les organes de l'Etat	151
§ 2. — Les organes corporatifs	155
CHAPITRE IV. — <i>Les méthodes d'organisation des mar- chés</i>	167
Création de l'écluse	168
Canalisation de l'offre	170
Action sur la demande	173
Commerce interrégional	175
Politique de stockage	177
Section II. — <i>Etude des différents marchés</i>	183
<i>Le marché des céréales</i>	183
Textes fondamentaux	183
La campagne 1934-1935	194
La campagne 1935-1936	211
La campagne 1936-1937	223
Conclusion	227
<i>Organisation du marché des corps gras</i>	230
Principes de l'organisation	232
La politique de la margarine	235

La politique du beurre	240
Conclusion	253
<i>Le marché du lait</i>	255
Relèvement des prix	256
Organisation professionnelle de la laiterie	258
Organisation du marché du lait	264
Conclusion	268
<i>Le marché des œufs</i>	270
1934. Essai de socialisation du marché	272
1935. A la recherche de l'équilibre	277
1936. Retour à la liberté ?	280
Conclusion	282
<i>Le marché de la viande</i>	286
Règlementation préparatoire	289
Extension de l'organisation	294
<i>Produits secondaires</i>	299
<i>Le marché des pommes de terre</i>	299
Organisation du marché des pommes de terre nouvelles	300
Organisation du marché des pommes de terre	302
<i>Le marché du sucre</i>	306
<i>Cultures maraîchères et fruitières</i>	310
Conclusion	315

CINQUIEME PARTIE

LES RÉSULTATS DE LA POLITIQUE DES PRIX	317
Courbes d'indices	319
Renseignements statistiques	328
CONCLUSION	333
BIBLIOGRAPHIE	341

IMPRIMERIE DE LA LIBRAIRIE GÉNÉRALE
-:- DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE -:-
- - - - - PARIS - - - - -



